Jean-Paul Desbiens (1927-2006)

Alias Le Frère Untel
Professeur de philosophie

(1973)

DOSSIER UNTEL

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
professeure de soins infirmiers retraitée du Cégep de Chicoutimi

Courriel: mgpaquet@videotron.ca

[Page web personnelle](#) dans la section des bénévoles.

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Gemma Paquet, bénévole, professeur de soins infirmiers retraitée du Cégep de Chicoutimi,

Courriel : mgpaquet@videotron.ca

à partir du livre de :

Jean-Paul Desbiens (alias Le Frère untel)

DOSSIER UNTEL.

Montréal : Les Éditions du Jour, 1973, 329 pp. Collection : Les Cahiers du Cap-Rouge.

[Autorisation formelle accordée, le 20 janvier 2005, par l'auteur de diffuser toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 21 avril 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

DU MÊME AUTEUR

[Les insolences du Frère Untel](#), Éditions de l'Homme, 1960.

[Sous le soleil de la pitié](#), Éditions du Jour, 1965.

La psychologie de l'intelligence chez Jean Piaget : présentation sommaire et remarques critiques. Québec, P.U.L., 1966.

[Introduction à un examen philosophique de la psychologie de l'intelligence chez Jean Piaget](#). Québec, P.U.L., 1968.

Jean-Paul Desbiens (1960)

DOSSIER UNTEL

Montréal : Les Éditions du Jour, 1973, 329 pp. Collection : Les Cahiers du Cap-Rouge.

Table des matières

[Index des noms propres](#)

[Quatrième de couverture](#)

[Présentation du cahier numéro 4](#), Jean-Pierre Tremblay

[Chronologie](#), Jean-Pierre Tremblay

[Introduction](#), Le Frère Untel hier et aujourd'hui, Rosaire Bergeron

[Avant-propos](#), Jean-Paul Desbiens

I. [La religion](#)

[Le Grand Renverseur](#)

[Le gouvernement et l'avortement](#)

[De la servitude au service](#)

[La lettre de Paul VI](#)

[Le monde, cité de la parole](#)

[Du célibat et des canons](#)

[Réflexions sur le synode](#)

[Lettre à Jésus-Christ](#)

[Appartenance et liberté](#)

II. [L'indépendance](#)

[Lettres à André Laurendeau](#)

[Le laboratoire de notre avenir](#)

[La Saint-Jean 1970](#)

[Négocier le fédéralisme](#)

[Del superior y del mulo](#)

[La signification d'un non](#)

[De l'Irlande et du Québec](#)

[La sélection des principes](#)

[Parité ou indépendance](#)

[Comment peut-on être Québécois ?](#)

[La fidélité](#)

III. La jeunesse

[L'affirmation de l'étudiant 1969](#)
[Les enfants orphelins](#)
[Quelques noies d'accompagnement à un festival POP](#)
[De l'usage de la jeunesse](#)
[T'en fais pas, la mari, c'est parti](#)
[Les enfants gâtés de l'Occident](#)

IV. L'éducation

[L'école en milieu défavorisé](#)
[Les forceries scolaires](#)
[Le respect de l'école](#)
[Une disponibilité contractée](#)
[La maison du pêcheur](#)

[La classification des enseignants](#)
[Fermer la rue ou le système](#)
[La réforme scolaire 1971](#)
[La rentrée scolaire](#)
[Les faux-monnayeurs](#)

[Rôle des parents dans l'orientation scolaire](#)
[La pédagogie du régime](#)
[L'éducation au Québec, dix ans après la réforme scolaire](#)

V. La langue

[Amour et bon usage du français](#)
[La langue : sang de la pensée](#)
[Franciser à contre-géographie](#)
[La dernière frontière](#)
[La quantité de la langue](#)
[Introduction à *Place à l'homme*](#)

VI. Octobre 70

Le terrorisme
La veille d'un homme
L'anarchie ou la démocratie
L'avenir de notre démocratie
Une opération chirurgicale

Appel aux Québécois
Une société à refaire
Bilan provisoire
De l'innocence au réalisme
L'inconfort intellectuel
Oser exister

VII. Intemporel

La mort d'André Laurendeau
Mort d'un fonctionnaire
Mon projet
Lettre à une fillette
Pourquoi écrire ?

Le kidnapping du public
L'information est un bien commun
Le cléricalisme politique
Colomb, Lindbergh, Armstrong
La sélection psychologique

La démocratie imparfaite
François Mauriac
L'otage, c'est la planète
Être ou ne pas être de la gagne
Le pouvoir et t'autorité

Les salaires de la mort
L'âge d'or de la justice
Lettre à mes parents
La mort d'un seigneur
Go Moon, young man !

Vrai comme neige
La paix par le ping-pong
Trop petit pour être un héros

[Les commères électroniques](#)
[De la négociation et de l'aveu](#)

[L'attraction chinoise](#)
[Les enfants de Chine](#)
[De la lune au Bengale](#)
[La monnaie de la méfiance](#)
[Les pitcheurs de mythes](#)

[Les parties de mots mous](#)
[Le pouvoir n'est plus au pouvoir](#)
[L'érosion des institutions](#)

DOSSIER UNTEL (1973)

INDEX DES NOMS PROPRES

[Retour à la table des matières](#)

Alain	Charbonneau, Yvon	Jean XXIII
Ambroise, st	Chartrand, Michel	Jérôme, st
Armstrong, Neil	Chesterton, C.K.	Johnson, Gabriel
Aristote	Chrysostome, st Jean	Jonas
Aro , Robert	Clavel, Maurice	
Athanase, st	Colomb, Christophe	
Augustin, st	Cross, James	Kennedy, J.F.
		Kierkegaard
Bach	Daniélou, cardinal Jean	Kroutchtchev
Beauvoir, Simone de	De Gaulle	Kossyguine
Bégin, Philippe	Dion. Gérard	
Bélanger, Henri		Lachance, Roland
Benoît, st 97	Dorais, Léo	Lalonde, Marc
Bergeron, Gérard	Dutrissac, Claire	Laporte, Pierre
Bergeron, Rosaire		La Presse
XXXI	Élie	Laurendeau, André
Berger, Gaston	Eusèbe, st	Laurier, Wilfrid
Bernanos, Georges		Leclerc, Gilles
Bernard, Jean-Paul	Fourastié, Jean	Le Devoir
Bergson	François d'Assise	Léger, Jean-Marc
Bertrand, Jean-Jacques	Frank, Anne	Lemelin, Roger
Bertrand, Pierre		Lesage, Jean
Bourassa, Henri	Galbraith	Lévesque, René
Bourassa, Robert	Gérin-Lajoie, Paul	Lindberg, Charles
	Gide, André	Lortie, Claude
Calley, lieutenant	Grégoire, st	Louis XIII
Céline, Louis-Ferdinand		Louis XIV
Certeau, Michel de	Hébert, Jacques	Louis XV
César	Hegel	
Chaput, Marcel	Hitler	Malraux, André

Mann, Horace	Paul, st	Schutz, Roger
Mao	Paul VI	Socrate
Marcuse	Pelletier, Gérard	Staline
Marchand, Jean	Pépin, Marcel	Suenens, cardinal Léon-
Mauriac, François	Perreault, Pierre	Joseph
Maurras, Charles		
Moïse	Pétain	Tibère
Montaigne	Piaget, Jean	Touraine, Alain
Montherlant, Henry de	Pie XI	Tremblay, Arthur
Mozart	Pie XII	Tremblay, Jacques
Mussolini	Pierre, st	Trudeau
	Piotte, Jean-Marc	
Nehru	Revel, Jean-François	Unamuno
Nixon	Roy, cardinal Maurice	
	Ryan, Claude	Valéry, Paul
Papini	San Antonio	
Parizeau, Jacques	Saint-Exupéry	Wells, Orson
Pascal	Saint-Laurent, Louis	

DOSSIER UNTEL (1973)

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

L'auteur de Dossier Untel, Jean-Paul Desbiens, est devenu Directeur général du Campus Notre-Dame-de-Foy, de Cap-Rouge depuis le mois de mai 1972.

Jean-Paul Desbiens a encouragé l'équipe des professeurs du Campus Notre-Dame-de-Foy de Cap-Rouge à publier périodiquement une revue à caractère éducatif et culturel. Les Cahiers de Cap-Rouge. Ce dernier numéro de la première année est consacré à Jean-Paul Desbiens. Il contient une, introduction préparée par Rosaire Bergeron ; celui-ci fait une analyse de l'influence des Insolences du Frère Untel en certains milieux québécois. Cette publication veut être le reflet de la pensée de Jean-Paul Desbiens ; elle contient des textes écrits depuis Les Insolences du Frère Untel et plusieurs de ceux-ci sont des inédits.

Educo-Media qui édite et distribue Les Cahiers de Cap-Rouge coédite ce numéro spécial avec les Éditions du Jour.

Les Cahiers de cap-rouge, vol. 1 /no 4

DOSSIER UNTEL (1973)

PRÉSENTATION

par Jean-Pierre Tremblay

[Retour à la table des matières](#)

Le quatrième numéro des Cahiers de Cap-Rouge paraît. Avec ce dernier numéro de l'année 1972-73, le comité se dit heureux du travail accompli : ce fut un travail enthousiasmant grâce à la coopération des collaborateurs. L'élan s'est maintenu et laisse croire que nous pourrions encore fonctionner en améliorant la tenue de notre revue.

Nous avons cru bon consacrer ce numéro à un des initiateurs des Cahiers : Jean-Paul Desbiens. Il y a maintenant plus de dix ans que le Frère Untel publiait ses lettres au Devoir qui devaient par la suite donner naissance aux célèbres insolences du Frère Untel. Tout le monde connaît le succès de librairie jamais égalé au Québec : plus de 130,000 exemplaires circulèrent, ont circulé et circulent encore.

Quelle a été l'influence des Insolences sur la "révolution tranquille" ? Personne ne saurait le dire pour le moment. L'étude reste à faire. Il est sûr qu'il se trouvera un jour un historien qui nous fera connaître ce qui est arrivé à "notre enseignement du français", à "notre système d'enseignement", à notre crise de la religion", après les Insolences.

En attendant, nous avons demandé à Rosaire Bergeron, professeur de philosophie à Cap-Rouge, de nous dire ce que les insolences ont eu comme impact sur lui et sur son milieu. Suit un choix de textes de Jean-Paul Desbiens.

Le comité de la revue remercie M. Jean-Paul Desbiens qui nous a permis de fouiller dans "ses papiers" pour y découvrir quelques inédits, environ 20% du présent recueil, M. Roger Lemelin, président et éditeur de La Presse, qui nous a autorisés à reproduire les textes de certains éditoriaux, M. Jacques Hébert, président des Éditions du Jour, qui a rendu possible la co-édition de ce numéro.

Jean-Pierre Tremblay

DOSSIER UNTEL (1973)

NOTES CHRONOLOGIQUES

[Retour à la table des matières](#)

- 1927 7 mars, naissance de Jean-Paul Desbiens à Métabetchouan, Lac-Saint-Jean, deuxième enfant d'une famille de cinq.
- 1933 Études primaires et commencement des études secondaires à Métabetchouan.
- 1941 2 juillet, entrée au Juvénat des frères maristes à Lévis. Poursuite des études secondaires dans les maisons de formation des frères maristes à Lévis et à Saint-Hyacinthe.
- 1943 Année de noviciat.
- 1944 15 août, première profession.
- 1946 Obtention du brevet complémentaire d'École Normale.
- 1947 14 décembre, entrée à l'Hôpital Laval où il devait demeurer 47 mois.
- 1950 2 juillet, profession perpétuelle.
- 1951 Convalescence à Saint-Hyacinthe.
- 1952 Retour à Valcartier comme étudiant et professeur.
- 1953 Obtention du brevet supérieur d'École Normale.
- 1954 Retour à l'Hôpital Laval pour un an.
- 1955 Études de philosophie à l'université Laval.
- 1958 Obtention de la licence en philosophie de l'université Laval.
Septembre 1958, professeur à Chicoutimi.
- 1959 3 novembre, première lettre au *Devoir*.
- 1960 Professeur à Alma.
6 septembre, lancement des *Insolences du Frère Untel*.

- 1961 18 août, départ pour Rome.
- 1962 Septembre 62 - juillet 64 : stage à Fribourg pour sa thèse de doctorat.
- 1964 Fonctionnaire au ministère de l'Éducation.
septembre 64 - septembre 67 : directeur du cours préparatoire aux Études supérieures (CPES).
septembre 67 - octobre 69 : directeur du service des programmes à la DIGEC.
octobre 69 - mai 70 : directeur général de l'enseignement élémentaire et secondaire (DIGEES).
- 1965 Publication, aux Editions du Jour, de *Sous le soleil de la pitié*.
- 1968 Publication de sa thèse de doctorat en philosophie : *Introduction à un examen philosophique de la psychologie de l'intelligence chez Jean Piaget*.
- 1970 Editorialiste en chef de *La Presse*.
- 1972 Juin : directeur général au Campus Notre-Dame-de-Foy.

DOSSIER UNTEL (1973)

INTRODUCTION

LE FRÈRE UNTEL
HIER ET AUJOURD'HUI*par Rosaire Bergeron*[Retour à la table des matières](#)

Intituler une étude *Le Frère Untel hier et aujourd'hui* c'est m'engager en une aventure complexe et exigeante. En septembre 60, qu'on s'en souviennne ou non, paraissait un ouvrage-choc : *Les Insolences du Frère Untel*.¹ Je me propose, non seulement de rappeler certains faits, l'impact produit et ses causes, mais surtout de rechercher où nous en sommes aujourd'hui avec les problèmes soulevés alors. En outre, je tenterai de cerner quelque peu le rôle que l'auteur assume, par ce livre et ses divers écrits, dans l'évolution québécoise actuelle.

Sans quémander une indulgence à bon marché, je déclare tout net que j'aurais désiré plus d'heures disponibles pour rédiger ce travail. J'ai composé à la façon d'un journaliste étreint par l'urgence : chacun sait ce que ça donne. Rousseau avait bien raison de s'indigner de ce que les pires choses arrivent au meilleur des hommes. Mais enfin, pour les déficiences de cet exposé, je ne présente aucune excuse et ne sollicite aucune pitié. Semblable au *Cimetière marin* de Valéry, ma conscience se berce en moi, tranquille mer, "chienne splendide sans pareille." Ni dupe, ni coupable ! Voilà comment je m'éprouve au seuil de cette épreuve.

¹ *Les Insolences au Frère Untel*, Les Éditions de l'homme, Montréal, 1960. Nous abrègerons ce titre. Nous écrirons : *Insolences*.

J'ai fait effort pour me dégager d'un horizon trop étroit. De nombreuses références expliquent, nuancent ou prolongent les idées émises. Je signale ici, qu'en mes écrits, les renvois, les notes additionnelles éclairent plus que le texte. C'est ma façon à moi d'être original.

Impact des Insolences :

Je débute par un souvenir personnel. Un samedi de mi-septembre de l'année 60, je me rendais à la *Librairie Régionale* de Chicoutimi pour acheter des volumes scolaires. Sur le rayon supérieur, un livre attira mon attention par sa couverture : un religieux en rabat blanc qui donnait un coup de pied à une boîte de conserves ouverte sur laquelle on lisait : BINES. Sur la page brune se détachait : *Les Insolences du Frère Untel*. J'en parlai au libraire. Il me répondit que ce livre venait de sortir des presses et que la maison avait risqué l'achat de quelques exemplaires, au cas où ça se vendrait. Mais ce nouveau-né devait connaître une destinée tout à fait singulière. Rapidement il fit parler de lui dans plusieurs revues et journaux. Les commentaires se multipliaient, tantôt modérés ², souvent enthousiastes, parfois hostiles.

Mais l'ouvrage se vendait à un rythme inhabituel : 50,000 exemplaires pendant les trois premiers mois. Dans *Le Devoir* du 5 novembre, on lisait : "Jamais, semble-t-il, un livre n'a connu un succès semblable au Canada français. Des maisons d'édition allemande, américaine, anglaise et sanglo-canadienne ont entamé des pourparlers avec la direction des Éditions de l'Homme pour obtenir des droits de reproduction et de traduction". ³

Pour répondre aux demandes successives, on dut réaliser vingt-huit éditions françaises totalisant 130,000 exemplaires. Le public anglais exigea cinq éditions

² Je compte parmi les reportages modérés ceux qui se rapprochent de celui-ci : « un petit frère enseignant vient de publier quelques réflexions sur notre milieu social et religieux. Un recueil rempli d'intuitions étonnantes et d'observations peu banales. Quelques naïvetés, ici et là. Un cri de vérité qui perce dans un climat de restriction, de silence prudent et de crainte. » (*Notre Temps*, 12, déc. 60)

³ *Le Devoir*, 5 nov. 1960. En ce même jour, *La Presse* annonçait : « *Les Insolences du Frère Untel* battent tous les records de l'édition canadienne. »

totalisant 15,000 exemplaires. Il faut noter que la traduction anglaise ne fut réalisée qu'en 62. Déjà plusieurs anglophones avaient lu le texte français. Sur sept listes de best-sellers en 60, les *Insolences* figurent en première place. L'auteur lui-même soulignait, cinq ans plus tard : “ ... il est objectivement vrai de dire que je fus, pendant un an, le plus connu et le plus discuté des Canadiens français”.⁴ Il devint célèbre soudainement et ne pouvait plus rester dans, l'anonymat.

On l'invita à l'émission *Premier plan* en novembre 60. Le Frère Untel-Desbiens s'expliqua avec la verve et l'humour qu'on lui sait. Cette apparition de quarante-cinq minutes sur l'écran augmenta encore son prestige.⁵ Il reçut le prix *Liberté* l'année suivante.⁶ Et les demandes de conférences se multipliaient. Mais l'auteur, réduit au silence, savourait de façon bizarre la sage maxime : Pour vivre heureux, vivons cachés.

Toutefois, cet accueil des *Insolences* comprend des formes variées. Ainsi plusieurs Religieuses eurent difficilement accès à cet ouvrage. La *Lettre de Soeur Une Telle* choqua un certain nombre de Supérieures. Cependant maintes soeurs savourèrent en cachette le fruit défendu et convoité. J'enseignais cette année-là à l'école Saint-Alphonse de Bagotville. Une jeune religieuse emprunta discrètement notre exemplaire, nous recommandant avec force de n'en rien dire à personne. Elle le lut, puis le passa, on devine comment, aux vingt-deux soeurs du couvent. Le livre, il fallait s'y attendre, finit par tomber dans les mains de Mère Supérieure qui nous le rapporta en assurant que le "Frère Untel a dit des choses vraies et intéressantes."

⁴ Sous le soleil de la pitié, p. 67.

⁵ Réal Béland (Ti-Gus) enregistre sur le Frère Untel un disque. Au Carnaval de Québec, on retrouve, dans la rue Sainte-Thérèse en monument de glace le Frère aux grands pieds donnant un coup de pied à la boîte de conserve. Au carnaval de Jonquière, des élèves taillent dans la neige le joual des *Insolences*. Peu avant l'émission *Premier-plan*, un étudiant en art dramatique de l'université de Montréal avait réalisé une performance : s'étant déguisé en bon mariste, il donna une conférence à un auditoire enthousiaste qui croyait rencontrer le vrai Frère Untel.

⁶ À cette occasion, l'auteur souligna qu'il avait peu souffert pour la liberté comparativement à des centaines d'autres qui subissent la torture et même la mort, en divers pays, alors qu'ici, on n'attrape que quelque mise en quarantaine.

Les Frères, pour l'immense majorité, réservèrent un accueil fort positif à l'ouvrage. Chacun se retrouvait plus ou moins en ces pages sympathiques et familières. Je me souviens de cette réflexion de mon Provincial d'alors, homme réservé, mais d'un jugement accompli : "Le Frère Untel, tout ce que je lui demande, c'est de rester en communauté. Il vient de nous rendre le plus beau témoignage jamais écrit sur nous." Pour ma part, je fus envoûté par le style et l'humour de l'auteur. Le pittoresque coulait à pleins bords. Je m'étonnais de ces formulations hardies, de ces expressions neuves et crues d'où giclait la lumière. Ce qu'il disait sur l'enseignement du français, nos programmes scolaires et le Département de l'instruction publique, me paraissait juste. Mais je le trouvais terriblement audacieux de parler comme ça et j'ai pensé : "Il va se faire ramasser de la belle façon !" En ce qui regarde la crise religieuse et l'impasse de la pensée canadienne-française, il m'ouvrait les yeux ; ça m'avait échappé. Mais ce qui m'impressionna davantage ce fut la *Lettre à un jeune Frère*. J'éprouvai l'impression que l'auteur me parlait à moi, et qu'il m'était tout présent. Ces lignes m'apportèrent une grande paix. Après *Les élus que vous êtes* du frère Clément Lockquell, ce témoignage limpide confirmait "les voix" qui, à treize ans, m'avaient poussé vers le juvénat d'Arthabaska. Comme le cheval de la fable, je me découvris sur un "chemin montant, sablonneux, malaisé" ; j'empruntais une voie méconnue du clergé en général, des parents et des élèves, et même méprisée par une partie de ce qu'on appelle l'"élite" de la société. Ma vocation de vivre Jésus-Christ parmi les humbles, m'apparut dans son austère beauté. Être Frère du Sacré-Coeur, ça en valait le coup ! Il me fallait tenir. Et, malgré le froid de la nuit, rester au poste avec mon option sur Dieu. ⁷

En milieu ouvrier, *les Insolences* connurent une popularité qui valut à l'auteur d'émouvantes confidences de ce genre :

"Frère Untel, vous êtes notre ami !"

⁷ La citation de St-Exupéry qui terminait a nourri longtemps ma méditation : « Nous sommes quelques-uns à veiller sur les hommes, auxquels les étoiles doivent leur réponse. Nous sommes quelques-uns debout, avec notre option sur Dieu. Portant la charge de la ville, nous sommes quelques-uns parmi les sédentaires, que durement flagelle le vent glacé qui tombe comme un manteau froid des étoiles. » Et l'auteur ajoutait : « Avec notre option sur Dieu. Et Sainte Marie. » (*Insolences*, p. 144)

"Votre livre, Frère Untel, répondait à un besoin, surtout chez les pauvres ouvriers."

"Bravo Frère Untel ! nous avons lu votre livre avec beaucoup de compréhension !"

"Frère Untel, je vous aime encore plus que Maurice Richard." ⁸

Les membres du clergé ainsi que des professions libérales se montrèrent, dans l'ensemble, plutôt silencieux. Les témoignages furent plus rares, quoique là encore on retrouve des prises de position modérées, positives ou discordantes. Parfois sous forme voilée, parfois en termes incisifs, on reprochait à l'auteur de favoriser l'anticléricalisme naissant ⁹ ou encore de saper nos institutions sans apporter de solutions de rechange ¹⁰ ou même de jeter de la dynamite dans le peuple. ¹¹ En bref, les *Insolences* furent un signe de contradiction.

⁸ Extraits de lettres et télégrammes reçus par M. Desbiens.

⁹ Jean-Claude Pinsonneault écrivait dans *Salaberry*, le 20 octobre 60 : « Quand ce ne sont pas quelques jeunes intellectuels en nourrice chez les penseurs étrangers ou quelque clique soi-disant d'avant-garde, c'est quelque obscur religieux qui, tout à coup, embouche les trompettes du jugement et englobe dans une commune réprobation à peu près tout ce que la province de Québec compte d'ecclésiastiques ».

¹⁰ Le père Paul Guay ne prise pas les *Insolences*. Le Sulpicien se plaint de ce que "le bon Frère ne propose rien de concret, se retranchant derrière des outrances enfantines », en ce qui regarde la critique du Département de l'Instruction publique. Et il ajoute : « Je ne comprends pas qu'un homme de la taille d'André Laurendeau ait préfacé ce bric-à-brac excentrique ! » (P. Guay, in *Le Droit*, 24 septembre 60).

¹¹ « Ce livre contient quelques bonnes choses, mais il est tellement gâté par ses insolences et ses insuffisances qu'il faut admettre non seulement son inutilité, mais sa nocivité. Plusieurs le trouvent même subversif. Livre dynamique ? Non, dynamite ... dont l'explosion causera des dommages d'abord à l'auteur lui-même. » (Le Temps, 5 septembre 60)

Causes de l'impact :

Pourquoi l'impact fut-il si considérable ? L'auteur répond : "J'étais un frère enseignant. On n'était pas habitué à les entendre ceux-là. Les entendre moquer, oui, mais les entendre parler eux-mêmes, non. Voilà, il me semble, les ingrédients de ce succès".¹² Le 5 novembre 60, *La Presse* avait exprimé ce point de vue presque textuellement.¹³ En outre, l'ouvrage décrivait des malaises réels. L'évidence même de ce que l'auteur dénonçait le rendait sympathique et redoutable à la fois.¹⁴

C'est ainsi que le thème de la grande peur québécoise a rencontré des échos profonds dans les diverses classes de la société¹⁵, mais surtout chez les étudiants, semble-t-il.

¹² Sous le soleil de la pitié, p. 68.

¹³ « Une grande part de l'étonnement, du « scandale », est venue du fait qu'un simple Frère enseignant, jusque là inconnu, pouvait nourrir de telles idées et oser les exprimer noir sur blanc en citant divers auteurs à la mode, Montherlant par exemple. On s'est tout de suite demandé : « Mais d'où qu'il sort ? » (*La Presse*, 5 novembre 60)

¹⁴ Nous rapportons deux témoignages. « Quant aux *Insolences du Frère Untel*, je ne crois pas personnellement que ce soit leur côté sensationnel qui en ait fait vendre quelque 50,000 exemplaires bien que l'auteur ne se gêne nullement pour appeler un chat un chat. Je crois que c'est plutôt parce que les critiques qu'elles formulent ou accompagnent trouvent un écho non seulement chez, les frères enseignants, mais dans le public. » (*Le billet de Michèle Tisseyre* in *Photo-journal*, semaine du 5 au 12 nov. 60)

« Pourquoi le livre jouit-il d'une telle popularité ? Ce n'est certes pas cet engouement morbide qui fait la fortune des feuilles jaunes. C'est que chaque instituteur a enfin trouvé quelqu'un qui exprime ouvertement ce qu'il pensait tout bas. Frère Untel, au nom de tous : Merci ! » (J. Mercil, Duvernay, in *La Presse*, 12 novembre 60)

¹⁵ L'inspecteur d'écoles de mon district avouait : « Oui, le Frère Untel, ce qu'il nous dit sur la peur, c'est vrai que nous vivons ça, et à tous les niveaux. » *Informations catholiques internationales*, livraison du 15 oct. 60 commentait et citait *Les Insolences* sous le titre fort bien choisi : Notre-Dame de la Trouille.

Herman Desrosiers écrit : « Pour moi, ce livre est tout simplement formidable... Il est formidable parce qu'il démasque avec franchise, et une franchise exempte de la peur et de la contrainte, et à la hache s'il vous plaît, un vice pro-

Le succès de l'ouvrage s'explique encore, en partie, par une certaine agressivité amicale dans l'attaque, les images inattendues, les tours hardis, la bonhomie de la phrase et cette sensation de santé mentale que l'on retrouve dans chaque page.¹⁶ Mais on apprécia particulièrement la sincérité et l'attitude positive de l'auteur qui affirmait : "Ce que je veux, c'est créer un appel d'air ; je veux qu'on respire ici."¹⁷ Enfin, les media d'informations contribuèrent pour une part à créer ce climat d'attention autour des *Insolences* par une publicité soutenue, bruyante même. *Radio-Monde* alla jusqu'à affirmer le 19 novembre 60 : "*Les Insolences du Frère Untel* a produit chez nous autant de bouleversement qu'en avait suscité Hiroshima !" Et dire que ce livre à succès résultait de quelques lettres à M. André Laurendeau, journaliste au *Devoir*.¹⁸

fondément ancré chez nous : la peur. » (Herman Desrosiers, in *La Presse*, 10 nov. 60)

- ¹⁶ Après avoir évoqué ses prédécesseurs, les frères Marie-Victorin, G. Dufresne ajoute : « Mais avec le Frère Untel nous avons quelque chose de plus : un véritable pamphlétaire qui mord à pleines mâchoires dans certains de nos principaux tabous ... Et aussi cette absence d'amertume, cette critique joyeuse en même temps que féroce, c'est vraiment une chose toute neuve pour nous trop habitués aux critiques en colère. »

(G. Dufresne in *Le Quartier Latin*, 3 nov. 60)

On rencontre des formules ainsi frappées : « C'est à la hache que je travaille. Remarquez que je n'aime pas ça. Je suis plutôt délicat par tempérament, aimant les morts, le fromage d'Oka et le café-brandy. »

Et encore : « Pour me faire comprendre d'eux (les élèves), je dois souvent recourir à l'une ou l'autre de leurs expressions jouales. Nous parlons littéralement deux langues, eux et moi. Et je suis le seul à parler les deux. » (*Insolences*, p. 27)

Cette agressivité amicale se manifeste en des tours du genre : « J'écris avec une hache... mes textes sont des actions... Je relaye Léon Bloy, génie en moins (...) il faut démolir. » (*Insolences*, p. 18)

- ¹⁷ *Insolences*, p. 147

- ¹⁸ L'auteur s'est expliqué récemment sur la genèse de ce livre : « Les textes parus dans *Le Devoir* à l'automne 59 et durant les 6 premiers mois de 1960 ont été à l'origine de tout. Rien n'avait été planifié. Chaque texte, dans mon idée, était le dernier ; cependant, une espèce de logique interne, interne quant à moi et interne quant à la situation, a fait que les sujets abordés étaient de plus en plus graves et de plus en plus engageants. » (Causerie prononcée devant l'assemblée annuelle des supérieurs majeurs des communautés d'hommes et de femmes du Québec. voir pp. 31-36).

Les thèmes des Insolences :

Maintenant, je préciserai sommairement les thèmes cardinaux de cet ouvrage. Ils portent sur l'état du langage québécois, notre système d'enseignement, l'impasse de la pensée canadienne-française et la crise religieuse. Considérons de près l'analyse faite alors sur ces diverses situations, et tâchons de voir où nous en sommes aujourd'hui avec ces problèmes.

Le langage québécois :

L'auteur s'en prend d'abord au langage. Une nouvelle langue se développe chez nous : le joual. C'est un parler désossé, une décomposition fort difficile à définir.¹⁹ Cet état de choses s'aggrave sans qu'on y prenne garde ; on s'y habitue ; c'est une sorte d'asphyxie progressive, sournoise. Le Frère Untel rapporte les difficultés qu'il éprouve à motiver ses élèves pour parler un français correct. Quelqu'un répond : "Pourquoi se forcer pour parler autrement, on se comprend."²⁰ Et l'auteur ajoute : "Bien sûr qu'entre jouaux, ils se comprennent. La question est de savoir si on peut faire sa vie entre jouaux."²¹ Le langage et l'écriture malades révèlent une pensée malade, une anémie culturelle. La crise du langage signifie notre pauvreté d'existence. "Notre inaptitude à nous affirmer, notre refus de l'avenir, notre obsession du passé, tout cela se reflète dans notre joual, qui est vraiment notre langue."²² Il s'impose alors d'attaquer le mal à sa racine : soigner notre

¹⁹ Pour illustrer, l'auteur présente un extrait de notre hymne national en « joual ». Ce sont des perles tirées des copies d'élèves du Secondaire.

" Au Canada, taire de nos ailleux,
Ton front est sein de fleurs en glorieux.
Car ton corps, c'est porter l'épée. Ton histoire est une épépée
Des plus brillantes histoires.
Et cavaleur
De foie Tremblay ... » (*Insolences*, p. 33)

²⁰ *Insolences*, p. 25

²¹ *Insolences*, p. 25

²² *Insolences*, p. 25

âme. Car il existe une corrélation entre le langage, la pensée et la vie. "Nous vivons joual par pauvreté d'âme et nous parlons joual par voie de conséquence ." ²³

L'auteur précise, qu'en pourchassant le joual, il n'entend pas nous ramener au français impersonnel dominé par une grammaire formaliste. Nous sommes des Français québécois ; tenons compte de nos particularités historico-culturelles. S'il importe de nous ressourcer à la France, il faut intégrer aussi l'apport original de nos ancêtres vivant depuis trois siècles et demi en terre d'Amérique. ²⁴

Des mesures immédiates s'imposent pour l'amélioration de notre langage. *Les Insolences* suggèrent des mesures radicales, efficaces ²⁵ ; et d'abord l'intervention des pouvoirs publics. "L'État québécois devrait exiger, par loi, le respect de la langue française, comme il exige, par loi, le respect des truites et des originaux." ²⁶ Car la langue fait partie intégrante du bien commun. ²⁷

Cet appel ne se perdit point dans l'indifférence. Un réveil étonnant se produisit bientôt dans plusieurs couches de la société québécoise. Ainsi, plusieurs municipalités envoyèrent des lettres officielles de félicitations au Frère Untel pour son cri d'alarme et promirent d'apporter remède à la situation selon leurs moyens. Des vedettes de Radio-Canada et des écrivains se remirent en question. Plusieurs journaux et revues entrèrent dans la ronde pour abattre le joual. ²⁸ Un courant anti-

²³ *Insolences*, p. 26.

²⁴ *Insolences*, pp. 30-31.

²⁵ Voici les mesures draconiennes préconisées :

"Pour nous guérir (du joual), il nous faudrait des mesures énergiques. La hache ! la hache ! C'est à la hache qu'il faut travailler :

a) contrôle absolu de la Radio et de la TV. Défense d'écrire ou de parler joual sous peine de mort ;

b) destruction en une seule nuit, par la police provinciale de toutes les enseignes commerciales anglaises ou jouales ;

c) autorisation, pour deux ans, de tuer à bout portant tout fonctionnaire, tout ministre, tout professeur, tout curé, qui parle joual. » (*Insolences*, p. 28)

²⁶ *Insolences*, p. 29.

²⁷ *Insolences*, p. 29.

²⁸ Le 13 janvier 61, Serge de la Rochelle écrivait dans *La Presse* : « La publication, au Canada français d'un petit livre écrit « à la hache » a eu des répercussions inattendues. Les désormais fameuses « insolences », dont le tirage atteint presque les 100,000 copies, ont suscité chez nous une prise de conscience collective.

joual se répandit un peu partout. Maints journaux signalèrent l'ampleur de cette prise de conscience populaire ²⁹ qu'il fallait retrouver un meilleur langage coûte que coûte.

Diverses initiatives surgirent ici et là, pour refranciser les milieux de travail ou de vie. Des hommes d'affaires prirent des mesures concrètes ³⁰ pour valoriser le français dans le commerce et l'industrie. Des professeurs mirent sur pied des examens spéciaux destinés à encourager un parler correct, voulant par là soutenir l'effort des élèves. Même l'université Laval prit part à ce mouvement collectif, selon sa manière à elle. ³¹ Mais cette ferveur du début ne se maintint pas partout ; il fallait s'y attendre. Tout de même, des progrès consolants apparurent et encouragèrent de nouveaux départs. ³²

Mais en 73, qu'en est-il de notre parler ? On s'accorde pour reconnaître un progrès tangible sur ce point par rapport aux années 60. Le peuple parle mieux ; les enfants parlent mieux. Le vocabulaire est plus exact et plus varié. Tout n'est pas parfait, loin de là ! ce qu'il faut souligner toutefois, c'est qu'on a fait du chemin. Il faut s'en réjouir et surtout, poursuivre notre effort à tous les niveaux. Au niveau politique d'abord, le gouvernement doit assumer de plus en plus un rôle positif en cette promotion de la langue parlée dans les diverses sphères du travail et de la culture en accordant un appui à la fois financier et législatif. La télévision,

Notre presse écrite, parlée et télévisée, nos associations, nos gouvernements ont, directement ou indirectement, fait écho au cri d'alarme lancé par le Frère Pierre-Jérôme. »

²⁹ Je ne rapporte que ce témoignage : « Le R.F. Jérôme... a soulevé une campagne pour le bon parler français comme il ne s'en était jamais vue dans la province de Québec et son livre a eu de retentissants échos avec ses 100,000 exemplaires. » (Paul Tremblay, in le journal *Lac-St-Jean*, 11 janvier 61.)

³⁰ À Alma, par exemple, le gérant du Woolworth, M. Serge Rufiange, organise une campagne de refrancisation dans son magasin. Partout, on peut lire : ICI ON PARLE FRANCAIS. D'autres magasins imitent ce geste, à Jonquière, à Chicoutimi et ailleurs.

³¹ Ainsi à l'examen de Rhétorique de 61, on demandait aux candidats de rédiger un discours contre le parler « joual » en signalant « la vaste campagne qui se mène contre le parler joual. »

³² Dans *Le Progrès* du 7 avril 61, Rosaire Pelletier signalait :

« La guerre au joual est loin d'être terminée. Le cri d'alarme sonné par le Frère Untel, il y a déjà quelques mois, ne s'est pas perdu. Il se répercute encore dans des manifestations qu'il nous est donné de toucher tous les jours. »

la radio et les enseignants contribuent largement à l'amélioration de notre parler chez les jeunes. Leur collaboration sera toujours requise.

Il y a quelques semaines, M. Desbiens me confiait qu'il mesurait le progrès en ce champ du langage, à la lumière de trois situations. Il signale d'abord l'élévation du niveau de scolarité qui, en fin de compte, représente un acquis brut non négligeable. Ensuite, il constate que le problème du français se situe maintenant plus haut, au niveau politique. Le gouvernement se sent obligé d'en tenir compte davantage. Enfin, il salue l'explosion de la parole qui se manifeste dans le théâtre, la chanson et le roman. Une vitalité littéraire étonnante ! Pour ma part, je partage ces vues.

Si le français parlé accuse une amélioration sensible, le français écrit connaît des difficultés croissantes. Beaucoup d'élèves écrivent au son, même à la fin du Secondaire. Imaginez les ambiguïtés, les couleurs locales en certaines copies ! Quoi faire ? Le Frère Untel nous répondrait peut-être : mes petits enfants, il serait efficace de surveiller, de rémunérer l'orthographe et la syntaxe de tous les travaux exécutés par vos élèves. En outre, une étude poursuivie de la grammaire me paraît indispensable. Faire copier des extraits littéraires de valeur, et même les faire mémoriser peut rendre de précieux services. Apprendre à penser et à écrire en français, représente une tâche fort onéreuse, exténuante même ; mais si nous voulons civiliser nos jeunes barbares, il faut payer ce prix.

L'auteur des *Insolences* ne pense pas que chez nous tout aille pour le mieux avec la meilleure des langues. En ses interventions, il revient fréquemment sur ce problème pour nous tenir en alerte.³³ On n'a qu'à relire les six articles publiés en ce volume sous la rubrique *La langue*. L'entreprise de 60 est poursuivie, car il lui paraît qu'on ne peut libérer un peuple qu'en libérant sa parole. En effet, la parole permet la relation au niveau typiquement humain. Et l'homme ne peut atteindre la maturité que dans une communion interpersonnelle.

³³ En septembre 67, lors d'un entretien à la biennale de la langue française, M. Desbiens déclarait : « Je ne suis pas inquiet pour la parole... je suis inquiet pour le français. Ici, d'abord, bien sûr, car *c'est ici qu'il est le plus menacé* ; mais aussi pour toute la francophonie. » Voir p. 179 (Communication à la biennale, le 7 septembre 67) C'est moi qui souligne.

Notre système d'enseignement :

La crise de l'enseignement du français résultait, pour une part, selon l'auteur des *Insolences*, de l'incompétence du Département de l'Instruction publique.³⁴ Cet organisme aurait été créé d'abord pour éviter l'anglicisation et le glissement au protestantisme : « le Département a été conçu comme une machine à évitement ; un tuyau d'échappement. »³⁵ De ce manque d'objectifs plus précis, serait née la dichotomie entre l'enseignement privé et le cours public. Le Département se serait préoccupé suffisamment des collèges classiques, mais aurait délaissé l'enseignement secondaire où des professeurs se débattaient sans préparation suffisante, sans programmes, sans manuels appropriés.³⁶ Le Département recevait, en outre, le reproche d'improviser en des secteurs où il s'imposait de planifier. Les enseignants se faisaient vertement conseiller d'apprendre quelque chose avant d'instruire les autres.³⁷ La solution proposée : envoyer les professeurs à l'école et fermer le Département.³⁸

Aujourd'hui, en 73, où en sommes-nous en ce qui concerne ces points ? Le ministère de l'Education a été mis sur pied. Le Rapport Parent nous est arrivé comme un nouvel Emile destiné à renouveler l'école. Des centaines de théories furent émises. Des centaines de comités se mirent fébrilement à l'oeuvre. Des millions d'heures et de dollars ont été engloutis dans la réforme scolaire. Et les fruits ? C'est difficile de répondre. Car ils sont en train de se faire. Certains affirment que ça mûrit ; d'autres que ça pourrit. Comme il s'agit, en fait, de deux propositions particulières, elles peuvent être vraies toutes deux en même temps : il y a des fruits qui mûrissent et d'autres qui pourrissent.

³⁴ *Insolences*, pp. 35 et 52.

³⁵ *Insolences*, p. 38.

³⁶ *Insolences*, pp. 38 et 39.

³⁷ « Les enseignants ne savent rien. Et ils le savent mal. À l'école tous, qu'il faudrait les envoyer. » (*Insolences*, p. 48)

³⁸ *Insolences*, pp. 51 et 52.

Dans un exposé substantiel ³⁹, M. Desbiens souligne que l'objectif global du ministère de l'Éducation en 60 consistait dans la démocratisation de l'école. Les moyens utilisés pour atteindre ce but se résumaient à ceux-ci : 1-l'organisation des compétences au sein du ministère de l'Éducation ; 2- création d'écoles polyvalentes ; 3- les enseignants.

Il souligne que ce dernier facteur, le plus important, s'est révélé décevant. Le bilan s'établirait ainsi. L'objectif global, la démocratisation de l'école a été substantiellement atteint. Mais, selon M. Desbiens, certains moyens ont été transformés en buts : la participation ou consultation, la polyvalence, les programmes, les horaires, etc. « On croit multiplier les services en multipliant les fonctionnaires et les organigrammes. » ⁴⁰ Malgré tout, cette immense aventure nous aurait permis une avance considérable en tant que société. Pour sortir des malaises actuels, l'auteur préconise une décentralisation. Que le ministère abandonne ou plutôt établisse les pouvoirs de décision sur les champs concrets où se posent les problèmes. En outre, que l'école soit davantage ouverte sur la vie pour une rencontre des générations. À diverses reprises, il suggère des voies pour débloquer les impasses. ⁴¹

Il constate sereinement les maux présents qui résultent de la réforme scolaire et reconnaît que nous ne voyons pas clairement encore les solutions appropriées. ⁴² À mon point de vue, si les difficultés s'accumulent à tous les niveaux : gouvernement, enseignants, élèves, parents, en ce qui concerne l'école, c'est, pour

³⁹ L'éducation au Québec, 10 ans après la réforme scolaire. Voir cet article sous la rubrique L'éducation, p. 165.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Qu'on relise les articles suivants sous la rubrique *l'Éducation* : (voir p. 165)
Une disponibilité contractée,
La réforme scolaire 1971,
La classification des enseignants.

⁴² M. Desbiens remarque : « En fin de compte, on est amené à constater que si tout le monde voulait une réforme scolaire vers les années 60, il y en a moins qui aiment celle qui a été réalisée. Les enseignants sont révoltés, les administrateurs sont surmenés, les parents sont inquiets et les élèves indifférents ou eux-mêmes révoltés. La mécanique s'est grippée quelque part et la cause profonde nous échappe encore au sens où nous l'ignorons et au sens où nous n'avons pas prise sur elle. »

(*L'éducation au Québec, 10 ans après la réforme scolaire*, voir p. 165)

une bonne part, que cette réforme a été menée trop rapidement ; on a brûlé des étapes essentielles pour arriver aux objectifs présentés comme des urgences. Ainsi, on a changé brusquement les structures scolaires avant de créer ou de préparer la mentalité requise pour s'adapter aux situations nouvelles. Il s'imposait de sensibiliser les parents, les professeurs, les commissions scolaires, aux objectifs à poursuivre en regard de leur situation concrète d'alors. On les aurait ainsi rendus capables d'une participation intelligente et consentie aux diverses phases du renouveau. Mais on a choisi de leur passer pardessus la tête pour des raisons d'efficacité et de célérité. Le ministère de l'Éducation est devenu une machine à tout décider. Cette situation doit cesser ; autrement, nous retournerons au bon vieux *Département du Frère Untel*.

La crise religieuse :

Les *Insolences* diagnostiquaient un malaise religieux non apparent mais réel et croissant. Les symptômes : une religion de surface chez plusieurs ; un juridisme desséchant ; un hiatus entre la foi du dimanche et le comportement journalier, l'indifférence croissante des jeunes envers la religion et leur mentalité étrangère au christianisme.⁴³ Notre enseignement religieux semblait tourner à vide. Ici encore, un constat d'échec. Si aucune solution n'était proposée, certains rappels étaient risqués : le Saint-Esprit importe plus que le Droit Canon, l'exercice évangélique de l'autorité libère et donne de la joie.⁴⁴

Et aujourd'hui ? La crise religieuse paraît s'aggraver sous certains aspects. Quelques-uns désespèrent et jettent les bras au ciel, d'autres sont inquiets et ne savent vraiment plus où l'on s'en va. Le renouveau catéchétique est contesté. M. Desbiens me disait récemment que la situation religieuse paraît aussi mal en point qu'au temps des *Insolences*, mais qu'au moins, on ose regarder les choses en face sur ce point. De plus, si le christianisme sociologique s'effrite, ce qui entraîne des

⁴³ De ces derniers, il affirme : « Leurs idées, leurs sentiments, leurs sentiments surtout, sur l'argent, les femmes, le succès et l'amour, sont aussi étrangers au christianisme qu'il est possible. » (*Insolences*, p. 81)

⁴⁴ La peur sévit même dans la religion vécue chez nous L'auteur s'attarde sur ce malaise. (*Insolences*, pp. 66-82)

défections nombreuses en certains milieux, on assiste, en même temps, à un renouveau de la foi vécue au plan de l'engagement responsable tant personnel que communautaire. Le bilan apparaît positif en des aspects essentiels.

Influence des Insolences sur l'évolution québécoise.

Les *Insolences* coïncident avec le début de notre révolution non sanglante. Dans quelle mesure ce petit livre a-t-il amorcé, nourri, orienté notre évolution jusqu'à 73 ? Lorsqu'on veut poser une question à laquelle chacun trouve une réponse contestable, c'est exactement ce type de question qu'il faut soulever. Car, dans le terrain de l'histoire, toujours de multiples et imperceptibles facteurs sont à l'oeuvre. Je risque quand même un diagnostic. En ce qui concerne l'amélioration du langage, les *Insolences* me paraissent avoir joué un rôle assez considérable. Ce fut une prise de conscience en profondeur qui a duré et porté des fruits. En ce qui concerne notre réforme scolaire, je crois que cet ouvrage a accéléré le processus : création du ministère de l'Éducation, parution du Rapport Parent, mise sur pied de nouvelles structures scolaires, renouvellement de la pédagogie, etc. Les *Insolences* signalaient la stagnation de notre pensée. Nous vivons maintenant un renouveau assez spectaculaire, affirme M. Desbiens. Nos écrivains, chansonniers, cinéastes, politicologues, économistes, sociologues et psychologues, scrutent, chantent, peignent, analysent la réalité québécoise, l'homme d'ici, avec une ferveur parfois naïve, mais souvent émouvante. Je me sens incapable de délimiter la responsabilité des *Insolences* en ce champ. Quant à la crise religieuse dénoncée en 60, l'auteur constatait des malaises mais ne suggérait pas de solution précise.

Le Frère Untel a-t-il évolué ?

Mais en 73, demandera-t-on peut-être, l'auteur réécrirait-il son livre de la même façon ? Bien sûr que non. Car il n'est plus le même, sous certains aspects ; et la réalité également a changé. Il possédait alors peut-être plus d'audace candide, plus de facilité pour simplifier (au sens péjoratif du terme) les problèmes auxquels il s'attaquait. Du « lapin bleu » dont parlent les *Insolences*, je dirais, pour utiliser

une image du même registre, qu'il s'en va vers l'âne gris. Notez ici que je mets l'accent sur le mot gris, synthèse du noir et du blanc. M. Louis-Philippe Audet disait en 60 que le Frère Untel s'adoucissait avec les années, que même il se repentait.⁴⁵ Il faut s'entendre. Vivre, pour une personne, c'est croître, ce qui suppose des ruptures dans une continuité, des approfondissements dans une fidélité. Quand je lis les écrits actuels de M. Desbiens sur les problèmes abordés en 60, je découvre les mêmes orientations fondamentales, les axes de référence fonciers se retrouvent identiques. Mais des nuances apparaissent qui étaient absentes alors ; des perspectives changent de ton. Une certaine évolution devait se produire chez notre homme ; il n'y a pas à s'en surprendre. Malgré le style fougueux du début, M. Desbiens ne m'a jamais paru un Don Quichotte parti pour la gloire et voulant à tout prix livrer bataille aux moulins à vent, aux troupes de moutons ou aux lions déjà encagés. Il me rappelle plutôt ce « cavalier parti d'un si bon pas » que chante Péguy.

Un homme présent à notre réalité politique :

M. Desbiens continue de participer à notre devenir collectif. La réalité économique retient son attention : le pain, c'est une question de justice. Mais surtout, le problème politique du Québec le préoccupe de plus en plus, à cause de ses implications culturelles.⁴⁶ Aux jeunes de *Parti pris* qui posent des bombes, il propose des professeurs. Notre révolution doit se faire au niveau de la culture tout d'abord. Nous vivons à une époque où la compétence est exigée pour jouer un rôle efficace. « Cul sur chaise », les enfants ! Et à l'étude ! Ce sera plus efficace que de se défouler sur les Anglo-Canadiens. « Notre révolution politique et économique,

⁴⁵ « Sans approuver toutes les assertions du Frère Untel, ... il faut convenir cependant qu'il nous rappelle de graves vérités, qu'il a un courage peu commun, parfois iconoclaste et fanfaron et qu'il écrit magnifiquement.

Il nous avertit même qu'il écrit à la hache : quand il aura vieilli de vingt ans, je parierais qu'il ne signera pas le même livre et qu'il emploiera sans doute la modeste plume d'oie, bien taillée, pour nous faire part, dans un style édulcoré, de ses "humbles repentances". »

(Louis-Philippe Audet, *Propos sur l'éducation*, in *L'Action*, 6 nov. 60)

⁴⁶ Les dangers qui menacent la démocratie chez nous le font fréquemment intervenir. Qu'on relise les articles sous la rubrique *Octobre 70*. (voir p. 201)

elle passera par la révolution scolaire. » ⁴⁷ Toutefois, il reconnaît que la somme des compétences individuelles ne suffit pas. La culture exige un encadrement politique adéquat pour s'épanouir. Suivant de près l'évolution de nos rapports avec Ottawa, il lui apparaît, maintenant du moins, que l'indépendance du Québec favoriserait davantage notre culture originale. Selon M. Desbiens, nous n'irions pas ainsi vers moins de souffrance, mais vers plus de dignité. ⁴⁸ Il explique son cheminement vers cette option en un article pondéré : *La fidélité*. ⁴⁹ Chacun affronte une destinée singulière ; certains toutefois assument une mission plus responsable, plus universelle. Et selon qu'ils sont fidèles ou non, le sort de beaucoup devient tout autre. Il semble que celle de M. Desbiens soit d'épouser plus profondément le Québec des années ambiguës que nous traversons. Il a été, sans l'avoir voulu, une occasion privilégiée du grand déblocage qui a commencé vers 60. ⁵⁰ Il Puis, la grande aventure l'a happé. Il a dû assumer des responsabilités de premier plan au ministère de l'Éducation, en une période où se décidait l'avenir de la réforme scolaire. Ensuite, on le retrouve éditorialiste à *La Presse* où le surprendra notre historique Octobre 70. En cette circonstance critique, où plusieurs se sentaient nettement dépassés par les événements, il fut une voix claire et ferme. ⁵¹

Depuis une année, il est revenu à ses « premières amours » : l'éducation des jeunes. ⁵² Mais sa présence sociale s'amplifie et déborde largement le milieu de Notre-Dame-de-Foy de Cap-Rouge.

En 65, il écrivait : « Trois problèmes majeurs, en ces années-ci : vivre, s'instruire et savoir pourquoi. C'est le problème politique et, indivisiblement, économique ; le problème scolaire et le problème religieux. » ⁵³ Les perspectives ouvertes se précisent, et se complètent en de denses articles ici publiés et qui nous

⁴⁷ *Sous le soleil de la pitié*, p. 99. Les pages 93 à 100 explicitent ce point.

⁴⁸ Voir *La fidélité* sous la rubrique *L'Indépendance*, p. 37

⁴⁹ Ce texte est récent. Il est, en quelque sorte, la conclusion d'une recherche chez M. Desbiens qui ne semblait pas en faveur de l'indépendance si l'on remonte à quelques années.

⁵⁰ Voir *Sous le soleil de la pitié*, p. 9- 10.

⁵¹ Voir les articles sous la rubrique *Octobre 70*, p. 201. Surtout *La veille d'un homme*, *L'anarchie ou la démocratie*, *Le terrorisme*.

⁵² M. Desbiens occupe maintenant le poste de directeur général au Campus Notre-Dame-de-Foy de Cap-Rouge.

⁵³ *Sous le soleil de la pitié*, p. 92.

montrent les intuitions initiales de notre homme, mais engagées dans le dynamisme de notre mouvante réalité. Ce sont les événements qui font démarrer notre penseur. Les grèves, l'attitude des syndicats et du gouvernement dans les conflits de travail, les dangers qui menacent notre démocratie, le terrorisme, les écoles en difficulté, la détresse de certains jeunes, le déclin de nos institutions, nos traditions religieuses remises en question, autant de thèmes sur lesquels portent ses analyses savoureuses.⁵⁴ Mais Québec ce n'est pas le monde. Aussi, notre auteur, de plus en plus, prête sa plume aux événements internationaux ; il ouvre une fenêtre sur les pays des hommes.⁵⁵

L'homme Untel-Desbiens :

Entre un homme et son oeuvre, il existe un rapport profond : l'oeuvre renvoie à l'homme qu'elle révèle partiellement. Mais l'homme déborde toujours son oeuvre : l'on ne peut jamais le définir exhaustivement par ses réalisations, ses accomplissements. Et c'est heureux qu'il en soit ainsi ; autrement certains de nos contemporains perdraient toute définition. Mais en bonne philosophie aristotélicothorniste, ils peuvent toujours se croire des « animaux raisonnables », même s'ils ne font rien du tout, même s'ils n'ont jamais rien fait, alors qu'ils pourraient travailler. Cette consolation philosophique ne suffit certes pas pour rendre un oisif pleinement satisfait, mais enfin, on prend ce qu'on trouve, comme le héron de la fable.

1- Comprendre pour ordonner

Rapidement, je voudrais cerner quelque peu l'homme Desbiens afin de faire mieux saisir le sens caché de ses divers engagements et de son oeuvre écrite. Je dirai en premier que cet homme m'apparaît comme exigeant de clarté. Rationnel ?

⁵⁴ Des écrits sur ces diverses questions se retrouvent en ce volume.

⁵⁵ Voir les articles rassemblés sous la rubrique *Intemporel*, p. 231 : *Colomb, Lindbergh, Armstrong, François Mauriac, L'otage c'est la planète, La paix par le ping-pong, De la lune au Bengale, La monnaie de la méfiance.*

Si l'on veut, mais non désincarné. Voir clair, pour lui, ce n'est pas enfiler des syllogismes corrects, c'est être debout, en état de veille, présent tout entier à la vie. Déjà *Les Insolences* mettaient en relief ce souci de lutter contre la confusion régnante, contre le silence, complice de cette confusion. Dans son autobiographie, *Sous le soleil de la pitié*⁵⁶, l'auteur, en termes discrets mais émouvants, nous parle du drame de son père « vieux prisonnier ayant vécu à tâtons toute sa vie »⁵⁷, et ajoute : « Si j'ai voulu être professeur... c'est peut-être pour qu'il n'y ait plus, dans la mesure où cela dépend de moi, personne qui vive à tâtons ; c'est peut-être pour délivrer les captifs. » Et encore : « Expliquer, expliquer, c'est ma passion, c'est ma vie. Déplier les choses, déplier les hommes, les mettre debout. »⁵⁸ Et cette passion de connaître et d'expliquer s'enracine dans le goût de la liberté. « Le langage de la raison est austère, mais il conduit à la liberté qui n'est jamais plus grande que notre connaissance. »⁵⁹ Pour agir efficacement, pour avoir prise sur le réel, il faut connaître. Surtout, notre grandeur d'homme réside en ce point : y être fidèle donne d'inépuisables satisfactions : toujours « il faut comprendre, la seule chose dont on ne se lasse jamais ». ⁶⁰ Ce goût de l'ordre, de la rigueur conceptuelle, de la méthode, se manifeste avec évidence en ses diverses initiatives. Voir la réalité plutôt que nos idées sur la réalité, importe à ce réaliste penseur. Mais chez lui, la connaissance se veut existentielle, intégrée, doublée d'affectivité et d'humour. Thomas d'Aquin, Pascal, Alain, Chesterton et Saint-Exupéry se retrouvent quelque peu en notre auteur. Je ne saurais nuancer si ces penseurs germent en lui plutôt par parenté d'âme que par greffe culturelle.

C'est avec cette hantise de clarté qu'il affronte la réalité sociale. Pour une part, les remèdes sociaux consistent à définir les plans, à détecter les malentendus, à établir les priorités, à mettre en lumière les droits et les devoirs de chacun. Quand

⁵⁶ *Sous le soleil de la pitié*, paru aux Éditions du Jour en 1965 ; 3 éditions françaises totalisant 22,000 exemplaires ; l'édition anglaise comprend 5 000 exemplaires. En ces pages limpides et graves, attendries même, l'auteur raconte ses jeunes années au foyer de ses parents et chez les Frères Maristes. C'est un ouvrage à lire pour connaître comment la Crise a été vécue en milieu rural du Québec. L'auteur révèle un aspect important de son passé et de son mystère.

⁵⁷ *Sous le soleil de la pitié*, p. 38

⁵⁸ *Sous le soleil de la pitié*, p. 39.

⁵⁹ *Les Insolences*, p. 101.

⁶⁰ *Les forceries scolaires*, voir p. 118.

on patauge dans le sentimentalisme bête, on reste divisé, on avance à rien. Et c'est notre drame : « Avec tant de monde qui parle de justice, qui se préoccupe de justice, cette dernière devrait se porter assez bien. On sait qu'il n'en est rien. C'est que la justice est affaire de raison et que nous brassons les émotions à la pelle dans cette québécoiserie où nous sommes tous emprisonnés. » ⁶¹ Et pourtant, « c'est l'extrême lucidité, qui suppose l'extrême courage, qui nous sauvera. » ⁶²

C'est cette conviction qui l'anime lors de ses interventions dans les divers conflits entre les corps intermédiaires et l'État. Il insiste sur ce point que « la démocratie est une conquête de la raison » et que si l'on veut nager dans l'irrationnel au nom de la démocratie, on risque une déconfiture. ⁶³ La démocratie suppose encore la confiance dans le citoyen ; elle exige qu'on écoute l'autre jusqu'au bout, mais aussi qu'on se prononce. « Car soi aussi, on est un citoyen. Et non pas une fonction. » ⁶⁴ Ce dialogue difficile s'impose pour la survie même de la civilisation, car « quand les gros ne s'entendent pas, c'est les petits qui meurent. » ⁶⁵

La parole de M. Desbiens aux Québécois se veut limpide et efficace. Pour le mesurer, en ce qui regarde la crise d'octobre 70, par exemple, on n'a qu'à relire *Le terrorisme*, *La veille d'un homme*, *L'anarchie ou la démocratie*, *Appel aux québécois*, *Une société à refaire*. De semblables prises de position lui ont attiré des blâmes et des ennuis, mais aussi lui ont valu de devenir un homme-repère pour certains.

Non seulement, l'émotionnel où nous nous complaisons, mais aussi le manque d'objectivité nous égarent souvent et entraînent de douloureux conflits. Il n'échappe à personne que, dans le chaos actuel où les théories les plus opposées se heurtent âprement en ce qui touche les fondements même de la civilisation : amour, famille, liberté, État, religion, ce qui manque cruellement, c'est la soumission à des normes objectives. Je peux, en toute honnêteté, croire et affirmer que les rhi-

⁶¹ *L'âge d'or de la justice*, voir p. 277.

⁶² *La quantité de la langue*, voir p. 193. C'est la raison qui peut nous unir à un certain plan : « Je ne peux pas imaginer que deux hommes ne puissent pas s'entendre, s'ils décident de parier raison. » (*Le kidnapping du public*, voir p. 249).

⁶³ *La démocratie imparfaite*, voir p. 261.

⁶⁴ *L'information est un bien commun*, 252.

⁶⁵ *Le kidnapping du public*, voir p. 249.

nocéros ont des queues roses et qu'ils chantent clair. Mais si ma voisine soutient le contraire (et que ma voisine détient un doctorat en plus !), qui va trancher le débat entre moi et elle ! Rien d'autre que les rhinocéros. En rhinocérologie, le dernier moi leur revient ; aucun doute là-dessus. Ils n'ont qu'à lever leur queue et à ouvrir leur gueule pour chanter, et ça me mettra d'accord (en harmonie, c'est le cas de le dire !) avec ma voisine. Tout cela pour signifier que la vérité, ce n'est pas nécessairement ce que l'on pense ou que l'on écrit ; la vérité, c'est ce qui est. Beaucoup de contemporains, notamment les intellectuels, auraient besoin des rhinocéros pour les basculer dans la vérité.

Chez notre penseur, la vérité ne coïncide pas avec la logique, mais elle exige l'accord de soi avec la réalité, le raccord des principes et des actes. Il ne s'agit pas de défendre ses petits intérêts, mais d'être cohérent avec ses valeurs. L'hypocrisie, le mensonge, voilà ce qui complique la vie en société. Parlant du Canada et d'autres pays qui, d'une part, font le commerce des armes et, d'autre part, élèvent la voix contre la guerre et les massacres qui, souvent, se font avec ces armes, il poursuit : « Tout le monde est logique, mais personne n'est cohérent. Une simple remarque, tout au plus : si j'étais capable, je te fermerais le monde demain matin et j'en ouvrirais un autre, où il n'y aurait qu'une seule règle : défense de mentir. » ⁶⁶ En effet, la liberté consiste à ne pas mentir.

Je me permets ici une suggestion pour régler la question sociale qui préoccupe M. Desbiens. Au fond, il n'existe qu'un problème : celui de l'inflation. Nous souffrons de l'inflation verbale, de l'inflation monétaire et de l'inflation érotique. Eh oui ! Les livres et les bouches sont pleins de mots qui désobéissent au réel ; les banques sont pleines de dollars qui trichent les choses, et les films sont pleins de femmes-objets qui miment l'amour. Pour enrayer ce fléau, je propose que le plus grand nombre possible de citoyens des deux sexes entre vingt et cinquante ans émettent et vivent les vœux d'obéissance, de pauvreté et de chasteté, jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli. On rendrait bougrement service à la culture, au Gouvernement et à l'Église par surcroît. Trois pierres d'un coup !

⁶⁶ *Les salaires de la mort*, voir p. 274.

2- *L'appel des humbles*

Un second trait qui me semble dominer en l'homme Desbiens, c'est le souci des défavorisés aux divers niveaux. Les ignorés, les écrasés retiennent particulièrement son attention. C'est très net. André Laurendeau l'avait déjà remarqué en 60. ⁶⁷ Les années passées à la maison paternelle et dans la communauté mariste ont certes contribué à développer cette tendance. Issu du peuple, peuple par tout lui-même, il ne se résigne pas à une démocratie où l'égalité soit simple texte de loi. Et il bataille pour la justice au niveau des faits. Il s'est attiré ainsi des difficultés. Avec un brin de tristesse, il avoue : « ce que les intellectuels ne me passent pas, c'est d'être trop peuple. » ⁶⁸ Son expérience de vie et l'Évangile expliquent cette prédilection foncière pour les petits. On s'en convaincra en lisant *Sous le soleil de la pitié*, surtout les pages 18 à 53, 81 et 82. ⁶⁹

Ce souci des délaissés se retrouve chez l'éducateur qu'il est par vocation. Il s'est engagé pour la démocratisation de l'école chez nous. De plus, en des pages vigoureuses, il révèle l'intérêt profond qu'il porte aux aspirations, aux détresses de plusieurs jeunes qui, comme Diogène avec son fanal en plein jour, cherchent en vain un adulte authentique pour les aider. ⁷⁰

Il a écrit : « Un maître, c'est un homme qui a su unifier sa vie autour d'une valeur. » ⁷¹ Pour l'homme dont je tente de saisir le mystère, la valeur centrale où tout se recoupe, c'est le Christ. Il a parlé de Jésus et de Sainte Marie en des ac-

⁶⁷ C'est un homme enthousiaste et simple. il aime les choses et les mots savoureux ; mais son goût instinctif le porte vers les gens simples, et peut-être en particulier les vieilles gens qui ne sont pas sortis de l'obscurité. » (Préface aux *Insolences*, p. 16)

⁶⁸ *L'inconfort intellectuel*, voir p. 225.

⁶⁹ voir aussi *L'âge d'or de la justice*, p. 277 et *La mort d'un seigneur*, p. 283.

⁷⁰ Je renvoie ici aux articles sous la rubrique : *La Jeunesse*, p. 87. Ces pages lucides forcent à réfléchir. Ainsi, au sujet du festival de Manseau, il affirme : « Cet événement nous signifie de bien des façons que les jeunes ne croient plus qu'en eux-mêmes, désespérés de n'avoir en face d'eux, que des commerçants et des politiciens. » (*Les enfants orphelins*, p. 98).

⁷¹ *Sous le soleil de la pitié*, p. 50.

cents d'une prenante beauté.⁷² C'est du Christ qu'il nourrit sa préférence des humbles.⁷³ C'est encore le Christ qui motive son choix de l'exigeante vie consacrée, jour après jour depuis plus de 30 ans. Il a exprimé à sa façon pourquoi il demeurait Frère enseignant. Pour ma part, je trouve ces lignes d'une fraîcheur et d'une luminosité inusables.⁷⁴ Son amour pour l'Église ne s'est guère manifesté par des courbettes devant les chanoines (y a-t-il encore des chanoines ?), mais par un rappel aux chrétiens des impératifs de l'Évangile, surtout en ce qui regarde la justice et la sincérité. Il a osé écrire dans les *Insolences* : « Mon but en écrivant, c'est de servir l'Église. »⁷⁵ Et c'est vrai.

Travailler à la libération des hommes, participer à tous les combats contre les formes actuelles du mal qui les asservit, c'est exercer envers eux le ministère de l'espérance. Ce ministère, M. Desbiens l'exerce chez nous avec une franchise courageuse. Ce qui lui mérite des amitiés, mais aussi des coups durs. Mais il continuera, car c'est sa raison de vivre. Rappelant un souvenir vécu à quinze ans, où la vue des maisons illuminées pendant les Fêtes lui suggéra une image du bonheur humain auquel il renonçait, il écrit : « Beaucoup plus tard, je trouvai chez Saint-Exupéry l'expression parfaite de mon sentiment de ce soir-là : « Nous sommes quelques-uns debout, parmi les sédentaires, quelques-uns debout ayant charge de la ville. Avec notre option sur Dieu. » Au fond, et sur un plan purement humain,

⁷² Voir les *Insolences*, p. 134 ; *Sous le soleil de la pitié*, p. 182-187 ; *Lettre à Jésus-Christ*, p. 25.

⁷³ Voir *Le grand Renverseur*, p. 5 ; *Sous le soleil de la pitié*, p. 86-87. « Le monde est plein d'êtres qui aiment Jésus-Christ sans le savoir. Aimer le Christ, où que l'on soit, cela consiste toujours à aimer les hommes. À la limite, payer ses impôts, c'est aimer le Christ. C'est la façon électronique, I.B. M. et perforée de laisser sa main gauche ignorer ce que fait sa main droite, comme nous le demande le sermon sur la montagne. L'impôt payé à Québec contribue à entretenir un foyer de vieillards en Abitibi ou au Lac-Saint-Jean. » (*Ibid*, p. 86)

⁷⁴ Voir *Sous le soleil de la pitié*, p. 71-92 ; les *Insolences*, p. 117-144. Au sujet de la vie religieuse, il souligne : « L'Église a voulu qu'il y ait des hommes et des femmes qui vivent, dès maintenant, la vie future telle qu'elle est promise à tous ceux qui cherchent Jésus-Christ. » (*Sous le soleil de la pitié*, p. 82). Mais c'est rude : « S'embarquer directement pour Jésus-Christ (comme on dit s'embarquer pour le Havre) est une aventure effrayante, car ce n'est pas un petit risque que de s'embarquer pour toujours sur un bateau qui ne doit jamais faire escale. » (*Ibid*)

⁷⁵ *Insolences*, p. 149.

ajoute l'auteur, tel est mon sentiment : il faut des hommes qui veillent ; la cité a besoin de sentinelles, et conscientes de l'être. » Éblouissement d'adolescence devenu vocation d'âge mur !

Je finis sur une note intime. En vivant près de lui, j'ai fait une double découverte. D'abord, je me suis rendu compte avec étonnement qu'il était d'une grande réserve, d'une grande timidité. Il n'est vraiment à son meilleur qu'en un cercle réduit d'invités. Ensuite, j'ai trouvé dans sa vie de belles choses que j'avais d'abord rencontrées dans ses écrits. Mais, des travers qui lui restent, faut plus attendre qu'il se corrige : à quarante-six ans, on est ce qu'on est pour longtemps. Sacré vieux Frère Untel, salut !

Rosaire Bergeron

DOSSIER UNTEL (1973)

AVANT-PROPOS

par Jean-Paul Desbiens

[Retour à la table des matières](#)

Je reproduis ici un certain nombre d'éditoriaux ou d'articles publiés dans La Presse, de mai 70 à octobre 71. Je reproduis également un certain nombre de textes dont la plupart furent donnés à l'occasion de conférences, de colloques et autres rencontres.

Ces textes sont reproduits, tels qu'ils furent publiés ou dits, à quelques corrections de forme près. Rien n'est parfait, dit le renard.

Ils sont regroupés sous quelques rubriques très générales. Pour certains textes, le choix de la rubrique fut difficile et demeure donc contestable. Le genre d'écriture que je pratique m'amène souvent, à partir de l'actualité ou des sujets proposés, à des considérations d'ordre général. C'est ainsi qu'à propos d'une grève dans le secteur public, j'ai pu parler de justice ou de démocratie ou même du climat social du Québec.

Sous la rubrique « intemporel », je reproduis des textes qui n'ont rien en commun et certains, uniquement pour mon plaisir, ce qui est toujours une raison. Quant aux titres, ils indiquent tout autant l'atmosphère d'un texte que son sujet.

J'ai intitulé ce recueil Dossier Untel avec quelque raison et quelque agacement. La raison, c'est que la direction des Cahiers de Cap-Rouge a cru utile de

faire une espèce de rétrospective des Insolences et des sujets abordés dans le livre en question. Une espèce de bilan, comme on peut voir dans l'introduction de Rosaire Bergeron.

Le fait que ce recueil rassemble un certain nombre d'éditoriaux parus dans La Presse et un nombre important de textes, à toutes fins utiles inédits, justifie l'appellation de Dossier. Le Petit Robert, à la page 510, le confirme en tous mois quand il donne, comme exemple au mot dossier : le dossier Un Tel. C'est une fatalité.

Mon agacement vient du fait que je confirme ainsi l'identification de Jean-Paul Desbiens avec le Frère Untel. Je ne déteste pas ce dernier, mais il a fait son temps. Que je sois plus vieux ou plus jeune que lui, plus rassis ou plus navré, ne regarde que moi.

Quoi qu'il en soit, je m'étais bien juré, en entrant à La Presse, de ne rien écrire qui aurait l'air simple (comme on dit au Lac-Saint-Jean) six mois ou six ans plus tard ; ce n'est pas une question d'information, car on n'a jamais toute l'information qu'il faut ; ce n'est pas une question de logique, chose que l'on confie aux ordinateurs ; c'est une question de cohérence. On verra, si on lit ces textes, que je n'ai pas bronché depuis dix ans en ce qui touche mes valeurs, valeurs que je n'ai d'ailleurs pas inventées.

J'ai conscience que ces textes, malgré leur apparente facilité, sont d'une écriture assez concentrée. Là, je regrette et je m'excuse, mais je n'y peux rien : j'écris en français et je m'adresse à ceux qui ont terminé les études du niveau élémentaire, celui où l'on apprend à lire.

Je comprends, cependant, qu'habitué à lire du sociologue (je dis : sociologue, comme on dirait monomotapais), il puisse paraître difficile de lire du français. C'est ainsi, qu'habitué à lire : élève, vers les années 30 et avant, il puisse être déroutant de ne plus lire que : le s'éduquant, pour désigner èguezactement le même morveux, ahuri et génial, condamné à l'école, [geôle de jeunesse captive], comme disait Montaigne.

Dire cela, ce n'est pas encourager les zarzais ; c'est reconnaître que le petit d'homme doit apprendre à vivre et notamment à l'école. Il ne devient pas un s'éduquant pour autant ; il est un élève, c'est-à-dire quelqu'un qui s'élève à l'occa-

sion d'un mur, l'adulte étant la définition du jeune, sa barrière et la condition de son élévation.

Jean-Paul Desbiens

DOSSIER UNTEL

I

LA RELIGION

[Retour à la table des matières](#)

DOSSIER UNTEL : I. LA RELIGION

LE GRAND RENVERSEUR

*

[Retour à la table des matières](#)

Demain, c'est congé. Ça tombe pile, c'est Noël. Il me semblait aussi que ç'avait l'air des Fêtes depuis quelques jours : les tempêtes de neige, les cartes de souhaits, le monde qui s'aimait, les sapins en aluminium. Par-dessus tout, ces vieux airs rougeauds qui viennent de partout et de très loin et qu'on écouterait même en juillet, n'était le respect humain.

On peut croire à tout ou à rien, Noël a été et demeure un fait. Et que veut dire ce fait ? Ceci, que le Grand Renverseur, comme disait Papini, est venu parmi nous et, avec lui, l'espérance que le monde, un jour, tournera à l'endroit ; que c'est même commencé, quelles que soient les apparences, car il a vaincu le monde, celui dont on rappelle demain la naissance. Il l'a vaincu en changeant le signe du Pouvoir.

L'Histoire, c'est l'histoire du Pouvoir. Et l'histoire du Pouvoir, c'est l'histoire des carnages. Du premier coup de poing à la bombe atomique, le progrès est linéaire et ininterrompu.

L'étoffe de l'Histoire, c'est les pauvres. Des légionnaires de Tibère aux « marines » américains, ce n'est toujours que pauvres tuant des pauvres. Et quand on ne les force pas à s'entre-tuer, on leur fait supporter les glorieux plans quinquennaux.

* *La Presse*, 24 décembre 1970.

C'est aux pauvres d'abord que le Christ est venu annoncer la Nouvelle du Salut, non pas pour les endormir, mais pour assumer leur espérance. Cette espérance, qui souvent ne sait pas son nom, est le véritable moteur de l'Histoire.

La révolution apportée par le Christ, c'est essentiellement le refus du vieux Pouvoir et la proposition d'un tout autre pouvoir. Quand on a voulu le faire roi, il s'est retiré sur la montagne. Les autres révolutionnaires veulent renverser les pouvoirs en place et y installer le leur. Ce n'est jamais qu'un changement d'équipes. Les pauvres font toujours les frais de l'opération et ne sont jamais au pouvoir. On n'a pas l'impression, ces jours-ci, que le peuple polonais est au pouvoir.

François d'Assise, - on peut en parier aujourd'hui : c'est lui qui a inventé les crèches de Noël -, n'était pas, lui non plus, un révolutionnaire augmenté d'une mitraillette. Il était au pouvoir et il l'a quitté par amour de la pauvreté. Il n'a tué personne. Quand on commence par tuer beaucoup de pauvres, par amour des pauvres, on n'en finit plus de tuer ou d'écraser les pauvres, par amour du pouvoir.

Il ne faut pas se laisser conter des peurs à ce sujet. La révolution que le Christ a apportée est un renversement des valeurs, non un renversement de gouvernement. Il n'a jamais fait de politique. Il s'est moqué d'Hérode en le traitant de vieux renard. Il a daigné répondre à Pilate, parce que Pilate était un bon fonctionnaire et que sa femme croyait aux rêves. Pour le reste, il a dit : « Laissez les morts ensevelir leurs morts ». Car il savait, lui, que le Prince de ce monde était vaincu. L'Histoire, c'est la longue agonie et les énormes convulsions du Prince de ce monde, qui s'appelle aussi le mensonge.

Quand l'Église s'est mêlée de politique, quand elle a eu du pouvoir temporel, elle a fait comme tous les pouvoirs : elle a tué. Le Christ n'a tué personne ; François d'Assise non plus. Quand on aime le monde, on ne commence pas par tuer le monde. Quand on veut libérer les hommes, on ne commence pas par les libérer de leur existence.

Demain, l'Église, et non le Commerce, quelles que soient les apparences, ramène l'anniversaire de la Naissance. Il faut que ce soit bien fort, si ce n'est qu'un mythe, pour qu'un peu de bonté, un peu d'espérance se faufilent, depuis si longtemps, à travers tant de bruit et tant d'écrasements et nous rejoignent encore.

L'espérance chrétienne est bien autre chose que l'optimisme. Pour être optimiste, il faut singulièrement manquer de mémoire et d'imagination. Le mensonge

et la haine sont loin d'avoir porté tous leurs fruits. Leur fruit le plus terrible, c'est d'avoir soufflé l'espérance des pauvres et de l'avoir remplacée par l'indéfini : supportez-nous aujourd'hui, disent les Pouvoirs, demain vous serez libres. Et quand demain arrive, ils s'habillent en chars d'assaut, pour nous faire une surprise.

On n'a supprimé ni la pauvreté, ni l'injustice en supprimant le Christ. On a par contre très bien réussi à uniformiser l'une et l'autre.

L'exploitation électorale ou idéologique du pauvre est encore pire que son exploitation tout court. Tibère, au moins, ne prétendait pas aimer les pauvres.

Seul le Christ a vraiment aimé les pauvres et rien de vrai n'a été fait pour eux qu'en son nom. Le moins que l'on puisse reconnaître aux valeurs chrétiennes, c'est qu'elles aidaient les hommes à vivre.

L'incontestable signification de Noël, c'est que l'homme a besoin d'espérance.

DOSSIER UNTEL : I. LA RELIGION

LE GOUVERNEMENT
ET L'AVORTEMENT *

[Retour à la table des matières](#)

Pratiquer un avortement, c'est supprimer un organisme vivant. Cette proposition est incontestable.

Immédiatement, la question se pose : cet organisme est-il un être humain, oui ou non ? Cette question ne permet aucun échappatoire.

Si l'on répond : non, je demande : à partir de quand le fœtus est-il un être humain ? À partir de quand un être attrape-t-il la nature humaine ? Si on ne pose pas une différence essentielle entre l'homme et l'animal, dès le départ, on ne peut pas l'introduire plus tard. On n'attrape pas une nature comme on attrape la grippe ou l'autobus. On est un être humain tout le temps ou on ne l'est jamais. Les manifestations de l'humanité peuvent être différées, interrompues ou diminuées, mais la nature humaine est indivisible.

Si l'on répond : oui, on reconnaît indivisiblement qu'un avortement est un infanticide. Tuer un enfant de neuf mois et demi est un crime. Tuer un enfant de un jour à neuf mois et demi est encore un crime. On ne peut pas sortir de là.

Tout ceci est assez simple, au fond. Pour un gouvernement, le problème se pose de la façon suivante : un gouvernement peut-il trancher entre le oui et le non ? S'il tranche, au nom de quoi tranche-t-il ? Ça ne peut être qu'au nom d'une Révélation ou au nom d'une métaphysique. On m'instruirait si l'on m'indiquait une troisième possibilité.

* *La Presse*, 11 juillet 1970.

Le gouvernement d'une société pluraliste peut-il se réclamer de principes religieux ? Il ne le peut pas, ou alors, ces principes sont tellement lointains qu'ils ne sont plus que des symboles sans efficacité.

Le gouvernement d'une société démocratique ne peut pas non plus se réclamer d'une doctrine philosophique officielle comme, par exemple, le marxisme pour la Russie.

À y bien penser, quels sont les principes communément admis dans une société comme la nôtre ? On ne voit guère qu'un vague idéal démocratique et encore, il est contesté par une minorité. Par exemple, un syndicat peut tenir un pays entier en mage aussi souvent et aussi longtemps qu'il veut.

Parlera-t-on de la déclaration des droits de l'homme ? Il en existe plusieurs : celle de 1789 ; celle de l'ONU ; celle du Canada. On attend toujours celle du Québec. J'ai hâte de savoir quels sont nos droits d'homme québécois.

Au fait, qui peut répondre à la question : qu'est-ce qu'un homme ? Je veux dire : y répondre de façon telle que la liberté de l'homme et la valeur absolue de la personne découlent de cette définition. Je ne parle même pas du respect des droits de l'homme, ce qui est une toute autre question.

En vérité, nous vivons à découvert au sens où l'on dit qu'un compte en banque est à découvert. Nous vivons tous à crédit de valeurs. Il n'y a plus grand-chose qui nous tient ensemble, sauf un appareil juridique.

Quand un organisme vivant se décompose, chaque partie est libérée, au sens où l'on dit que l'électrolyse de l'eau libère l'oxygène et l'hydrogène. Mais il n'y a plus d'eau.

Présentement, chaque partie du corps social tend à se libérer : les jeunes, les travailleurs, les femmes, les industriels. Mais il n'y a plus de société.

Pour en venir à l'avortement, les femmes réclament de plus en plus fortement le droit de rejeter la maternité, soit par l'usage de la pilule anticonceptionnelle, soit par l'avortement, comme mesure complémentaire.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, on voit mal comment un gouvernement pourrait maintenir artificiellement le niveau de la morale publique. Quand un comportement devient assez considérable, un gouvernement est pratiquement obligé d'en prendre acte. Comment un gouvernement qui est incapable de stopper

l'inflation pourrait-il stopper la course à l'avortement ? Et encore une fois, au nom de quoi ?

M. Trudeau a déjà fait accepter la distinction entre le crime et le péché. Le crime tombe sous le coup des lois ; le péché tombe sous le coup des consciences individuelles.

Personnellement, je pense que l'avortement est un crime, mais je ne suis pas le gouvernement. Je prononce ce jugement au nom de principes dont ne peut pas se réclamer un gouvernement.

Depuis la déroute des Églises, c'est aux gouvernements qu'il revient principalement de définir et de protéger la morale. Ils sont mal pris. La morale ne se vote pas ou, en tout cas, elle se vote difficilement. Par contre, qui accepterait de vivre dans une société sans morale ? Qui le pourrait ?

Malgré tout, la loi peut être éducatrice. Un gouvernement doit savoir cela, il doit savoir aussi que les citoyens ont tendance à se sentir moralement dégagés si la loi les dégage. Or, si une loi peut engager les consciences, elle ne peut jamais les dégager.

DOSSIER UNTEL : I. LA RELIGION

DE LA SERVITUDE AU SERVICE *

[Retour à la table des matières](#)

Hier, dans beaucoup d'entreprises et de services, notamment les journaux, c'était congé. Non pas parce que c'était vendredi saint, mais parce que la coutume et les conventions collectives de travail ont fixé ce jour comme devant être un jour de congé. Ce qui était une grande commémoration est devenu un droit acquis. Le christianisme s'est retiré comme une mer, laissant sur la grève des poissons morts : des vacances, c'est-à-dire du vide, selon le premier sens du terme.

En s'évaporant, le christianisme a aussi laissé un dépôt d'idées et de valeurs desséchées. Des idées et des valeurs dont on hésite à écrire les noms, tellement elles sont devenues dérisoires : liberté, égalité, fraternité, justice, amour, douceur, pauvreté. L'anglophone de Terre-Neuve serait mon égal, mon frère ? Au nom de quoi, s'il vous plaît ? Qu'il crève dans sa pauvreté !

Les idées chrétiennes sont devenues folles, comme disait Chesterton. Des dizaines de curaçons ne savent même plus les distinguer des programmes électoraux ou des manifestes anarchiques. Les valeurs chrétiennes circulent comme des chèques sans provision.

La vieille liturgie, c'était l'organisation du temps et la célébration de toutes choses. Dans la nuit pascalle, la vieille liturgie célébrait l'Histoire, la mort, la pierre, le feu et jusqu'aux insectes. Une fois par année, au sommet de l'année, elle prenait le soin de mentionner la mère abeille devant Jésus-Christ. Nous étions quelques-uns à guetter ce moment avec l'espèce de frisson que l'on éprouve à

* *La Presse*, 10 avril 1971.

guetter un passage particulièrement élu d'une pièce de musique. Nous étions quelques-uns à guetter ce moment où l'Église, bénissant le cierge pascal, précisait que cette cire provenait du travail de la mère abeille : *apis mater*. Scientifiquement, elle se trompait, la vieille Mère, car la mère abeille ne fabrique pas de cire, mais son erreur était plus nourrissante que les faits chimiquement purs dont nous sommes accablés et que rien n'organise, sinon la logique technicienne.

Je parle de ces choses sans nostalgie. Je peux les retrouver quand je veux. De plus, j'en ai été suffisamment nourri pour vivre sur ces provisions jusqu'à ma mort. La grâce de ma jeunesse, ç'aura été ça : avoir eu l'occasion, sans mérite, de faire des provisions.

Ce que j'essaye de faire ici, c'est d'identifier les fruits de la mentalité technicienne, dont le propre est d'isoler les éléments et, pour ce, d'ignorer les organismes, que les organismes s'appellent le corps de l'homme, les entreprises, la société. Par exemple, la mentalité technicienne s'est acharnée sur l'amour et n'a retenu que le sexe ; elle a travaillé l'énergie et n'a retenu que la vitesse. Toujours plus vite vers nulle part ; toujours plus nombreux vers l'ennui.

Toute libération consiste à passer de la servitude au service. Libérer un homme ou une collectivité, c'est l'arracher à la servitude et l'engager dans un service. C'est cela même que la liturgie pascale nous enseigne. Et ce passage, quand il est accompli, fonde la fête. Il n'y a point de fête qui ne soit la célébration d'un tel passage. Avez-vous remarqué qu'il n'y a de vraies fêtes qu'après un travail ? Fête après la récolte ; fête après la publication d'un livre. À propos d'un livre, on dit justement : ouvrage. Fête après la vendange ; fête après la drave ; fête après avoir tout simplement cordé un tas de bois de chauffage. Il n'y a de fête qu'après un effort commun et un effort de service. Je ne vois pas comment on pourrait célébrer l'étranglement de Pierre Laporte, le bombardement d'un village vietnamien ou pakistanaï, ou l'incendie d'un CEGEP.

Le désarroi des jeunes, c'est qu'ils ne font plus rien en commun ; ne servent plus à rien, même pas à être jeunes comme du monde. Et comme on les empoisonne de mensonges, car beaucoup de leurs soi-disant maîtres ne savent plus rien, n'aiment plus rien que leurs droits acquis, atomisés, numérotés et conventionnés, les jeunes ne savent plus comment opérer leur passage de la servitude au service. Par contre, ils veulent servir, car être utile est le vœu profond d'une personne. Ils

sont donc acculés à se donner des tâches stériles et des fêtes chimiques. La drogue, c'est l'extase chimique ; les manifestations, c'est la complicité au lieu de l'amitié. Dans une foule, il n'y a point d'amis ; il n'y a que des complices. Car une foule ne fait rien, elle ne peut que détruire. Seul un peuple fait quelque chose. Il se fait.

Nous sommes un peuple ; un petit peuple, mais un peuple. On épuise ce peuple au nom d'idées desséchées que rien ne garantit, sauf une potée d'hommes qui veulent le pouvoir sans dire ce qu'ils en feraient s'ils l'obtenaient.

Prochainement, dans un CEGEP, on présentera une pièce intitulée : les Crasseux. C'est monté par des jeunes, pour des jeunes. J'ignore le thème et le message, pour employer un grand mot. Je m'arrête au titre. On ne me fera pas accroire que la crasse soit un progrès humain, ni non plus le joual. Nous autres, au Lac-Saint-Jean, on est venu à bout des poux vers 1936. Je n'ai pas envie de retourner aux poux.

L'espèce de, misérabilisme présentement affiché par une large fraction de la population me paraît le signe d'un instinct suicidaire. Misérabilisme hypocrite, par ailleurs. J'en connais qui gagnent \$12,000 par année et qui s'habillent comme des clochards. Des clochards aux filets mignons. Des clochards pour l'épate. Des clochards par instinct suicidaire. Des lemmings. Voir le dictionnaire.

Tout d'un coup que le peuple aimerait mieux la propreté et l'allure que la clochardisation ; tout d'un coup qu'il aimerait mieux une langue de monde que la joualisation radio-canadienne. Ça prouverait que l'avant-garde est tout simplement l'à-côté.

Me voilà loin de Pâques, qui compte plus pour moi que le Québec. Le christianisme me nourrirait n'importe où, tandis que le Québec me désespère tous les jours. C'est pourtant ici que je veux travailler encore un peu. Mais il est dur de vivre en Babel et d'écouter des gens qui ne savent plus ce qu'ils disent.

Je voulais parler de Pâques et de ma pauvre certitude d'être un homme en voie de libération, grâce à la victoire de Jésus-Christ sur la mort. Le christianisme est un immense oui à tout, même à la mère abeille. C'est aussi un non absolu à tout ce qui souille, à tout ce qui avilit, à tout ce qui détruit l'image de l'homme. c'est un non absolu à la mort. La mort est morte, car Jésus-Christ l'a vaincue. Et quand je disais plus haut que le christianisme s'est évaporé, je parlais selon les apparences.

Au fond, je sais qu'il demeure le seul ferment actif. Le christianisme a introduit une fois pour toutes dans l'Histoire l'intolérable tension qui provoque le progrès.

Il y aura toujours des hommes pour supporter cette tension et relayer cette intention.

DOSSIER UNTEL : I. LA RELIGION

LA LETTRE DE PAUL VI *

[Retour à la table des matières](#)

Mises à part l'introduction et la conclusion, la lettre apostolique que le pape vient d'adresser à monsieur le cardinal Maurice Roy comporte trois parties : un inventaire des nouveaux problèmes sociaux ; une analyse des aspirations fondamentales et des courants d'idées actuels ; le rôle des chrétiens devant les nouveaux problèmes.

L'inventaire des nouveaux problèmes sociaux ne révèle rien de neuf. Nous en savons tous un bon bout sur les problèmes de l'urbanisation rapide et massive ; la contestation des jeunes et des femmes ; les revendications des travailleurs ; l'éternelle discrimination raciale, culturelle, religieuse ; le chômage ; la pollution.

Il faut noter toutefois que le document constate ces problèmes sans nostalgie d'un âge d'or antérieur. Il prend acte des profondes et rapides transformations où l'humanité s'est engagée, qualifiant cette étape d'irréversible, et parle carrément d'une nouvelle civilisation.

La première partie du document est donc un constat réaliste, du réalisme de la vieille mère Église, qui « chemine avec l'humanité et partage son sort au sein de l'histoire ». Cette histoire qu'elle ne fait point, qu'elle ne chante point, qu'elle se contente d'assumer. L'Église garde l'histoire comme une ménagère garde la maison. Patiente, sans illusion, un peu ahurie parfois, mais vivante, comme les vieilles concierges, malicieuses et bavardes, que l'on voit à Rome et que l'on croirait contemporaines des légionnaires de César.

* *La Presse*, 15 mai 1971.

Dans sa deuxième partie, le document note d'abord l'aspiration à l'égalité et à la participation, « deux formes de la dignité de l'homme et de sa liberté ». Ces aspirations fondamentales sont de plus en plus vives à mesure que l'information et l'éducation se développent. Mais ces aspirations sont encore loin d'être inscrites dans les faits et dans les structures. Le juridique est en retard sur les situations réelles.

Divers modèles sont proposés en vue de promouvoir un nouveau type de société démocratique. Le pape engage fortement les chrétiens à participer à la recherche de modèles démocratiques nouveaux et à l'organisation de la société politique. Tout au long de cette section, il souligne les méfaits des idéologies en général, particulièrement de l'idéologie marxiste et de l'idéologie libérale. Devant le recul ou l'échec des idéologies, le pape espère que le temps est favorable à une « ouverture sur la transcendance concrète du christianisme ».

On voit mal, dans le document, le nom à donner à la troisième voie que proposerait Paul VI. Les journaux ont titré : « Entre le libéralisme et le marxisme, le pape propose une troisième voie : la démocratie socialiste ». Ça ne paraît pas si clair dans le texte. Certes, le pape reconnaît que « des chrétiens sont attirés par les courants socialistes et leurs évolutions diverses. Ils cherchent à y reconnaître un certain nombre d'aspirations qu'ils portent en eux-mêmes au nom de leur foi. Ils se sentent insérés dans ce courant historique et veulent y mener une action. Or, selon les continents et les cultures, ce courant historique prend des formes différentes sous un même vocable, même s'il a été et demeure, en bien des cas, inspiré par des idéologies incompatibles avec la foi. Un discernement attentif s'impose. Trop souvent les chrétiens attirés par le socialisme ont tendance à l'idéaliser en termes d'ailleurs très généreux : volonté de justice, de solidarité et d'égalité. Ils refusent de reconnaître les contraintes des mouvements historiques socialistes, qui restent conditionnés par leurs idéologies d'origine. »

On voit donc que le pape invite les chrétiens à un discernement attentif qui leur permettra « d'envisager le degré d'engagement possible dans cette voie, étant sauves les valeurs, notamment de liberté, de responsabilité et d'ouverture au spirituel, qui garantissent l'épanouissement intégral de l'homme ».

Le pape est beaucoup plus net en ce qui concerne la renaissance des utopies. « L'appel à l'utopie est souvent un prétexte commode à qui veut fuir les tâches

concrètes pour se réfugier dans un monde imaginaire. Vivre dans un futur hypothétique est un alibi facile pour repousser des responsabilités immédiates. Mais il faut bien le reconnaître, cette forme de critique de la société existante, provoque souvent l'imagination prospective, à la fois pour percevoir dans le présent le possible ignoré qui s'y trouve inscrit et pour orienter vers un avenir neuf, elle soutient ainsi la dynamique sociale par la confiance qu'elle donne aux forces inventives de l'esprit et du coeur humains ; et, si elle ne refuse aucune ouverture, elle peut aussi rencontrer l'appel chrétien. »

En ce qui concerne le rôle des chrétiens en face des nouveaux problèmes, le document dégage nettement la signification chrétienne de l'action politique, affirmant que le « passage de l'économique au politique s'avère nécessaire » et que « la décision ultime revient au pouvoir politique ». Ce passage à la dimension politique « exprime aussi une requête actuelle de l'homme : un plus grand partage des responsabilités et des décisions ».

Après le partage de la terre, il y a eu le partage de l'énergie, qui a donné la révolution industrielle. Avec la diffusion de l'information, qui est une forme du partage du savoir, il est fatal que l'homme en arrive à désirer le partage du pouvoir. C'est là que nous sommes rendus, et l'Église avec nous.

La vieille mère est plus neuve, plus amoureuse, plus courageuse que les idéologues, les sectaires et les technocrates. Mais qu'est-ce que cela va changer ? C'est déjà immense que cet inlassable appel soit maintenu. Les plans quinquennaux sont plus efficaces qu'une lettre apostolique. On sait ça. On n'en a pas manqué, sur cette planète, des plans quinquennaux, depuis toujours et vingt-cinq ans, ce qui n'a pas empêché les choses d'aller de telle sorte qu'aujourd'hui, c'est la planète, dans sa matérialité et sa sphéricité mêmes, qui est menacée. Or, il paraît que nous n'avons pas de planète de rechange. Par contre, l'Église maintient que nous avons tous un coeur de rechange. Elle le connaît bien et c'est à lui qu'elle s'adresse.

DOSSIER UNTEL : I. LA RELIGION

LE MONDE, CITÉ DE LA PAROLE *

[Retour à la table des matières](#)

Un l'espace de trois semaines, l'Église a rendu publics deux documents remarquables. Le premier, la lettre apostolique de Paul VI au cardinal Roy, est une prise de position sur les grands problèmes sociaux du monde contemporain. Le second est une prise de position sur ce qui est peut-être le phénomène contemporain le plus important : les mass media. La désignation officielle des deux documents (lettre apostolique, dans le premier cas ; instruction pastorale, dans le second) importe peu. Ce qui importe, c'est que l'Église manifeste sa présence attentive à ce qui fait l'histoire et conditionne notre vie quotidienne.

L'importance que nous attachons personnellement à, ces documents tient sans doute à notre foi elle-même ; elle tient tout autant à la nature du métier que nous exerçons. Nous commentons tous les jours les déclarations ou les gestes de politiciens plus ou moins éphémères et qui n'ont parfois d'autre autorité que celle du hasard. On ne voit alors pas pourquoi on se retiendrait de faire un sort à des documents qui possèdent une autorité morale reconnue par le monde entier et dont la substance est pénétrée tout ensemble d'une sagesse millénaire et d'un sens démocratique nettement contemporain.

Parler de mass media, c'est parier de journaux, de revues, de radio, de télévision, de cinéma. C'est parler, pour reprendre un bonheur d'expression du document en question, de cette « sorte de place publique » que constituent les moyens de communication. Il est devenu banal de dire que le monde entier est maintenant

* *La Presse*, 5 juin 1971.

un petit village où l'on échange des nouvelles, où s'expriment et s'affrontent de multiples opinions ». L'image est à retenir, car elle soutient l'idée abstraite de mass media.

La place publique est le lieu même de la démocratie. Chez les Grecs, les inventeurs de la démocratie, on appelait « place publique » (agora) la grande place où se trouvaient les boutiques, les tribunaux, et où siégeait l'assemblée du peuple. Dire tranquillement que les mass media sont une place publique, c'est dire une chose énorme, si l'on y pense bien.

C'est dire, entre autres, que le pouvoir est en train de quitter les coulisses, les bureaux, les ambassades, pour se répandre sur la place publique.

Les conséquences de ce déplacement du pouvoir (nous parlons ici du pouvoir en général, qui est la résultante de plusieurs pouvoirs : pouvoir politique, pouvoir économique, pouvoir idéologique) ne sont pas encore manifestes ni toutes réalisées. Mais on en touche déjà quelques-unes du doigt. L'administration de la justice, par exemple, devra subir de profondes transformations. Aux USA, récemment, deux « black panthers » ont été libérés pour la raison que l'État ne pouvait pas instruire leur procès, faute de pouvoir constituer le jury. Et l'impossibilité de constituer le jury venait de l'énorme publicité qui avait été faite autour de ce cas.

Ce n'est là qu'un exemple, qu'il faudrait d'ailleurs traiter pour lui-même. Ce qu'on en dit ici suffit à établir que les *mass media* ont créé une espèce de transparence entre les hommes et les nations. C'est un progrès dans la mesure où cela permet une plus grande communion ; c'est aussi un risque immense, car la transparence est impitoyable. La plupart des contemporains, pris individuellement ou s'exprimant par divers organismes, vivent cette transformation dans l'angoisse. Par contre, l'Église enregistre ce phénomène avec confiance. Au moment où beaucoup sont tentés de s'abandonner à la panique ou de se réfugier dans les utopies, l'Église considère résolument le phénomène et engage ses fidèles et tous les hommes à l'empoigner.

D'où son insistance sur la formation des usagers des *mass media*, c'est-à-dire tout le monde. Son insistance aussi sur leurs droits : droit à l'information et droit à la liberté d'expression. Ces deux droits sont corollaires et répondent à un besoin profond de l'homme.

Car enfin, il est aisé de voir que, malgré ses détours affreux, tout l'effort de la civilisation n'a jamais tendu qu'à faire que les hommes se voient et se parlent. Pour cela, il fallait vaincre l'espace. Aujourd'hui, c'est fait. Il reste à vaincre l'espace psychologique, constitué, pour l'essentiel, de peur. Les cris proviennent de la peur et la nourrissent.

La technique a ramené le monde aux dimensions de la cité. La première cité à avoir fait l'expérience de la démocratie fut aussi la première à se définir comme la cité de la parole, par opposition au cirque des cris.

DOSSIER UNTEL : I. LA RELIGION

DU CÉLIBAT ET DES CANONS *

[Retour à la table des matières](#)

Le phénomène religieux s'est reflété dans la nouvelle sous deux formes, ces derniers jours. D'abord, à la suite de la publication des résultats d'une enquête mondiale sur le départ des prêtres ; ensuite, à l'occasion des protestations contre le projet de ce qu'on appelle, dans le langage idoine, la « loi fondamentale de l'Église ».

Touchant les résultats de l'enquête, on est bien forcé de dire que cette dernière, comme toutes les enquêtes du genre, ne nous apprend rien de bien neuf, sauf qu'elle fournit des nombres précis. Si l'on ignorait, en effet, qu'il y a eu exactement 8,287 prêtres qui ont quitté le sacerdoce de 1963 au 31 mars 1969, on se doutait bien par contre que la règle du célibat était la cause principale des départs. 75% des prêtres affirment que le célibat est la cause exclusive de leur départ et 25% le désignent comme cause secondaire.

Le commentaire de l'agence nous apprend que le célibat obligatoire est de plus en plus mis en cause. Ça, c'est une nouvelle. On apprend aussi que le célibat obligatoire équivaut, pour l'Église à « préférer, pour son ministère, des pécheurs à des pères de famille ». Ça ne fait pas un gros choix.

Les décisions individuelles des personnes en cause sont respectables. Elles appartiennent à jamais au mystère des consciences et personne ne peut s'arroger le droit de les juger, même pas dans le silence de son propre cœur.

* *La Presse*, 28juillet, 1971.

Cependant la question en elle-même demeure discutable. Et quoi qu'en disent les petites mémoires, elle n'est point nouvelle. Les hommes, de toute façon, depuis qu'ils existent, jouent aux quatre-coins avec cinq ou six questions. La mort, l'amour, la liberté, le bonheur, la vérité. Une autre, pour la « luck ». On ne brasse jamais autre chose de sérieux. Le reste, c'est pour les conversations de trains, de piscines ou de cocktails.

Ainsi donc, le célibat des prêtres serait un problème contemporain. Au fond, ç'a toujours été un problème. C'était un problème un peu haut, du temps que les problèmes étaient abordés dans leur virginité (si j'ose dire, sans jeu de mots vraiment trop facile). C'est devenu un problème de mass media, en cette civilisation de. *

Sans remonter trop haut, justement, on peut rappeler que c'était un gros débat, vers les années 1830, en Europe. Des diocèses entiers s'agitaient ; des prêtres et des séminaristes signaient des pétitions. On était en plein romantisme. L'anarchie commence dans les intelligences. Elle commence quand les maîtres ne comprennent plus rien, à force de tout savoir. Il y avait alors des professeurs de théologie officiellement athées. Et les séminaristes signaient les pétitions, comme à Sherbrooke ou à Montréal. Les arguments invoqués étaient les mêmes qu'aujourd'hui, y compris le fameux argument de la baisse des effectifs. Là-dessus, un théologien allemand de l'époque écrivait fort tranquillement que l'un des plus grands maux de l'Église, c'était le nombre excessif de prêtres, ce qui est une vérité élémentaire, on en conviendra.

Par exemple, ce ne sont ni les prêtres, ni les frères, ni les soeurs qui ont manqué au Québec ou à Irlande, (Je me demande, hypocritement, d'où me vient ce rapprochement). Or, on voit assez mal en quoi ce fait a contribué et au développement matériel et à la maturité spirituelle des Québécois. Ce qu'on lit ou les conversations que l'on subit à ce sujet, ont à peu près l'altitude d'un sermon moyen, un dimanche de juillet. Ce n'est pas le lieu, ici, de discuter cette question à son mérite. D'ailleurs, le Christ n'a jamais pris la peine de la discuter. Ni cette question, ni d'autres. Le Christ affirmait et s'en allait. Les seigneurs ne s'expliquent pas.

* [Tel quel dans le livre. JMT.]

Il est cependant un argument que je m'étonne, malgré tout, de ne point rencontrer dans ce débat : c'est l'argument politique. Le célibat chrétien, en effet, marque l'indépendance absolue de l'Église face à César. Le célibataire offre si peu de surface sociale, que même les tout-puissants États contemporains ont peu de prise sur lui. Par-dessus la question métaphysique que pose le célibat, et qui est déjà gênante, il y a la question politique, rarement formulée, mais très réelle. Et cette question est la suivante : le célibataire chrétien n'est jamais tout entier le sujet de César et de son appareil. Sa première obéissance est ailleurs.

En ce qui concerne « la loi fondamentale », disons d'abord qu'elle veut être, pour l'Église, l'équivalent d'une constitution pour un État. Cette loi serait donc la source et le fondement de toutes les règles auxquelles les fidèles seraient soumis, à un moment ou l'autre de leur vie. Ce serait la première fois dans son histoire que l'Église se donnerait une telle loi. Le projet a été soumis aux évêques du monde entier en février dernier, et ils doivent l'accepter, l'amender ou le refuser d'ici à septembre prochain.

Il semble que ce ne sera pas facile. Deux cents théologiens, connus et prestigieux, ont déjà fait connaître publiquement leur opposition non seulement au texte actuel, mais, pour certains d'entre eux, au principe même d'une telle loi. Deux cardinaux-vedettes (Suenens, de Belgique, et Daniélou, de France) se sont publiquement prononcés contre et pour. Cela ressemble, en moins vigoureux, aux splendides querelles de Chrysostome, d'Athanase, d'Eusèbe, d'Augustin, de Jérôme et de plusieurs Grégoire. Jusque là, le mal n'est pas grand. Les théologiens sont les députés de l'Église. Tant qu'ils disputent, on peut être tranquille. Ce qui change une vie, c'est une balle, une prison, ou un salaire, pas un discours. Par contre, une loi, quand on y est soumis affecte, elle aussi, une vie.

À l'heure qu'il est, et du point de vue d'un usager de l'Église visible, tout ce qu'on peut demander, c'est que la loi en question soit telle qu'elle puisse survivre aux trois prochaines modes. Les catholiques de mon âge se sont vu piquer une vingtaine de péchés mortels depuis quinze ans. Cela traumatise rétroactivement et risque de rendre la conscience un peu trop large pour un bout de temps.

DOSSIER UNTEL : I. LA RELIGION

RÉFLEXIONS SUR LE SYNODE *

[Retour à la table des matières](#)

Pour situer plus clairement le présent synode, il est utile de considérer les cinquante dernières années de l'histoire de l'Église afin d'en dégager les grands enjeux. La période en question s'est déroulée sous quatre pontificats : ceux de Pie XI, de Pie XII, de Jean XXIII et de Paul VI.

Pie XI était aux prises avec le fascisme européen, incarné par Mussolini et Hitler. Contre les dictatures, Pie XI lançait l'action catholique pour établir le dynamisme de la foi en réponse à l'embrigadement des fascismes. Notons qu'à ce moment, l'Orient était pratiquement absent du paysage politique.

Pie XII a gouverné l'Église pendant la deuxième guerre mondiale et le plus gros de la guerre froide. Il a connu le génocide des Juifs. Son pendant, c'était Staline. Pie XII fut donc un pape très préoccupé de doctrine, car il se trouvait devant l'affirmation massive du marxisme, qui est la seule idéologie à prétendre fournir l'explication totale de l'homme et de son histoire. L'autre doctrine n'est pas une idéologie, c'est la Révélation.

Puis ce fut Jean XXIII, débonnaire et astucieux, face à un Khrouchtchev décontracté. L'un annonçait un concile comme la météo annonce du beau temps, l'autre tapait avec son soulier sur une table de l'ONU, ou discutait de maïs avec Nixon, alors vice-président des USA. C'est sous son pontificat que le Tiers-Monde et la Chine ont commencé d'occuper la scène politique internationale.

* *La Presse*, 23 octobre 1971.

Et voici Paul VI, au visage aussi tourmenté qu'une révolution culturelle, version catholique du visage de Kossyguine. Paul VI est un pape déroutant et courageux. C'est le seul homme, ces années-ci, qui maintient un non ferme vis-à-vis de l'agression généralisée contre la vie elle-même. Il est le pape qui aura le plus voyagé depuis saint Pierre. Pierre a voyagé, en gros, de Jérusalem à Rome à dos d'ânes et en bateaux à galériens. Paul VI voyage en Boeing blanc et manque de se faire tuer par un fou aux Philippines comme Kossyguine à Ottawa. L'histoire se rétrécit comme un chandail de mauvaise qualité.

Le pontificat de Paul VI est étrange en ceci encore qu'au lieu d'être simplement aux prises avec les génocides des Biaffrais et des Bengalis (plus énormes, s'il est possible, que le génocide des Juifs), il est aux prises avec l'Église elle-même. L'énervement des esprits a pénétré profondément à l'intérieur de l'Église, au point que l'on peut dire que les prêtres, les religieux et les religieuses constituent un problème majeur du présent pontificat. Un des sous-produits de la révolution culturelle en cours a entraîné, chez les prêtres et les religieux, la perte de leur identité traditionnelle. C'est une des raisons qui expliquent l'importance qu'a prise la question du célibat.

S'agissant du célibat des prêtres, il faut rappeler que le célibat n'est pas inscrit dans la définition du sacerdoce. Le célibat fait partie de la nature de la vie religieuse institutionnelle, comme les trois angles font partie de la nature du triangle. Un triangle à deux angles est impensable ; de même, la vie religieuse sans le célibat.

Il n'en va point ainsi du sacerdoce. On peut être prêtre et marié ce qui était - détail - le cas de saint Pierre lui-même. Cependant, depuis le XII^e siècle, le célibat est devenu une condition disciplinaire pour l'admission au sacerdoce, du moins dans l'Église latine. Mais ce n'est qu'une condition disciplinaire et non pas une exigence doctrinale. Il y a des prêtres catholiques mariés en Orient.

À l'heure qu'il est, on sait que le synode s'est prononcé majoritairement contre l'abandon de la discipline ecclésiastique sur le célibat des prêtres. Il est clair, cependant, que le problème n'est pas résolu de façon définitive. Notre opinion à ce sujet vaut ce que vaut une opinion en une matière aussi grave et où se trouvent engagées des valeurs infinies. On peut quand même exprimer une opinion, puisque le débat demeure dans l'opinion, justement. Et notre opinion, c'est que le

temps semble venu d'élargir la discipline du célibat ecclésiastique. L'Église pourrait, avec profit, admettre au sacerdoce des hommes mariés. Nous connaissons tous des hommes mariés qui ont atteint une maturité spirituelle qui leur permettrait d'ajouter à leur engagement initial, dans une continuité de service.

Liée à cette question, il y a celle du ministère des femmes. Malgré des interventions audacieuses, notamment de la part du cardinal Flahiff, de Winnipeg, la question n'a guère progressé. Je n'ai, là-dessus, qu'une idée très générale : l'Église n'a pas fait sa part, jusqu'à maintenant, à l'autre moitié de l'humanité. Si l'on demande aux femmes de savoir à la façon des hommes, on est souvent déçu ; mais si on leur demande de se dévouer, on est toujours surpris. Or, le sacerdoce est essentiellement un dévouement, au sens étymologique du terme.

Enfin, il y a la question de la désignation des chefs, notamment des évêques. Là-dessus, j'ai une petite idée. Dans le missel que je lisais, étant juvéniste, je voyais, à la date du 7 décembre, que saint Ambroise, simple catéchumène (donc, pas encore baptisé), avait été élu évêque de Milan au cri de la foule : « Ambroise, évêque ». Voilà ce que l'on racontait dans des livres infiniment catholiques. C'est pour dire que sur ce sujet, il me semble que l'on doit être ouvert à plusieurs formules.

DOSSIER UNTEL : I. LA RELIGION

LETTRE À JÉSUS-CHRIST *

[Retour à la table des matières](#)

Je marche. Tu as beaucoup marché, toi aussi, par les chemins d'Israël. Un jour, tu t'es arrêté parce que tu étais fatigué, et c'est ce jour-là que tu as parlé à la Samaritaine. *Sedisti lassus.*

J'écris ces lignes en cet après-midi du 15 août 1968. Il y a vingt-quatre ans, aujourd'hui, je prenais, comme on disait, l'habit. Comme on dit l'acte pour désigner l'acte par excellence, celui qui fait qu'un homme et une femme se disent l'un à l'autre et, se disant, engendrent parfois un semblable à eux, comme ton Père et l'Esprit, se disant, t'ont fait, toi le Verbe substantiel. Il y a vingt-quatre ans, donc, je prenais l'habit. Je me souviens : J'étais tant content que j'avais hâte de me lever le lendemain pour réendosser. Je n'ai plus jamais hâte de me lever, soit dit en passant ; je trouve que c'est une catastrophe quotidienne absolument épouvantable. J'ai jamais hâte de me coucher non plus. Mais, ça, c'est une autre histoire. Maintenant, je ne porte plus l'habit et je m'en trouve très bien. L'habit n'a aucune importance. Quand tu es venu nous voir, tu t'es habillé comme tout le monde.

Ce qui était et est toujours important, c'est la signification de l'habit. Cet habit-là signifiait que je t'avais choisi comme ma seule part d'héritage. Tu m'offrais le monde, les arbres, les routes, le possible amour et toi-même, au bout, discret, infiniment, infiniment vulnérable. Et tu disais : voilà l'héritage. Et moi, j'ai répondu : ma part d'héritage, ce sera toi, et toi seul. J'étais terriblement sincère, tu le sais. Je crois bien qu'à ce moment-là, je t'ai aimé un peu.

* août 1969.

Le *Tantum ergo*, ça signifiait quelque chose pour moi, et le *Lauda Sion*, et tout cet énorme, cet immense grégorien où j'ai été élevé. J'ai été élevé là-dedans, moi, j'ai pas été élevé dans le barda. J'ai eu le temps de me faire, de me défaire, de me refaire et de me défaire de nouveau. Je suis maintenant en morceaux, ça aussi tu le sais. Je ne tiens ensemble que par la peau, comme le Canada et les vaches.

Je te parle. Ça pourrait être un procédé de style. Mais tu sais, toi, que je ne te parle pas comme je parlerais à Socrate. J'aime Socrate, mais il ne me vient jamais à l'idée de lui parler. Je t'aime certes plus que je n'aime Socrate. Il y a au moins ça d'en plus dans mon amour pour toi.

Quand je t'ai choisi comme ma seule part d'héritage, j'étais sincère. J'ai tenu un bon bout de temps. Et puis, tu ne m'as plus suffi, tu ne me suffis toujours pas. Même les chameaux ont besoin d'oasis pour traverser le désert. Je ne suis pas un chameau et je traverse un sacre désert. Je sais que tu es toujours là et que tu serais, si je n'avais pas si peur de remporter la victoire sur moi-même, mon oasis éternellement présente. Mais je ne me résous pas à me combattre par peur de gagner la bataille.

J'aime me tromper, j'aime tromper ma soif, car je la trompe, comme on trompe sa faim avec un coke. Je suis sans excuse. Je ne change pas mes principes chaque fois que je m'inconduis. Je me dis lâchement que tu sais écrire droit sur mes lignes croches. Et je tire des traites sur ton amour comme le fils prodigue, sachant que tu m'attends mystérieusement, et que c'est toi qui fourniras le veau, comme dans ta parabole.

Parfois, aussi, j'ai peur de la façon que tu choisiras pour me contraindre à toi. N'importe, je te l'ai toujours demandé ; j'ai toujours su, enfin, je sais depuis longtemps, que je n'irai à toi que contraint. Ça ne te fera pas une bien grosse victoire, une bien glorieuse victoire. Je suppose que tu n'es pas fier.

Tu sais que je ne te prie guère, du moins comme on me disait que c'était. Mais tu sais que depuis des années ma seule prière, c'est celle de ton serviteur Ignace d'Espagne ; c'est celle que je t'adresse en marchant, dans l'autobus ou dans le train, ou au moment de laisser tomber, de me décourager. Je dis : « Seigneur, apprends-moi à être humble, fidèle et courageux. Apprends-moi à t'aimer, toi seul ; à te servir comme tu mérites d'être servi, à donner sans compter, à combattre sans

souci des blessures ; à travailler sans chercher de repos ; à me dépenser sans attendre d'autre récompense que celle de savoir que je fais ta volonté. »

Je te fais cette prière et je ne suis toujours que ce que je suis. N'importe. Tu me connais. La phrase la plus triste de l'Évangile, tu l'as prononcée au moment où ils se mirent à croire en toi à cause des miracles que tu accomplissais. Mais tu ne te fiais pas à eux, parce que tu les connaissais tous et que tu n'avais pas besoin d'être renseigné sur personne, car tu sais, toi, ce qu'il y a dans l'homme.

Je n'essaie pas de plastronner devant toi. Mais le même Jean qui rapporte les paroles citées plus haut nous dit aussi en ton nom : « Devant lui, nous apaiserons notre coeur, si notre propre coeur venait à nous condamner, car Dieu est plus grand que notre coeur et il nous aime. »

Et encore : je te demande toujours de m'utiliser pour ta gloire. De m'utiliser, parfaitement, de m'utiliser. N'importe comment, mais fais attention : je ne suis pas très courageux. J'ai peur de ce que je te dis là. Tout d'un coup que tu choisirais un moyen ténébreux, épouvantablement déroutant. Enfin, comme tu voudras. M'utiliser pour ta gloire ; et ta gloire, c'est le coeur de l'homme. Ce n'est pas le soleil, ni les barrages, mais le coeur de l'homme. Tu peux, toi, faire quelque chose, tout, pour le bonheur de l'homme, car tu connais son malheur, pour l'avoir bu jusqu'à la lie.

Il n'y a plus beaucoup de monde qui croit en toi, n'est-ce pas ? Enfin, selon les apparences. « Quand je reviendrai, y aura-t-il encore de la foi sur la terre ? » Tu as bien semblé douter, toi aussi. Peut-être était-ce une coquetterie d'amoureux que tu as eue en disant cela. En tout cas, moi, je crois en toi. Je crois de la façon que je viens de dire : avec beaucoup de croches. Mais je crois. Je ne suis pas nerveux, côté foi. Je crois tout ce que raconte ton Église, ta pauvre Église, dont je suis. Je crois au fur et à mesure que les grosses têtes nous formulent ce qu'il faut croire. Je ne chicane pas. Au fond, il n'y a que deux choses à croire, et c'est toi-même qui les as désignées : croire que tu es, toi, et que tu es sauveur. Le reste, c'est de la petite monnaie pour prendre l'autobus ; l'autobus des théologiens. Moi, je marche à pied.

On ne me fera pas accroire que l'Évangile, c'est compliqué. C'est difficile, mais ce n'est pas compliqué ; ce n'est pas la même chose. Il n'y a que les consciences faciles qui soient compliquées, comme les intelligences, d'ailleurs.

Les gosses de la rue Sainte-Thérèse se moquent de moi : gauche, droite, qu'ils font, quand je passe, en avant, marche ! Il va leur arriver ce qui est arrivé aux enfants qui se moquaient du prophète Élisée : deux ours sortis d'on ne sait où les ont dévorés. Mais je vais demander aux ours d'épargner les deux que j'ai vus l'autre jour : le frère et la soeur, sans doute. Le petit gars lançait les souliers de sa petite soeur. Il avait le geste du fameux adolescent du Capitole qui s'enlève une épine du pied. Je me suis arrêté pour les regarder. C'était un spectacle doux comme le monde, un soir d'été. De l'autre côté de la rue, deux fillettes m'ont souri. Éternelle complicité entre elles et moi. Ou encore, un dimanche après-midi que je m'en revenais en lisant un article (faut dire que c'était le mien et que j'avais fait trois kiosques pour le trouver), une fillette me crie : c'est quoi que vous lisez, monsieur ? Je lui dis : viens voir. Elle traverse, regarde un moment et lance : c'est trop long. Il arrive toutes sortes de choses splendides quand on marche par les petites rues de la basse-ville. Ou encore, je dis, en passant, à une fillette : bonjour, madame. Elle court vers sa compagne et dit : le monsieur, il me connaît.

Quaerens me, sedisti lassus. Me cherchant, tu t'es assis, fatigué. On chantait ça, de mon temps, aux messes des morts, dans le *Dies Irae*. On te rappelait ta fatigue, on te rappelait ce que tu as investi pour nous sauver afin que tu nous pardonnes, sinon par amour, du moins par raisonnement, à cause de tes investissements en nous, qui', autrement, seraient perdus pour l'éternité. Qui te louera, en enfer ? L'enfer est ce que tu sais, toi, et non pas nous. N'importe : on voit le raisonnement, on voit l'argumentation.

Qui choisirait d'être de garde un soir de danse, à vingt ans, s'il avait le choix de n'être point de garde ? Bienheureux malheur qui nous exclut, contre nous-mêmes, de la facilité et qui nous ouvre à la possibilité de la joie. Joie qui est presque tout entière dans le fait de ne dépendre que de soi. De n'avoir que soi pour juge, épaulé et, enfin, camarade. J'ai déjà pensé, et sans doute dit : qui aimerais-je si personne ne m'aime ? Maintenant, je dis : qui m'aimera si je ne m'aime ? Et qui aimerais-je si je ne m'aime ? Je ne pardonnerai que lorsque je me serai pardonné.

Ne me laisse pas choisir. Force-moi, contrains-moi.

J.-C. - Tu voudrais que je décide à ta place.

- Je ne le ferai pas moi-même ; je ne me déciderai pas seul. Oblige-moi à toi.

J.-C. - N'es-tu pas déjà assez obligé ; ne t'es-tu pas déjà lié à moi ?

- Tout cela est bien ambigu ; je ne t'ai pas vraiment choisi.

J.-C. - Qu'est-ce qui t'empêche de le faire maintenant ? Tu voudrais être contraint par moi, qui suis invisible, comme tu peux l'être par ce qui est visible. Tu voudrais conserver, avec moi, la faible liberté que te laissent les choses visibles.

- L'important, Seigneur, c'est de n'être pas séparé de toi.

J.-C. - Parce que tu sais que tu serais malheureux pour l'éternité si tu étais séparé de moi, C'est pour cela que tu veux rester avec moi.

- C'est exact. Je sais qu'en dehors de toi, il n'y a que malheur. À qui aller ? Toi seul as les paroles de la vie éternelle.

J.-C. - La religion, c'est de me servir par amour et non par intérêt.

- Je sais, je ne prétends pas t'apporter quoi que ce soit, je suis besoin, vide, tout besoin, rien que besoin. Sois-moi Jésus. Point. Je ne te demande pas la facilité, ni de m'épargner la souffrance, ni même la honte. Je te demande de me sauver.

J.-C. - Et les autres ? Je t'aimerais un peu plus apostolique. Toi, toi, il n'est question que de toi.

- Je sais. C'est un aspect de ma misère. J'en suis là. Je ne suis pas fier, ni heureux, d'ailleurs. Mais c'est ainsi. Je veux d'abord me sauver. Si tu peux m'utiliser pour ta gloire, ton travail, tes projets, je veux bien, mais tu devras créer en moi cette volonté-là. Je veux être forcé à toi, contraint.

J.-C. - Et moi, je veux des serviteurs volontaires, des hommes libres.

- Libère-moi.

J.-C. - Tu as de vagues désirs et on ne peut même pas appeler ça des désirs. Tu es mou, lâche, velléitaire. Si les autres hommes te connaissent comme je te connais, comme tu sais que je te connais, tu ne pourrais plus vivre parmi eux. Tu aurais trop honte. Mais, moi, je ne te fais pas honte, je ne te gêne pas.

- Jésus, c'est jusqu'à l'abjection que je veux aller ; je ne demande pas ton estime, mais ton salut.

J.-C. - Allons donc ! Ce ne sont pas là des sentiments humains. Il faudrait au moins que tu sois un homme. Je suis le sauveur des hommes, pas des rats. Le bon

larron, c'était un homme ; les deux, d'ailleurs. Celui qui m'a repoussé, il m'a repoussé comme un homme. Si au moins tu étais humble devant les hommes. Je dis humble ; je ne dis pas mou, ou abject, ou pleurnichard. Mais tu n'es pas humble. Tantôt mou, tantôt arrogant, tantôt double. Plutôt écoeurant que vraiment humble.

- Je t'écoeure ?

J.-C. - Je ne dis pas ça. Mais tu vois, tu serais prêt à accepter de m'écoeurer pourvu d'y trouver ton avantage. Tu me fais penser à ces mendiants qui jouent de leur abjection, qui demandent l'aumône en pleurnichant.

- Je serais prêt à accepter de t'écoeurer pourvu que tu me sauves. Que veux-tu que je te dise ? Que je t'aime ? Que je veux travailler à ta gloire ? Ce n'est pas vrai. Je veux rester avec toi, mais je sais qu'il te faudra m'y contraindre, car je sais que je n'y resterai pas autrement. J'accepte que cela fasse mal pourvu encore que je sois dans l'impossibilité d'échapper à cette souffrance. C'est de tous côtés que je veux être forcé ; c'est toutes les issues que je te demande de m'interdire, désavouant d'avance tout désaveu. Ce contrat, et selon ces termes, je suis disposé à le signer. Au fond, tu y trouveras ta gloire de Sauveur. Ta gloire, c'est de sauver ce qui est perdu.

DOSSIER UNTEL : I. LA RELIGION

APPARTENANCE ET LIBERTÉ *

[Retour à la table des matières](#)

Le genre de communication que je veux faire, et qui répond à la demande que j'ai reçue, sera davantage un témoignage qu'une expression doctrinale. On me demandait, en effet, le 18 avril dernier, de « raconter tout simplement comment j'ai vécu mes différents engagements, quels liens je faisais alors avec ma communauté ; comment je la voyais ; comment je pense que ma communauté me voyait ; quels jugements je porte aujourd'hui sur ces expériences. »

Ayant lu la conférence que vous donnait hier soir le P. Ducharme, je sais en quel sens vous entendez le terme franc-tireur. Je trouve cependant utile de préciser que je ne me suis jamais voulu franc-tireur. Être un franc-tireur n'a jamais été un projet pour moi. Je pense même qu'il y aurait quelque chose de faux à vouloir délibérément être un franc-tireur. Ceux dont on sait qu'ils ont été des francs-tireurs, non seulement ne voulaient pas l'être, au sens où ils en auraient fait un projet, mais ont souffert de l'être et ont hésité à l'être, quand les circonstances - qui sont la main de Dieu - les ont amenés à le devenir. Moïse a refusé longtemps et invoquait son bégaiement pour se défilier ; Jonas s'est caché dans une baleine ; Élie s'est enfui au désert ; Paul n'en finit plus de s'expliquer dans ses lettres, et caetera.

* Causerie prononcée devant l'assemblée annuelle des supérieurs majeurs des communautés d'hommes et de femmes du Québec. La causerie avait été annoncée sous le titre : *Un franc-tireur devant sa communauté.*

J'invoque ces grands noms pour illustrer le fait que les francs-tireurs authentiques ne se lèvent pas, un matin de grand vent, en se décrétant francs-tireurs. Il leur arrive qu'ils le sont, et contre leur gré, et à leurs dépens.

Les Insolences du Frère Untel

Cela dit, je pense utile de rappeler comment ma propre expérience d'engagement public a commencé, quitte à répéter des choses déjà publiées.

Les textes parus dans *Le Devoir* à l'automne 1959 et durant les six premiers mois de 1960 ont été à l'origine de tout. Rien n'avait été planifié. Chaque texte, dans mon idée, était le dernier ; cependant, une espèce de logique interne, interne quant à moi et interne quant à la situation, a fait que les sujets abordés étaient de plus en plus graves et de plus en plus engageants. Je me souviens qu'avant de déposer à la poste le texte intitulé *La grande peur québécoise*, j'avais senti le besoin de consulter un prêtre de mes amis. Il m'avait dit en substance : jusqu'où êtes-vous prêt à aller pour supporter ce que vous dites ? Je ne compris pas très bien ce qu'il voulait dire. Il précisa : qu'est-ce que vous êtes prêt à risquer ? J'ai répondu : n'importe quoi, sauf l'exclusion de la communauté. On était encore à l'époque où il paraissait possible qu'une communauté exclue techniquement un de ses membres. Aujourd'hui, ce risque est fort théorique.

Je n'ai pas été exclu, mais j'ai passé proche. Et je me demande si, pendant un certain temps, mes supérieurs n'auraient pas été soulagés de me voir partir de moi-même. Mais cela était exclu.

Ici on peut poser la question : l'engagement dans une communauté supprime-t-il la fidélité à soi-même ? En d'autres termes : en cas de conflit, la fidélité à soi doit-elle primer ?

Je donne une réponse : je ne dis pas la réponse. Qu'est-ce que soi ? Comment savoir que le plus vrai de soi est la fidélité à tel engagement précis plutôt qu'à un engagement antérieur non moins précis ? S'agit-il de pauvreté ? Qui empêche qui que ce soit de se dépouiller tant qu'il veut ? S'agit-il d'aider les autres ? d'être secourable ? Après dix jours au milieu d'un groupe quelconque, on sait déjà qu'il y a plus de souffrances à soulager qu'on n'est capable de l'accepter. Si on invoque le

contre-témoignage où l'on estime être installé, je réponds qu'il faut être bien sûr de sa générosité pour quitter une communauté pour cette raison. Bref, ma réponse, c'est qu'en cas de conflit entre deux engagements, il me paraît plus sain de creuser son engagement initial. C'est toujours possible.

Quelques mois après la publication des Insolences, les trois provinciaux des trois provinces canadiennes reçurent une lettre de la SCR.⁷⁶ Cette lettre était un blâme officiel et solennel de mon action. Elle fut lue dans toutes les maisons des frères maristes, devant la communauté rassemblée, y compris à Alma, où je me trouvais.

Je rappelle ce détail pour vous aider à mesurer la distance parcourue depuis douze ans. Je dois dire aussi que cela ne fut pas aussi terrible qu'on pourrait le penser. Certes, je me sentais désavoué par certains de mes supérieurs, mais non pas par tous.

Mon supérieur local me couvrait entièrement et virilement. Dans la province voisine, des hommes influents demeuraient mes amis et me le laissaient savoir sans équivoque. La plupart des confrères étaient d'accord avec moi ou, à tout le moins, s'abstenaient de me juger sévèrement. J'ajoute encore, car je ne veux pas demeurer au plan de l'anecdote, que l'Église ou mieux l'organisation ecclésiastique, même quand elle frappe, frappe bien différemment que les organisations étatiques, politiques ou commerciales.

Disant cela, je n'ai pas conscience d'intérioriser un conflit, ou de le sublimer a posteriori. Je fais seulement rendre compte de ce que j'ai vécu. Et ce que j'ai vécu, c'est le désaveu et non pas l'indignité. Je n'ai été ni humilié, ni persécuté. J'ai été blâmé publiquement pour une action publique, et selon des règles connues. Pour être complet, j'ajouterai cependant que j'aurais aimé être davantage défendu par mes supérieurs locaux. Je garde l'impression qu'ils ont été des exécutants un peu prompts des ordres romains. Je le dis sans aucune amertume. J'ai toujours admis - du moins au fond de moi-même - qu'il y a un prix à payer pour les extravagances.

Et ici, je ne peux pas m'empêcher de souligner la cocasserie de mon destin qui fait que je dis ces choses, douze ans après, devant une assemblée de supérieurs

⁷⁶ Sacrée Congrégation des religieux.

majeurs. Cela prouve que nous avons fait beaucoup de chemin : vous autres vers la liberté, et moi vers le pepérisme.

Le destin est cocasse, la vie est bouffonne et, tout le temps, on sent sa propre âme, en soi, comme un criquet dans une prairie : on l'entend, mais on ne sait pas où elle est.

Fonctionnarisme et journalisme

Après les Insolences et leurs conséquences, j'entrepris mon travail au ministère de l'Éducation du Québec. Cela dura presque six ans. Ce fut exigeant et exaltant. À ce sujet, et pour demeurer à l'intérieur du thème proposé, je ferai seulement la remarque que l'engagement engage. C'est déjà tout dit dans le verbe : s'engager. Être franc-tireur, pour reprendre votre expression, ce n'est pas uniquement dénoncer ; ce n'est pas uniquement indiquer une direction : c'est accepter, indivisiblement, de construire et de prendre le chemin.

Je dis aussi que l'engagement dépossède. Une fois engagé, on est pris, comme dit très bien l'expression : être pris. On ne s'appartient plus ou, en tout cas, on s'appartient moins. Je dis même - et ce n'est pas pour céder à la mode - que l'engagement risque de virer en aliénation. Ce n'est pas n'importe quoi qui mérite qu'on s'y engage. Des fois, je me trouve bien bête de tant me débattre. Des fois, je me dis aussi qu'on ne peut pas s'épargner et se mettre de côté comme on met de l'argent de côté. L'argent qu'on met de côté, soi ou d'autres en profiteront, mais si on se met de côté, on n'est pas sûr de pouvoir se retirer, comme on retire un chèque. Je ne m'étends pas là-dessus, car, au fond, je ne démêle pas très bien tout ça.

Après le ministère de l'Éducation, ce fut *La Presse*. Cette autre forme du même engagement fut plus pénible. J'y ai vécu, de façon peut-être exagérée, une autre conséquence de l'engagement, qui s'appelle la responsabilité. La responsabilité du travail au ministère de l'Éducation était grande, mais diffuse, partagée et indirecte. À *La Presse*, la responsabilité était directe, solitaire et quotidienne. Je ne crois pas utile de développer davantage.

Je passe donc à une réflexion d'ensemble sur le lien entre mes expériences publiques et ma communauté.

La première chose que je veux dire à ce sujet, c'est que mon appartenance à une communauté a fondé, en grande partie, mes formes d'engagement. Je ne pense pas, en disant cela, aux fondements surnaturels qu'est censée donner l'appartenance à une communauté. En d'autres termes, je ne dis pas d'abord que, pour moi, mon appartenance à une communauté a inspiré mon engagement. Ce serait trop noble et pas très vrai. Ce que mon appartenance à une communauté me donne, c'est la liberté d'action. Selon mon tempérament, je n'aurais pas été capable de risquer ce que j'ai risqué si je n'avais pas été frère. Le fait d'être frère me donne une liberté psychologique et financière presque totale. Et, je le répète, c'est d'abord ça, le lien que je fais entre ma communauté et mes expériences publiques. Il y a des engagements moins visibles que les miens et qui s'enracinent dans la vie religieuse au sens surnaturel du terme. Je ne peux pas dire que cela est vrai pour moi. Tout ce que je peux dire, c'est que cela joue aussi pour moi, mais ce que je sens le plus clairement, c'est la liberté que me donne l'appartenance à une communauté. On peut me demander si je ne confonds pas ici liberté et besoin de sécurité. Je n'ai pas de réponse. Je ne nie pas que j'ai besoin de sécurité. Je crois savoir aussi que la liberté s'enracine toujours dans une force : une force que l'on tient de son intelligence ou de sa santé ou de son indifférence ou de son lien avec un autre ou de son lien avec plusieurs autres. Personne ne peut tirer toute sa confiance de lui seul.

Dans un autre ordre d'idée, je crois pouvoir dire que la simplicité qui caractérise les frères maristes est pour moi d'un grand secours. Nos relations quotidiennes sont simples. Il y a là-dedans du Québécois, bien sûr, mais il y a surtout du frère et du frère mariste. Je ne suis pas sûr qu'on puisse en dire autant des communautés religieuses de femmes. Je me contente de poser la question.

Je viens de caractériser un style de vie par la simplicité des relations quotidiennes. Je vois peut-être mieux cela après les expériences que j'ai faites et depuis que je suis à Cap-Rouge. Je ne suis quand même pas en train de dire que me voilà en paradis, tous problèmes réglés. Je n'ai rien dit de la solitude, qui est considérable ; mais la solitude n'est pas l'isolement, pas plus que le silence n'est le mutisme.

Je n'ai rien dit non plus de l'inquiétude que j'ai devant le vieillissement de nos effectifs et la dislocation des communautés. À ce sujet, je fais deux remarques. La première, c'est que nous ne songeons pas assez au recrutement des personnes relativement âgées, mais encore actives, et riches d'expérience, que nous pourrions

inviter à se joindre à nous. Je connais un homme marié, d'une cinquantaine d'années, et qui pourrait bien, un de ces jours, venir nous rejoindre. La deuxième remarque, c'est que certains de nos anciens confrères reviendraient peut-être à la maison si on se donnait la peine d'explorer cette possibilité.

Mes expériences antérieures, et ma rentrée physique en communauté m'amènent aussi à remarquer que l'on continue de couvrir des lâchetés d'administration sous le manteau de la charité. À force de ne plus vouloir être que des animateurs, on ne gouverne plus rien. Le style de gouvernement ne peut plus être celui d'il y a seulement dix ans ; mais on ne pourra jamais remplacer le gouvernement par la dynamique des groupes à moins d'y mettre une énorme imposture.

Enfin, je crois remarquer une inquiétude exagérée par rapport à la sécurité financière pour l'avenir. Le souci de l'avenir est une responsabilité importante des supérieurs et une manifestation de la charité. J'en conviens. Il reste que notre sort individuel ne sera jamais pire que celui du citoyen moyen. À la limite, l'assistance publique s'occupera de nous comme des autres. Personnellement, je ne demande qu'une chose : un espace décent et insonorisé. Il est vrai que cela est déjà un luxe refusé à beaucoup. Enfin, on verra.

Conclusion

Le thème proposé et les suggestions que M. Roland Lachance m'avait faites, m'ont amené à donner un tour très personnel à cette communication. J'ai peur d'avoir abusé.

Malgré cela, j'espère vous avoir dit l'essentiel qui est ceci : c'est l'appartenance à une communauté qui a conditionné et supporté mon engagement, car c'est cette appartenance qui fonde ma liberté d'action. C'est elle aussi qui constitue mon lieu spirituel.

Je me dis parfois qu'il nous aura été beaucoup demandé, à nous qui aurons vécu, dans notre âge adulte, tant et de si profonds changements. Entre trente et quarante-cinq ans, en gros, il nous aura été demandé de passer

du rabat a la cravate

du grégorien au pop
de l'orgue à la guitare
du fédéralisme au séparatisme
de Pie XII à Vatican II
du latin au placotage vernaculaire
de la promiscuité communautaire au travail isolé et extérieur
des constructions annuelles aux fermetures annuelles.

Je ne me suis pas présenté devant vous autrement que je ne suis. Mais il va de soi que je ne vous ai pas raconté toutes mes défaillances. Enfin, je répète que l'engagement engage et cela me fait peur. J'espère demeurer ce que je suis, mais je n'en suis pas assuré. Vous parler comme je viens de le faire est un engagement supplémentaire. Étant donné la nature de l'auditoire que vous constituez, je me permets en terminant de vous dire, surtout en ce mercredi de la Pentecôte, que ma prière préférée depuis quelques années, c'est le Veni Creator, et particulièrement la sixième strophe :

Per le sciamus da Patrem
Noscamus atque Filium
Teque Utriusque Spiritum
Credamus omni tempore.

Qu'en toi, Esprit, nous croyions en tout temps.

13juin 1973.

DOSSIER UNTEL

II

L'INDÉPENDANCE

[Retour à la table des matières](#)

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

LETTRES À ANDRÉ LAURENDEAU

[Retour à la table des matières](#)

Fribourg, le 22 août 1963.

Après Lafontaine- Baldwin, Cartier-McDonald, Rowell (ou Lowell)-Sirois, Massey-Levesque, Gordon, Glasgo, Tremblay, Parent, et j'en passe, et j'en « mêle », il y aura Laurendeau-Dunton. On parlera de vous dans les manuels d'histoire. En bien, si la confédération survit ; avec ironie, si elle crève. Ce qui me décide à vous écrire ce soir, c'est que je viens tout juste d'écouter à Radio-Luxembourg un long et assez « gros » reportage sur le FLQ. J'apprends, pour une fois, presque en même temps que vous autres, un événement qui vient de se produire au Québec. Il s'agit de la bombe (ou des bombes) qui a explosé ce matin sur un pont enjambant la voie maritime près de Montréal. On dit que la navigation est bloquée... J'aurais dû le dire plus tôt, car maintenant, j'ai l'air d'un prophète à l'envers, mais enfin, j'ai écrit à plusieurs amis canadiens que nous n'en avons pas fini avec la violence ; l'arrestation des dix-neuf terroristes en culottes courtes (comme disait le journaliste de Radio-Luxembourg) a fait croire trop vite à tout le monde que c'était fini ; que ça n'avait été, en somme, qu'une fausse alarme. La violence n'est pas finie. Elle n'est pas commencée. Rappelez-vous que je vous écrivais, de Rome, l'an dernier, que, comme peuple, nous n'avions pas encore souffert, mais que nous avions une espèce de désir masochiste d'entrer dans la souffrance.

Vous avez écrit un petit bloc assez sympathique, mais un peu réticent, sur le jeûne de Chaput. On me dit maintenant que le jeûne est fini et que Chaput a recueilli son cent mille dollars. Il fallait une grosse organisation, et trois ou quatre mois, au *Devoir*, pour recueillir la même somme il y a quelques années. Et *le De-*

voir, est une institution. Chaput lève la même somme en quatre semaines, presque seul, avec comme seule arme une idée. Le jeûne de Chaput m'a toujours plu. Autant je méprise ceux qui risquent la vie des autres, à l'aveuglette, autant j'admire un homme qui paie de sa personne. L'arme était nouvelle, chez nous. Sans doute. Il faut un commencement. Au moment où les bonzes se font flamber, vifs au Vietnam, j'aime assez qu'un Canadien français consente à maigrir un peu. Remarquez que Chaput jouait gagnant. Ou bien il recueillait son cent mille dollars, ou bien il crevait. Dans cette dernière hypothèse, il devenait un symbole. Et un symbole vaut plus que cent mille dollars pour nourrir une idée.

Donc, vous voilà patron du biculturalisme. Vous savez, je ne crois pas beaucoup au biculturalisme. Après un an de Suisse, vingt-deux cantons, vingt-deux systèmes scolaires, trois ou quatre religions, trois ou quatre langues, je vois un peu ce que ça donne. Les Anglais d'ici, c'est les Suisses alémaniques. C'est eux qui ont le foin, la morgue et le nombre. Si je voulais être bien objectif, je dirais ceci : les Suisses ont quand même réussi un certain équilibre. C'est vrai que tous les fonctionnaires publics, des douaniers aux agents de police en passant par les facteurs, parlent au moins le français et l'allemand (pour l'italien, c'est une autre histoire). Je dis « bon nombre », car enfin, c'est loin d'être tout le monde. Mais ce qui est vrai aussi, c'est qu'un Romand n'aime pas parler (ou qu'on lui parle) allemand, et vice-versa. On me dit que sur les chantiers, c'est un problème. C'est au point que les ouvriers font bande à part pour le lunch ou la pause-bière, c'est au point que les Romands ne « marchent » que si le contremaître est Romand, et vice-versa. Ici, au Salesianum, les séminaristes suisses-allemands font bande à part ; ils ne « voient » guère les autres. En principe, ils parlent allemand, c'est-à-dire suisse-allemand, qui est un patois que les vrais Allemands ne comprennent pas. Pourtant ces séminaristes parlent tous le français fort convenablement. Vous me direz, c'est normal. Bien sûr que c'est normal ; on se fatigue vite de bretter en une langue qui n'est pas la sienne.

Ce qui fait que malgré tout, il existe un certain bilinguisme en Suisse, c'est que la population est ramassée dans un territoire à peine plus vaste que le grand Montréal. Mais au Canada, c'est autre chose. Espérer ou ambitionner un bilinguisme effectif au Canada, c'est une utopie. Si un Suisse voyage une heure dans n'importe quelle direction, il change de zone culturelle. Il est bien obligé d'apprendre à se débrouiller dans l'autre langue. Ce n'est pas le cas au Canada.

Pour l'instant, je serais quand même plutôt « confédératif ». Une confédération refaite, il va sans dire. Le problème devient : que faut-il exiger ? Que peut-on raisonnablement exiger ? Je dis « exiger » : je pense en Canadien français qui commence à sentir son pouvoir de négociation. Nous devons un peu ce *sentiment* au mouvement séparatiste des dernières années. Je causais l'autre jour avec un anglo-canadien établi en Suisse depuis quelque temps. Il me disait : mais enfin, qu'est-ce que vous voulez avec votre séparatisme ? Dites-le-nous clairement et on va vous le *donner*. Il pensait en Canadien anglais. Il disait : on va vous le donner. Comme s'il avait le choix. Inconsciemment paternaliste.

Que faut-il exiger" Touchant la langue : le bilinguisme intégral à Ottawa ; dans l'armée, on ne peut guère « dépasser » ce qui se fait en Suisse. Or, ils ont des unités distinctes selon les langues. Et le commandement, en général, est allemand. On ne peut pas exiger le bilinguisme à Vancouver ou à Winnipeg. Peut-être faudrait-il cesser de le pratiquer chez nous au Québec.

La confédération de l'avenir (possible) : un Québec très fort, très français, un peu baveux ; un reste-du-Canada comme il voudra ; le tout uni par les parties nobles, quelque part vers Ottawa, pour des raisons de raison. Ensuite le Québec « déteindra » sur le reste. Si nous en valons la peine, les autres apprendront un peu de français : c'est commode pour le tourisme. Les Canadiens français sauront toujours plus l'anglais que les Anglais ne sauront le français.

Touchant les taxes : rapatrier tout ce que nous pouvons. L'argent n'engraisse pas en passant par Ottawa. Je ne vous dis rien de bien neuf. J'écris d'ailleurs rapidement et un peu viscéralement : cette bombe m'a énervé. En tout cas, Ottawa ne dispose pas de beaucoup de temps pour régler le problème. Si, d'ici à cinq ans, Ottawa n'a pas réussi à couper l'herbe sous les pieds du RIN ou autre FLQ, c'est foutu. Ottawa dispose peut-être de cinq ans pour annuler les revendications des séparatistes. On ne replâtre pas une maison aussi menacée. On rebâtit à côté, et différent.

Je reviens à mon Anglo-canadien ; il me disait : qu'est-ce que vous voulez ? Je répondais : de la dignité. J'ajoutais : nous voulons pouvoir vivre en français. Il me répondait : si vous voulez vivre en français, il faut aller en France. Remarquez que l'homme n'est pas malveillant. Il dit, au contraire, que si jamais le Québec se sépare, il demande un passeport québécois le lendemain de la séparation. Seulement, il

ne comprend pas qu'on veuille vivre en français, ni, surtout, que ce soit possible. Au fond, c'est son problème : il ne croit pas en la possibilité d'un Québec français. Car il ne l'est pas, français, le Québec, n'est-ce pas ? Nous ne sommes même pas capables de fermer nos boutiques le 24 juin. D'après Chaput, cité par le *Devoir*, 68% des établissements commerciaux sont restés ouverts à Montréal, ce 24 juin, an 1 du terrorisme. C'est une claque dans la face d'un peuple ; claque donnée en partie par ses propres commerçants. La dignité ne s'improvise pas. Au début, il faut la « forcer » un peu sur les bords, comme on fait avec les recrues. Je reçois une copie du *Travail*, journal syndicaliste. La moitié est en anglais. Nous avons la générosité des chiens battus. C'est les touristes pauvres qui laissent les plus gros pourboires. Bon, bon, je m'égare.

J'ai passé l'été au Salesianum. Je brette avec Piaget et je me fais avoir. J'aurais encore bien des choses à délirer, mais vous n'en méritez pas plus. Vous ne m'écriviez pas pendant que vous n'étiez que le directeur du *Devoir*, maintenant que vous êtes commissaire du peuple, je ne m'attends plus à rien. Bonne chance quand même, plongeur. Bourgault vous a re-servi votre « je plonge ». Ces chers jeunes, y respectent plus personne. Vous verrez, on me conspuera. »

xxx

Fribourg, le 8 novembre 1963.

« Une lettre de Jacques Tremblay, reçue ce matin, se terminait ainsi : « Vu André Laurendeau, à l'occasion de la mort de son père. Me mande de te transmettre la peine qu'il a de son infidélité... je pense que ce n'était pas des paroles. »

Vous devez savoir maintenant que j'ai vu Mario Cardinal récemment. Je lui avais dit que je ferais la grève de la faim si vous ne m'écriviez pas. Mais je laisse tomber. Les sardines sont si bonnes ! Parlant de M. Cardinal, vous savez qu'il m'a littéralement « arraché » un papier. Et pour quoi faire ? « Le Frère Untel m'a dit... » Justement, il n'a rien dit. Mon frère m'écrivait hier : « Si l'article de Cardinal est fidèle, on croirait que tu as beaucoup changé ; tu es devenu tout soumis. Est-ce le cas ? » La vérité, c'est que je suis dans une situation intenable. On me défend de dire ou d'écrire publiquement quoi que ce soit, sur quelque sujet que ce

soit, directement ou par personne interposée. Comme interdiction, ça couvre tout. D'un autre côté, un journaliste me tombe dessus, imprévisible. Que faut-il faire ? Avec Louise Côté, j'ai voulu (un peu) faire un test. Ç'a très mal tourné. Je ne crois pas que l'article de Cardinal m'attire des ennuis : il n'y a rien. Encore que les zotirités peuvent prendre ça comme de la provocation. Et Dieu sait que je ne cherche pas la publicité. Mais voilà plus de trois ans qu'on « en parle ». Une pleine page dans le dernier *Maclean*. Je n'ai pas écrit une ligne depuis plus de trois ans. Mais tout le monde s'est plus ou moins mêlé de pousser son petit commentaire, ses petites interprétations. Si je pouvais écrire, je dirais ceci : le Frère Untel est toujours vivant, et toujours frère. Est-il soumis, couché, debout, aplati, révolté, content, malheureux, brainwashé, on n'en sait rien. Je propose qu'on attende, pour en juger, qu'il s'explique lui-même, si jamais il le fait.

Et vous, de votre côté, vous vous plaignez presque du contraire : « Tant de gens qu'on paye pour qu'ils parlent, et si peu de communication. » « Il faut parler comme le témoin qui ne sait plus rien et qui subit la question. » « Parler, s'adresser à des hommes quand on est dépourvu de message, c'est une imposture. » Êtes-vous jamais allé aussi loin dans la confession ? Votre lassitude est aux antipodes de mon impatience. Et comme vous vous souvenez peut-être d'avoir connu mon impatience, il me semble que je sais (intellectuellement) que je connaîtrai votre lassitude. Le silence, comme les richesses, est mal distribué.

Vous ne pouvez quand même pas croire complètement ce que vous dites. Il n'est pas vrai que vous parlez depuis vingt ans n'ayant rien à dire. Je maintiens ce que je disais dans les *Insolences* : vous en avez structuré un grand nombre. Mais ne partez pas pour la gloire : le Canada français est si petit, une potée.

Je renonce à vous écrire convenablement, c'est-à-dire en ordre et exhaustivement. Il y aurait trop à dire. Il faudrait nous voir. Parlons de Malraux. Il s'est foutu de notre gueule. Le premier paragraphe de Ryan l'autre jour (19 octobre) tombait bien : « Propos éclatants... adhésion immédiate... recul... apparaissent dénués de consistance véritable. » C'est exactement la réaction que j'avais eue en lisant son « improvisation. » La France a besoin de vous... Voire ! Et ses grandes envolées sur la civilisation. « Quelles conséquences en tirerons-nous ? Je laisse chacun choisir (merci bien), et peut-être n'y a-t-il pas de conséquences à tirer. » Hé ben !

Il y a quelque chose d'un peu pénible, d'un peu humiliant, dans cette course au « grand homme ». Exactement analogue à celle qui me brûlait quand je voyais, à Rome, l'état-major de mes supérieurs, en pâmoison devant un cardinal en visite chez nous. Je me disais qu'à leur âge, ils auraient dû en être un peu revenus de la pompe et des pouvoirs. Courir comme ça, ça ne se voit que chez nous et chez les Russes (d'après la presse française : faudrait voir). En France aussi, on se déplace pour voir un grand bonhomme ; mais alors, c'est de la reconnaissance ou de la curiosité populaire. Mais nous, nous ne devons rien à Malraux ; quant à la curiosité populaire, elle est toujours un peu touchante, certes ; mais justement, ce furent nos intellectuels qui jouèrent le rôle de « fans » envers Malraux, ces derniers jours. À peine affranchis des chanoines, ils courent porter leur hommage à Malraux, qui se fout d'eux.

Il faut le répéter, même si c'est un cliché : nous sommes un peuple adolescent. Et l'une des caractéristiques de l'adolescent, c'est de croire que ce qui lui arrive n'est jamais arrivé. Il ne relativise rien ; il voit sa situation comme absolue. Première pour lui, il la croit unique, c'est-à-dire première absolument. On peut vérifier cela à propos de nos grands débats : enseignement, séparatisme, etc. Ni l'Espagne, ni la Suisse, n'ont, par exemple, d'hymne national. Des pays de mille ans d'âge, au moins. Faudrait écrire des insolences à l'envers. Un docteur en philosophie, en Suisse (premier pays d'Europe pour le niveau de vie), gagne trois mille dollars par année ; au Québec-Congo, neuf mille dollars. Heures d'enseignement et exigences académiques : plus fortes ici. La chancellerie (c'est-à-dire le secrétariat général) de l'université de France reçoit sur « rendez-vous », comme un ministre. Faudrait voir ça à Montréal. Nous n'avons pas encore souffert comme peuple, voilà tout. Nous sommes ignorants de cette ignorance-là. Nous ne savons pas avoir des opinions. Une opinion n'est pas une certitude. Pour transformer une opinion en certitude, il faut mettre le fanatisme à la clé.

Et j'enchaîne : ces pauvres gosses qui vont pourrir une dizaine d'années en prison, maintenant. Après le « kick » des bombes et le « kick » de la publicité, plus profondément, après l'exaltation du courage, monnayer ce même courage, sans galerie et sans certitude, peut-être. Il ne manque pas de grands hommes qui ont passé de nombreuses années en prison : Nheru, par exemple. Mais il leur devait être plus facile de croire qu'ils avaient raison, somme toute. Et puis n'y a-t-il pas

eu un odieux marchandage dans le cas de nos jeunes terroristes ? Ne leur a-t-on pas volé leur souffrance elle-même ?

Bi-culturalisme : c'est Johnson qui a raison. Passez-vous ça entre les dents. C'est le bi-nationalisme, qu'il faut mettre de l'avant. La question tout entière est suspendue à la proposition suivante : faut-il, et veut-on, un Canada différent des USA ? A) Faut-il ; B) veut-on. Et B dépend de A. A peut apparaître comme absolu : dans ce cas, il n'y a pas de choix ; il faut vouloir. Proposition B. Québec veut : c'est certain. Le reste du Canada veut-il ? C'est ce qu'il faut voir. Ensuite, une autre question surgit : Québec est-il nécessaire au Canada pour que celui-ci se contre-distingue des USA ? Lesage le prétend. Je n'en suis pas sûr. La Suisse romande et la Suisse alémanique se distinguent respectivement de la France et de l'Allemagne. Mais elles (les deux Suisses) ne se doivent pas mutuellement leur distinction.

Quoi encore ? Il faut que je termine ma thèse cette année. Je ne le ferai pas en écrivant des lettres. Je loge maintenant dans une maison de la communauté (pas encore complètement terminée). J'y suis aussi bien qu'au Salesianum. Et la nourriture est légèrement moins diabolique. Je ne suis pas une bête-à-thèse. Il m'est dur de rédiger un devoir d'écolier, et une thèse n'est qu'un exercice. Sur mille thèses, il n'y en a pas deux qui comptent.

xxx

Fribourg, le 27 mars 64.

Avec les commencements de lettre écrits depuis avant Noël, j'aurais déjà une lettre passablement longue. Il pleut depuis toujours, semble-t-il. Et c'est Vendredi-Saint. On a mauvaise conscience : on voudrait être plus sérieusement concerné.

Où en êtes-vous avec votre biculturalisme ? Le Canada veut-il rester ensemble ? Le séparatisme est-il vraiment irréversible, comme on le dit ? Ou sans être capable de se constituer en parti viable, n'est-il capable que d'empoisonner la conscience des Québécois ? Je suis loin d'être fixé, à ce sujet. Le plus clair de mon opinion se formulerait à peu près comme suit : l'idée me plaît assez, mais les hommes qui l'ont adoptée ouvertement, jusqu'ici, ne me plaisent guère. Ils ne font pas le poids. Ils appartiennent ou bien à l'extrême droite, ou bien à la gauche abs-

traite qui fait joujou avec la révolution. *Parti-Pris*, qui enseigne comment mettre de l'huile sous les sabots des chevaux... Comment réussir une émeute maison.

Le séparatisme, pour moi, serait quelque chose qu'on pourrait obtenir sans le chercher, sans le nommer : on se réveillerait séparé, c'est-à-dire fort. Nous voulons nous séparer pour devenir. Il me semble que nous avons plus de chance de devenir à l'abri du Canada. Pourquoi ne pas exploiter le Canada ? Je ne répugne même plus à l'idée d'une aide fédérale à l'éducation. Si Ottawa veut donner des bourses aux étudiants québécois, pourquoi ne pas les prendre ? Les jésuites forment des agnostiques, pourquoi Ottawa ne formerait-il pas des Canadiens français ? La compétence n'a pas d'odeur. Je m'aperçois que je reprends une idée de Lesage : devenons forts et une fois forts, nous n'aurons plus besoin de nous séparer.

Je juge sévèrement le séparatisme des autres : celui des Flamands, celui des Catalans, celui des Basques espagnols. Il me semble clair que les Flamands, les Catalans ou les Basques ne gagneraient rien à se retrouver tout seuls.

Mais laissons ces futilités et parlons de choses sérieuses : ma thèse, par exemple. Je sue toute l'encre de mon cerveau. Il faut être vicieux pour faire une thèse à trente-sept ans. On rédige un chapitre, on le soumet au patron, on attend deux ou quatre semaines après son verdict, on exécute les corrections suggérées, on est soumis, on est respectueux, on sait où est le gros bout du bâton, On rédige ainsi trois ou quatre chapitres. Personne ne lira ça : scientifiquement, ça ne vaut à peu près rien. Mais on le fait et on ne pense qu'à ça. Une circonstance a voulu que le doctorat fût possible pour vous ; de possible, il est devenu nécessaire. Comment pourriez-vous vous croire intelligent si vous n'avez pas fait la preuve que vous pouviez survivre aux forceries scolaires ? Toujours est-il que je crois toucher la fin. À moins d'être vraiment malchanceux, je boucle en juillet. Et hop, le pays ! Je ne ferai pas un kilomètre de trop pour rentrer : le plus court que je veux. J'ai hâte comme un gosse a hâte à Noël. Ce n'est pas très malin, mais c'est comme ça. Et si, par malheur, je ne peux pas terminer avec le semestre d'été, je rentre quand même en juillet, quitte à revenir à Fribourg pour terminer au semestre d'hiver 64-65. Pas question de passer un autre été dans ma chambre, loin de tout mon monde.

En février, je suis allé à Berlin pour discuter de mon travail avec deux spécialistes de Piaget, professeurs à l'Institut de psychologie de l'université de Berlin

(libre). Voyage strictement utilitaire et sans histoire. Je n'ai même pas vu le mur ; ça me semblait indécent d'aller me planter devant le mur, juste pour pouvoir dire aux amis : J'ai vu le mur. Voyage sans histoire, et pourtant, ce voyage fut important pour moi, je le sens. Non pas du point de vue scolaire, mais en ce sens que certaines choses ont cristallisé en moi. Je dois vous sembler vague : c'est un fait que je ne peux pas préciser en quoi ce voyage fut important pour moi. Il est sûr, en tout cas, que Berlin est le haut-lieu de l'histoire contemporaine. Revenant de Berlin, j'ai couché à Frankfort. C'était lundi-gras. On fête ça assez fort, à Frankfort. Des bandes de jeunes hurlant dans les rues toute la nuit. Des femmes d'âge, travesties et ivres. Après l'austérité visible de la RDA, ça fait réfléchir. Le voyage est long, par train. Une trentaine d'heures. En route, je lisais *La Force des choses* de Simone de Beauvoir. Sept cents pages bien tassées. La lecture de ce livre fut vraiment une expérience parallèle à celle du voyage. *La Force des choses*, c'est l'histoire de la gauche française de 45 à 62. Le livre m'a plu. Au point que je n'ai pu résister à l'idée d'écrire à Simone de Beauvoir. Elle m'a répondu avec une pointe de chaleur très sensible.

À la télévision française, récemment, on a donné un reportage sur la résistance allemande (contre Hitler), de 33 à 45. Les camps de concentration ont d'abord renfermé des Allemands, par milliers. Une femme a parlé : elle racontait le procès de son mari, et comment elle lui avait écrit, en prison, ne sachant pas qu'il était déjà exécuté. Écrire à un mort. Il n'y a pas une seule famille de Berlin ouest qui ne soit déchirée de quelque façon. Et tous ces manchots, petits fonctionnaires dans les gares. Je me disais : il a perdu un bras en Russie ou en France. Voilà ce que nous n'avons jamais connu et que nous brûlons de connaître.

Je me suis procuré un transistor. J'aurais dû le faire plus tôt. France-Musique diffuse de la musique seize heures par jour. La musique est parfois si belle qu'il faudrait être deux pour l'écouter. Quand on donne du Bach ou du Mozart, il m'arrive d'aller frapper à la porte du directeur pour l'inviter à écouter. Simone de Beauvoir, la musique, c'est entendu : je ne travaille jamais. Allez raconter ça dans les journaux ! La radio ou la télévision suisses, c'est pas grand-chose. Comme leurs journaux, d'ailleurs. Maquette de pays, propre, sérieux, buté, ordonné mais vide. On pense à un titre de Bernanos : *Liberté, pourquoi faire ? Vous connaissez le mot d'Orson Wells, intégré dans le Troisième Homme* : « La Renaissance italienne est pleine de crimes et de folies, et elle nous a donné les plus grands chefs-

d'oeuvres de l'art. La Suisse a vécu en paix depuis trois siècles et elle nous a donné le coucou. »

Qu'importe le retard, je vous remercie de votre longue lettre d'avant Noël. J'ai été très sensible au témoignage d'amitié que vous m'avez fait en « m'annexant à la famille » et en me faisant lire le récit des derniers moments de votre père. Et Z. qui se désole d'être mortelle. Elle ne l'est pas, bien sûr, mais qui croit assez en l'immortalité pour se consoler de la mort, celle des êtres aimés, surtout. Je n'en sais encore rien, mais enfin, je pense qu'on peut accepter sa mort à soi. Mais la mort d'un être aimé. Il n'y en a jamais qu'un qu'on aime vraiment assez pour le vouloir immortel. J'imagine quelque moment parfait où J'expliquerais à Z. qu'elle n'est pas mortelle. Voyez les dernières pages des *Deux Sources*, de Bergson. « Si on croyait vraiment à la survie, tout le reste se décolorerait, comme une lampe au soleil. » Je cite de mémoire.

J'ai lu *Ma chienne de vie*. C'est du Céline, art en moins, ce qui fait beaucoup en moins. Ce que devient le christianisme, administré par des natures serviles !

Espérons maintenant que nous pourrons nous voir quelques heures cet été, entre deux cultures. »

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

LE LABORATOIRE DE NOTRE AVENIR *

[Retour à la table des matières](#)

Le Premier ministre vient de dire que l'Assemblée Nationale doit « devenir le laboratoire de notre avenir et un instrument approprié du mieux-être de tous les Québécois. »

On veut bien. Mais, chaque fois que j'ai assisté à des séances de l'Assemblée Nationale (sauf mardi dernier, et encore), j'ai eu l'impression d'écouter l'orchestre du Titanic qui jouait son petit air pendant que le navire sombrait. Un gros navire prend parfois du temps à couler. Avoir le sens du tragique, c'est savoir, car c'est cela la réalité, qu'un navire est une constante victoire sur un naufrage toujours possible. Être léger, c'est croire au naufrage seulement quand on a de l'eau jusqu'au menton. Il ne reste alors qu'à mourir avec élégance. En fait, on meurt comme on peut.

L'image du laboratoire éveille deux idées : un laboratoire est un lieu où des règles strictes gouvernent tous les gestes ; un laboratoire est un lieu où, à la lumière d'une théorie, on cherche à vérifier une hypothèse.

Les règles

Pour des choses aussi mineures que donner une heure de cours ou présider une assemblée de fonctionnaires, j'ai toujours vérifié que certaines règles élémentaires étaient, en fait, la condition de l'efficacité : règle de la ponctualité ; règle de la présence de tous les participants ; règle de la politesse, au fond.

* *La Presse*, 10 juin 1979.

De deux choses l'une : ou bien les séances sont importantes, ou bien elles ne servent qu'à l'amusement des journalistes. Si elles sont importantes, tout le monde doit être présent, et à l'heure. Et tout le monde doit écouter. C'est aussi bête que ça.

Je n'accepte pas que le Premier ministre traverse la chambre pour tenir un bout de conversation avec un collègue ou avec le chef de l'Opposition officielle. Il y a des bars pour ça. Je n'accepte pas qu'un député lise ostensiblement son journal pendant qu'un autre député parle. Si un député écoeure le monde et n'a manifestement plus rien à dire, le Président devrait s'en apercevoir et le lui signifier. On fait ça dans des séances beaucoup moins importantes et beaucoup moins coûteuses.

Est-il nécessaire, par ailleurs, que l'Assemblée siège en plénière tous les jours d'une session ? J'en doute. Que veut-on faire ? Trouver ensemble le « mieux-être de tous les Québécois » ou se donner des jambettes ? Car voilà une autre règle de laboratoire : tout le monde cherche quelque chose ensemble. Ce quelque chose n'étant pas une manchette.

J'ai sans doute une conception bien naïve du jeu politique. Ça doit être plus compliqué que ça ; ça fait trop longtemps que ça marche mal. Si la solution était aussi simple que je le dis, ça se saurait, Mais, des fois que ça serait simple ? En tout cas, les choses qui marchent, marchent comme je viens de dire brièvement. M. Bertrand déclarait mercredi dernier : « Une centaine d'articles devraient suffire pour nous guider dans la voie du bon sens, de la justice et de l'efficacité. » Une centaine d'articles ? Je pense bien ! J'en vois quatre ou cinq. Gouvernés par un gros : le mieux-être de tous les Québécois, l'an prochain. L'an 2000 pourvoira à l'an 2000. La meilleure façon de pourvoir à l'an 2000, c'est de ne pas pourrir l'an 1971, et ce qui reste de 1970. Faut commencer comme ça.

La théorie

La théorie, c'est la politique générale. Le Premier ministre vient d'énoncer celle qui éclairera son régime. Mais une théorie ne mérite ce nom que si elle se traduit en un langage qui se prête à l'analyse. Que voulons-nous comme avenir ? Et

de quoi peut dépendre notre mieux-être collectif ? Le Premier ministre répond que le « Québec pourrait être une partie de la jeunesse du monde. »

On connaît la vieillesse du monde : mensonge et violence. Ça, c'est vieux. La jeunesse du monde serait de dire la vérité et d'identifier clairement les conditions de sa réalisation. On sait déjà que le progrès humain ne s'accomplit pas dans la violence.

La jeunesse du monde serait aussi (mais je sais bien que je rêve), de s'occuper vraiment des pauvres. S'occuper des pauvres, c'est assurer l'économie. On ne peut répartir la richesse que si l'on a des richesses à répartir. Enlever aux riches n'a jamais enrichi les pauvres.

Pour qu'un État soit riche, il faut que chacun préfère être pauvre dans un État riche, à être riche dans un État pauvre. Un immense effort de rationalité doit alors être consenti par tous. Raison et ration ont la même signification originelle.

Mais on ne peut demander un tel effort à une collectivité qu'au nom d'un projet collectif. Quel est notre projet ? Au nom de quelles valeurs sommes-nous prêts à travailler ensemble ?

Répondre à ces questions n'est pas l'affaire exclusive du parti au pouvoir. Les partis d'opposition doivent contribuer à identifier les réponses, notamment le PQ. Nous avons la chance que le PQ soit un parti, justement, et non pas un mouvement. Le lieu des partis, c'est l'Assemblée Nationale ; le lieu des mouvements, c'est dans la rue. Nous n'avons pas de formule de rechange.

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

LA SAINT-JEAN 1970 *

[Retour à la table des matières](#)

J'ai vécu la Saint-Jean, hier à Montréal. Non pas devant la télé (au fait, je ne sais même pas si la télé y était), mais dans la rue, comme tout le monde, et sous la pluie, vers la fin. Je parlerai de ce que j'ai vécu.

Ça commencé par un chauffeur de taxi qui m'a pris pour un policier en civil. C'est la troisième fois en dix jours. Je saurai quoi faire quand je quitterai le journalisme.

Ensuite, on descend dans la rue Saint-Denis. Un homme de soixante-cinq ans m'aborde. Il me parle longuement et, j'ose dire, avec amour. On passe devant le siège social de la CSN. L'éternel Michel Chartrand est sur le perron. Je le salue de la main. Il tend le poing, à la mode de 1936, à Barcelone, d'après mes souvenirs de lecture de journaux de l'époque. Je lui fais un pied de nez. Le tout, dans la bonne humeur.

Plus tard, je rencontre un groupe de jeunes. Ils m'abordent. Ça les écoeure que je travaille à La Presse, sous la coupe de Power Corporation. On parle. Ils appartiennent à la société parallèle. Ils m'apprennent des choses. Je n'ai aucun moyen de vérifier ce que j'ai bien pu leur apprendre, si tant est que l'on puisse apprendre quoi que ce soit à un jeune. Je sais quand même qu'ils sont les avant-gardes d'une nouvelle civilisation ; non pas celle dont ils rêvent, mais d'une civilisation autre que celle que nous entretenons.

* *La Presse*, 23 juin 1970.

Plus tard, je rencontre un autre groupe de jeunes. Ils me disent : « On se sent comme à l'Expo. » Ils remarquent que les quarante ans et plus sont là un peu à la suite d'une décision. Pas très à l'aise, mais là. Ils me disent : « On vient d'aller saluer un policier qui avait l'air malheureux tout seul. » Toute la soirée, j'ai remarqué que les gens parlaient aux policiers.

Tout ce temps, j'avais un peu peur que la fête tourne mal. Je fais part de ma crainte à une amie qui m'accompagnait. Je lui dis : « Il suffit de si peu de chose. »

Dix minutes après, quelque chose se produit. Et là, j'ai assisté directement, et non à travers un reportage, à la fragilité d'une fête à Montréal, en 1970. Il faut raconter ça avec quelques détails.

Des jeunes gens se « baignaient » dans la fontaine de la place Jacques-Cartier. Un policier leur demande de sortir. Les jeunes gens refusent et font des facéties. Un policier saute dans la vasque et en ramasse un. Mouvement de la foule. D'autres jeunes gens, qui étaient grimpés sur les marquises de l'édifice en face poussent une échelle sur les policiers qui retenaient le « baigneur ». On lance quelques bouteilles de bière. Un homme un peu ivre crie : « Gestapo ». Je lui dis qu'il n'arrange rien en criant. Quelques minutes après je dis à un policier : « Vous ne pensez pas que vous pourriez laisser le monde se baigner dans la vasque, si ça les amuse ? » Il me répond : « Je n'ai pas d'objection, mais il y a danger d'électrocution, à cause des projecteurs enfouis sous l'eau. » Je ne suis pas électricien. Et voilà : c'est aussi fragile que ça, une fête. Une bouteille de plus, un policier qui s'énervait, et tout part.

Quelques minutes plus tard, un jeune homme descend le drapeau du Canada, qui flotte avec le fleurdelisé. Il veut y mettre le feu, un policier l'en empêche. Léger mouvement de foule. Tout tient à presque rien.

Ensuite, je me retrouve avec un groupe. On veut boire une bière dans une taverne, mais les femmes ne sont pas admises. On le savait en gros, mais on ne le savait pas en détail. Et on s'était dit : le soir de la Saint-Jean...

Des jeunes cégépiens m'interpellent. Re-Power Corp. Ils veulent un Québec plus fort et plus riche, mais ils ne veulent pas entendre parler d'une patente un peu forte, un peu riche et pas mal québécoise. Ils me disent que la CIA et les Bêrets Verts américains entraînent des hommes du 22^e régiment. Ils ont toutes les preuves, sauf le nom du recruteur.

Les gens, en général, ont l'air un peu nus, un peu démunis. Les haut-parleurs n'arrivent pas à faire danser le monde. Un couple remonte la rue Notre-Dame en chantant : « Le Québec aux Québécois, alléluia. » Un homme les arrête et les engage brièvement : le Québec aux travailleurs. Le couple repart en chantant : « Le Québec aux travailleurs. » Le Québec est à pas mal de monde.

Plusieurs centaines de personnes se sont réfugiées, à cause de la pluie, sous une structure de béton qui abrite un parc de stationnement. On chante. Quelques jeunes Américains, la tête rasée, et habillés comme des bonzes, circulent en s'accompagnant d'une musique incantatoire. Le Viet-Nam parmi nous.

Au total, une fête réussie. Inchoative, bien sûr, car c'est la première du genre, mais il était temps de rompre avec le défilé traditionnel.

Il manquait des pôles d'attraction : on ne ramasse pas des milliers de personnes sur une place sans rien leur offrir d'autre qu'elles-mêmes. A moins de miser sur le sens de la fête, mais il faut apprendre à fêter, comme il faut tout apprendre. « On se fête », disait le slogan. C'est bien trouvé. Mais on se fête de quoi ? D'être soi ? Oui, pourvu que l'on s'aime soi-même.

Je me disais aussi : ce peuple est doux. Doux et non pas mou ; autrement, il n'y serait plus. Faut-il qu'on l'ait brimé pour qu'il soit si nerveux !

Nous sommes indivisiblement au bord de la colère et au bord de quoi d'autre ? Au bord de la fierté.

Mais on n'est fier que d'avoir fait. Et faire est dur.

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

NÉGOCIER LE FÉDÉRALISME *

[Retour à la table des matières](#)

De quoi s'agit-il, pour nous, Québécois ? Il s'agit de vivre, notamment. Où ? Ici, entre Détroit et la glace ; entre l'Atlantique et Toronto. Quand' ? Maintenant. Et après ? On verra.

Ce sont les questions les plus bêtes, les plus enfantines, qui sont les vraies questions, celles qui embarrassent même les professeurs d'université.

Vivre, c'est toujours vivre avec des partenaires, rarement choisis, Vivre, c'est toujours négocier de vivre. Même quand on est bien entre soi, protégés par des lois que l'on a faites soi-même et qui ne sont point centenaires, il faut négocier. Le code du travail du Québec n'est point vieux ; ses fabricants sont encore tous au monde ; et pourtant, le code commence à ressembler à un vieux rafiot incapable d'assurer la traversée d'une négociation ; il faut lui adjoindre des chaloupes de sauvetage. Faut-il insister sur les tendres relations entre le jeune ministère de l'Éducation et les Commissions scolaires ou les CEGEP ?

Devant les difficultés de vivre avec des partenaires, on peut être tenté de rompre, ou s'imaginer que tout le mal vient d'un vieux texte et que toute solution consisterait à fabriquer un nouveau texte.

On a cru, il y a trois ans, que l'urgence des urgences, c'était le rapatriement, d'abord, puis la refonte complète de la constitution canadienne. On peut douter de l'urgence de cette discussion.

* *La Presse*, 16 septembre 1970.

Ce qui ne fait aucun doute, toutefois, c'est l'existence de deux ou trois problèmes auxquels il importe plus de trouver des solutions d'avenir que de retracer leur origine jusqu'en 1867.

Un article n'est pas une thèse. Dire fédéralisme, ici, c'est dire : existence de deux niveaux de gouvernement, de deux niveaux d'autorité. Voilà un fait, une réalité de 1970 avec laquelle il faut composer. Le cas de l'assurance-maladie est un exemple concret des difficultés du fédéralisme. Rappelons quelques faits à ce sujet.

En un premier temps, le gouvernement fédéral décide unilatéralement de percevoir une taxe spéciale, dite de progrès social, et d'imposer aux provinces les conditions selon lesquelles l'argent ainsi perçu serait redistribué.

La conséquence, c'est que près de deux cent cinquante millions de dollars contribuent au surplus budgétaire d'Ottawa et que le gouvernement du Québec doit mettre les bouchées doubles pour organiser son propre plan d'assurance-maladie, afin de toucher le plus tôt possible l'argent qui est allé faire un détour par Ottawa. Il est rare que l'argent engraisse à voyager de la sorte.

Il est plus urgent de négocier le retour de cet argent que de s'inquiéter de savoir si la constitution canadienne se trouve toujours dans un coffre londonien, Plus important surtout de prévenir la répétition de manifestations analogues du fédéralisme. Bref, exiger la correction d'un abus du fédéralisme et prévenir la répétition des mêmes abus. Négocier, c'est cela.

Le problème des communications devrait être également un objet prioritaire de négociation avec Ottawa.

Le ministre de l'Éducation vient de définir les principaux objectifs du système scolaire pour la décennie où nous sommes. Au nombre de ces objectifs, on trouve évidemment l'intégration de la technique contemporaine, notamment la radio et la télévision.

Le paradoxe à ce sujet, c'est que le Québec, tout en possédant une juridiction exclusive dans le domaine de l'éducation, n'a pas de juridiction sur les ondes. Le contenu lui appartient depuis toujours, mais le contenant est ailleurs. Les commerçants des ondes sont en meilleure position pour vendre leurs produits que le

Québec pour véhiculer des matières d'enseignement. Le cas du professeur Gérard Bergeron est l'exemple le plus récent des collisions d'autorités.

Certes, les Pères de la Confédération ne pouvaient pas prévoir l'université du Québec et son goût pour la télévision en couleurs. C'est donc aux gardiens actuels du fédéralisme de l'adapter aux réalités présentes.

Il s'agit toujours de négocier ; il s'agit toujours de compromis. Confisquer un territoire parce qu'on a été le premier à l'occuper, ou le plus agile, ou momentanément le plus fort, conduit à l'éclatement de la confédération, non à sa justification.

C'est au nom de la culture populaire que le gouvernement fédéral s'arroge le droit d'exercer la police des ondes tout en ayant l'air de respecter la juridiction du Québec en matière d'éducation ; demain, ce sera peut-être au nom du ministère de l'urbanisation qu'il aura la tentation de traiter directement avec les municipalités sans avoir l'air de toucher à la juridiction du Québec vis-à-vis des municipalités. Il y a peut-être là un domaine où le Québec devrait prendre les devants. Pour une fois, les négociations avec le fédéral ne consisteraient pas uniquement à récupérer le passé.

Dans son discours inaugural, à l'Assemblée Nationale, M. Bourassa disait : « Il est devenu essentiel que nous poursuivions la réforme constitutionnelle déjà amorcée. Il faudra qu'elle soit plus rapide. » Pour le Québec, négocier la réforme de la constitution, c'est essentiellement négocier des pouvoirs. Pour les provinces anglophones, c'est négocier de l'argent. Les provinces anglophones n'appuient le Québec que si elles subodorent de l'argent.

C'est une façon de dire que le Québec n'est pas une,.. province... comme les autres. Et que, sans le Québec, les provinces anglophones seraient des États comme les cinquante autres. Il n'est pas nécessaire de s'aimer pour vivre ensemble ; il suffit de reconnaître que c'est nécessaire.

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

DEL SUPERIOR Y DEL MULO *

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec, historiquement, a toujours été l'élément moteur de l'évolution politique du Canada. Très tôt, sous le Régime français, les Canadiens se définissaient comme des « habitants » c'est-à-dire, des gens qui avaient pris racine par ici et entendaient marquer leur distance vis-à-vis de la Métropole, comme on dirait aujourd'hui. Après la Conquête, pour des raisons culturelles évidentes, les Canadiens obtinrent rapidement les premiers éléments de ce qu'on appelle maintenant un statut particulier. Que les « habitants » se soient ensuite appelés les Canadiens, puis les Canadiens français, puis les Québécois n'est, au fond, que le signe, non pas de leur réduction, mais de leur identification de plus en plus précise.

Sous des modalités différentes, ils ne relâchèrent jamais leur pression. Au début du siècle, un homme comme Henri Bourassa défendait l'identité canadienne contre ceux qui vivaient au Canada comme on vit dans une résidence secondaire, la maison paternelle étant l'Empire britannique. Après le coup de force du gouvernement central, à l'occasion de la guerre de 1939-1945, le gouvernement du Québec a repris la lutte, avec les fortunes diverses de toute lutte.

Il ne fait guère de doute que M. Robert Bourassa se présente à Victoria avec l'appui solide de son cabinet, et soutenu par l'opinion publique québécoise.

De son côté, M. Trudeau, qui, de toute façon, n'a pas la glande consultative très développée, dispose, lui aussi, de la maîtrise de son cabinet. Il a, par ailleurs, très certainement le support tacite du fonctionnarisme fédéral et il n'a guère à redouter que les provinces anglophones ne fassent front commun avec le Québec

* *La Presse*, 12 juin 1971.

contre Ottawa. Ce « peuple » nous honore des lèvres, mais son coeur est loin de nous, comme dirait Isaïe.

En schématisant un peu beaucoup, on peut donc dire que la négociation qui aura lieu à Victoria se fera entre deux hommes : Trudeau et Bourassa.

Le premier s'est fait une certaine idée du Canada. La raison y a presque toute la part. Il conçoit un Canada géométrique, bilingue, fortement dirigé par le gouvernement central. Le second, un an à peine après son élection, est déjà clairement situé dans le prolongement de ses prédécesseurs depuis trente ans. Du « fédéralisme rentable », il a passé au « Québec d'abord », qui est la position naturelle du chef de l'État québécois.

Cette position ne contredit d'ailleurs pas la substance du programme qu'il a soumis au peuple québécois lors de sa campagne électorale. Fédéralisme n'est pas centralisme. Le Québec prétend tout simplement être mieux placé qu'Ottawa pour identifier les besoins de sa population, fixer ses priorités, bref, administrer ses affaires. Est-ce là détruire l'État canadien ? N'est-ce pas plutôt vouloir appliquer un principe bien admis qui veut que l'on doive laisser les décisions le plus près possible du champ d'action ?

Et si l'on dit que ce mouvement risque de n'avoir point de fin, on fait un raisonnement géométrique. On sait pourtant que les affaires politiques ne se déroulent pas comme des théorèmes, mais évoluent selon les circonstances. Les circonstances veulent maintenant que le Québec récupère sa juridiction en matières sociales. Ces circonstances n'ont d'ailleurs pas toutes été créées par le Québec.

Dans quel sens faut-il amender la Constitution ? Dans le sens où elle va depuis qu'elle existe. Les constitutions, c'est comme les chevaux : on les mène mieux si on les monte.

Le Québec ne demande pas de faveur. Il ne demande pas non plus d'être « entretenu » par les provinces les plus riches. Enfin, ce qu'il demande n'empêcherait pas le gouvernement central de continuer à présider à une distribution plus équitable des richesses du Canada en faveur des provinces les plus pauvres, distribution qui est l'une des justifications de tout fédéralisme.

Pour le Québec, en effet, vouloir la juridiction sur ses affaires sociales, ce n'est pas demander une faveur ; c'est obéir à une exigence de sa spécificité cultu-

relle. Vouloir administrer directement, et compte tenu de ses priorités, les sommes que le fédéral destinerait aux affaires sociales, c'est simplement demander sa juste part de la richesse du pays.

Il apparaît donc assez clairement que le partage des pouvoirs est le véritable enjeu du présent débat. A se fier aux déclarations respectives des gouvernements du Québec et d'Ottawa, il semble s'agir d'un affrontement irréductible entre deux conceptions du fédéralisme. Il y a, là-dedans, une part de tactique qui ne trompe que ceux qui veulent bien l'être. Mais toute tactique oubliée, il reste que M. Trudeau n'a pas encore signifié au monde qu'il avait renoncé à considérer que le Québec est une province comme les autres. Cependant, après les succès fort relatifs de ses politiques économiques et de ses politiques ès bilinguisme, on peut croire qu'il commence à se poser des questions sur sa façon de « sentir » le Québec.

Cela dit, on peut voir que le rapatriement de la Constitution n'est pas une urgence. Il faudrait être paranoïaque avancé pour craindre que le Parlement anglais s'avise un jour de vouloir assujettir le Canada. Paradoxalement, les provinces anglophones semblent plus pressées de rapatrier la Constitution que ne l'est le Québec.

Le Québec se répète peut-être le proverbe espagnol : des supérieurs et des mules, plus on est loin, mieux c'est.

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

LA SIGNIFICATION D'UN NON *

[Retour à la table des matières](#)

Comme il fallait s'y attendre, le Québec vient de dire non au projet de charte présenté à Victoria. Un certain jeu a été conduit aussi loin qu'il pouvait l'être, c'est le cas de le dire.

M. Trudeau et M. Bourassa sont allés aussi loin qu'ils ont pu l'un et l'autre, et même l'un vers l'autre, contre tous les autres. Et pourtant, ils ne se sont pas rejoints. C'est que la logique de leur fonction respective est incompatible.

Le chef de l'État québécois finit toujours par obéir à une espèce de logique historique qui l'oppose au reste du Canada. Le chef du gouvernement central finit toujours par obéir à la logique de la majorité canadienne. Quand on représente le gouvernement central, dans ce pays-ci, on est toujours dans la position d'arbitrer une lutte entre deux forces inégales : d'un côté, le Québec ; de l'autre, le reste du Canada. C'est une partie qui a l'air de se jouer à dix, mais en fait elle se joue à deux : un gros et un petit.

L'arbitre de la partie est d'abord le mandataire du gros, c'est-à-dire de la majorité canadienne. Parler ainsi, c'est parler selon les règles d'un vieux jeu. Qu'attend-on d'un homme qu'on estime, sinon qu'il force les règles d'un vieux jeu ? Quand on n'a point d'ambition personnelle, on ne se soumet pas, on se démet. Prisonnier d'un vieux jeu, et plastronnant la société juste, M. Trudeau peut « se soumettre ou se démettre », selon le mot de Laurier à Henri Bourassa. À l'heure qu'il est, il se soumet. S'agit-il, pour M. Trudeau, d'être la dernière chance d'un Canada ou de gagner une autre élection ?

* *La Presse*, 23 juin 1971.

Quand le premier ministre du Canada et celui du Québec sont tous les deux - comment dire ? - Canadiens français, l'opposition est plus dure, car chacun a des raisons de dire ou de prétendre qu'il défend le Québec. Mais défendre le Québec ne se fait pas d'Ottawa, car Ottawa n'a pas été conçu pour le Québec. Le seul fait de parler de ce pour quoi Ottawa a été conçu est déjà significatif. Personne, en effet, ne songerait à dire que Québec, comme symbole de l'État québécois, a été conçu, c'est-à-dire, dans ce contexte, créé autour d'une table. L'État québécois a poussé comme pousse un arbre. Personne n'a décrété l'État québécois. Il est là, à la façon d'un organisme vivant, tandis que le gouvernement central n'est que le produit, toujours révisable, d'un pacte.

Et voici que, de par l'initiative du Québec, le Canada, depuis plusieurs années, s'est engagé dans un processus de révision de la Constitution qui aboutit régulièrement dans une impasse. La raison est simple : quand le Québec parle d'une révision constitutionnelle, il pense à une transformation radicale des règles du jeu, alors que son vis-à-vis se contenterait de rebrasser les cartes.

Le Québec joue au poker avec une paire de deux et Ottawa a toujours une paire d'as dans sa manche. La paire d'as, c'est qu'il y a toujours neuf gouvernements contre un. Il ne reste plus au croupier qu'à ramasser la mise.

Ainsi, M. Trudeau a joué gagnant à Victoria. Il a refilé aux dix premiers ministres des provinces un brouillon de Constitution, et il leur a donné onze jours pour l'accepter ou le rejeter en bloc, selon le mode binaire qu'il aime tant.

La question constitutionnelle n'intéresse guère les provinces autres que le Québec. Le Canada tout entier est locataire en Amérique du Nord, mais le Québec est le seul à se sentir sous-locataire. Il est le seul à s'inquiéter des clauses du bail. En donnant onze jours aux premiers ministres pour acheter son brouillon, le gouvernement central soulage neuf provinces sur dix. C'est un bon calcul.

Étant donné que c'est le Québec, et le Québec seul, qui formule des demandes précises, le gouvernement central décide de lui faire porter tout le poids de la décision. S'il avait accepté le brouillon, M. Trudeau aurait pu dire : « Je vous l'avais bien dit que je mettrai le Québec au pas ». En refusant le brouillon, le Québec continue d'avoir l'air du mauvais coucheur, et M. Trudeau pourra aller chercher le reste du pays contre le Québec lors d'une élection qu'il décrètera au mois de son choix.

Mais il serait inadmissible que le gouvernement central s'avise de l'aire des élections précipitées à partir du NON du Québec au brouillon de Constitution improvisé à Victoria. En effet, de telles élections auraient pour conséquences d'isoler le Québec, ce qui n'est pas une façon de faire le Canada, et d'escamoter les problèmes économiques derrière un écran juridique.

Le NON du Québec a une signification positive. Ce NON signifie ceci : la Constitution, dans son état actuel, permet au Québec de bloquer l'introduction, à la sauvette, d'un réformisme de surface. M. Trudeau a voulu enfermer le Québec dans sa dialectique à lui et dans onze jours le Québec lui renvoie la balle. Le choix du Québec, c'est une réforme en profondeur ou le statu quo.

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

DE L'IRLANDE ET DU QUÉBEC *

[Retour à la table des matières](#)

J'écrivais mercredi dernier, dans cette page, que la situation de l'Irlande n'était pas sans analogies avec celle du Québec. Voyons si cette affirmation résiste à un peu d'analyse, étant bien entendu qu'il ne s'agit pas, en soixante-dix-sept lignes, de faire l'histoire comparée des deux peuples. Il s'agit simplement de mettre en évidence quelques points de comparaison.

Dans les deux cas, il y a eu conquête militaire par les Anglais. Une conquête militaire entraîne toujours quelques petits inconvénients pour les vaincus. Les vainqueurs, en effet, qu'ils s'appellent Cyrus, Alexandre, César, Guillaume d'Orange (dit le Taciturne), Murray ou Staline, ont quelques tentations de l'aire de la peine aux vaincus. Tout compte fait, nous nous en sommes relativement bien tirés, à l'époque. Les Algériens ou les Praguois y ont goûté davantage, et à une époque réputée plus clémente.

Du temps que le partage de la terre, dans sa matérialité, était l'enjeu, on s'emparait des terres. Ça été le cas de l'Irlande, et le nôtre aussi, globalement parlant. Plus tard, à la veille de la première révolution industrielle, il importait de s'emparer du commerce. Ce qui fut fait. Là-contre, pèsent très peu les dissertations de gauche ou de droite. Ce n'est pas le rêve qui passe, c'est le réel.

C'est seulement quand les valeurs personnelles de la majorité sont menacées qu'il y a réaction populaire. Ces valeurs sont au nombre de trois : le gagne-pain, la religion, la langue. En d'autres termes : la subsistance, la vie intérieure et l'expression. Quand il s'agit du gagne-pain, dans sa nudité, la réaction populaire est une

* *La Presse*, 18 août 1971.

réaction de déroute. L'Irlande a connu une hémorragie ininterrompue pendant plus d'un siècle. Les Irlandais quittaient l'Irlande pour aller vivre ailleurs et, parfois, y régner. Le cas des Kennedy est exemplaire. Nous autres aussi, nous avons eu notre hémorragie. Vers la Nouvelle-Angleterre, vers l'Ontario, vers l'Ouest. Ne rêvons pas là-dessus. Disons simplement que nous serions aujourd'hui deux millions de personnes de plus, n'eût été cette hémorragie.

Pour ce qui est de la langue, il est à remarquer que l'Irlande du Sud, en même temps qu'elle acquérait son indépendance, affirmait sa volonté de ressusciter le gaélique. De loin, cela fait un peu pitié. Nous autres, on voulait maintenir le français. On voulait. Maintenant, on veut promouvoir ce qu'on appelle le québécois. Le québécois est une langue qui se désorganise autour d'une interjection : stie. Cela remplace le lolo des enfants.

En ce qui concerne la religion, contrairement aux Irlandais, nous n'avons pas été persécutés. Nous avons fait la besogne nous-mêmes. C'est un atout de moins dans notre jeu.

Durant la guerre de 39-45, les Irlandais du Sud se déclarèrent neutres. Ils préféraient Hitler aux Anglais, comme Franco, et pour des raisons historiquement comparables. Il n'y a rien de rationnel dans la mémoire collective des peuples. Nous autres, en 1917 et en 1942, nous étions contre la conscription et nous étions passablement antisémites. Les boucs émissaires sont toujours très commodes. M. Marcel Chaput vient de dire des choses instructives à l'occasion de la mort de M. Bronfman. Il n'y a pas si longtemps, d'ailleurs, un « laurentien » première vague s'en était pris à M. Claude Ryan, à cause de son nom. Et qui avait protesté publiquement ? Gérard Dion.

En Irlande, présentement, ceux qui se cassent la gueule et brûlent les maisons sont, en très grande majorité, des pauvres, et même des chômeurs et vivant, pour la plupart, dans des maisons dépourvues de chauffage central et, quelquefois, sans eau courante. Donc pas très loin du Bengale, sauf la couleur de la peau. De plus, il n'y a pas d'idéologie politique en cause. Il n'y a pas (il n'y a plus) de réel conflit entre catholiques et protestants, pour autant que les confessions religieuses sont en cause. Il n'y a d'ailleurs jamais eu de guerres de religion, au sens strict. Les querelles religieuses au sens strict ont toujours été le fait de clercs et elles ont toujours été verbales, par définition. Quand les peuples se sont levés pour la Croix ou

pour le Croissant, ils n'y comprenaient rien. Ils mouraient pour des intérêts, en forme de croix ou de croissant, non pour des doctrines. Quand Louis XIV persécutait les protestants, il ne construisait ni la France ni le catholicisme, il construisait l'Etat français centralisé. Plus tard, des millions de personnes moururent pour des intérêts en forme de faucille ou de \$. Toujours partants, les pauvres ; toujours perdants. Des hochets, des médailles et, après, des monuments et des chansons. C'est ainsi que les petits se font avoir. Le pire, c'est qu'on ne voit rien de neuf à l'horizon.

Qu'y a-t-il donc en Irlande ? Rien qui puisse s'expliquer rationnellement . Il y a la peur de l'autre et le refus de la raison. Il y a la mémoire collective des exploitations historiques. Il y a le fait que les minorités ont tendance à se minoriser elles-mêmes et à se donner des jambettes, sous l'oeil paternel des gros. Il y a le fait que les hommes aiment la guerre.

Quoi encore ? Ceci : n'importent les considérations rationnelles ou prétendument rationnelles, un fait demeure, qu'on l'aime ou pas, qu'on le méprise ou pas : les individus et les collectivités veulent être proclamés.

Si ce besoin n'est pas satisfait pour les individus, on va de la névrose aux bagarres, en passant par l'ivrognerie ou la drogue. S'il n'est pas satisfait pour les collectivités, on va, selon les impénétrables détours de l'Histoire, des révoltes erratiques aux silences prolongés, en passant par l'assimilation malheureuse (ce qui donne, chez nous, les Fraxons, au sens où l'ont dit : le franglais). Mais le fait demeure : les individus et les collectivités veulent être proclamés. La religion y pourvoit, pour les individus ; la politique, pour les collectivités.

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

LA SÉLECTION DES PRINCIPES *

[Retour à la table des matières](#)

Après la guerre de 1939-1945, au moment où le souvenir de la Crise, des pions et du secours direct était encore très vivace, seuls les esprits rétrogrades osaient mettre en question le principe de l'universalité des mesures sociales, une fois admis qu'il devait y en avoir. Ainsi, le premier ministre Saint-Laurent défendait sans grande difficulté le principe de l'universalité des pensions de vieillesse et des allocations familiales. Que l'on soit pauvre ou millionnaire, on recevait sa pension ou ses allocations.

Aujourd'hui, seuls les esprits rétrogrades oseraient mettre en question le principe de la sélectivité. Le dernier budget fédéral applique ce principe aux rabattements d'impôts et le projet de loi qui vient d'être déposé aux Communes, touchant le système des allocations familiales, retient le même principe.

On peut toujours parler de « principe ». En fait, il s'agit plutôt de mesures pratiques. Ce n'est jamais que l'effort de l'État pour s'ajuster aux circonstances, qu'elles soient d'ordre administratif, psychologique ou simplement électoral. Ce qui est constant, toutefois, c'est la ponction de plus en plus sévère qui est exercée sur la classe moyenne. Cette ponction finit par ramener les citoyens les plus actifs et les plus productifs à une condition économique comparable à celle des citoyens qui, pour toutes sortes de raisons, sont les moins actifs et les moins productifs.

Si l'on poussait ce raisonnement jusqu'à l'absurde, on se retrouverait avec deux grandes classes de citoyens : les citoyens-contribuables et les citoyens tout court, les premiers seulement remplissant la définition du citoyen comme étant l'indivi-

* *La Presse*, 15 septembre 1971.

du sujet de droits et de devoirs, surtout de devoirs, la seconde catégorie n'ayant que des droits.

Ce projet de loi soulève concrètement le problème des relations Ottawa-Québec en matière de mesures sociales. C'est sur ce problème que la Conférence constitutionnelle de Victoria a achoppé, en juin dernier.

Le Québec demande la priorité législative, pour la raison générale qu'il estime être mieux placé qu'Ottawa pour évaluer les besoins de sa propre population et établir ses propres priorités. Quand le Québec parle de priorité législative, il veut dire que ses propres lois doivent avoir priorité sur celles d'Ottawa pour un même objet ; qu'Ottawa, s'il décide de légiférer dans des domaines concurrents, doit ajuster ses lois à celles du Québec. Or, le Québec entend légiférer globalement en matière sociale, par des mesures visant à assurer la sécurité du revenu plutôt que par des injections à la pièce. Mais on comprend que le projet québécois est compromis chaque fois que le fédéral décide unilatéralement.

Qu'il y ait de plus, derrière tout ça, et de part et d'autre, des préoccupations électorales, n'est pas une supposition gratuite. Le projet en cause, par exemple, entraînera des déboursés supplémentaires de huit cent millions de dollars, ce qui signifie approximativement deux cent cinquante millions de dollars pour le Québec. C'est des chiffres qui sonnent bien en période électorale, et c'est des chiffres qui arrondissent substantiellement un budget global. Et quel est le gouvernement qui ne préfère pas administrer un gros budget ?

Nonobstant cette dernière considération, la thèse du Québec se défend par plusieurs raisons. On peut dire d'abord qu'une certaine multiplication des formules diminue la portée des erreurs possibles. La souplesse et la diversité sont des facteurs de sécurité. Les dinosaures et autres monstres mous sont disparus parce qu'ils n'avaient qu'une seule réaction, quel que fût le stimulus.

L'uniformité n'est pas plus un principe que ne l'était l'universalité et que ne l'est maintenant la sélectivité. Il ne s'agit toujours que de choix pratiques, circonstanciés et, bien sûr, limités, comme toute action.

Pour défendre sa propre thèse, Ottawa parle souvent d'économie administrative. Cet argument est de valeur douteuse. On n'en a pas encore d'exemples probants. Par contre, on comprend qu'Ottawa veuille éviter la balkanisation des systèmes. Mais pour éviter la création de systèmes clos, il suffit de veiller à maintenir

leur équivalence. La communication entre les systèmes peut être assurée par l'imposition de standards communs, mais, encore une fois, cela n'implique pas l'uniformité. La décentralisation n'est pas contraire à la poursuite d'objectifs communs.

La discussion à ce sujet doit se poursuivre publiquement et non pas par l'échange de lettres dont on sait seulement qu'elles ont été expédiées et lues. La mise au point des mécanismes est l'affaire des technocrates, mais l'établissement des règles doit se faire publiquement.

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

PARITÉ OU INDÉPENDANCE *

[Retour à la table des matières](#)

Les membres de la Sûreté du Québec ont obtenu gain de cause après s'être mis en grève illégalement. Quelques jours avant la déclaration de grève, au moment où il ne s'agissait encore que d'une menace de grève (C'est déjà coton, une menace de grève venant d'un corps policier) un journal de Montréal recommandait au gouvernement de céder à la demande des policiers. Il ne s'agissait, disait le journal, que de deux cent cinquante mille dollars.

En vérité, et on commence à le voir, il s'agit de beaucoup plus que deux cent cinquante mille dollars. La police de Montréal, menace de grève à l'appui, vient d'obtenir la parité avec les policiers de Toronto. La police de Verdun, grève à l'appui, vient d'obtenir la parité avec Montréal, donc avec Toronto. La police de Lachine également. Hier, on apprenait que les corps policiers de plusieurs municipalités de la région de Montréal s'apprêtent à en faire autant. Et toujours en utilisant la même arme.

Les pompiers de Montréal ont déjà annoncé leur intention de s'aligner, eux aussi, sur Toronto. Ce qui entraînera dans la ronde les pompiers des autres municipalités.

Ainsi donc, il était un peu court de ne voir, dans le geste des membres de la Sûreté du Québec, qu'une question de deux cent cinquante mille dollars,

Il n'y a cependant pas que des sous en cause. Il y a le pourrissement de l'autorité de l'État, parce qu'une grève de policiers est, en fait, une mutinerie. Si la grève s'était prolongée de quelques dizaines d'heures, on peut être sûr que les policiers

* *La Presse*, 6 octobre 1971.

seraient passés à de l'action plus sérieuse. N'ont-ils pas tenté de bloquer l'entrée du Parlement ? Quant à la police de Montréal, on sait qu'elle ne peut pas « étudier » beaucoup plus d'une dizaine d'heures sans que la métropole se retrouve dans le chaos.

Que l'État ou les administrateurs métropolitains préfèrent céder, on le comprend. Devant une arme quasi absolue, on crie « mon oncle ». Ce qui prouve qu'on n'a pas d'État, c'est que les mutineries soient possibles et aussi efficaces. Cela prouve aussi qu'un Québec indépendant ne pourrait pas se passer d'une armée. On n'y brûlerait pas le « fameux milliard de la Défense nationale », qu'on aurait récupéré, mais il faudrait en brûler un bon bout, au train où vont les choses.

Il y a pourrissement de l'État en un second sens. Les groupes qui sont les plus forts, et qui sont en même temps essentiels, utilisent leur position de force pour obtenir des avantages pécuniaires que notre économie est incapable de supporter. Disant cela, je ne pense pas aux policiers seulement ; je pense aux 250,000 employés des secteurs publics et para-publics qui sont capables, eux aussi, de faire chanter l'État quand cela leur plaira. Les porte-parole des syndiqués en question se déclarent plus ou moins ouvertement pour l'indépendance et même l'unilinguisme dans le même temps qu'ils s'apprêtent à hypothéquer lourdement la signification même de l'indépendance. Un État humilié et apprauvri ne peut pas être indépendant. Il ne s'agit pas ici d'une équipe gouvernementale en particulier ; il s'agit de l'État. La parité économique à tous égards et l'indépendance sont deux réalités contradictoires. Ignorer ce fait, c'est être simplement ignorants. Prétendre le contraire, c'est de l'imposture. Quand on se « continentalise » économiquement, on dissout dans la même mesure non seulement le rêve de l'indépendance, mais le peu de réelle autonomie dont on jouit déjà.

Enfin, des comportements comme ceux dont nous sommes témoins ces derniers temps signifient également le pourrissement du syndicalisme. Parier de « journées d'étude » alors qu'on fait la grève et parler de grève quand il s'agit de mutinerie pure et simple, c'est ruiner la légitimité même de la grève.

La grève dans le secteur industriel est un droit que les ouvriers ont gagné de haute lutte, pour lequel ils ont payé gros prix, et pour lequel ils payent encore chaque fois qu'ils l'utilisent. En termes militaires, c'est une guerre classique, si l'on peut dire, où il n'y a que des soldats d'engagés.

Une grève dans le secteur des services, c'est une guerre civile où ce sont les non-combattants qui supportent le gros des ravages. N'a-t-on pas vu des enseignants faire la grève et ensuite exiger d'être payés quand même en invoquant la plaisante idée qu'ils feraient du « rattrapage » de temps ?

Une grève de policiers, c'est la destruction de la loi elle-même. Nous le répétons parce que ce point est important. Nous ne renions d'ailleurs pas notre affirmation que les policiers doivent être bien payés. Ni non plus notre affirmation que leur travail est difficile. À ce sujet, cependant, il faudrait distinguer entre les diverses fonctions qui existent à l'intérieur de la police. Tout n'est pas également difficile, tout n'est pas également dangereux. Une conception égalisante du syndicalisme est le contraire de la justice et le contraire de l'efficacité. Nous répétons aussi que certaines crises sont largement attribuables à l'incurie des administrateurs gouvernementaux ou municipaux.

Parler de grève ou faire la grève sans égard au contexte économique ou sans égard à la nature des fonctions que l'on exerce, c'est la ruine de l'État et la ruine du syndicalisme.

Quand tout sera assez pourri, il ne suffira pas d'un ministre-vedette pour rétablir la situation. Ni même d'un changement d'équipe gouvernementale.

Autrement dit, quand on a besoin de pourrir les institutions et l'État pour prendre le pouvoir, étant dans l'opposition, on n'a pas d'autre moyen ensuite, pour garder le pouvoir, que la dictature.

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

COMMENT PEUT-ON ÊTRE
QUÉBÉCOIS ? *

[Retour à la table des matières](#)

Voyageant en Europe il y a, mettons, dix ans, et me faisant parfois demander qui j'étais, je répondais : Canadien français. Il ne me serait pas venu à l'idée de répondre : Québécois. Ça n'aurait d'ailleurs pas servi à grand-chose, le Québec n'étant pas sur la carte. Aujourd'hui, à la même question, je répondrais sans doute : Québécois, avec quelque chance de pouvoir m'en tenir à cette mention.

Il convient de rappeler qu'ici même on dit : « le Québec », « au Québec », « du Québec », et enfin « Québécois », depuis peu. En 1964 ou 1965, les circulaires ou les documents du ministère de l'Éducation, par exemple, mentionnaient encore : province de Québec au lieu que maintenant on dit le Québec ou le gouvernement du Québec.

Petite chose, certes, mais significative. Autre petite chose, et inversement significative : la maquette de la dernière édition du *dictionnaire général de la langue française au Canada*, de Bélisle, se présente comme suit : dans un carré, moitié bleu moitié rouge, fendu en deux par une barre blanche, on voit une demi-feuille d'érable et une demi-fleur de lys. C'est clair. Clair que nous sommes fendus en deux, définition même du schizophrène : coupé de la réalité, ou dont la réalité est fendue. Fendus, nous sommes, et terriblement logiques pour justifier notre état de fendus.

* *Les Cahiers de Cap-Rouge*, décembre 1972.

Ce dernier exemple signifie, à sa façon, l'impossibilité ou le refus de nous représenter en tant que Canadiens. L'impasse graphique traduit l'impasse psychologique. Il nous apparaît que le fait de nous déclarer Canadiens tout court dénoncerait précisément une mutilation de notre être.

Le Canada

Pour nous, en effet, le Canada est une maison de pension où il nous est impossible de nous sentir chez nous, même si nous y sommes matériellement confortables. C'est d'ailleurs le Canada tout entier qui manque de réalité. Qu'est-ce que le Canada ? Une réalité à contre-géographie, entièrement décrétée par la volonté de quelques hommes, et qui n'a tenu, pendant longtemps, qu'à un double fil de fer : le Transcanadien. Pays vide, comme hâtivement jeté entre trois océans. Pays en creux, est-il autre chose qu'une réalité administrative, une espèce d'organigramme qui ne recouvrirait aucune réalité psychologique ?

Même si, aujourd'hui, grâce aux progrès techniques des communications, le Canada ne tient plus seulement à un chemin de fer, il reste que, psychologiquement, il est toujours inexistant.

Il existe telle chose qu'un Russe, un Allemand, un Français, un Espagnol et même un Américain, c'est-à-dire des groupes d'hommes ayant vécu ensemble des aventures collectives ; ayant produit des oeuvres dans lesquelles ils se reconnaissent ; aimant ensemble des héros communs, issus d'eux ; partageant des fêtes communes ; bref, des groupes d'hommes profondément accordés, au sens musical du terme. Mais quels seraient, pour les Canadiens, les aventures collectives communes, les oeuvres dans lesquelles ils se reconnaîtraient, les héros communs, les fêtes communes ? Le jour du Canada est le modèle parfait d'un décret administratif. N'étaient les conventions collectives, qui assurent que ce jour est un jour de congé, il passerait inaperçu, car il est sans racines historiques et psychologiques. Il est d'ailleurs remarquable que personne n'ose parler de la fête du Canada. On se contente de l'appellation aseptique : jour du Canada.

Le Québec

À l'intérieur de ce pays en pointillé, il existe un plein : le Québec. Qu'est-ce qui nous justifie de poser cette affirmation ? En quoi le fait d'être Québécois est-il une réalité pleine à côté d'une réalité fragile ? Essayons de voir. Et pour ce, décrivons une coupe psychologique du Québécois, un peu à la façon dont un botaniste décrirait un arbre à partir d'une coupe transversale.

On peut avancer que l'identité québécoise est le résultat de cinq composantes ou de cinq éléments constitutants : le catholicisme romain, la culture française, le parlementarisme britannique, le capitalisme américain et enfin le sens minoritaire. Explicitons un peu.

Catholicisme romain

Quelle que soit la situation présente, on ne peut nier que le catholicisme est un élément de notre être. On peut même dire que nos origines furent spécifiquement religieuses. On ne saurait nier non plus que la religion catholique a été pour nous l'enveloppe protectrice et nourricière qui nous a permis de survivre après la Conquête, au moment où nous nous sommes retrouvés seuls et étrangers sur ce continent. Quand on connaît la puissance mobilisatrice du catholicisme, et jusqu'à quelles profondeurs elle rejoint les hommes, on est fondé d'affirmer que sans lui, il nous aurait été impossible de survivre.

L'influence du catholicisme n'est certes pas entièrement positive.. Depuis longtemps, et particulièrement depuis une quinzaine d'années, on n'en finit plus d'inventorier les traumatismes que le catholicisme aurait créés chez nous. Cet inventaire laisse de côté le plus important qui est notre existence même. On peut se demander quelle pourra être la valeur de remplacement du catholicisme, maintenant que l'influence de ce dernier est, pratiquement nulle. Le catholicisme pouvait exiger beaucoup des hommes et des femmes de ce pays, car il exigeait, pour ainsi dire, de l'intérieur. On peut exiger beaucoup et pendant longtemps d'hommes qui ont un compte en ciel. Sur quoi pourrions-nous désormais tirer des traites ?

Culture française

Que la culture française soit, elle aussi, un élément constitutif de notre être est un fait indiscutable. Dire culture, c'est dire tout un système de références dont le code commun, c'est la langue. Jusqu'à il y a peu, nous vivions culturellement par procuration. Nous connaissions mieux l'histoire, la géographie et la littérature françaises que notre histoire, notre géographie et notre littérature propres. Demander à un homme de quarante ans qui furent ses maîtres, c'est dresser une liste d'auteurs français.

Sur ce point aussi, les choses ont changé. De plus en plus, nous nous réclamons de nous-mêmes quant aux principales manifestations de la culture. Nous tolérons de moins en moins de nous dire nous-mêmes à nous-mêmes par Français interposés. Nous nous disons entre nous. Et nous utilisons à cette fin un instrument original que nous appelons, bien sûr, le québécois. Tout est québécois, maintenant, comme tout était catholique, naguère.

Parlementarisme britannique

La Conquête nous a imposé les structures politiques britanniques, dont l'expression ultime est le parlement. On dit maintenant que nous n'avons jamais su habiter ces structures et que c'est là une des causes de l'échec de la Confédération. Il reste que notre vie politique s'est déroulée à l'intérieur de ces structures, depuis un siècle surtout. Et un siècle est une durée considérable pour une nation aussi jeune que la nôtre. Voilà pour la durée. Mais c'est surtout à cause de la rupture que ce régime présentait par rapport à l'ancien régime qu'il n'a pas pu ne pas nous marquer.

Capitalisme américain

La proximité des U.S.A. nous a marqués, elle aussi. Si nous bénéficions d'un tel niveau de vie, avec tout ce que cela comporte de servitudes, nous le devons aux U.S.A. ; c'est d'eux aussi que nous avons contracté cet esprit d'entreprise, cet esprit de *frontiermen* qui nous a appris, par exemple, à domestiquer l'hiver ; cette audace technique qui compte pour rien les immenses distances, qui ne recule pas devant les plus gigantesques travaux, etc. Peut-être pourrait-on parler de pragmatisme au lieu de dynamisme, et je prends pragmatisme en son sens positif. Le Québécois n'est pas tout à fait un latin et pas tout à fait un saxon ; il est un mélange des deux, et l'élément de métissage, nous l'avons emprunté aux Américains.

Sens minoritaire

Il n'est pas redondant de préciser que le sens minoritaire est un autre élément constitutif de notre être. Il est aussi ancien que les autres, mais on dirait qu'il est présentement le plus actif. Faut-il dire de plus exacerbé ? Tout se passe comme si nous étions en train de muer et que, pour accéder à la majorité, il nous fallait au préalable renier ce qui nous a faits. On sait comment nous avons laissé tomber la religion ou plutôt comment nous l'avons laissée fondre sans bruit. On sait comment nous pratiquons maintenant une parlure qui n'entretient plus guère de rapport avec la culture française. On sait quel usage dérisoire nous faisons du parlerment.

On sait enfin que le capitalisme doit faire place à un « socialisme d'ici ».

Aussi donc, pour n'être plus minoritaires, pour cesser de jouer selon les règles des autres, il semble qu'il faut nous dépouiller de nous-mêmes. Nous renions les éléments constitutifs de notre identité dans l'effort même de l'affirmer davantage.

Cette schématisation vaut ce qu'elle vaut. Reprenons la chose autrement. On pourrait alors dire ceci : il n'y a pas beaucoup de nations aussi homogènes que la nation québécoise. Dix ou douze générations à peine nous séparent d'une poignée d'ancêtres communs venant tous de France ; voilà pour la biologie. Géographiquement, notre domaine est clairement délimité ; historiquement, aucun schisme

intérieur ne nous a frappés, ni aucun accident politique ou idéologique important ; militairement, la Conquête nous fut clémente. Y a-t-il une seule nation au monde aussi protégée, aussi homogène ? L'Italie ne connaît d'unité politique que depuis un peu plus d'un siècle, et il y a encore d'énormes différences entre, par exemple, un Italien du nord et un Italien du sud ; la Belgique n'existe que depuis un peu plus d'un siècle, elle aussi, et deux cultures s'y affrontent ; les U.S.A. ont connu une guerre civile de quatre ans, et un million de morts n'ont pas suffi à les souder complètement ; de plus, ils sont habités d'un anticorps formidable, constituant à lui seul tout un peuple : vingt millions de noirs. L'Espagne : il faut voir tout ce qui sépare un Castillan d'un Andalou, etc. Il existe, bien sûr, des nations dont on peut dire qu'elles sont homogènes, mais à cause même de leur longue histoire, de profondes cicatrices balafrent leur cœur. Au Québec, nous sommes tout à la fois homogènes et, j'oserais dire, vierges.

Voilà où nous en sommes. Présentement, nous sommes profondément angoissés : la racine commune de cette angoisse, c'est que nous avons opéré très rapidement la mue vers l'industrialisation : en moins d'une génération, nous sommes passés d'une civilisation rurale à une civilisation urbaine, donc industrielle. Nos racines nous font mal ; nous avons mal à nos racines. Provoqués d'ailleurs par des exemples éclatants, nous sentons revivre de vieux instincts d'indépendance.

Nous sommes ainsi placés devant la plus dramatique option de notre histoire, les autres options ayant été prises pour nous à notre place. Cette option se formule ainsi : demeurerons-nous Canadiens ou allons-nous nous séparer du Canada ?

Le choix

Analysons un peu l'idée d'indépendance. Posons la question : pourquoi fait-on l'indépendance, quand on croit devoir la faire ? La réponse est limpide : on fait l'indépendance pour réaliser son être psychologique, économique et politique. C'est une division complète.

Reprenons, point par point :

Réalisation de notre être psychologique : Ici, deux questions : l'indépendance, de ce point de vue, est-elle : a) possible ? b) utile ?

Elle est possible. J'ai dit, plus haut, que la nation québécoise est déjà parvenue à un haut degré d'homogénéité psychologique. La prise de conscience de notre entité psychologique est avancée : bien plus avancée que ne l'est celle de l'autre partie du Canada.

Elle serait utile. Il est sûr que l'indépendance raffermirait encore cette entité psychologique et lui donnerait une profondeur et une qualité plus riches. Il suffit, pour s'en convaincre, de noter la fierté que nous retirons du fait que l'Hydro-Québec est maintenant notre chose. Ces pylônes, qui enjambent nos montagnes et jalonnent notre territoire, il sont à nous, faits par nous, administrés par nous.

Réalisation de notre être économique. La réalité économique, concrètement, qu'est-ce que c'est, en dehors de toute idéologie, de toute sentimentalité ? C'est le niveau de vie. Point.

Comment nous portons-nous, actuellement, de ce point de vue ? On sait que le Canada, et le Québec, se situent parmi les pays où le niveau de vie est le plus élevé au monde ; probablement au troisième rang, après les U.S.A. et, peut-être, la Suède.

Posons maintenant la question : qu'est-ce que l'indépendance nous apporterait, de ce point de vue ? Ici, deux possibilités :

a) Statu quo, avec le coefficient normal de progrès. Toutefois, l'indépendance ne pourrait nous permettre le maintien de ce niveau de vie qu'aux conditions mêmes qui prévalent actuellement, puisque nous sommes engagés dans une économie de consommation, une économie où le consommateur est roi, le marché ayant à s'adapter à cette loi, sinon il meurt. Or le problème, c'est qu'au Québec, on ne retrouve, en gros, que des consommateurs ; ceux qui supportent cette possibilité de consommation, les investisseurs, nous viennent surtout de l'étranger. Si nous voulons demeurer les gros consommateurs que nous sommes, si nous voulons continuer à ne pas investir et à consommer, nous serons toujours « colonisés » financièrement. Tout ce que nous pourrions faire, étant indépendants, se ramènerait peut-être à pouvoir choisir un peu plus nos « colonisateurs ». Quant à moi, il m'importe assez peu d'être colonisé par un Américain, un Belge ou un Martien.

b) Ou bien, et c'est la deuxième possibilité, l'indépendance nous permettrait de renverser le courant actuel ; elle nous permettrait de cesser d'être uniquement de gros consommateurs pour devenir aussi des investisseurs. Mais étant donné que

nos habitudes de tout faire passer en biens de consommation sont profondément ancrées, il est fort probable qu'à ce moment-là un État assez fort viendrait ponctionner les contribuables pour pousser l'investissement. Tout cela se ramènerait à quoi ? Cela permettrait de maîtriser davantage notre économie. Mais dans quelle proportion ? Même si le Québec se saignait à blanc pour bâtir une société d'État par année, si les investissements étrangers en bâtissaient cinq ou dix pendant ce temps, nous serions tout juste un peu mieux situés dans le rapport des forces, mais nous n'aurions pas encore le gros bout du bâton dans la maîtrise du marché. Pour renverser en notre faveur le rapport des forces, il faudrait écluser les investissements étrangers pour que les investissements internes l'emportent ou égalisent les investissements externes ; on sait ce qui en résulterait : une diminution du niveau de vie pour une période assez longue, peut-être pour une génération.

La réponse est ici au peuple, c'est-à-dire, dans cette optique, aux consommateurs. On n'a pas le droit de parler de séparatisme sans dire ces choses clairement. Car enfin, ou bien le séparatisme changerait quelque chose à la situation actuelle, ou bien il n'est pas la peine d'en parler.

Il n'est pas impossible que le mieux-être psychologique qui résulterait de l'indépendance amènerait le peuple à consentir à ce moins-être économique. La réponse n'est pas donnée parce que la question n'est même pas posée. Elle est éludée et confiée à la magie.

Durant la récente campagne électorale, on a cru, un moment, que le thème serait l'unité du pays. Effectivement, les politiciens en campagne ou en anticampagne ont agité cette question. Il semble bien, toutefois, que les citoyens, eux, avaient d'autres préoccupations en tête. Ceux dont on aurait pu penser qu'ils s'accrocheraient à Trudeau, le gardien de l'unité canadienne, l'ont laissé tomber et ceux que l'on suppose « séparés » de cœur sont demeurés fidèles au même Trudeau.

Quoi qu'il en soit, j'eus l'idée, pour la raison que je donne plus haut, d'écrire une lettre ouverte à René Lévesque. Je n'ai point publié cette lettre, mais en voici quelques extraits.

« Puisque nous sommes engagés dans une campagne électorale (il n'y en aura plus beaucoup de ce genre, désormais) ; puisque cette campagne ne peut pas éviter la question du Québec ; puisque j'ai dit que j'étais pour l'indépendance du

Québec, j'ai le droit de vous poser quelques questions. Ce sont des questions embêtantes, car ce sont de vraies questions. Ce sont des questions auxquelles il faudra trouver des réponses dans les quelques mois qui suivront la déclaration d'indépendance.

« Beaucoup de pays ont déclaré leur indépendance depuis douze ans, mais ce n'était pas des pays « contemporains ». Leurs habitants sont nos contemporains en ce sens qu'ils vivent et meurent (en général, ils meurent beaucoup) en nos temps, mais ils ne sont pas nos contemporains en ceci qu'ils ne sont pas parvenus à notre taux de mobilité. Je choisis ce terme entre beaucoup. Je le choisis en lieu et place de : liberté.

« Je veux dire, par là, que l'exemple, fort rhétorique, du nombre de pays ayant accédé à l'indépendance depuis douze ans, exigerait, en toute honnêteté, d'être situé.

« Je vous pose mes questions. Ne vous récriez pas trop vite. Ce sont des questions élémentaires, donc, ce sont de bonnes questions. Il faut les identifier et il faut leur donner des réponses, autrement, on demande au monde de voter à crédit. Aussi longtemps qu'on demande au monde de vivre à crédit du ciel, ça peut aller, car le ciel est loin et vaste. C'est une banque sur laquelle on peut tirer une sacrée traite. Mais l'électeur moyen, ces années-ci, n'a pas de compte en ciel. Le nationalisme survient toujours après la banqueroute du ciel. Nous y sommes. Fort bien. Et voici mes questions bêtes : je les numérote, puisqu'elles sont bêtes :

« 1 - Quand vous parlez d'indépendance, je suppose que vous parlez d'indépendance. Prenons alors le cas de l'Algérie, qui eut la cote, par ici, il y a peu, Gérard Pelletier régnant à Radio-Canada. L'Algérie a une armée. Le Québec aurait-il une armée ? À combien d'hommes estimez-vous les effectifs souhaitables ? À quel prix ? Selon quelles modalités de recrutement ?

« 2- Y aurait-il un passeport québécois

« 3- Y aurait-il un contrôle douanier entre le Québec et le reste. Concrètement, entre Nouvelle et Cambelton ; entre Hull et Ottawa, entre Coaticook et le sud ; entre Blanc-Sablon et Terre-Neuve ? On peut rigoler, à ce sujet, dans une taverne montréalaise, mais il demeure, après la rigolade, qu'il faut régler des détails aussi stupides. Et, en général, c'est le pauvre monde qui est aux prises avec ces détails.

4- Liée à la question du passeport et du contrôle douanier, il y a la question des communications linéaires. Prenons d'abord le cas des communications terrestres. Qu'advierait-il des chemins de fer ? J'ai voyagé pas mal en Europe, et vous aussi. En temps de paix. Je sais une chose : il faut des papiers et de la monnaie. Quid à ce sujet ? Vous savez, les Québécois sont pas mal sorteux. On pourra quand même pas les attacher après la patte du poêle. Y a plus de poêle à pattes.

« 5- Quelles seront les conséquences et les exigences de l'indépendance, touchant le Saint-Laurent ? Faut pas rire de cette question, ni l'écarter. Faut répondre.

« 6-Quelles seront les conséquences et les exigences de l'indépendance touchant la circulation aérienne internationale ? Faut pas rire de cette question, ni l'écarter. Faut répondre.

« 7- Je peux voir que les réponses à ces questions s'élaboreraient lentement. Mettons une période de dix ans. Ça vaut la peine d'investir dix ans pour être soi. Mais comment assurerions-nous ces dix ans ? Mettons douze ans, qui est un multiple plus commode. Y aurait-il trois élections pendant ces douze ans ? La presse serait-elle aussi bêtement libre qu'elle est maintenant, pendant ces douze ans ? Douze ans, ça m'intéresse. Selon l'espérance statistique de vie, dans douze ans, je serai encore par ici.

« 8- Pensez-vous sérieusement que le Québec séparé pour vrai pourrait se permettre le type de syndicalisme qu'il connaît présentement ? Je suis sûr que non. Je le dis, parce que je ne suis pas électoraux. Mais vous, avez-vous le courage de le dire ?

« 9- Bref, et voici la question qui résume toutes les autres : pensez-vous que le Québec séparé pour vrai, pourrait faire l'économie d'un dirigisme sévère ? Le pensez-vous ? Si vous ne le pensez pas, vous devez le dire. Si vous le pensez, vous êtes naïf.

« 10- Il me vient une dixième question, ce qui soulage mon fétichisme mathématique : quid de la minorité infrancophone ? Je m'épargne toute réflexion sur la qualité et la volonté francophone de la majorité francophone, mais quid de la minorité infrancophone ? Je vous pose la question globalement. Je pourrais la monnayer en plusieurs sous-questions. Car, enfin, si on se sépare, on se sépare.

« Ne me dites pas que *La solution*, Parizeau ou JacquesYvan Morin ont déjà répondu à toutes ces questions. Ce n'est pas vrai. Je veux des réponses concrètes et, autant que possible, avec un échancier. Autrement, on embarque le monde dans un bateau. sans lui avoir déclaré la destination, le prix du billet, la qualité de l'équipage et les conditions de séjour.

« Ces questions sont embarrassantes. Il est plus simple de les supposer résolues. Ce sont peut-être des questions inutiles, dans la mesure où l'histoire comporte une espèce de fatalité. Mais ce sont des questions que je me pose depuis cinq ou six ans. Et qui me bloquent.

« Ce sont peut-être des questions futiles, en ce sens qu'une décision comme celle que supposerait l'indépendance, ne pourra jamais être prise au terme d'une analyse. Ce devra être une plongée. Quoi encore ? Pour moi, rien. Le fond de ma vie ne dépend pas du sort politique du Québec. Pourquoi alors être obsédé par cette question ? C'est un paradoxe, surtout quand on croit savoir, avec Oliver Goldsmith :

How small of all that human hearts endure,

That part which laws or kings can cause or cure.

Goldsmith, il est vrai, écrivait cela en 1756. Depuis, les lois et les rois, s'ils n'ont guère appris à soigner le coeur de l'homme, on fait de beaux progrès dans l'art d'accabler. »

J'en étais là dans mes petites réflexions quand je reçus la lettre suivante qui exprime que pensent bon nombre de Québécois, que cela nous plaise ou non.

« Le cher français, c'est lui qui a tenu les descendants d'émigrés de France au Québec à l'écart des descendants d'émigrés de presque tous les autres pays du monde établis dans le reste de l'Amérique du Nord. Ces derniers, arrivés dans le Nouveau Monde, eurent. la sagesse et l'esprit pratique de secouer l'asservissement aux langages caractéristiques du temps de la tour de Babel, et d'adopter un langage continental. Ce ne fut pas la fin de tous leurs troubles, mais, affranchis de la confusion des langues, ils purent s'appliquer à d'autres tâches et faire des progrès non seulement matériels mais scientifiques et intellectuels. Au Québec, trop de gens vivent encore à l'âge de Babel, sourds à l'anathème biblique, et veulent empêcher leurs concitoyens d'en sortir.

Il y a aussi la question de se tenir ensemble. Pourquoi ? Si nous sommes si bons et merveilleux, un ferment historique avec une mission providentielle, comme le prétendent les prophètes de nos sociétés patriotiques, notre devoir est de nous mêler à la masse des infidèles le plus tôt possible afin de les sauver. Si nous ne sommes pas si fameux, c'est peut-être à nous que le mélange profiterait. »

Lisant cela, on se demande si le Québec n'est pas destiné à devenir le « Collège Saint-Boniface » de l'Amérique du Nord. « Collège Saint-Boniface » symbolise ici l'effort désespéré de la communauté francophone du Manitoba, plus spécialement de la région de Winnipeg.

Deux générations d'efforts, de sacrifices et puis, tout d'un coup, ce jeune homme que met en scène le film de Pierre Perrault (*Un pays sans bon sens*) et qui crache sur l'effort de ses parents, sur l'erreur de ses parents, d'avoir voulu, à tout prix, lui enfourner la culture française dans la gorge, en plein centre du Manitoba.

Dans une ou deux générations de maintenant, ne serait-ce pas au tour des jeunes Québécois à dénoncer le Collège Saint-Boniface de l'Amérique du Nord ? Celle question est cruelle et presque insoutenable. Décidément, notre situation ne promet pas d'être confortable d'ici peu. La situation actuelle nous accable ; le choix de l'indépendance nous trouve hésitants et divisés ; l'avenir se présente sous les espèces d'un risque dont personne ne peut garantir qu'il s'avérera rentable.

Voilà bien où conduisent, non pas la réalité, mais les mots, mais la façon de poser les questions.

La vie passe autrement. C'est elle qui crée ses formes ; les formes ne créent point de vie. Finalement, je me dis que c'est par manque de vitalité que je me pose tant de questions et que nous finirons bien par inventer l'expression politique complète de notre être.

Ce qui égare, c'est de vouloir décrire la forme que prendra cette expression politique.

On trouve son chemin en le prenant, non pas en y réfléchissant.

DOSSIER UNTEL : II. L'INDÉPENDANCE

LA FIDÉLITÉ *

[Retour à la table des matières](#)

Je ne parlerai pas de « l'état d'âme de la nation canadienne-française. » Je parlerai du mien. Il y a plus d'humilité, donc plus de vérité, dans le « je » que dans le « nous », à moins d'être une encyclique ou la reine d'Angleterre.

Le 15 septembre 1965, j'écrivais ce qui suit à M. Gérard Pelletier, quelques jours après la confirmation de leur intention commune, à lui, à M. Trudeau et à M. Marchand, de se présenter comme députés à Ottawa : « Vous trois à Ottawa, voilà de quoi clarifier notre option. Nous ferons le test définitif pour savoir si le Canada est viable. À supposer que vous échouiez, nous pourrions, sans remords et sans mauvaise conscience, verser carrément dans l'entreprise indépendantiste. Est-ce trop grandiloquent que de dire que le Canada comme tel joue sa dernière carte ? Si vous n'aviez pas accepté de vous engager, je me demande comment nous aurions pu dire que nous avons essayé d'utiliser toutes les ressources de la contestation démocratique normale. »

Jamais nous n'avons été aussi puissants et aussi intelligents à Ottawa ; et jamais nous n'avons été aussi nettement acculés à l'impasse. Jamais non plus nous n'avons été aussi nettement éconduits par les Anglais qu'aux dernières élections fédérales. Ils ne veulent pas de nous

Si maintenant je me tourne vers Québec, je vois que le gouvernement Bourassa n'est pas dépourvu de pouvoir (avec soixante-douze députés sur cent huit) ; je dis qu'il est dépourvu d'autorité, car il n'y a pas d'autorité sans prestige ; il n'y a

* Texte paru dans le cahier spécial de *La Presse*, le 23 juin 1973.

pas d'autorité sans racines ; bref, il n'y a pas d'autorité artificielle, c'est-à-dire fabriquée, comme on le voit dans le cas de Nixon.

Les dirigeants actuels ont perdu confiance dans le peuple, car ils ne font appel qu'à sa peur et à son insécurité séculaires, au lieu de faire appel à sa générosité non moins séculaire. Et à sa fierté. Fierté de pauvre, mais fierté d'autant plus fidèle et plus émouvante. Et quand les dirigeants perdent ainsi confiance dans leur peuple, ils ne peuvent tout de même pas dissoudre ce peuple, comme on dissout l'Assemblée Nationale, et élire un autre peuple. Il est pas mal plus simple d'élire d'autres dirigeants.

Du temps que j'écrivais à M. Pelletier, j'étais, avec beaucoup d'autres, dans l'aventure de la réforme scolaire. On voit aujourd'hui qu'il y avait quelque illusion à penser que la réforme scolaire était LA solution au problème que nous commençons de pressentir et qui est celui de notre expression politique complète. Je ne fais pas ici le bilan de la réforme scolaire, je dis seulement que nous avons, à l'occasion de cette entreprise, réalisé une avance considérable de réflexion touchant l'éducation, qui demeure le problème politique prioritaire de toute façon.

L'assassinat de Pierre Laporte a failli me faire perdre la foi politique (au sens où l'on dit : perdre la foi religieuse). Nous autres, les émotifs, nous mettons longtemps à récupérer, par réflexion, ce que nous avons vu ou cru voir en un moment d'éblouissement. Et ce que j'ai cru voir à ce moment-là, c'est que nous étions engagés dans le cercle infernal du terrorisme. Ce n'est pas le lieu de développer davantage.

Il reste que j'ai rencontré durant cette période, et à sa demande, M. Trudeau. C'était le 27 ou le 28 octobre 1970. Chaque jour, cet automne-là, comptait beaucoup. J'avais déjà écrit dans *La Presse* tout ce que j'avais à dire sur l'actualité de ces semaines-là.

L'essentiel de ce que j'ai dit à M. Trudeau, lors de cette rencontre, c'est que s'il voulait reprendre l'initiative politique, il devait enregistrer le fait de la volonté profonde du peuple québécois et entreprendre les négociations en vue de l'indépendance. C'était assez gros et assez naïf de ma part.

On peut voir que je suis aux prises avec le problème de l'indépendance du Québec depuis longtemps, et dans l'exercice de diverses responsabilités, toutes publiques.

Il faut bien que j'en sorte. Enfermé entre la lâcheté et l'évidence, je choisis l'évidence. La clarté est toujours libératrice. Pour ce que cela peut importer, on saura donc que je suis pour l'indépendance du Québec. Et comme le seul véhicule articulé de l'indépendance, c'est le P. Q., on saura clairement que je suis péquiste. Ce que je viens de dire ne voudrait rien dire, dans notre système politique, si cela ne voulait pas dire qu'aux prochaines élections, je voterai péquiste, ce qui ne fait pas de moi un homme de parti.

On voudra bien croire qu'aucun intérêt personnel ne m'a retenu de me déclarer jusqu'à maintenant. Ce qui m'a retenu, c'est la peur des conséquences de l'indépendance ; des conséquences économiques et politiques pour les plus pauvres.

C'était peut-être manquer de confiance dans ce peuple dont e me réclame. Mais encore une fois, on ne peut pas dissoudre un peuple.

Il y a bien trois péchés : humilier le pauvre ; scandaliser l'enfant et enlever l'espoir aux hommes.

Le péché mortel que l'on pourrait commettre présentement, ce serait d'enlever l'espoir à notre peuple. Nous nous mourons, faute d'un projet commun. L'école forme des révoltés parce que la société ne sait pas ce qu'elle veut. Être ou ne pas être, nous en sommes là. Non pas individuellement, mais comme peuple. Et un peuple, comme peuple, vit d'une culture. Et une culture doit être assumée par un pouvoir politique complet. Et dans la transparence. Dans l'ère des mass média, la stratégie suprême c'est la transparence.

Notre peuple est bafoué et déboussolé parce que son argent lui est extorqué par le gouvernement fédéral et remis aux individus, par-dessus la tête du gouvernement du Québec. On nous achète un par un, sous la couverture de programmes improvisés, au nom du fédéralisme rentable et dans la panique électoraliste des 100,000 emplois.

Je pense à mon père. Il n'était certes pas politisé, comme on dit aujourd'hui. Il ne savait même pas lire. Mais c'est lui et des comme lui qui ont construit ce pays en même temps qu'ils construisaient les Price Brothers (nous disions : les presses brodeurs). Je peux difficilement imaginer que mon père et le père de mon père voudraient autre chose que l'indépendance.

Notre passé est assez vieux pour avoir droit de vote. La fidélité, c'est la démocratie biologique.

Ainsi donc, la miséricorde de l'histoire fera que les Canadiens anglais (ils ont commencé de le faire le 30 octobre 1972), après avoir été construits par nous, nous laisseront nous construire selon notre génie (je parle comme un hymne national), pour leur plus grand bien, le nôtre et le nôtre.

Nous n'allons pas vers moins de souffrance ; nous allons vers plus de dignité. On ne gère ni les crises ni le bonheur. Mais on ne peut gouverner que si on administre une ferveur. Bien audessus du niveau de vie, il y a le sens de la vie. Tout le monde sait ça.

DOSSIER UNTEL

III

LA JEUNESSE

[Retour à la table des matières](#)

DOSSIER UNTEL : III. LA JEUNESSE

L'AFFIRMATION DE L'ÉTUDIANT '69 *

« Tant de chrétiens portent un jugement sans appel sur les plus jeunes, activant ainsi le divorce des générations. Or, vieillir sans relations avec les générations qui montent, c'est se condamner à végéter. » (Roger Schutz, Dynamique du Provisoire, Taizé, page 32).

[Retour à la table des matières](#)

Je m'adresse à des cadres scolaires, c'est-à-dire selon votre propre définition de vous-mêmes, à des personnes dont les recommandations sont habituellement déterminantes dans la décision du patron.

Dans l'énoncé de mon sujet, je comprends que l'étudiant '69, c'est l'étudiant de l'année scolaire 1968-1969 et j'estime qu'on ne peut parler de cet étudiant en ne songeant qu'à l'étudiant québécois. Je ne vois pas, en effet, que l'on sentirait le besoin de parler de l'étudiant '69, s'il n'y avait pas la variété étudiant '69 de par le monde et, notamment, en France et aux États-Unis. Le paramètre spécifique de l'étudiant québécois, c'est l'hésitation et la stupeur qui caractérisent notre société.

Voilà donc l'extension que mon sujet comporte. J'y introduis mes propres limites, puisque je veux adopter principalement le point de vue d'un administrateur scolaire gouvernemental s'adressant à d'autres administrateurs.

Une abondante documentation existe déjà sur le sujet ** en France seulement, on comptait, il y a trois semaines, cent vingt-neuf volumes, sans parler des articles.

* Conférence prononcée devant les membres de la Fédération des cadres scolaires, à Montréal, le 30 avril 1969.

Comme il fallait s'y attendre, les auteurs se partagent entre la célébration quasi liturgique et la dénonciation méprisante. Touraine, Certeau, Clavel affirment que les étudiants ont pris la parole comme les hommes de '89 ont pris la Bastille ; Aron, lui, ironise sur le psychodrame collectif que les étudiants se sont joué, et Gusdorf parle de la *Nef des fous*.

L'importance de la littérature déjà existante sur le sujet est le reflet de l'importance du phénomène lui-même ; et la disparité des opinions exprimées est le signe de l'ambiguïté du phénomène.

Personne ne peut enjamber l'obligation de se faire une opinion, si provisoire soit-elle, dès lors qu'il est tenu d'exercer des responsabilités. J'ai donc dû inventer ou redécouvrir certaines règles pour guider mon action, je l'ai fait péniblement et je sais que ces règles ne possèdent que le degré de certitude propre aux règles d'action. Ce que je veux faire, ce matin, consistera à vous exposer la démarche que j'ai entreprise et les conclusions auxquelles je suis parvenu jusqu'à ce jour.

Affirmer, c'est dire fortement quelque chose. Qu'est-ce donc que les étudiants nous ont dit ? Ils nous ont dit : leur solitude, leur peur, leur impatience et leur volonté de participer. Du même coup, Ils nous ont révélé notre propre solitude, notre faiblesse, notre désarroi et, parfois, la dureté de notre cœur.

La solitude

Les jeunes sont seuls. La civilisation technique a émietté le travail et les sociétés. Il existe une civilisation technique, mais il n'y a pas de culture technique. Or, la culture, pour reprendre le titre du dernier ouvrage de Fernand Dumont, c'est le lieu de l'homme. Sans lieu, l'homme est isolé et il a peur. David Riesman, vers les années '55, parlait déjà de « la foule solitaire ».

Les adultes s'accommodent comme ils peuvent de cette situation, mais les jeunes veulent la changer. Comme dit l'un des grands théoriciens de la nouvelle anarchie, ils ne veulent plus « d'un monde où la garantie de survivre s'échange contre la certitude de mourir d'ennui. » Ils refusent aussi l'attentisme où les parque

****** Événements de mai 68, en France.

la société avant de les utiliser. Ils ne veulent plus être le club-fermé de la société technique.

Il faut reconnaître que les sociétés n'ont pas encore su articuler l'intégration de la jeunesse, et la jeunesse ne le tolère plus. Elle est devenue un véritable tiers-Etat et son comportement, ces années-ci, ressemble, par certains côtés, au comportement du tiers-Etat, en France, avant la révolution de '89.

La peur

Je pense aussi que les jeunes ont peur. Leur peur est le reflet de notre propre désarroi devant le type de société que nous avons construit. Il semble que l'humanité hésite devant ce qui lui est demandé, et ce qui lui est demandé, c'est une véritable mutation, une seconde Renaissance.

L'homme a dû se dénaturer une première fois quand il est passé des formes supérieures de l'animalité à la condition humaine. Il est facile d'imaginer l'angoisse et les tremblements qu'il a dû subir à l'occasion de cette première mutation. Tout se passe maintenant comme si l'homme était appelé à une seconde mutation, et comme toute mue est douloureuse, il hésite. Il est compréhensible que ce soit surtout les jeunes qui vivent cette panique qui s'empare de tout homme quand il pressent qu'un grand effort est exigé de lui.

J'ai lu un article, signé par un intellectuel de gauche, où il dénonçait le lien entre la liberté et la responsabilité. Il précisait que ce mariage était le couple favori des bureaux de gouverneurs qui veulent tout simplement domestiquer la liberté.

Malgré que je sois vulnérable au terrorisme conceptuel, je continue d'affirmer qu'il n'y a pas de liberté à « gravité zéro » et je continue de préférer les libertés réelles aux libertés formelles. J'ai formellement le droit et la liberté d'être heureux et en santé ; à cela, je préfère la liberté concrète d'être inconfortable et de m' user comme je l'entends, quitte à accepter les conséquences et en veillant à ne pas bâdrer la société avec mes problèmes.

Les étudiants ne m'ont pas appris grand-chose, cette année. Je savais déjà, depuis un bon bout de temps, que le défi de cette génération biologique serait autre que celui de ma génération. Je savais que la volonté de scolariser l'ensemble des

jeunes impliquait le transport des écoliers, la concentration de milliers de jeunes dans des campus plus ou moins improvisés, bref, le rassemblement des conditions qui engendrent le phénomène de la dépersonnalisation.

J'avoue que je suis modérément sensible à la clameur qui s'élève à ce sujet. La quantité des plaignants ne change pas - sinon au plan politique - la nature du mal signifié. Trois mille personnes qui se plaignent d'un petit malheur n'équilibrent pas une seule personne victime d'un grand malheur, et qui ne se plaint pas. En clair, trois mille étudiants qui se plaignent des horaires scolaires, n'équilibrent pas le malheur absolu d'un seul jeune des années '40 qui n'était tout simplement pas dans le système scolaire. Je pense à mon frère. En plus clair encore, je préfère scolariser cent pour cent des jeunes, à cinquante pour cent du rendement pédagogique idéal, à scolariser cinquante pour cent des jeunes, à cent pour cent du rendement pédagogique idéal. Que les libertés individuelles fassent le reste du chemin. Et qu'elles en acceptent le coût.

Les jeunes nous ont signifié leur solitude. On savait ça. La jeunesse est une disgrâce. Justement, il faut en sortir, et non pas consacrer la jeunesse comme une valeur. La jeunesse n'est une valeur qu'en proportion du nombre de votes qu'elle représente. À tous autres égards, elle est un état médiocre, largement maladif, et qu'il faut soigner. L'enseignement, en des temps plus purs, était considéré comme un remède. C'est aller à contre nature que de fixer les jeunes dans un état d'où leur dynamisme même veut les extraire.

Les jeunes nous ont appris qu'ils avaient appris de nous la violence. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils n'ont rien inventé à ce sujet. Il y a longtemps que l'on sait, sur cette planète, que le plus court chemin entre une opinion et une autre passe par la force. Ce qui est nouveau, et encore, c'est de pratiquer la violence au nom de la fraternité et en vue d'un monde meilleur, où toutes les personnes communiqueront, communiqueront, comme les scouts, autour d'un feu de camp. Les jeunes nous ont rappelé que l'instinct fasciste n'est jamais qu'endormi sous le vernis de la raison.

Quoi répondre ?

Face à l'affirmation des jeunes, l'adulte peut se tromper de deux façons : la démission et l'endurcissement du coeur.

On démissionne par peur ou par démagogie ; on endure son coeur par une autre forme de la peur et de la démagogie.

La seule attitude positive, c'est la responsabilité c'est-à-dire la prise en charge.

Ce n'est pas parce que les jeunes sont ou paraissent sûrs d'eux-mêmes qu'il faut se mettre à douter de soi-même. Je ne ferai pas semblant d'oublier ce que je crois savoir, parce qu'en face de moi quelqu'un me raconte de nouvelles histoires.

Kierkegaard emploie quelque part la comparaison suivante : dans l'histoire de l'humanité, tout se passe comme si l'homme, après avoir atteint un certain niveau, s'établissait pour ainsi dire sur un palier. Après un certain temps, il se trouve devant un précipice et, pour continuer sa marche, il doit faire un bond sur un palier supérieur. Avant de faire le bond, il hésite entre la crainte du vertige et l'ambition de poursuivre son ascension. On peut penser que l'humanité, présentement, est placée dans la situation imaginée par Kierkegaard.

L'impatience

La patience n'est pas une vertu de la jeunesse. Prompte à identifier les problèmes, la jeunesse voudrait les résoudre rapidement. Mais les problèmes ont leur racine dans le coeur de l'homme et le coeur de l'homme est long à convertir. L'espoir naît tout entier avec chaque génération, mais les additions successives de chaque génération sont minimes. Les jeunes veulent une société plus fraternelle, plus libre, plus gratuite. Ils refusent de devenir les fonctionnaires de la productivité, les esclaves du travail sans joie et du loisir mécanisé.

Leur protestation et leur refus, les jeunes nous les ont signifiés violemment aussi bien ici au Québec, qu'ailleurs dans le monde. Et c'est ici qu'il faut commencer à marquer notre propre position.

Dès le mois de juillet '68, j'ai été chargé, avec trois autres collègues du ministère de l'Éducation, de suivre et d'étudier les événements du monde étudiant, afin de pouvoir conseiller le ministre sur les attitudes et les actions à prendre à ce sujet. Assez rapidement, nous nous sommes mis d'accord sur quatre points :

1- Au plan des intentions ou des intuitions que révèle l'action étudiante, il convient d'adopter une attitude ouverte et positive.

2- Advenant le cas où les étudiants répéteraient ici ce qui s'était passé en France et aux États-Unis, il fallait éviter autant que possible le recours à la force.

3- A priori, il fallait que le ministère respecte les instances décentralisées.

4- Il fallait tout mettre en oeuvre pour garder le réseau des CEGEP opératoire.

La suite des événements, particulièrement le saccage du centre d'informatique de l'université Sir George Williams, nous a amenés à conseiller aux instances locales de ne plus tolérer les occupations physiques des bâtiments publics.

Voilà pour l'essentiel les règles simples que nous avons adoptées et suivies jusqu'à ce jour.

Ces règles, que j'ai faites miennes en ce qui concerne ma propre action, signifient à leur façon que si je me sens d'accord avec le verdict que les jeunes portent sur notre société et avec les intentions globales de renouvellement qu'ils veulent y introduire, je n'en tiens pas moins à me dissocier des moyens qu'ils ont utilisés pour réaliser leur projet. Il ne m'entre pas dans la tête que ces moyens soient bons. Je conviens qu'ils ont été efficaces, mais l'efficacité ne tranche pas en matière de moralité. Il faudrait d'ailleurs se rappeler que l'efficacité immédiate hypothèque souvent l'efficacité ultime, c'est-à-dire le succès ou l'échec. Par exemple, l'efficacité de la machine de guerre nazie des années '39-'42 était évidente ; l'échec était quand même au rendez-vous, avec la boue et le sang.

Distinguer entre les intentions et les moyens peut être une tentative de diversion. On se sent ou hypocrite ou paternaliste de rappeler cette distinction ; il faut pourtant la faire. Refuser de distinguer, c'est refuser de penser. Seuls les poètes ont le droit de cultiver la confusion, Comparer la lune à une faucille d'or ne nous renseigne guère sur la nature de la lune ; pas plus que comparer un héros à un mur ne nous renseigne sur la psychologie du héros.

Cependant, justement parce que je crois que chaque génération apporte quelque chose de nouveau, et peut-être surtout celle-là, j'estime qu'il faut être ouvert devant les revendications des jeunes. Et si je dis que cette génération-la surtout a quelque chose de neuf à nous dire, c'est parce qu'elle est la première à présenter certaines caractéristiques : elle est la première jeunesse du monde ; elle est, en tout cas chez nous, la première jeunesse entièrement scolarisée ; par voie de conséquence, elle est une jeunesse plus consciente.

C'est pour ces raisons que la voie de solution qui paraît la plus féconde, c'est la participation.

La participation, particulièrement la participation de la jeunesse étudiante, peut se réaliser au plan disciplinaire, au plan pédagogique et au plan administratif.

Au plan disciplinaire, la participation des jeunes doit être très importante.

Au plan pédagogique, si l'on pense aux niveaux collégial et universitaire, la participation des étudiants, quoique plus réduite qu'au plan disciplinaire, demeure importante, qu'il s'agisse des contenus, des programmes ou des méthodes.

Au plan administratif, la participation des étudiants ne peut être que réduite pour la simple raison que l'administration suppose la durée et que le taux de renouvellement des étudiants est très élevé.

Nous ne savons pas encore grand-chose des formes concrètes que pourra prendre la participation des étudiants. Nous savons pourtant que leur participation devra obéir à certaines règles. Ces règles sont peu ou pas connues. Cependant, on peut faire l'hypothèse que les règles en question se situeront à l'intérieur de ce que j'appelle le modèle démocratique.

Quand Mendéléev a inventé son tableau périodique, on avait identifié, à l'époque, quatre-vingt douze éléments. Depuis, une vingtaine de nouveaux éléments ont été découverts, mais ils se sont tous situés à l'intérieur du modèle inventé par Mendéléev.

C'est en ce sens que je dis que les règles de la participation devront trouver leur place à l'intérieur du modèle démocratique. Or, le modèle démocratique est caractérisé par quatre notes : la consultation, la décision majoritaire, la non rétroactivité des lois et ce que j'appellerais la publicité c'est-à-dire l'obligation que

se donne le démocrate d'annoncer ses intentions et ses moyens et de rendre des comptes.

Les jeunes ont tendance à vouloir changer les règles du jeu dès que leur application ne les conduit pas à gagner. Il faut refuser cette tactique et enfermer les jeunes dans les règles où l'on a décidé de s'enfermer soi-même. Autrement dit, s'il faut jouer, il faut jouer sur la même patinoire et selon les mêmes règles. Autrement, que le plus fort l'emporte !

Conclusion

Devant l'affirmation de l'étudiant '69, il convient de manifester tout ensemble beaucoup d'ouverture et beaucoup de fermeté. Rien ne dessert davantage les subordonnés que la mollesse des responsables. Être doux ne signifie pas être mou.

Pour aider les jeunes à sortir de leur solitude, il faut leur proposer la participation ; pour guérir leur peur autant que la nôtre, il faut recourir à la raison. En dehors de la magie ou de la Révélation, seule la raison peut nous rassurer. À l'impatience des jeunes, enfin, il faut rappeler la nécessaire médiation du temps. Beaucoup de choses sont possibles, mais elles ne sont pas toutes possibles en même temps et même, parmi les choses possibles, il y en a qui sont contradictoires.

Je cite le paragraphe suivant de Jean-François Revel.

« Toute discussion technique, toute réserve sur un détail, même de la part de qui approuve ses revendications, mais souligne l'importance des obstacles inhérents à la réalisation pratique, est ressentie par le contestataire comme un refus global, un acte d'hostilité. La discussion technique est un rappel à la réalité, et c'est justement ce que ne peut tolérer celui pour qui seule existe la gratification globale et soudaine, qui ne peut donc accepter ni les insupportables marchandages ni les impitoyables « au fur et à mesure » de l'action révolutionnaire, et encore moins du réformisme. Tout ce qui contrarie l'omnipotence magique des mots est vécu comme la répétition de la blessure narcissique origi-

nelle, éprouvée par l'enfant lorsqu'il découvre sa dépendance à l'égard de l'environnement. » ⁷⁷

Je songe parfois que l'Occident tout entier est assiégé. À l'extérieur, les pays sous-développés la presse de toute part ; à l'intérieur, la jeunesse est devenue un véritable tiers-Etat. Les pays sous-développés sont littéralement des non-contemporains, par rapport aux Occidentaux ; les jeunes, eux, refusent l'héritage sans pouvoir formuler ce qu'ils veulent mettre à la place. Les uns et les autres sont donc sans passé et sans projet, ce qui définit le barbare. C'est Maurras qui disait que « la civilisation, c'est la différence entre ce qu'un être trouve à sa naissance et ce qu'il apporte ». Quand les jeunes disent qu'ils refusent l'héritage, je vois bien qu'ils ne refusent pas le niveau de liberté réelle où la technique a éclaté l'humanité. Ce qu'ils veulent manifester par leur refus, c'est la nécessité de poser de nouveau la question des fins. Malgré l'embarras où nous jette cette question, il faut être reconnaissants aux jeunes de la poser.

Il serait injuste de demander aux jeunes de formuler positivement leur requête : on peut savoir nettement ce que l'on refuse, sans être immédiatement capable de pointer ce que l'on veut.

On ne parle pas aux barbares : on les étonne. Saint Benoît a fixé les barbares simplement en posant au milieu de leur mobilité la permanence de ses monastères.

Mais saint Benoît ne se proposait pas de fixer les barbares ; il se proposait et il proposait la célébration de l'Éternel. Les vraies réponses ne sont jamais au même niveau que les questions.

Répondre aux jeunes ne consistera pas à ne répondre qu'aux jeunes. Quand il n'y a de place que pour les jeunes, il n'y a pas de place pour les jeunes. Songeons à la place faite aux morts dans nos cités. Les villes évacuent les morts ; elles évacuent les vieux. Et comme on est toujours le vieux de quelqu'un, le pouvoir étudiant est à peine une caricature. Le film *Wild in the Street* est-il une comédie ou une prophétie ?

À la fin de la guerre et de la Résistance, de Gaulle demandait à Malraux : « Qu'est-ce qui vous a frappé en retrouvant Paris ? » « Le mensonge ».

⁷⁷ *L'express*, No 928, Paris, 21-27 avril 1969.

Peut-être éprouve-t-on ce sentiment, au sortir de l'enfance c'est-à-dire de l'innocence. Ensuite, on se vaccine. À l'autre bout de la vie, on récupère son enfance sous forme de sagesse. Entre l'innocence et la sagesse, il y a l'humour.

DOSSIER UNTEL : III. LA JEUNESSE

LES ENFANTS ORPHELINS *

[Retour à la table des matières](#)

J'ai passé douze heures à Manseau : de six heures, samedi soir, à six heures, dimanche matin. J'étais en compagnie de M. Claude Lortie, assistant de l'Ombudsman et responsable du Bureau de Montréal. Toute la soirée et toute la nuit, nous avons circulé sur le terrain, parlé aux jeunes, essayé de comprendre.

Malgré ce que peuvent laisser croire les photos publiées dans les journaux, je dois dire que l'indécence, pour la période que j'ai couverte, a été un phénomène très marginal, et toujours le fait d'adultes et non de jeunes. Les jeunes sont au-delà de l'indécence.

Par contre, la drogue, sous toutes ses formes, était de la fête. C'est par centaines que l'on a dû traiter des jeunes qui faisaient un « mauvais voyage ». J'en ai vu de treize, quatorze et quinze ans. C'est un spectacle troublant de voir un jeune être en proie aux cauchemars de la drogue. De voir un jeune être, psychologiquement atomisé, et tous ses démons libérés.

Il faut souligner à ce sujet l'admirable travail des médecins, des infirmières, des ambulanciers Saint-Jean de même que celui des collaborateurs du docteur Boudreau, directeur de l'OPTAT (Office pour la prévention et le traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies). Du travail professionnel, humain, respectueux jusqu'à la tendresse. Toujours l'horreur fait apparaître le sublime.

Il semble bien que ce soit le ministère de la Santé qui ait le mieux assumé ses responsabilités à l'occasion de cet événement.

* *La Presse*, 3 août 1970.

Quand on voit, comme je viens de le voir, la facilité avec laquelle les jeunes, y compris des jeunes gens et des jeunes filles de quatorze, quinze ou seize ans, se procurent de la drogue, souvent frelatée (la pire), on se demande s'il n'est pas temps pour l'État, de légiférer à ce sujet, pour éviter le pire. J'ai parlé à un jeune homme de dix-neuf ans qui avait déjà fait cent-trente-cinq « voyages ». La prohibition totale de l'alcool a engendré Al Capone et les alcools frelatés : La prohibition totale de toutes les drogues ne me paraît pas écarter leur circulation, elle me paraît plutôt engendrer les canaux de l'égoût.

Les journaux ont déjà presque tout dit touchant l'organisation de ce festival. Je ne veux pas ici démêler les responsabilités : il faudrait une enquête. Ce qui me paraît clair, c'est que les jeunes, malgré tout, malgré le mercantilisme minable, malgré la pluie, malgré l'absence de tout programme, ont pris en main les quelques heures dans lesquelles on les avait parqués. Et par leurs propres ressources, ils en ont tiré quelque chose où surnage un peu de pureté. Je précise que pureté ne renvoie pas exclusivement à sexe.

À compter de samedi, vers midi, il n'y avait aucun service d'ordre sur le terrain, aucun policier d'aucune sorte, ni d'aucun costume. Or pendant les douze heures que j'ai été là, on peut dire qu'entre quinze et vingt mille personnes ont séjourné sur le terrain, dont cinq à dix mille en permanence (il est difficile d'être plus précis).

Il n'y a point eu de violence, ni même de tension. Ce qui dominait, et de loin, c'était une forme de gentillesse, presque de douceur ; un goût du partage, de la solidarité, de la fraternité instantanée. Un jeune qui venait de me demander de lui payer un « hot-dog » me disait : « J'avais apporté quatre boîtes de « beans » ; j'en ai donné trois. » J'ai pu m'introduire dans n'importe quel groupe et engager la conversation de plain-pied. La pensée n'était pas toujours très articulée, mais ce qui se dégage, c'est le refus radical d'une civilisation affolée, comme un cheval qui a pris le mors aux dents ou un moteur hors de régime.

Je disais à un jeune qui a abandonné ses études et qui se promène du nord au sud et de l'est à l'ouest : « Tu n'iras pas loin comme ça. » Réponse : « Je ne veux pas aller loin. » À un groupe de jeunes : « Au train où vous allez, vous n'aurez jamais le pouvoir. » Réponse : « Nous ne voulons ni mener, ni être menés. Nous voulons que tous les hommes soient égaux. »

Et je retournais vers l'estrade où se déroulait une étrange cérémonie, bruyante et baroque où les mots n'ont aucune importance. Le grégorien de l'ère atomique.

Je n'entre pas dans cette religion. Il ne s'agit plus seulement, comme disait Chesterton, « d'idées chrétiennes devenues folles » ; il s'agit de l'homme possédé qui se dépossède de ses démons. Cela ressemble à une pourriture, mais cela est une renaissance. « Après avoir poussé des cris et l'avoir violemment secoué, le démon sortit et l'enfant devint comme mort, si bien que la plupart des gens disaient : il a trépassé. Mais Jésus, le prenant par la main, le releva et il se tint debout. »

Que le festival de Manseau, comparé à Woodstock et comparé aux attentes qui avaient été créées, soit un fiasco, on peut le dire. Mais cet événement nous signifie de bien des façons que les jeunes ne croient plus qu'en eux-mêmes, désespérés de n'avoir, en face d'eux, que des commerçants et des politiciens.

Seuls les États totalitaires semblent savoir quoi faire de leur jeunesse. Mais ce n'est qu'une apparence. En vérité, le Monde ne veut pas de la jeunesse. Mais ceci est une idée religieuse.

DOSSIER UNTEL : III. LA JEUNESSE

QUELQUES NOTES D'ACCOMPAGNEMENT
À UN FESTIVAL POP *

[Retour à la table des matières](#)

Papier trouvé sur l'herbe, à Manseau, à cinq heures, dimanche matin :

Sermon sur l'Amérique (fragment) « Bienheureux ceux qui ont abandonné l'armure de l'argent, bienheureux ceux qui ne sont plus que des voyageurs transparents sur cette terre, bienheureux ceux dont la peau n'a pas la couleur infirme et blanche des banquiers de la mort ; bienheureux ceux qui se sont perdus dans l'instant terrible d'eux-mêmes ; bienheureux ceux dont le corps est devenu l'Église première ; bienheureux ceux qui sont crucifiés à leur propre chair ; bienheureux ceux dont la soif n'est plus altérable ici-bas ; bienheureux ceux qui brûlent en eux-mêmes plus que le soleil effroyable de l'atome ; bienheureux ceux qui ne sont plus là que pour les autres. bienheureux ceux que la mort catapulte devant Dieu. »

J'ai trouvé ce texte sur un carton découpé en forme de coeur. Il est de Pierre Bertrand, Les éditions passe-partout, C.P. 291, St-Constant, Comté Laprairie.

« Une société pareille peut bien inspirer de la compassion ou du mépris, il est clair qu'elle ne donne à personne l'illusion de la sécurité. La jeunesse éprouve à son égard le sentiment que nous éprouvions nous-mêmes jadis pour ces sapes (abri, dans une tranchée) purement décoratives, faites de quatre piquets de bois et d'un morceau de tôle ondulée. Elle prévoit le bombardement et préfère aller coucher ailleurs. Nous aurons beau multiplier les flèches indicatrices et les pancartes, écrire ABRI en lettres colossales sur des paravents de carton, nous n'arriverons

* *La Presse*, 3 août 1970.

jamais à lui faire prendre au sérieux une mise en scène dont les décors et les costumes n'ont pas chanté depuis des siècles. » (Bernanos, *La grande peur des bien-pensants*).

Ce texte a été écrit en 1931. Je demandais l'autre jour à un ami si je pouvais le reproduire dans La Presse. Il me répondait : personne ne comprendra. Et je me dis à moi-même : à quoi cela a-t-il servi que Bernanos l'ait écrit ?

« Le cadavre social est naturellement plus récalcitrant, moins facile à enterrer que le cadavre humain. Le cadavre humain va pourrir seul au ventre du cercueil, image régressive de la gestation ; le cadavre social continue à marcher sans qu'on s'aperçoive qu'il est cadavre, jusqu'au jour où le plus léger heurt brise cette survivance factice et montre de la cendre au lieu de sang. L'union des hommes crée le mensonge et l'entretient ; une société peut cacher longtemps ses lésions mortelles, masquer son agonie, faire croire qu'elle est vivante, alors qu'elle est morte déjà, qu'il ne reste plus qu'à l'inhumer. »

Ce texte de Drumont est cité par Bernanos dans *La grande peur des bien-pensants*.

« Nous ne vivrons pas vieux, chers garçons. Que vous le sachiez ou ne le sachiez pas, qu'importe. Ils n'en lâcheront pas moins dessus leurs mécanismes en folie, ils les crèveront (vos poitrines) par mille et par mille. (...) Le monde ne nous comprend plus, voilà le malheur. Nous sommes de trop. Vous auriez beau vous mettre tout nus, des fleurs au front, avec la houlette et le flûtiau, ainsi que le cher Quichotte au terme de son admirable vie, la juste méfiance du monde n'en serait pas apaisée. Le Monde a peur de vous. Le Monde ne vous fera pas grâce. » (Bernanos).

Encore une fois, ces lignes furent écrites en 1931. Après, pour mémoire, mentionnons qu'il y a eu la guerre de 39-45, la Corée, le Viet-Nam, la bombe atomique, et qu'il y a le Moyen-Orient, en passant par le printemps de Prague.

Je cite ces extraits en me demandant ce que peuvent bien dire un père ou une mère de famille à son fils ou à sa fille qui rentre de Manseau ou d'ailleurs. À supposer qu'ils se parlent.

Faut-il ou ne faut-il pas des festivals pop ? Je ne sais comment répondre. Quand ils sont spontanés, comme à Woodstock, il faut prendre acte. Mais si on en

organise, parce que l'on croit qu'il en faut, l'État ne peut plus être absent et se contenter de délivrer un permis. Il doit prendre charge, aussi discrètement qu'il peut, mais en toute responsabilité.

DOSSIER UNTEL : III. LA JEUNESSE

DE L'USAGE DE LA JEUNESSE *

[Retour à la table des matières](#)

Le système scolaire est perturbé depuis plus d'un mois. Un détail. Ce n'est que quinze pour cent d'une année scolaire, et il ne s'agit que d'enfants ou de jeunes.

Depuis plus d'un mois, on parle des enseignants, des colonels syndicaux, des administrateurs locaux et du ministère de l'Éducation. Mais, dans tout ça, on n'a pas parlé des étudiants, les « consommateurs » du système.

Il est évident que les élèves des niveaux élémentaire et secondaire ont été perturbés, puisque les enseignants débrayaient. Ce qui est moins évident, c'est que les étudiants de plusieurs Cegep l'ont été également. Ni eux ni leurs professeurs n'étaient directement en cause.

Ce n'est pas notre propos aujourd'hui de démonter les minuteriers qui déclenchent ces mouvements divers. Ces minuteriers sont d'ailleurs bien connues et bien rodées. De toute façon, il ne s'agit là que d'un phénomène de surface. Les meilleures minuteriers ne déclencheraient rien si la situation générale à laquelle on les applique ne s'y prêtait pas. Les intentions des *minutemen* (lisez : agitateurs) sont ce qu'elles sont et elles valent peut-être les miennes.

Quoi qu'il en soit, « à la faveur » du présent conflit, il m'a été donné de rencontrer plusieurs étudiants. Rencontres de hasard : je ne cherche personne. Les jeux du hasard font aussi bien les choses que les calculs infinitésimaux des planificateurs. Les jeux du hasard, c'est beaucoup le jeu de la vie et de la disponibilité.

* *La Presse*, 27 février 1971.

Ce que l'on retient de ces brèves rencontres, c'est un sentiment très positif. Ces jeunes-là ne nous disent rien de stupide, rien de fanatique. Et pourtant, dans chaque cas, il s'agissait d'étudiants que l'on pourrait commodément qualifier « d'activistes ».

Ce qu'ils nous disent, c'est qu'ils sont fatigués de la quinquillerie idéologique et culturelle qu'on leur sert.

Ce qu'ils nous disent, c'est qu'ils sont fatigués de servir de témoins impuissants ou d'otages encore plus impuissants, dans les querelles des « vieux ». On peut être vieux à trente ans, quand on s'occupe de régler ses comptes au lieu de faire son travail ; quand on s'occupe d'une certaine conception de l'administration au lieu du contenu de l'administration.

Dans ce vacarme, qui écoute les jeunes pour vrai ? Écouter, ce n'est pas faire écho au premier cri et l'amplifier ; ce n'est pas provoquer un cri, ce n'est pas non plus dire oui à tout, pour acheter une paix provisoire. Écouter, c'est, pour l'essentiel, deviner et aimer l'immense bonne volonté et l'immense fraîcheur de cette jeunesse qui veut, à en craquer, construire le Québec. Les lettres que nous avons publiées hier et aujourd'hui, venant d'étudiants, disent ces choses à leur façon.

Ils veulent le meilleur des mondes. Ils veulent être heureux. Anne Frank voulait la même chose. Elle voulait vivre, mais elle a été écrasée comme une noisette dans les convulsions des querelles des vieux. Elle, et des millions comme elle. Il y a toujours plus de jeunes que de vieux qui meurent à l'occasion des querelles des vieux.

Une manière de mourir, pour un jeune, c'est d'avoir été conduit trop tôt (et, par conséquent, trop démunie) à vivre des expériences d'adultes. Il y a un âge pour faire des réserves et un âge pour tirer des traites sur ses réserves. Le sens critique d'un adulte qui a vieilli comme du monde s'ajoute à son idéalisme et à son adhésion à des valeurs. Mais la confrontation d'un jeune avec la bêtise peut le stériliser à jamais. On ne respecte plus rien quand on est trop tôt obligé de mépriser.

Les jeunes sont plus informés maintenant qu'auparavant, dit-on. Ce n'est pas si sûr. D'une part, ils sont soumis à plus d'informations, certes ; mais, indivisiblement, à plus de mensonges ; d'autre part, étant donné l'extrême complexité de la civilisation, plus d'informations, même vraies, sur plus de choses, ne donnent pas

une grosse avance à un jeune d'aujourd'hui, par rapport à un jeune d'il y a vingt-cinq ans, qui entendait peu sur peu de choses.

On peut soutenir, pendant un bon bout de temps, que les questions fondamentales n'ont pas tellement changé. Galbraith le dit de cette façon : « Il serait (...) primitif de penser que le seul argument en faveur de l'éducation repose sur un accroissement de la production. L'éducation, comme on peut l'imaginer, trouve sa justification en soi, et répond à un idéal plus élevé. Un cheval apprécie certainement d'avoir une écurie confortable, son picotiri journalier, un certain nombre d'heures de repos et probablement le plaisir d'être apprécié des autres chevaux de l'écurie. La qualité qui, en dehors des vertus théologiques, distingue le plus l'homme du cheval est, en plus des arguments précédents, le désir de savoir, de comprendre et de raisonner. On peut espérer que les investissements dans les éléments qui différencient l'homme de l'animal n'exigent pas de plus amples justifications. »

Un jeune nous disait cette semaine, qu'il aimerait mieux entendre un maître lui parler de Socrate plutôt que du dernier livre qu'il a lu. Ce jeune sentait d'instinct que Socrate est plus jeune que Marcuse.

DOSSIER UNTEL : III. LA JEUNESSE

T'EN FAIS PAS, LA MARI, C'EST PARTI *

[Retour à la table des matières](#)

Sous Louis XIII, contemporain de Champlain, la vente du tabac était interdite en France ; le pape Urbain VIII, de son côté, excommunait les fumeurs. Mais devant l'échec de ces persécutions, les gouvernements comprirent qu'il était plus sage de transformer le tabac en une source de revenus. En 1674, Colbert décrète que le tabac est un monopole d'État, ce qu'il est encore, en France et dans d'autres pays.

Il est prévisible que les drogues dites légères (marijuana et haschisch) connaîtront le même sort. Ce qui est curieux, c'est que le gouvernement fédéral paye d'une main une commission d'enquête (la commission Le Dain) pour étudier les effets de l'usage non-médical des drogues et que, de l'autre, il paye un comité pour se faire souffler à l'oreille de légaliser certaines drogues. L'homme de la rue a très bien compris que c'était dans le sac. Il n'a même pas vu le prudent point d'interrogation qui suivait certaines manchettes. Ce qui est au moins aussi curieux, c'est que le gouvernement s'apprête à bannir la publicité des cigarettes au moment même où on le presse de faciliter la circulation de la marijuana. Tout cela n'est qu'une des contradictions sous lesquelles les sociétés libérales sont en train de crouler.

La situation actuelle comporte le paradoxe suivant : d'une part, cette société a marginalisé une grande partie de sa jeunesse ; d'autre part, cette même société

* *La Presse*, 28 août 1971.

s'aligne sans cesse sur ses marginaux, pour la raison qu'elle ne reconnaît plus les normes qui l'ont fondée. Ce processus conduit fatalement à l'éclatement.

Ces contradictions, les jeunes les vivent et les reflètent. Ainsi, dans le rapport du comité Jeunesse qui vient d'être remis à M. Gérard Pelletier, au bout de deux ans, de dix mille entrevues et de cinq cent mille dollars on peut lire ceci : « Il ne suffit plus de consommer ; il suffit d'être heureux. »

Qu'il suffise d'être heureux est une sacrée évidence, le bonheur étant, comme chacun sait, une fin en soi. Que la marijuana contribue au bonheur, je n'en sais rien, mais les jeunes, d'après le rapport, le savent. Mais que l'on demande la légalisation de la marijuana, en même temps que l'on dénonce la société de consommation, me paraît un peu contradictoire.

Un grand nombre de recommandations du comité Jeunesse aboutissent, en fin de compte, à demander au gouvernement de créer encore plus d'organismes de conseil et d'assistance et de subventionner les jeunes toujours davantage. Il n'y a rien là de bien original. Que les jeunes, par exemple, demandent au gouvernement de subventionner leur nomadisme ne s'écarte en rien du comportement des groupes de consommateurs adultes. À ce compte-là, on peut être sûr que beaucoup d'adultes seraient prêts à voyager.

Cela dit, il est depuis longtemps connu que les voyages forment la jeunesse. À certaines conditions, cependant, dont on ne parle guère. Si voyager consiste uniquement à se retrouver entre jeunes, dans des lieux pour jeunes, et à vivre la contreculture, on voit mal comment cela contribuerait à l'intégration des jeunes dans le circuit adulte. Aller puiser aux sources de la culture des autres peuples, c'est se former, bien sûr ; mais vivre la même contre-culture à Montréal, à Toronto, à San Francisco ou à Paris, c'est changer de lieu sans voyager.

C'est la recommandation touchant la légalisation de la marijuana qui a dominé la nouvelle. À l'heure qu'il est, il est probable que le citoyen moyen aura retenu que le rapport du comité Jeunesse porte sur la drogue, et que le problème de la drogue coïncide avec le problème de la jeunesse.

Rien n'est plus faux. D'abord, parce que le problème de la drogue ne touche pas que les jeunes ; ensuite, parce que le recours à la drogue est lui-même la conséquence d'une situation générale. La situation où les assises de la culture sont ébranlées. En ce sens, la jeunesse est proprement une création des adultes. Il y a

un problème de la jeunesse, parce qu'il n'y a pas d'emploi pour elle. Je dis « emploi » au sens qu'a ce mot dans l'expression : « mode d'emploi ».

Personne ne connaît plus le mode d'emploi des jeunes. On ne connaît pas davantage, et pour les mêmes raisons, le mode d'emploi de la vieillesse. Car l'un et l'autre dépendent d'une culture, selon l'acception aristocratique du terme, qui est la seule significative.

Il suffit de regarder une demi-heure de télévision, au hasard de l'horaire et des canaux ; il suffit d'essayer de traverser à pied le boulevard Dorchester, il suffit de lire la Une (rien que la Une) des journaux, pour comprendre qu'il n'y a plus de culture. À partir de ces évidences, et pour peu que l'on soit marabout, on est prêt à fermer le monde n'importe quand. En tout cas, c'est ma disposition permanente, comme l'éducation du même nom. N'ayant pas le pouvoir de décréter la fermeture, il m'est évidemment plus facile de l'envisager. On ne commence à être sérieux qu'au moment où on a du pouvoir.

N'ayant rien à dire aux jeunes, la société les renvoie à eux-mêmes et leur demande, au fond, de trouver leur chemin en le prenant, ce qui n'est pas si bête.

DOSSIER UNTEL : **III. LA JEUNESSE****LES ENFANTS GÂTÉS DE L'OCCIDENT ***

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport du comité Jeunesse, auquel nous avons fait écho samedi dernier, continue de susciter des réactions chez les adultes. Nous ne serions pas surpris d'apprendre qu'il en suscite plus chez eux que chez les jeunes. Il est vrai que c'est les adultes qui l'ont provoqué, payé et rédigé. C'est à eux également qu'il est adressé, on devrait plutôt dire garroché, tant par son contenu que par son titre. En français, il est titré : *C'est parti* ; en anglais : *It's your turn*. Dans les deux cas, l'intention de choquer est évidente. C'est un genre connu. Alain disait : « jamais ils n'aimeront ce qui est ordre et règle ; ils auront trop craint pour pouvoir jamais respecter. » Aujourd'hui, il ajouterait sans doute que celui qui n'a jamais craint ne peut pas non plus avoir appris à respecter.

Les réactions à ce rapport, dont nous avons pu prendre connaissance à ce jour, vont du refus irrité à la sympathie papelarde.

En vérité, en lisant ce volumineux rapport, on oscille entre l'irritation devant le sans-gêne, l'ennui devant les clichés et une sourde approbation devant des jugements sur la société que l'on traîne soi-même depuis longtemps, en même temps que sa mallette. Haineux et docile, on est, à quarante-cinq ans, comme dirait Céline.

* *La Presse*, 1er septembre 1971.

Ainsi, il y a un sans-gêne déconcertant dans le fait que la plupart des recommandations aillent à demander aux gouvernements (donc aux adultes) toujours plus de subventions pour les jeunes. Ce n'est plus le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, par quoi on définissait la démocratie ; c'est l'entretien des jeunes, par les jeunes, avec l'argent des adultes. Même si l'on sait devoir se méfier des réponses faciles, on est tenté de pratiquer cliché pour cliché et de dire : l'argent ne pousse pas dans les arbres.

Quand à l'ennui, on l'éprouve, par exemple, à lire un long tableau, du genre de ceux qui plaisait tant à Empédocle, où l'on trouve les valeurs adultes à gauche, et les valeurs jeunes, à droite. Cela donne, en résumé : Action collective dirigée d'en haut *contre* faire ce que l'on veut ; foi et bonnes oeuvres, *contre* intuition mystique existentialiste ; évolution *contre* révolution, grands organismes technocratiques *contre* petits groupes communautaires et humanistes ; faire *contre* être et devenir, action *contre* contemplation ; foi dans le statu quo et dans ses symboles de légitimité *contre* rejet du statu quo et tentatives de légitimer d'autres valeurs culturelles, raison *contre* émotion ; expression verbale *contre* expression non-verbale ; inhibition personnelle *contre* expression ; hiérarchie *contre* égalité ; valeurs masculines *contre* valeurs féminines ; abstraction *contre* le sensible et le concret.

L'ennui d'un tableau de ce genre n'est pas qu'il soit faux. C'est qu'il est simpliste, d'une part, et que, d'autre part, en le lisant, on croit reconnaître Lamartine mâtiné de sociologie.

Les auteurs ne sont pas dupes. Ils ont conscience de l'incohérence et de l'irréalisme de la contre-culture et même des contre-cultures. Par contre, ils affirment que « la culture hippie est comme une girouette qui indique dans quelle direction souffle le vent de la culture populaire des jeunes, donc de ce que sera la société occidentale de demain. »

La société occidentale. Voilà bien les limites de ce message. D'abord, il ne reflète qu'une partie de cette société : la jeunesse des pays riches. Et l'on n'est point sûr que l'image que les jeunes donnent d'eux-mêmes soit autre chose qu'une image, justement.

Ensuite, le mouvement ne tient aucun compte de la formidable construction qui se poursuit dans une autre partie du monde, selon des règles tout autres. Si les

adultes actifs sont les fils de la Dépression, et en sont marqués, ils ont en tout cas appris qu'il fallait travailler pour vivre. Ils travaillent même trop. Mais que feront les fils de la mari, pour parler très schématiquement devant le fils de Mao ? Il y aura un an deux mil pour tout le monde.

Certes, « il suffit d'être heureux », comme dit le comité Jeunesse. Encore faut-il que tout le monde décide d'être heureux ensemble. Autrement, ceux qui auront choisi d'être heureux tout seuls ne le seront pas longtemps. C'est les Occidentaux qui ont maintenant vingt ans et les Chinois du même âge qui seront appelés à se mesurer en l'an deux mil, tous atomes bombés mis à part entre-temps.

Persifler à l'occasion du rapport du comité Jeunesse aurait été facile, et ce fut fait. Dans un éditorial, un journal de Toronto a parlé, à son sujet, de « Lettre au Père Noël ». Y souscrire sans réserves aurait été un peu « jeune » ou un peu trop démagogique : il est bon d'être avec, les jeunes, c'est un avenir par procuration pour adultes frustrés.

Quant à nous, nous enregistrons notre agacement vis-à-vis des demandes répétées d'assistance financière. C'est l'aspect « vieux » du rapport ; et le moins original. Si l'État accédait, sans autre, à ces demandes il ferait office de papa-gâteau et enregistrerait une forme de mépris envers les jeunes.

Un fait demeure : la division, littéralement biologique, entre les générations. Cette division est source de tensions, d'autant plus qu'elle est accentuée par l'attention même qu'on y porte. Les choses étant ce qu'elles sont - c'est-à-dire la biologie et l'état actuel de la civilisation -, il est clair que le dynamisme naturel qui résulte de l'opposition des générations peut se résoudre en rupture.

Le rapport du comité Jeunesse est, à sa façon déconcertante, une offre de dialogue. Laisser passer cette occasion équivaldrait à accepter l'édification d'une société parallèle et étanche. Les sujets de cette société ont beau se renouveler constamment (et, en ce sens, la jeunesse n'est pas une classe), il n'en demeure pas moins que le style se communique.

Il y aurait démission à adopter ce style tel quel ; ce serait une erreur de l'ignorer, ce serait une lâcheté de se contenter de le récupérer commercialement, comme cela se fait tous les jours dans les mass media. Alors quoi ? Alors, trois choses : accepter, comprendre, tenir compte, tout en gardant sa place. Car on n'y changera jamais rien : la définition du jeune, c'est l'adulte.

Et la bête humaine a droit à la continuité. Autrement, on recommence à être tigre chaque matin.

DOSSIER UNTEL

IV

L'ÉDUCATION

[Retour à la table des matières](#)

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

L'ÉCOLE EN MILIEU DÉFAVORISÉ *

[Retour à la table des matières](#)

La semaine dernière, LA PRESSE publiait une série de quatre articles sur l'école en milieu défavorisé.

Parler d'école en juin, ce n'est pas parier à contretemps : les décisions pour septembre '70 ne se prennent pas en septembre '70. De plus, les professeurs ont deux mois de vacances pour réfléchir.

Quelques cas tirés de la série d'articles en question : une mère téléphone au directeur d'une école secondaire (remarquons : une école secondaire, donc un enfant de douze à dix-sept ans) : « Mon garçon ne pourra pas aller à l'école aujourd'hui, parce que ses souliers sont chez le cordonnier. » Deuxième cas : un enfant de douze ans, qui ne sait pas encore lire. La psychologue de l'école estime qu'il est d'intelligence normale, mais le père de l'enfant le bat depuis qu'il est au monde. Et le père est chômeur. Troisième cas : le gosse qui vend des journaux tous les matins, dès 5h30, mais qui n'a ni journaux ni livres chez lui.

Trois cas parmi des milliers, puisque l'enquête portait sur une zone où l'on trouve un peu plus du tiers de la population de la ville de Montréal.

Nous avons investi près de dix milliards de dollars dans le système scolaire durant la dernière décennie et, à Montréal, en 1970, il subsiste des poches de pauvreté scolaire littéralement scandaleuse. Pourquoi ?

* *La Presse*, 9 juin 1970.

Si je pensais que le ministère de l'Éducation a failli à sa tâche de façon impardonnable, je crois bien que je le dirais, même si j'y ai travaillé pendant six ans. Mais je ne le pense pas. La réforme scolaire a été notre seule grande aventure collective depuis longtemps. Seulement, j'ai l'impression que la réforme scolaire a été une locomotive sans train. Ou alors, il n'y avait pas beaucoup de wagons.

Plusieurs raisons expliquent la situation dénoncée par l'enquête dont je parle. D'abord, que les choses humaines n'évoluent jamais rationnellement. Ensuite, qu'il ne sert à rien de transformer l'école si l'on ne transforme pas le reste du domaine social. On n'a pas assez vu que la démocratisation de l'enseignement commanderait rapidement d'autres transformations. Autrement dit : on ne peut plus jamais être tranquille dès que l'on se met à instruire tout le monde.

À partir des faits rapportés dans l'enquête, je remarque que les écoles, même les écoles des milieux défavorisés, fournissent les services de psychologues, d'orthophonistes et quoi encore ? C'est un progrès notable. Mais ce n'est jamais qu'agir sur les effets et non sur les causes. Et bien sûr dès que l'on voit un mal, il faut essayer d'intervenir, même si l'on sait qu'on ne supprime pas la cause, mais les responsables supérieurs doivent être plus radicaux.

Les responsables supérieurs sont nombreux : c'est le gouvernement, les administrations locales, les syndicats, les autres corps intermédiaires, et les médias d'information, pourquoi pas ? Si je m'en tiens à ces derniers, je pense que ce serait se donner trop vite bonne conscience que de pouvoir prouver qu'on a parlé du problème une ou deux fois, sans mentionner qu'on en a distrait l'opinion deux mille fois.

Les syndicats d'enseignants, à part s'être donné bonne bouche, de temps en temps, ont-ils tellement insisté sur ce problème ? Le socialisme des syndicats consiste à parler à gauche et à empocher à droite. Pour les gros sujets, pour les questions importantes et de préférence internationales, on est à gauche ; on est à droite pour tout le reste. À gauche pour l'an deux mil, à droite, s'il s'agit d'une heure d'enseignement de plus par semaine, la semaine prochaine. Pour l'État, s'il s'agit de recommander l'unilinguisme, contre l'État, s'il s'agit de bouffer, en une seule demande, toute l'augmentation du produit national brut d'une année. Au nom de la qualité de l'enseignement, bien sûr. Qui peut bien être contre la qualité de l'enseignement, sinon un technocrate du ministère de l'Éducation ? Pour les pau-

vres, dans les communiqués de presse ; contre la surveillance des enfants handicapés, en période de négociation syndicale.

Quant au gouvernement, pour faire bonne mesure, on peut toujours bien dire une chose générale : la bêtise administrative est telle qu'une grande partie de l'énergie des serviteurs de l'État se consomme à en venir à bout. On peut aussi poser une question plus particulière : le report de l'adoption du projet de loi numéro 62, sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal, est-il attribuable au fait qu'on a l'oreille plus sensible pour entendre les objections des possédants que les requêtes des défavorisés ? Ces requêtes-là ne pouvant pas être aussi articulées ni aussi fortes, dans l'immédiat, que les objections de ceux que le projet de loi dérange.

Quoi qu'il en soit, la CECM ne se trompe pas en investissant davantage et tout de suite dans les milieux défavorisés. Tant qu'elle peut et tout de suite. On n'a douze ans qu'une fois dans sa vie.

Il faut laisser filer un peu sur leur vieux gagné ceux qui possèdent déjà beaucoup. Avoir beaucoup pousse à demander toujours davantage, précisément parce qu'on est mieux placé pour se faire écouter. N'avoir rien conduit à tout demander tout de suite, dès qu'on se réveille. Demander ou prendre toujours davantage s'appelle, pour les autres, le sous-développement cumulatif. Tout demander d'un seul coup s'appelle révolution. L'injustice de 1970, c'est la violence de 1985. L'homme déconsidéré, il tue.

Une société comme la nôtre peut maintenant restituer à l'école élémentaire, tout au moins, sa vocation première qui est de laisser leur enfance aux enfants. Mais dans les milieux défavorisés, il ne s'agit pas de laisser leur enfance aux enfants : ils n'en ont pas ; il s'agit de leur en donner une, au moins cinq heures par jour. J'ai déjà dit, et ça été vrai pour moi, que le malheur et la crasse vaccinent. Mais c'est une solution individuelle. La politique consiste à vouloir que tout le monde s'en sorte ensemble.

Le sujet de cet article m'amène à parler de : *Lettre à une maîtresse d'école, par les enfants de Barbiana* (éditeur : Mercure de France). C'est le livre le plus féroce et le plus troublant que j'aie jamais lu sur la question scolaire. Je cite : « Les enfants des pauvres vous transformeront, vous et vos programmes. Connaître les enfants des pauvres et aimer la politique, cela revient au même. On ne peut pas

aimer des enfants qui sont marqués par des lois injustes et ne pas vouloir instaurer des lois meilleures. »

Remarquons que l'on parle de loi là-dedans. Ce n'est pas pour rien. Entre le fort et le faible, le libéralisme écrase et seule la loi libère.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

LES FORCERIES SCOLAIRES *

[Retour à la table des matières](#)

L'abstraction technicienne n'a pas surmonté le retour des saisons, si nettes dans ce pays. La rentrée, ici, tient vraiment à un cycle naturel : les adultes rentrent au travail comme le foin dans les granges et les jeunes, dans les forceries scolaires.

Il y a aussi peu que dix ans, professeur, je rapportais à des étudiants la remarque de Bernanos : « Quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde claque des dents. » La remarque tombait à plat. On est maintenant assez certain que la jeunesse s'est réchauffée. On claque quand même des dents, mais ce n'est pas de froid ; c'est d'effroi.

Ainsi donc, le fonctionnement des institutions fait que ces jours-ci, un million et quart de Québécois, âgés de six à vingt et quelques années, réintégreront le système scolaire. Cela vaut bien quelques réflexions, même détachées ; après tout, il ne convient pas que les transitions soient plus longues que les pensées.

Les progrès techniques ont fait que les sociétés n'ont plus besoin de jeunes bras, ayant de la peine à occuper tous les bras adultes disponibles. Il n'y a pas si longtemps, les hommes passaient presque directement de l'enfance à l'âge adulte, c'est-à-dire à l'obligation de travailler pour gagner leur vie. Maintenant, la jeunesse est obligée de faire un long détour par les forceries scolaires. En ce sens, la jeunesse est une invention des adultes.

* *La Presse*, 9 septembre 1970.

Quand une faible proportion seulement de la jeunesse séjournait dans le système scolaire, elle savait ce qu'elle y faisait et ce qu'elle en retirerait ; elle consentait donc assez facilement à faire le détour, mais aujourd'hui, le bruit se répand que le détour ne rapproche de rien, si on se permet ce paradoxe.

Je ne pense pas, ici, ou très peu, au marché du travail et aux chômeurs instruits. ⁷⁸ Ce sont là de bonnes blagues. Quant à chômer, il vaut mieux chômer instruit. Il s'agit d'autre chose.

On songe parfois que l'Occident tout entier est assiégé. À l'extérieur, les pays sous-développés (les diplomates disent : en voie de développement) le pressent de toutes parts ; à l'intérieur, la jeunesse est devenue un véritable tiers-État. Les pays sous-développés sont littéralement des non-contemporains, par rapport aux Occidentaux. Les jeunes, eux, refusent l'héritage, sans pouvoir formuler ce qu'ils veulent mettre à la place. Les uns et les autres sont donc sans passé et sans projet, ce qui définit le barbare. C'est Maurras qui disait que « la civilisation, c'est la différence entre ce qu'un être trouve à sa naissance et ce qu'il apporte ». Quand les jeunes disent qu'ils refusent l'héritage, on voit bien qu'ils ne refusent pas le niveau de liberté réelle où la technique a éclaté l'humanité. Ce qu'ils veulent manifester par leur refus, c'est la nécessité de poser de nouveau la question des fins. Malgré l'embarras où nous jette cette question, il faut être reconnaissant aux jeunes de la poser.

⁷⁸ Dans le préambule au Rapport Faure de l'UNESCO publié sous le titre *Apprendre à être*, on trouve ceci : « La correspondance entre un niveau d'instruction déterminé et un niveau d'occupation et de rémunération garanties, répond à la logique du système traditionnel, puisque l'accès en est limité et puisque, de surplus, l'éducation est tenue pour un effort difficile, voire ennuyeux, qui ne porte pas sa récompense dans la joie et qui exige donc un paiement à terme.

L'enseignement démocratique moderne exige que soit ranimée la motivation naturelle qui porte l'homme vers la connaissance, et en même temps que soit désenclanché l'automatisme diplôme-emploi que l'économie de beaucoup de pays (même développés) ne pourra pas toujours garantir. »

« (...) Le fait qu'un diplômé ne puisse pas trouver un emploi correspondant à sa qualification spécifique ou optimale n'est pas un scandale. Mais le fait que le même homme ne puisse pas ou ne veuille pas assumer une fonction répondant à une utilité sociale et s'accepter dans cette fonction, ce fait, lui, marque une faillite du système éducatif. »

Il serait injuste de demander aux jeunes de formuler positivement leur requête : on peut savoir nettement ce que l'on refuse, sans être immédiatement capable de pointer ce que l'on veut. Demander aux jeunes : qu'est-ce donc que vous voulez, c'est reprendre à leur endroit le : « what does Quebec want ? » (...)

Devant les revendications, devant les questions des jeunes, les adultes ou bien démissionnent ou bien endurent leur cœur. On a vu des pères de famille demander littéralement pardon à leurs enfants. Tu parles ! On voit des intellectuels se hâter de s'acoquiner avec ce qui sera peut-être un nouveau pouvoir ; on ne sait jamais. On voit aussi le vieux refus de tout ce qui n'est pas soi, de tout ce qui remet en question.

La seule attitude positive consiste à se déclarer responsable ; être responsable, ce n'est pas être coupable.

Qu'est-ce que je ferais devant de jeunes étudiants ? Je les écouterai, je les interrogerai et je pense bien que je leur répondrai de temps en temps. Je ne ferai pas semblant de ne plus rien savoir, parce que c'est la mode d'hésiter. Les vêtements changent, mais la forme humaine ne change pas tant que ça.

On trouve tout dans sa chambre ; on n'est obligé de sortir, quand on manque d'orgueil, que pour vérifier. J'étais, l'autre soir, dans une discothèque. On m'avait raconté qu'une nouvelle sensibilité s'y élaborait et s'y ébattait. C'est le monde de l'informulé.

Je continue de croire que pour avoir prise sur le monde, il faut comprendre, la seule chose dont on ne se lasse jamais. Et pour comprendre, il faut consentir à apprendre.

L'enseignement est un raccourci.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

LE RESPECT DE L'ÉCOLE *

[Retour à la table des matières](#)

Il y a dix ans, il n'était guère question d'éducation et de système scolaire. On en parle maintenant tous les jours, ou presque.

Certes, il est rare qu'on en parle avec éloge. Cependant, le fait que la réforme scolaire et l'éducation continuent de poser des questions est un phénomène positif. Encore faut-il garder conscience que les mesures prises depuis dix ans résolvaient des problèmes réels. Que les solutions aient été partielles et surtout, que de nouveaux problèmes soient apparus, ne remet pas en cause le bien-fondé de ce qui a été fait.

La réforme scolaire a politisé le système scolaire, c'est-à-dire qu'elle lui a donné un caractère, un rôle et une portée politique.

En ce sens, il est bon que le système scolaire soit politisé. C'est une façon de dire que le système scolaire est une affaire publique, un domaine public, et que ce qui s'y passe est forcément intégré dans le circuit des rapports du gouvernement et de l'opposition.

Dire cela, ce n'est pas dire que chaque professeur a le droit d'utiliser le système scolaire comme instrument de propagande ni comme tribune pour faire un sort à son dernier rêve ou à sa plus récente vibration métaphysique.

Je connais un homme qui, il y a dix ans, dénonçait, précisément à partir de questionnaires d'examens et de copies d'élèves, l'ignorance ou la mauvaise foi des

* *La Presse*, 19 septembre 1970.

maîtres, et la platitude des élèves. Cet homme écrivait, par exemple : « Les élèves ne démontrent pas. Ils démontrent seulement qu'ils sont doués pour répéter docilement ce qu'ils pensent qu'on veut qu'ils disent. Alors, ils nous parlent du Bon Dieu, de l'Évangile et du péché originel. La plupart des copies que j'ai corrigées mobilisaient la Révélation et le Bon Dieu pour établir que l'homme est libre. Avec le ciel et l'enfer comme fond de scène, évidemment. Si la masse de nos élèves restituent ces notions sur leurs copies, c'est qu'on les leur a ingurgitées. D'après ce que j'en peux voir, la philosophie s'enseigne comme du catéchisme. (...) On est voltairien si on n'est pas moralisant. Aucun milieu. On confond tous les plans. C'est un cas du concubinage, chez nous, du temporel et du spirituel. »

Il ne s'agit pas de couper l'école des influences extérieures ni non plus d'interdire aux maîtres d'avoir des opinions et de les faire connaître. Il s'agit encore une fois de dénoncer la confusion des genres ; de dénoncer le concubinage, non plus du temporel et du spirituel, mais de l'éducation et de la partisanerie. Ceux qui ont tant combattu le cléricalisme confessionnel seront, je suppose, d'accord pour refuser son remplacement par l'endoctrinement idéologique.

Il ne s'agit pas de partir en guerre. Le phénomène dont nous parlons est trop constant pour ne pas comporter une part de fatalité. Il s'agit par contre de rester vigilant et de faire sentir, justement, que le système scolaire est une affaire publique et non pas la propriété des enseignants, pas plus que la médecine n'est la propriété des médecins (ce qui fondait sans doute la CEQ d'intervenir dans le débat de l'assurance-maladie).

Il s'agit aussi pour l'État d'exercer toute sa responsabilité. Il a la responsabilité de déterminer le contenu des programmes, il ne peut pas se dégager de tout contrôle de l'enseignement.

La responsabilité des maîtres est déterminée, d'une part, par le fait que l'enseignement est (de contact de deux libertés » ; d'autre part, par le fait que toute discipline qui mérite ce nom est le produit d'une méthode et d'un contenu et que ce produit doit être respecté.

Les deux libertés en présence dans une relation d'enseignement ne sont pas de qualité égale. La liberté du maître, par définition, est mieux assurée, mieux articulée, que celle de l'élève. Il doit donc s'en servir avec mesure ce qui n'implique aucune dérobade. À long terme, il n'est pas payant de cambrioler les intelligences.

C'est tout plein de Québécois qui n'en finissent plus de pleurnicher sur le cambriolage dont ils ont été les victimes du temps de leur studieuse jeunesse. La vérité se présente mieux au terme d'un accouchement normal. Je dis : accouchement à dessein : l'instruction, c'est l'accouchement des esprits, comme disait Socrate ; pas leur avortement.

De plus, la fonction principale de l'école, c'est l'éducation des intelligences. Une société se donne un système scolaire principalement pour assurer cette fin. Il ne faut pas l'en détourner.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

UNE DISPONIBILITÉ CONTRACTÉE *

[Retour à la table des matières](#)

Le tout neuf président de la CEQ vient d'informer les populations du Québec de deux choses qu'elles ignoraient peut-être. Premièrement, que la rentrée scolaire est ratée. Secondement, que le coupable, c'est le ministre de l'Éducation. Ce n'est peut-être pas si simple que cela.

D'abord, le fait de réintroduire dans le système scolaire près d'un million et demi d'élèves sera toujours une opération complexe. Cette affirmation est aussi vraie que banale, banale voulant dire : à la portée de tout le monde.

Ensuite, nous sommes encore loin d'avoir assimilé les transformations profondes que la réforme scolaire a effectuées. Et le nous, ici, c'est les administrateurs scolaires, les fonctionnaires, les maîtres, les parents, les élèves.

Cette réforme scolaire, tout le monde la voulait, comme tout le monde veut maintenant la réforme du régime de la santé. On peut tout de suite prédire que la réforme du régime de la santé connaîtra bien des ratés ; ce n'est pas une raison pour ne pas l'entreprendre. On ne fait jamais LA réforme ; on fait une réforme et la faisant, il est facile d'en imaginer vingt autres. Seulement, on ne ferait jamais rien si on modifiait constamment le plan de l'édifice en cours de construction. Ayant voulu une réforme, il faut la pousser.

Il convient de répéter souvent que la réforme scolaire est notre plus récente et notre plus grande aventure collective, car à trop se braquer sur les difficultés qu'il

* *La Presse*, 30 septembre 1970.

y a à la consolider, on n'aboutirait à rien. Le répéter, donc, sachant que nous ne sommes pas au bout de nos peines.

Nous avons commencé et nous poursuivons cette réforme sous le plus exigeant des régimes : le régime démocratique. C'est ainsi, par exemple, que nous avons maintenu deux niveaux de responsabilités : le niveau gouvernemental et le niveau des commissions scolaires.

Le ministère de l'Éducation n'est pas sans reproches. Il ne s'agit pas ici d'en faire le procès, mentionnons seulement qu'il a manqué de fermeté sur des points aussi élémentaires que l'établissement d'un régime pédagogique pour les niveaux élémentaire et secondaire. Un régime pédagogique aurait prévu, entre autres choses, un calendrier scolaire permanent. Dans la situation actuelle, le calendrier est promulgué chaque année et diffère d'une année à l'autre. Il serait pourtant simple de décréter que l'année scolaire s'étend du 1er septembre au 30 juin et doit comporter tant de jours de classe nets. Aux instances locales, ensuite, d'assurer le nombre requis de jours de classe.

Les instances locales, c'est les commissions scolaires. A ce sujet, mentionnons deux choses. Premièrement, elles sont trop nombreuses et elles doivent être regroupées. Une même commission scolaire devrait être responsable des deux niveaux d'enseignement. Voilà longtemps que l'on parle de ce regroupement. La consultation et le « volontariat » ont donné tout leur jus : il est temps de légiférer.

Deuxièmement, il faudra leur confier de véritables responsabilités et donc de véritables pouvoirs. Il ne s'agit pas, ici non plus, de faire le procès des commissions scolaires telles qu'elles existent. Mais il est clair qu'elles ne prennent pas toutes leurs responsabilités. Les ratés de la rentrée scolaire de cette année sont souvent imputables à l'incurie des commissions scolaires. À leur décharge, il est juste de rappeler qu'elles aussi apprennent un nouveau métier : nous avons dû, en même temps que nous faisons la réforme scolaire, former littéralement sur le tas les administrateurs scolaires dont nous avons besoin.

Si l'on en vient maintenant aux syndicats d'enseignants, il faut dire qu'ils se sont souvent contentés de s'asseoir sur leur convention collective. M. Charbonneau vient de déclarer : « Les enseignants sont disponibles depuis le premier septembre, en vertu de leur contrat. » Ce que le président ne dit pas cependant, c'est que l'une des causes des difficultés des commissions scolaires, depuis le début de

la réforme scolaire, c'est que beaucoup d'enseignants se contentent d'être disponibles en vertu de leur contrat. Disponibles au compte-gouttes.

La disponibilité de beaucoup d'enseignants est plutôt de la passivité hargneuse. À toutes fins utiles, tout ce qui n'est pas prescrit par la convention collective est interdit. La CEQ expliquera son attitude en disant qu'il faut prévenir les abus ; mais à vouloir prévenir tous les abus (qui ne sont plus guère possibles, de toute façon), on rend pratiquement impossible la vie de l'école.

En vérité, la CEQ, pour protéger sa personnalité de syndicat, refuse la co-responsabilité de la réforme scolaire. Au ton que vient de prendre le nouveau président, on est fondé de conclure que la réforme scolaire est de plus en plus à la recherche de ses artisans.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

LA MAISON DU PÊCHEUR *

[Retour à la table des matières](#)

On peut affirmer, photos et témoignages à l'appui, qu'il y a quelque lien entre la maison du pêcheur et le FLQ. Bien ! Mais c'est seulement maintenant qu'on le sait un peu et qu'on ose le dire.

L'été dernier, pour ne pas remonter plus loin, il aurait été malséant de faire la plus petite réserve touchant les innocents délassements de la maison du pêcheur. Ce n'était, après tout, que de pauvres étudiants qui se procuraient du Percé pas cher. Le maire de Percé avait beau protester, il était entendu, une fois pour toutes, que le maire de Percé défendait ses intérêts. De temps en temps, une lettre timide, forcément signée par un bourgeois, dénonçait les activités de la maison. Mais les beaux esprits que nous sommes trouvaient mille excuses pour défendre la maison et ridiculiser ceux qui se posaient des questions.

Chaque époque a ses idées reçues. Une idée reçue, c'est une idée à la mode dans les salons et les salles de rédaction ; une idée pour laquelle on sort l'argenterie, la belle vaisselle et les gros titres. Au nombre des idées reçues à Montréal, il y a les suivantes : le Québec est un état policier ; les jeunes ont toujours raison ; le gouvernement a toujours tort ; seules les machines syndicales sont démocratiques ; la société est injuste ; les autorités sont toujours des autorités-en-place, etc.

C'est ainsi que les mesures envisagées par le ministère de l'Éducation touchant l'endoctrinement des élèves par certains professeurs ont soulevé un tollé général chez les syndiqués professeurs et les abbés de salon.

* *La Presse*, 5 décembre 1970.

Quoi ! Des professeurs syndiqués auraient abusé de leur tribune ? Ça prend un ministre ou des parents réactionnaires pour penser ça. Vous devriez savoir qu'un professeur est un professionnel et qu'il n'y a pas de professeurs malhonnêtes. Il y a des médecins exploiters (et les centrales syndicales ont osé le dire), mais il n'y a pas de professeurs exploiters. Et au cas qu'il y en aurait, la C.E.Q. est assez grande pour y voir toute seule. La C.E.Q., c'est le collège des médecins de l'enseignement.

Fidèle à lui-même, M. Gérard Dion a accepté la mission que vient de lui confier le ministre de l'Éducation. En 1956, cet homme était contre les idées reçues ; il l'est encore. Avec le même courage et la même liberté, il s'attaque, du seul fait de son acceptation, à l'establishment idéologique de 1970. Sa tâche ne sera pas facile. Elle sera plus difficile que celle qu'il a entreprise en 1956. En 1956, il attaquait un establishment en voie de s'écrouler ; en 1970, il s'attaque à un establishment en pleine construction. En 1956, il avait tous les intellectuels avec lui ; maintenant, il est isolé.

Comme sont isolés les professeurs qui ont osé dénoncer l'UQAM. M. Dorais vient de dire qu'il n'est pas question, pour l'administration de l'UQAM, de revenir, sur sa décision. De toute façon, l'UQAM est en avance de quinze ans sur toutes les universités canadiennes. Dixit M. Dorais à Radio-Canada. OK. Là ! On effectue, ce n'est pas dans toutes les universités qu'un étudiant peut se promener avec un revolver ou se mettre à poil pendant un cours. Faut être en avance pour faire ça. D'au moins quinze ans. On est toujours les meilleurs, nous autres. En chômage aussi, *by the way*. Ça veut tout simplement dire qu'on est parvenu à la civilisation du loisir avant les autres. On attend le monde.

Le problème de l'UQAM ne se résume pas à la question de savoir si les professeurs congédiés seront réengagés ou pas. Nous aimerions savoir ce que l'UQAM ou le ministre de l'Éducation entend faire pour corriger les injustices commises à l'endroit de ces professeurs. Et nous aimerions savoir surtout comment le ministre juge la situation qui prévaut à l'UQAM. À moins que le gouvernement ait déjà accepté que l'UQAM soit notre Nanterre à nous. Moi, je n'ai pas d'objection. Tout ce que je voudrais savoir, c'est si le gouvernement est d'accord et qu'il le dise.

Personnellement, je ne suis pas contre la révolution. Elle m'apparaît possible, sinon souhaitable. Seulement, je ne suis pas le gardien de la société telle qu'elle est. Je ne perçois pas de taxes pour la maintenir. Je ne crois pas que les payeurs de taxes, s'ils étaient consultés, seraient d'accord pour subventionner la révolution.

Plutôt que de recourir à l'armée et aux mesures de guerre quand il est déjà très tard, on ferait peut-être mieux d'aller voir un peu quelle sorte de poissons on apprête dans la maison du pêcheur.

Il ne s'agit pas d'instaurer l'inquisition ; il s'agit de lever l'hypothèque que certains professeurs font porter sur toute une classe d'hommes qui vivent, comme nous tous, sur la corde raide, à la recherche d'un équilibre sans cesse menacé.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

LA CLASSIFICATION
DES ENSEIGNANTS *

[Retour à la table des matières](#)

Un jour, il y a longtemps, M. Jean Lesage a dit que les problèmes constitutionnels étaient trop compliqués pour être soumis à l'arbitrage des « non-instruits ». Le genre de vérité à ne pas dire, quand on est un élu ou un éligible.

De toute façon, tous les problèmes sont tellement compliqués qu'ils dépassent l'instruction de tout le monde. À moins d'avoir une vocation de confesseur, on se décourage d'écouter le monde. Chacun a des peines qui dépassent son instruction. Les loups s'en tirent en poussant un hurlement unique et continu.

Il n'est pas sûr d'ailleurs que les « non-instruits » se trompent davantage ou voient moins clair que les clercs. Les clercs, c'est des gens qui se trompent et qui trompent le monde selon toutes les règles, et à gros salaires, un point c'est tout. Bref, les clercs sont des « non-instruits » plus vicieux que les autres.

Quand donc les « non-instruits » sont en colère, peu importe le prétexte immédiat de leur colère, ça veut dire que le problème est un vieux problème. Dans une société, comme dans un ménage, l'éclatement d'une crise est l'aboutissement de cent querelles mal mouchées.

Le Québec présentement pète de partout comme un vieux tuyau d'amenée. On a le choix des jets perdus. Le problème de la classification des enseignants en est un.

* *La Presse*, 30 janvier 1971.

Ce problème remonte à la Conquête, comme tous nos problèmes, mais plus précisément à dix ou douze ans en arrière, donc à avant (excusez la cacophonie) la création du ministère de l'Éducation nationale.

Vers cette époque, je parle de 1958, par exemple, le D.I.P. et ce qui tenait lieu du syndicat des enseignants voulaient hausser le niveau moyen de scolarité des enseignants. Pour atteindre cet objectif, on a commencé à lier le salaire au nombre d'années de scolarité.

Tout a marché (je simplifie un peu) jusqu'à la convention collective provinciale et nationale de 1967, qui fut signée le 4 novembre 1969. Entre-temps, le bill 25 (en français, langue d'enseignement) avait forcé les enseignants à retourner éduquer les enfants. Faut pas forcer le monde à manger : le souper ne passe pas et remonte.

Aussi bien, la dernière convention collective des enseignants du Québec n'a été que la trêve du Tel entre l'État québécois et les artisans de la révolution tranquille. Au fond, les parties en présence ne s'entendaient sur rien, mais comme il fallait bien signer une convention avant d'entreprendre la suivante, le monde a signé.

Mais la convention était truffée de mines comme un no man's land. Depuis ce temps, la guerre est finie ; il n'y a plus que la guérilla. C'est maintenant entré dans les moeurs scolaires. Après tout, ça ne coûte rien qu'un petit milliard de dollars par année et il ne s'agit que des enfants.

L'année scolaire 1969-1970 a été saupoudrée de conflits plus ou moins importants, au cours desquels on a utilisé, de part et d'autre, à peu près toutes les techniques de la guerre des nerfs. Les Administrations disaient : présence à l'école de huit heures le matin à quatre heures le soir. Les enseignants disaient : fort bien, mais comme les locaux appropriés font défaut, on va jouer aux cartes. Textuel dans les faits. Ou bien : on va laver nos autos entre trois et quatre heures de l'après-midi. Factuel dans les textes.

Ça, et des meilleures, c'était l'année dernière. Cette année, on a saisi le problème le plus sensible, celui de la classification. Il ne concerne pas la qualité de l'enseignement, il touche quelque chose de plus sérieux : le salaire.

Il faut dire que le ministère de l'Éducation n'a rien négligé pour mécontenter tout le monde. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, la dernière convention collective est demeurée ouverte. Naïvement, les enseignants ont accepté de participer à un comité provincial de classification. Naïvement, les technocrates ont cru qu'ils avaient gagné quelque chose : ils n'avaient gagné que du temps et une crise.

L'Alliance des professeurs de Montréal, qui avait suivi la CEQ à contrecœur durant les vingt-deux mois de la dernière négociation, entend bien reprendre le drapeau. La querelle entre Montréal et la « province » est aussi explicatrice que la femme dans les romans policiers.

Et maintenant, que faut-il faire ? L'Alliance des professeurs de Montréal a raison d'exiger que l'on n'applique pas certaines clauses de la convention collective actuellement en vigueur. En effet, les circonstances ont rendu ces clauses inhumaines. En 1969, le salaire des professeurs devait être fixé d'après les décisions du Comité provincial de classification et rétroactivement à septembre 1968. Si le travail du Comité en question avait pu être exécuté avec célérité, cette clause avait un certain sens. Mais aujourd'hui, il faut l'interpréter en tenant compte de la situation concrète créée par des retards qui ne sont pas imputables aux enseignants.

Il faut donc rouvrir la négociation et tenir compte des règles suivantes :

1) Il ne devrait pas être question de rétroactivité négative, si l'on peut ainsi dire. Si des Administrations locales se sont trompées, le ministère de l'Éducation doit en assumer les frais.

2) Il est temps d'abandonner la comptabilité des années de scolarité qui entraîne la course aux diplômes creux, aux diplômes horizontaux : un an de physique plus six mois de latin plus six mois de catéchèse égalent deux ans de scolarité. Que l'on procède plutôt par catégories. Et d'abord, que l'on reconnaisse une fois pour toutes que le plus haut diplôme obtenu, à une époque donnée, pour une fonction donnée, ne se dévalue pas par comparaison avec un nouveau diplôme. Ensuite, que l'on détermine quel diplôme habilite à exercer telle ou telle fonction d'enseignement. Enfin, que le salaire soit lié à la fonction exercée, ce qui éviterait la rétroactivité « négative » sans empêcher l'accession à des fonctions mieux rémunérées, pour des enseignants que leur compétence y désignerait.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

FERMER LA RUE OU LE SYSTÈME *

[Retour à la table des matières](#)

La dernière convention collective des enseignants (signée en novembre 1969) était aussi la première qui fût d'envergure nationale. Elle remplaçait et prenait la relève des quelque mille conventions locales qui réglaient les relations de travail entre les enseignants et les commissions scolaires.

Chacune des conventions existantes auparavant possédait ses particularités. Et comme les conventions n'étaient pas toutes négociées en même temps, il s'établissait une surenchère d'un syndicat à l'autre. Outre l'anarchie que cette situation entraînait, il en résultait des inégalités flagrantes, presque toujours au profit des syndicats les plus forts. On comprend dès lors que les enseignants de la région de Montréal jouissaient de conditions de travail substantiellement plus confortables que celles de la plupart des enseignants de « province ».

La volonté du gouvernement de négocier une convention collective nationale visait à introduire un peu de rationalité et donc de justice dans le fouillis des conventions collectives antérieures.

C'est à contrecoeur que l'Alliance a accepté d'entrer dans ces nouvelles règles. Et l'on comprend alors qu'elle ait saisi le problème de la « déclassification » pour dénoncer, à toutes fins utiles, la dernière convention collective. La CEQ emboîte le pas pour ne pas risquer de se faire distancer par l'Alliance : radicalisme oblige ; pour ne pas risquer non plus de voir l'Alliance sortir de ses classeurs.

* *La Presse*, 3 février 1971.

Ajoutons enfin que les négociations en vue de la prochaine convention collective s'engageront bientôt et que les conducteurs syndicaux ont besoin de réchauffer leurs machines. Dans les guerres syndicales, comme dans les autres guerres, les vraies raisons sont souvent cachées au bon public, et beaucoup de collines ne sont prises que pour le prestige des généraux.

Cela dit, il n'est pas possible que l'action entreprise par l'Alliance soit sans fondement avouable. Nous répétons que certaines décisions administratives entraînent ou entraîneraient des injustices. Ce serait le cas pour les professeurs qui verraient leur salaire diminué rétroactivement ou qui seraient même obligés de rembourser un trop-perçu. Aucune rétroactivité ne doit résulter de l'application des règles de classification des enseignants. Sur ce point, l'Alliance a raison.

Par contre, l'Alliance a tort d'exiger, avant d'abandonner le type d'action qu'elle a entreprise, que le ministère accepte son principe dit « *sclarité garantie* ». L'expression est obscure. L'explication qu'en donne l'Alliance revient à rendre inutiles toutes les renégociations des critères de classification, puisque ce principe fixe d'avance la catégorie dans laquelle chaque professeur doit être classé : la catégorie la plus avantageuse selon l'une ou l'autre des conventions collectives actuelle ou passées.

Dans les négociations souhaitables, il faut souhaiter, Justement, que le ministère de l'Éducation, tout en sauvant la rationalité si péniblement acquise, accepte de tourner les coins rond. Et ce, particulièrement en ce qui concerne la reconnaissance monétaire, si l'on peut ainsi parler, des études faites sous la rubrique du « *recyclage* ».

Sauf les très vieux professeurs et les très jeunes, la masse des professeurs actuellement en exercice ont dû subir toutes les propagandes, tous les essais, toutes les erreurs de la folle course des dix dernières années. Samedis après samedis, vacances après vacances, des milliers de professeurs sont passés du Sablier au Cuisenaire, de la catéchèse à la dynamique de groupe et à la céramique. Cela se faisait à l'insu du ministère de l'Éducation, parfois ; d'autres fois, sous sa bénédiction tacite ; d'autres fois, de par l'initiative d'une Commission scolaire ou d'une institution privée. Souvent on se trouvait à imposer à des professeurs expérimentés d'intolérables improvisateurs. Et voilà que maintenant, on demanderait aux

sérénissimes universités de reconnaître dans tout cela ce qui leur agréé. Là-dessus, on comprend l'indignation des enseignants.

Rien n'est simple. Ce n'est pas une raison de se décourager ; ce n'est pas non plus un prétexte à agitation socio-politique. On ne négocie pas dans la rue, ni par télévision interposée. Quand des hommes consentent à se parler et à se faire un minimum de confiance, il y a de l'espoir.

Mais si les enseignants préfèrent la rue, étant donné que le ministère de l'Éducation ne peut pas dénoncer l'acquis rationnel de la dernière convention collective, il restera à fermer le système scolaire. Ça s'est fait à Cuba et en Chine. C'est des références admissibles pour M. Charbonneau.

Une grève générale des enseignants ne serait pas un bien grand malheur en soi. On peut difficilement imaginer grève moins dommageable pour la société qu'une grève des enseignants. On se demande même s'il ne faudrait pas d'office fermer le système scolaire pour le reste de l'année. De toute façon, depuis trois ans, il ne s'est pas fait l'équivalent d'une année d'école, de ce qui s'appelle de l'école. De plus, fermer le système scolaire fournirait aux fonctionnaires du ministère de l'Éducation le temps de mettre de l'ordre dans leurs papiers, cela permettrait aux enseignants de faire de l'action politique à temps complet.

Quant aux enfants, ils auraient autant de chance d'apprendre quelque chose tout seuls qu'au contact d'enseignants entre deux débrayages. On ne voit guère que les mères de familles qui auraient à souffrir de la présence des enfants à la maison. En dédommagement, on pourrait leur redistribuer une partie des quelque trois cent millions de dollars que l'État épargnerait de la sorte.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

LA RÉFORME SCOLAIRE 1971 *

[Retour à la table des matières](#)

La cause immédiate du conflit, ce fut l'application, par la CECM, de certaines décisions du Comité provincial de classification. Ce qui a choqué les enseignants - et nous étions d'accord avec eux sur ce point - c'est le caractère rétroactif de ces décisions. Depuis, et nous le disions mercredi dernier, le gouvernement a supprimé les raisons qui fondaient le litige initial. Pourtant, le conflit continue.

La guerre des communiqués, auxquels nous avons fait, dans cette page, un sort généreux, ne semble pas clarifier la situation. Essayons, encore une fois, de dégager l'essentiel du débat, dans l'espoir de faire avancer la solution.

Si le conflit dure encore, c'est en partie (et nous faisons ici une interprétation bénigne) parce que le problème est mal posé. Il n'y a jamais de bonnes réponses à de mauvaises questions.

Nous avons déjà signalé un certain nombre de raisons qui expliquent la durée et la véhémence du présent conflit, en dehors des raisons initiales. Nous avons nommé l'une d'entre elles : « la déclassification appréhendée ».

C'est un fait que les enseignants craignent une « déclassification » massive de leurs diplômes. Par quel raisonnement en arrivent-ils à cette crainte ? Pour répondre à cette question, il faut partir d'assez loin.

A) Le système scolaire qu'ont fréquenté la presque totalité des enseignants présentement en exercice comprenait un cours élémentaire de sept ans et un cours

* *La Presse*, 24 février 1971.

secondaire de quatre ans, ce qui fait 11 ans de scolarité, sauf erreur. Ceux qui visaient la profession d'enseignant entreprenaient ensuite, dans les écoles normales, un cours de un, deux ou trois ans, sanctionné par des brevets qui s'appelaient : Brevet C ($11 \text{ ans} + 1 = 12$) ; Brevet B ($11 \text{ ans} + 2 = 13$) ; Brevet A ($11 \text{ ans} + 4 = 15$).

Avant ces brevets, il existait, notamment, le brevet complémentaire et le brevet supérieur. De plus, un certain nombre de finissants du cours classique faisaient un an d'école normale pour obtenir le Brevet A (cours classique de $15 \text{ ans} + 1 = 16 \text{ ans}$). Enfin, en vertu d'une entente entre les écoles normales et les universités, les détenteurs du brevet A obtenaient automatiquement le baccalauréat en pédagogie. Mais cela ne leur faisait toujours que quinze ans de scolarité.

B) Le nouveau système scolaire comprend un cours élémentaire de six ans ; un cours secondaire de cinq ans ; un cours collégial de deux ans, ce qui fait treize ans de scolarité.

Pour être admis aux études préparant à un brevet d'enseignant, il faut avoir obtenu le diplôme d'études collégiales (treize ans) et faire un, deux ou trois ans d'université. À ce compte-là, le premier diplôme universitaire complet est évalué à seize ans de scolarité ($13 + 3 = 16$). (Voir le tableau plus bas).

Jusqu'ici, il n'y a guère de problème. Les points d'accrochage relatifs aux diplômes étrangers ou à l'évaluation de certains anciens brevets seraient facilement résolus entre gens de bonne volonté.

Le véritable problème se pose quand il s'agit d'anticiper ce qu'il adviendrait de l'évaluation des études que les détenteurs des brevets actuels entreprendraient dans le nouveau système. Pour illustrer ce point, limitons-nous au cas du brevet A. Ce que nous dirons à ce sujet pourrait s'appliquer aux autres brevets.

Il pourrait arriver que le détenteur actuel d'un brevet A (quinze ans de scolarité), s'il veut obtenir un premier grade universitaire, fasse trois ans d'université et reçoive un diplôme qui sera évalué avec raison à seize ans, pour ceux qui l'obtiennent au terme du nouveau système. Le détenteur actuel du brevet A aurait, lui, dix-huit ans de scolarité dans le corps ($15 + 3 = 18$)

Il serait injuste d'évaluer d'après l'étalon du nouveau système des études faites dans l'ancien. Cependant, ce n'est pas en discutant de la « classification » des bre-

vets actuels que l'on peut régler ce problème. La solution est à chercher auprès des responsables de la formation des maîtres.

Il nous semble que cette solution devrait comporter deux éléments : 1) un premier élément touche le contenu et la durée des études exigibles, pour un détenteur de brevet A, avant d'obtenir un premier ou un deuxième grade universitaire, afin d'éviter les répétitions inutiles ; 2) un second élément touche la longueur de la période pendant laquelle existeraient les programmes spéciaux permettant de passer de l'ancien au nouveau système.

Quand l'Alliance parle de « scolarité garantie », elle parle en termes ambigus. Si l'on veut parler de traitement garanti, en regard d'une scolarité faite, on a raison. Si l'on veut maintenir les disparités actuelles dans la manière de compter les années de scolarité d'une commission scolaire à l'autre, on a tort. « Scolarité garantie » voudrait alors dire : maintien des privilèges.

Dans aucun cas, il ne saurait être question de baisse de traitement rétroactive ; mais il peut être question du gel des privilèges jusqu'à ce que l'échelle cohérente et nationale ait rejoint les privilégiés. Le slogan de l'Alliance doit donc se décomposer en : deux : 1) traitement garanti ; 2) réévaluation de ce qui a été surévalué. Autrement, on ne réussira jamais à se comprendre.

Quoi qu'il en soit, ni le gouvernement, ni les universités, ni les enseignants ne trouveront une solution à ce problème en s'attachant à peser à l'once la quantité de savoir que l'on a, que l'on n'a pas ou dont on aurait peut-être besoin en 1980.

Voilà dix ans que nous sommes engagés dans la réforme scolaire, qui n'est qu'une petite chose dans la réforme globale d'une société. Personne ne semble tellement satisfait. N'importe ! D'autres réformes piaffent à nos portes. L'informatique elle-même est essoufflée.

Bien sûr, toutes les réformes sont exigées au nom du progrès. Mais elles sont toutes vécues au nom des droits acquis.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

LA RENTRÉE SCOLAIRE *

[Retour à la table des matières](#)

Le monde s'en doute, mais on peut quand même le signaler : le début de septembre, c'est la rentrée scolaire. C'est un événement annuel qui a la particularité de durer un an. Il a aussi la particularité, cet événement annuel, de coûter \$1.3 milliard. Je comprends que cette, considération est mesquine. S'agissant d'une chose aussi noble que l'éducation, il ne convient pas, à moins d'être le président de la C.E.Q., de seulement paraître penser aux sous. D'ailleurs, le président de la C.E.Q. ne parle pas de sous. Il parle de la qualité de l'enseignement, chose qui possède une très grande valeur, mais qui n'a pas de prix. Il parle aussi de politique, chose polyvalente entre toutes.

Cela dit, et ne serait-ce qu'à cause du \$1.3 milliard il n'est pas contre-indiqué de parler de la rentrée scolaire. En fin de compte, la rentrée scolaire intéresse directement un million et demi de Québécois (élèves ou étudiants de toutes rubriques) ; elle intéresse le corps professoral et les parents ; bref, elle intéresse tout le monde, à cinq ou dix pour cent près.

Ainsi donc, le système scolaire est censé redémarrer ces jours-ci. Au fait, pourquoi des écoles et même un système scolaire ? Qu'attend-on de l'école et que doit-on en attendre ?

Un peu partout, on attend trop du système scolaire. Au Québec, la révolution tranquille s'est passée substantiellement à propos de l'école. Tout s'est passé comme si on avait cru que, faisant la réforme scolaire, nous résolvions tous nos

* *La Presse*, 4 septembre 1971.

problèmes, au moins pour une génération. Il n'y a pas d'infamie à avoir cru cela. Aux USA, année pour année, on a semblé croire que l'intégration scolaire (commencée en 1964) réglerait substantiellement le problème des noirs. Ici comme aux USA, on voit bien que l'école n'est pas le lieu de toutes les solutions.

Les défaitistes - et on l'est tous à un moment ou l'autre de chaque jour - diraient même que l'école est davantage une partie du problème global qu'une partie de la solution.

Encore un coup, pourquoi l'école ? Réponse : parce que le petit d'homme doit apprendre. Apprendre quoi ? Trois choses et une quatrième. Il doit apprendre à marcher, à parler et à lire. Ce sont là les trois grandes libérations individuelles. Les deux premières sont assurées par la famille. La troisième est assurée par cette institution qui s'appelle l'école. De la maternelle à la fin de l'université, l'école a comme fonction principale d'apprendre à lire. Écrire, quand on en a le goût, est une conséquence.

Tout est écriture, donc objet de lecture. D'abord, au sens le plus connu du terme : comprendre un texte. Si seulement cela était assuré, si seulement on pouvait être sûr que le million et demi de Québécois qui entrent dans les écoles ces jours-ci sauront un peu mieux lire en juin prochain, on saurait que le \$ 1.3 milliard a été profitablement investi. Car savoir lire est un bonheur personnel, inaliénable et non taxé.

Tout est écriture en un second sens : tout est signe. Un réseau routier est une écriture, une automobile aussi, de même qu'une usine et la rue principale ; de même un système monétaire et des structures administratives.

Le rôle du maître, c'est d'apprendre aux élèves et aux étudiants à lire. Pour ce, le maître doit lui-même savoir lire, c'est-à-dire déchiffrer les signes qui représentent la réalité humaine objective, et non pas se proposer lui-même comme objet de lecture. Le maître doit proposer d'autres écritures que lui-même. Ce n'est pas une raison, parce qu'il a un problème sexuel, religieux ou politique, de proposer son problème à des personnes qui lui ont été confiées pour qu'il leur apprenne à lire le monde.

Qu'on ne dise pas que cette conception aseptise l'école et stérilise le maître. Car le maître ne peut être maître qu'en se séparant de lui-même et de ses disciples. Le mot « disciple » est irrecevable, en 1971, en tant que mot, mais la chose est

plus répandue que jamais. On appelle ça complicité, participation ou même, on ne la nomme plus du tout, car la mode est à la confusion.

Et voici la quatrième chose. C'est précisément en assumant son rôle que le maître communiquera cela même que l'école est seule à pouvoir communiquer : la méthode. Méthode veut dire : comment aller plus loin, tout seul.

À quoi l'image n'aide en rien. Une image ne vaut mille mots que si elle est expliquée par mille mots. On croit comprendre quand on a vu, mais on n'a rien compris. Les animaux voient énormément, et ils recommencent chaque matin à être bêtes. Seul l'homme est capable d'apprendre cumulativement. Un système scolaire est un détour économique. Autrement, à moins de s'appeler Pascal, chacun en resterait au niveau de la tradition orale très riche pour les folkloristes, niais de petit secours pour les collectivités.

Rien n'indique que l'année scolaire qui commence seaa plus amusante que les quatre ou cinq années précédentes. On peut être sûr que les syndicats feront passer leur intérêt avant celui des enfants. Cette phase est aussi fatale que l'acnée adolescente, et n'est peut-être pas plus significative.

On peut se consoler en pensant qu'une tranche donnée de Québécois séjourneront plusieurs années dans le système. Et l'on se dit que chacun finira par rencontrer le maître qu'il lui faut. - « Mais alors, me disait l'autre jour un assez vieil homme à qui je tenais ce discours, c'est comme dans mon temps. » -Parfaitement, monsieur. Les aristocrates finissent toujours par se reconnaître. Sauf que maintenant, ça coûte plus cher.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

LES FAUX-MONNAYEURS *

[Retour à la table des matières](#)

J'aurais bien deux ou trois petites choses à dire touchant l'université du Québec en général et l'université du Québec à Montréal, en particulier.

La première est la suivante : l'université du Québec est, en théorie du moins, la clé de voûte du système scolaire québécois. L'État québécois, ou ce qu'il en reste, ne pouvait pas, indéfiniment, visser un de ses organes - le ministère de l'Éducation - au niveau de la maternelle. Il fallait bien qu'un jour le ministère de l'Éducation du Québec fût autre chose que le ministère des maternelles (je caricature un peu). Le ministère a donc réussi à se faire admettre à l'université. C'a été aussi difficile pour lui que ce l'était, avant le ministère, pour un fils du système public.

Quoi qu'il en soit, grâce à la ténacité et au sens du bien public d'hommes comme M. Arthur Tremblay (je ne nomme que l'archétype), quatre ans après la création du ministère, l'université du Québec existait publiquement et sur papier.

L'université du Québec est une institution indispensable à la construction du Québec. Un État contemporain repose en effet sur quatre piliers : la fonction publique, l'entreprise, le syndicalisme et l'université. Pour ne rien dire des trois premiers piliers énumérés, il fallait que l'État se donne le quatrième : l'université.

Il a conçu cet instrument d'une façon audacieuse et inventive et c'est ce qui explique l'histoire tourmentée de l'université du Québec, malgré sa jeunesse. L'université du Québec n'est pas une simple manette de l'État. C'est un réseau déjà

* *La Presse*, 9 octobre 1971.

complexe et possédant une personnalité propre. Ni institution privée, ni institution étatique, mais partenaire responsable de l'État.

Après seulement trois ans de fonctionnement, quelques fruits commencent à mûrir. Je prends deux exemples qui ne sont peut-être ni les meilleurs, ni les plus significatifs, mais dont je suis assez sûr qu'ils sont bons. L'université du Québec à Trois-Rivières a préparé, à la demande du ministère de l'Éducation, un document sur les problèmes étudiants qui suppose un effort de réflexion remarquable et constitue une bonne piste de recherche. Un professeur de l'université du Québec à Montréal, M.J.-P. Bernard, vient de publier un ouvrage d'histoire intitulé : *Les rouges, libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*. Ce sont là des productions du genre dont on est en droit de s'attendre d'une université.

Mais voici - et c'est la deuxième petite chose que j'ai à dire aujourd'hui - que quelques individus, profitant tout ensemble de la générosité et de la complexité des structures, ont décidé de les utiliser à leur fin propre. À l'occasion de la présente négociation collective des professeurs de l'UQAM, un groupe non identifié a publié un manifeste sur l'interprétation politique de cette lutte syndicale.

M. J.-M. Piote, président du syndicat, nie, dénie, ne sait pas trop. Nous autres, on sait une chose, c'est que le manifeste en question est paru en bonne place dans le journal officiel du syndicat. Par ailleurs, une critique interne du manifeste (pour parler en termes savants) nous inclinerait même à croire que les auteurs dudit manifeste et les auteurs du manifeste de la CEQ doivent se téléphoner souvent.

Il n'est pas requis d'entrer dans la jungle des structures de l'UQAM ni de se perdre dans une argumentation de taverne pour mettre en lumière la signification du manifeste. Il s'agit seulement de savoir lire. Et quand on lit ceci, on comprend : « Il est donc nécessaire que soit entreprise dès maintenant la mobilisation de tous les travailleurs enseignants et étudiants de l'UQAM, non dans la perspective restreinte de la signature d'une « bonne convention collective » - objectif nécessaire mais non suffisant - mais dans la perspective d'une transformation radicale de la société québécoise, pré-requis indispensable à la disparition de l'université sous sa forme actuelle. » .

Je suis d'accord : il faut détruire la société en général et l'université en particulier. Tout ce que je voudrais savoir, c'est la chose suivante : l'État, qui injecte plu-

sieurs millions de dollars par année à l'UQAM, à même l'argent des bons petits cochons de payants, est-il d'accord ? C'est ma seule et unique question.

En vérité, j'ai une seconde question à poser : comment le même syndicat peut-il réclamer la permanence des professeurs à l'université et la destruction de la même université ? À cette seconde question, j'ai une réponse : les quelques individus qui ont réussi à dominer l'UQAM, voudraient bien dominer, de la même façon, toute la société. Et au cas qu'ils ne réussiraient pas, ils s'assurent de leur permanence dans l'institution qu'ils veulent détruire.

Les seuls perdants possibles, c'est les cochons de payants (eux, ils perdent toujours) et les étudiants. Que vaudront les diplômes des étudiants qui sortiront de l'UQAM dans un an ou deux ? Cette question est irrecevable quand on veut détruire la société et l'université, d'accord. Mais dans l'hypothèse où il faudrait encore quelques années pour détruire la société, ça vaudrait dire quelques années de chômage pour les étudiants dont on saurait qu'ils n'ont rien appris, sauf de s'animer. On ferait peut-être aussi bien de distribuer le budget de l'UQAM moitié pour la construction d'usine, moitié pour payer la police.

Plus sérieusement, et je finis là-dessus, car on se fatigue vite à parler de ces choses, qui donc peut soutenir que la construction du Québec passe par la destruction de l'université ? Avons-nous donc pris tant d'avance sur le reste du monde que nous puissions nous payer le luxe d'attendre les autres en nous jouant un psychodrame pour nous autres tout seuls ? Il ne s'agit pas ici de modules, de départements, d'enseignement magistral ou de gadgets audio-visuels. Il s'agit de savoir si un étudiant, muni d'un diplôme universitaire, sait ou ne sait pas quelque chose. Quelque chose de très élémentaire, mais quelque chose. Il faut savoir, d'un savoir organisé, pour bâtir un pont, soigner un malade, analyser un tableau de statistiques ou simplement fabriquer une bonne drogue.

Et si une université s'occupe plus d'idéologie que de science, elle fabrique de la fausse-monnaie. Le paradoxe, c'est que les contribuables payent le salaire des faux-monnayeurs et l'entretien de la fausse-monnaie que seront les diplômés de ces institutions de haut-parloir.

Le drame du Québec, ce n'est pas que l'on veuille y faire la révolution culturelle et sociale ; c'est que l'on veuille la faire sans s'être assuré de l'existence de l'armée rouge. Mao soi-même a pu siffler le début et la fin de sa récréation cultu-

relle en Chine pour deux extrêmement bonnes raisons : il avait un sifflet et une armée.

Ici, on n'a ni sifflet, ni armée, ni Mao. Il est vrai qu'on a l'équivalent à soixante-quinze milles au sud : les USA.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

RÔLE DES PARENTS DANS
L'ORIENTATION SCOLAIRE *

[Retour à la table des matières](#)

Me voici de nouveau m'adressant à des Montréalais. C'est un destin, mon petit cercle rouge à moi. Car, à bien y penser, j'ignore presque totalement ce que vous attendez de moi. Et si je le savais, ce serait pire. Je saurais alors que vous attendez des choses contradictoires : ou bien que vous attendez trop, ce qui m'établirait dans la certitude de vous décevoir ; ou bien que vous n'attendez rien, ce qui n'est guère stimulant.

Réfléchissant ainsi, je me place dans l'expectative ; l'autre partie de l'alternative m'amènerait à vous livrer mes certitudes. Pour ça, il faut avoir du talent et de J'assurance, ou une grâce provisoire où il entre beaucoup d'innocence. J'ai connu ça.

Quoi qu'il en soit, il s'agit ce soir de dire quelques mots touchant le rôle des parents dans l'orientation scolaire et post-scolaire des enfants et pour la raison qu'il existe une grande hésitation, aussi bien dans l'esprit des enfants que dans celui des parents, en ce qui concerne le choix d'un état de vie.

Il est question ici d'enfants qui ont entre quinze et vingt ans, je prends les deux extrêmes. Les parents ont donc entre trente-cinq et quarante-cinq. C'est dans mes âges. La réforme scolaire ayant commencé il y a huit ans, les enfants en question

* Texte d'une causerie prononcée le 29 janvier 1973 devant l'association des parents du Collège Jean-de-Brébeuf, à Montréal. Ce texte a été publié dans les *Cahiers de Cap-Rouge*,

sont, en gros, les produits de cette réforme pour autant que le système scolaire est en cause, et il n'est pas seul en cause. Quant aux parents que vous formez, je dirais intuitivement, qu'ils sont les derniers produits du système privé d'avant la réforme et j'ajoute encore : pour autant que le système scolaire est en cause touchant l'objet très général de notre réflexion ce soir.

Vous voyez un peu que ma prudence et le respect de vos intelligences m'amènent à situer et à circonscrire mon sujet. Cela dit, plongeons.

Puisqu'il est question d'orientation scolaire en vue du choix d'un état de vie, deux distinctions s'imposent. La première se rapporte aux institutions, la seconde, aux états de vie.

Quant aux institutions, le choix, pour l'essentiel, porte sur le caractère privé ou public desdites institutions. Parlons-en un peu.

Or donc, qu'est-ce qui *légitime* les institutions privées ? Remarquez qu'on n'a pas à légitimer les institutions publiques : leur existence va de soi. Ce qu'il faut fonder, c'est l'existence des institutions privées.

D'un point de vue général, il faut répondre que leur existence se fonde sur une preuve d'expérience : il y a des institutions privées partout, même en régime totalitaire, et même si l'on prétend le contraire. En régime démocratique, donc pluraliste, par définition, les institutions privées sont fondées en nature. Aucun homme politique de par ici n'oserait soutenir le contraire publiquement, à moins d'être assuré d'être bien loin du pouvoir, ce qui abolit toute responsabilité sérieuse. Pour certains fonctionnaires, c'est différent : ils sont au pouvoir, mais ils n'en sont pas démocratiquement comptables. Le sectarisme de quelques-uns est exactement égal à leur anonymat et à leur sécurité d'emploi, qui est infinie. On n'a pas à discuter longtemps sur la légitimité des institutions privées, si l'on aborde la question à ce niveau, qui est celui des principes.

Quant à la réalité actuelle au Québec, il faut reconnaître que la distinction entre privé et public dans le domaine scolaire est très mince. Avant la réforme scolaire, il existait trois types d'institutions scolaires : les institutions privées, dont le modèle était les collèges classiques ; les institutions publiques des commissions scolaires les institutions d'État, comme les écoles normales, les instituts de technologie et les écoles de métiers.

Avec la réforme scolaire, les institutions publiques le sont demeurées, je pense ici aux écoles secondaires. Par contre, toutes les écoles d'État (écoles normales, instituts de technologie, écoles de métiers) ont été transformées en institutions publiques ou absorbées par des institutions privées.

Quant aux institutions privées, la plupart ont dû se fondre dans des institutions publiques, CEGEP ou C.S.R. Sous cet aspect, la réforme scolaire a donc privilégié, comme il était normal, le caractère public des institutions scolaires, au détriment des institutions d'État elles-mêmes. Par ailleurs, les institutions qui sont demeurées privées n'ont pas grand-chose de privé, surtout au niveau collégial. Ces dernières, en effet, sont subventionnées à quatre-vingts pour cent ; elles sont tenues d'offrir les mêmes programmes et sont soumises aux mêmes régimes pédagogiques que les institutions publiques. En schématisant un peu, on pourrait dire que les institutions privées sont en fait des institutions publiques à caractère spécial et que le prix à payer pour posséder ce caractère spécial équivaut, pour les parents, à fournir trente pour cents du coût moyen de fonctionnement. Dans ces conditions, pourquoi choisirait-on une institution privée de préférence à une institution publique ? Les raisons les plus souvent annoncées sont de trois ordres :

- qualité de l'enseignement
- qualité du milieu de vie
- qualité des services.

Sous la qualité de l'enseignement, on place la tradition et l'expérience pédagogique des institutions privées, la qualité et l'exigence du corps professoral, la créativité pédagogique.

Sous la qualité du milieu de vie, on place la personnalisation des relations, les exigences disciplinaires ; la garantie plus ferme de la professionnalité.

Sous la qualité des services, on peut voir la souplesse administrative ; l'organisation des activités para-scolaires ; les diverses modalités d'internat.

Je voudrais maintenant porter un jugement sommaire sur ces caractéristiques. Touchant la qualité de l'enseignement, je ne me risquerais pas à affirmer qu'elle est supérieure au point de déterminer un choix indiscutable.

Touchant la qualité du milieu de vie, je reconnais qu'elle est meilleure en général que dans les institutions publiques. Cela tient principalement à la dimension plus réduite des institutions en cause et au fait qu'elles ont été généralement épargnées par les secousses externes. Mais alors il faut se demander si l'on ne choisit pas les institutions privées comme un refuge et un abri contre les difficultés du milieu scolaire commun.

En ce qui concerne la garantie plus ferme de la confessionnalité, j'ai quelque réserve. À l'heure qu'il est, rien de ce que nous faisons en ce sens n'est impossible dans les institutions publiques, d'une part, d'autre part, si jamais les institutions privées devaient porter seules la responsabilité de l'éducation de la foi, elles auraient rendu un très mauvais service à l'Église et à la collectivité.

Touchant la qualité des services, il faut voir à quel prix on peut les assurer. Dans les conditions financières qui sont les nôtres, à moins de puiser largement dans le bénévolat, il est impossible de maintenir cette qualité sans devoir charger lourdement les parents. Et alors, on tombe dans le danger de se définir une clientèle financièrement favorisée. Et pour autant que les institutions privées seraient généralement identifiées à l'Église, on se trouverait devant le paradoxe suivant : la présence institutionnelle de l'Église signifierait le financement de l'oeuvre de la soupe pour ceux qui sont déjà les plus favorisés. Cela dit, il faut reconnaître que les diverses modalités d'internat répondent à un besoin réel de la collectivité et que certaines institutions privées peuvent trouver là une de leurs justifications. De plus, il est indéniable que la souplesse administrative des institutions privées demeurera pour longtemps une de leurs caractéristiques positives.

Si l'on veut résumer ces considérations, on peut dire que les institutions privées, en régime démocratique, sont une des applications concrètes du pluralisme. C'est leur justification générale. De ce point de vue, l'État doit non seulement les tolérer, mais leur fournir les moyens appropriés d'existence. Car enfin, la permanence des institutions privées établit qu'elles répondent à des besoins. Dès lors que le système public demeure prioritaire, l'existence marginale d'un certain nombre d'institutions privées loin de représenter une menace, représente un stimulant pour le système public majoritaire.

Ajoutons à cela que la liberté de manoeuvre plus grande des institutions privées - liberté qui s'enracine dans leur dimension plus réduite - leur permet l'expé-

rimentation pédagogique. C'est leur raison d'être principale. Si l'hésitation des parents ou des enfants touchant l'orientation scolaire porte sur le choix des institutions elles-mêmes - le choix entre institutions privées et institutions publiques - cette hésitation peut être surmontée en identifiant les raisons qui amèneraient à choisir les institutions privées : meilleure qualité de l'enseignement, des services et du milieu de vie. Je ne suis pas prêt à affirmer que les institutions privées présentent ces caractéristiques à un degré éminent. Ce qui les avantage, c'est leur dimension réduite, la possibilité de choisir leur corps professoral et leur clientèle et le fait qu'elles ressemblent davantage aux institutions que les parents ont eux-mêmes connues.

Le malheur serait que l'on choisisse les institutions privées parce qu'on désespère du système public, ou que l'on veuille mettre ses enfants à l'abri des conditions communes, qui sont celles qui prévalent dans le système public.

Je me suis attardé sur ce qui peut faire un premier objet de choix : le caractère privé ou public des institutions scolaires. Reste le plus important : le choix d'un état de vie.

« La chose la plus importante à toute la vie est le choix du métier : le hasard en dispose. » Du temps de Pascal, en effet, et bien avant et longtemps après, le hasard initial, celui de la naissance, décidait généralement du métier. Nous avons changé tout cela. On s'accorde à y voir un progrès. Mais il a son prix, qui est le prix de la liberté. Le salaire de la liberté, c'est l'insécurité.

À quoi pense-t-on quand on parle du choix d'un état de vie ? Je serais fort étonné d'apprendre qu'il y en a beaucoup parmi vous qui entendent, derrière cette expression, la division entre la vie religieuse et le sacerdoce, d'une part ; les autres états de vie, d'autre part. Théoriquement, la question se pose toujours, mais l'incertitude des parents ou des enfants quant au choix d'un état de vie ne doit guère porter là-dessus, ces années-ci. Sur quoi peut-elle porter ? Je réponds : sur le choix d'une profession. Pourquoi en est-il ainsi ? À cause de la réforme scolaire ; plus précisément, à cause de la démocratisation de l'enseignement.

Du temps qu'une petite proportion des jeunes pouvaient atteindre l'université, chacun de ceux qui y parvenaient était pratiquement assuré de sa place dans la société à la sortie. La rareté créait la sécurité. Mais maintenant qu'une grande proportion des jeunes atteignent l'université, aucun n'est assuré de sa place à la sortie.

Nous vivons le paradoxe de la liberté des choix, liberté *réelle* et non plus simplement *formelle*. Pour réintroduire la sécurité, il faudrait réduire la liberté. L'ambiguïté actuelle vient du fait que nous maintenons officiellement la liberté des orientations individuelles et que nous pratiquons quand même la sélection des plus aptes.

Quand je dis que nous maintenons officiellement la liberté des orientations individuelles, je veux dire que le principe de la liberté du choix a été posé à la base de la réforme scolaire. Je cite ici quelques paragraphes du *Rapport du Comité d'étude sur l'enseignement technique et professionnel* :

« Dans une société démocratique fondée sur le respect des droits de la personne humaine, *l'équilibre numérique souhaité entre la « production » des écoles professionnelles et le marché du travail est un objectif auquel il faut viser dans le respect des droits de l'individu au libre choix de sa carrière professionnelle.* »

Ce choix peut être orienté à l'aide de renseignements aussi précis que possible sur les perspectives d'emploi dans chaque secteur, *mais il doit demeurer libre.*

C'est en ce sens que l'adaptation de l'enseignement professionnel aux besoins de la société, en ce qui concerne le *nombre* de sujets à préparer dans chaque secteur, ne saurait s'effectuer selon un mode dirigiste sous forme de quotas déterminés exclusivement en fonction de l'état actuel ou prévu (lu marché du travail. »

Ces lignes sont de M. Arthur Tremblay. Certes, elles ont été écrites à propos de l'enseignement technique, mais le principe énoncé ici a inspiré largement la réforme scolaire. Celle-ci, pour l'essentiel, visait à assurer la démocratisation de l'enseignement. Et la démocratisation de l'enseignement impliquait que l'on assurât la triple accessibilité : financière, géographique et pédagogique de l'éducation. Au plan pédagogique, l'accessibilité signifiait la polyvalence. Et la polyvalence engendre la multiplicité des choix possibles. La multiplicité des choix engendre l'hésitation chez les parents, chez les enfants, chez les administrateurs de la chose scolaire.

La démocratisation de l'enseignement constitue une gageure : l'éducation d'une élite socialement prédestinée suppose la confiance d'une société donnée dans ses valeurs et cette éducation transmet cette confiance.

Mais l'éducation de tous enlève à l'éducation son caractère d'assurance automatique ; par voie de conséquence, l'éducation au lieu d'être le reflet de la confiance d'une société en elle-même devient une question pour la société tout entière. Ne garantissant plus rien, rien ne la garantit.

Au fait, nous n'avons plus de théorie pédagogique globale, de modèle culturel, depuis l'éclatement du cours classique. Précisons que nous disons ici « cours classique » pour désigner une certaine organisation des études et non pas les institutions avec lesquelles le cours classique était identifié.

Le cours classique a commencé d'éclater selon l'horizontale vers les années 30, avec l'introduction d'un enseignement plus poussé des sciences expérimentales. Ce fut ensuite l'introduction d'une première alternative : le cours classique se divisait en deux : la voie latin-grec et la voie latin-sciences. Qu'il y ait eu, peu après, une troisième voie (dite humanités modernes) ne présente, en fait, aucune surprise. C'est la logique de la décomposition ; j'emploie ce mot au sens qu'il a en chimie ou en algèbre.

Ensuite, l'éclatement s'est fait selon la verticale : pendant que Laval décomposait les huit ans du cours en tronçons de cinq ans et de trois ans, Montréal découpait deux tronçons de quatre ans chacun.

Pendant ce temps, des réseaux parallèles se construisaient : Instituts techniques, Écoles normales, Instituts familiaux, chacun ignorant l'autre. Pour les mêmes groupes d'âges, on pratiquait diverses pédagogies, on appliquait divers régimes.

C'est à ce moment qu'apparurent les CEGEP. Une nation voulait se donner un type d'institutions communes pour tous les citoyens des mêmes âges. Ambition démesurée ? Utopie promise à l'éclatement ? Vue de l'esprit ? Je ne sais pas encore. En tout cas, c'est bien ça qu'on voulait. Lisons le Rapport Parent :

« (...) C'est la préoccupation d'un système d'enseignement plus riche et plus large, plus souple et plus simple, plus généreux et plus démocratique qui nous a amenés à proposer cette étape polyvalente entre le cours secondaire et les études supérieures. Nous savons qu'il faudra briser des habitudes acquises, opérer des regroupements parfois complexes, modifier les programmes et la pédagogie ; bref, il faudra mettre sur pied une structure nouvelle en utilisant les ressources existantes et en en créant d'autres. »

Mais on n'avait toujours pas de pédagogie. Personne n'en a. Il n'y en plus depuis la disparition du cours classique. Mais les jeunes on les a.

La jeunesse est une création des adultes. La société donne une jeunesse aux jeunes et un lieu pour la passer : l'école. Tout allait assez bien, en apparence en tout cas, aussi longtemps qu'une petite partie seulement de la jeunesse signait le reçu : « reçu ma jeunesse. Paierai en nature d'ici à huit ou dix ans. Signé : un jeune reconnaissant. » Et ils devenaient médecins, prêtres, avocats, ingénieurs, époux, patriotes, soldats.

Maintenant que tous les jeunes sont obligés de l'être, ils ne veulent plus signer de reçu. Ca tombe mal, car, au même moment, la société est incapable de formuler une théorie pédagogique cohérente.

Parler de régime pédagogique en l'absence de toute théorie pédagogique, c'est coton. Quand le ministère parle de « modèle culturel » par exemple, à propos du projet de révision du régime pédagogique des CEGEP, on se dit que le modèle n'est pas de l'année. On se dit aussi qu'en dehors de la Chine et de l'URSS, il n'existe guère de théorie pédagogique.

Nous n'avons plus de pédagogie, mais nous continuons de demander aux écoles - au système scolaire - de fonctionner quand même, et à crédit d'une finalité explicite et acceptée.

C'est alors que se multiplient les contraintes extérieures à la pédagogie. C'est alors qu'on ré-introduit sournoisement la sélection des plus aptes, sélection d'autant plus arbitraire qu'elle ne peut plus se justifier par les exigences d'une culture et qu'elle co-existe avec la politique de la liberté des choix.

C'est ainsi, par exemple, que les exigences des structures d'accueil (l'Université, pour le CEGEP ; le CEGEP, pour le secondaire) suppriment, en pratique, la liberté théorique des choix.

Les raisons administratives et économiques qui inspirent l'introduction de ces contraintes sont aisées à comprendre mais difficiles à légitimer pour la double raison qu'elles contredisent le postulat officiel et qu'elles se fondent sur une culture honteuse. Qui peut justifier, par exemple, l'imposition de tel cours de mathématique ou de français bien déterminé ? Imposition sévère au point de bloquer, si l'on s'y soustrait, la voie où l'on est engagé ou celle où l'on veut s'engager. À qui

fera-t-on croire que tel cours est essentiel à la culture ? Le paradoxe, c'est que chacun est prisonnier d'un filet d'exigences que personne en particulier n'a tissé. Pour résoudre ce paradoxe, il faudrait pouvoir s'inspirer d'une théorie pédagogique globale. Elle n'existe manifestement pas présentement. La culture est trop ébranlée et la société est trop mouvante pour permettre l'apparition d'une théorie pédagogique. Seule peut aider la réponse à la question : de quoi sommes-nous sûrs que nous serons encore sûrs dans dix ans ? La réponse à cette question ne relève ni de la prospective, ni de la prévision. La prévision est de moins en moins possible, et à mesure que diminue la capacité de prévision, l'inquiétude augmente. Il importe d'autant plus d'identifier ses certitudes, car, c'est aujourd'hui que l'on doit répondre à la question : de quoi suis-je sûr que je serai encore sûr dans dix ans ?

S'agissant d'une organisation pédagogique, on peut être sûr qu'il faudra premièrement, dans dix ans comme aujourd'hui, apprendre. Apprendre quoi ? Apprendre l'apprentissage beaucoup plus que des contenus.

« À vouloir trop « armer » l'enfant pour l'existence, on l'écrase sous le poids d'équipements inutiles et on lui retire toute souplesse en lui enlevant, en outre, le goût du combat. Au moment où tout est devenu si complexe qu'on ne peut plus tout savoir et où tout change si vite qu'on ne peut longtemps à l'avance préparer un enfant à des actes déterminés, ce qu'il nous faut faire, c'est peut-être moins instruire l'homme que le former ou même le « reconstruire ». (...) Le gavage intellectuel a toujours été absurde : mais le temps a aujourd'hui un tel prix que nous ne pourrions, sans risques graves, le gaspiller en apprentissages inefficaces, alors que tant de choses sont à faire. » (Ginistry, Bernard, *Conversion spirituelle et engagement prospectif*, éditions ouvrières, 1966, p. 235)

Il faudra, deuxièmement, apprendre à vivre dans un univers en accélération, ce qui implique que l'on renonce à mettre la main sur la réforme qui permettrait de se reposer. Mais on ne peut vivre ainsi que si l'on possède les qualités de calme, d'imagination et de courage. Comment cultiver ces qualités ? La philosophie y aide, de même que la gymnastique et l'humour, trois moyens de prendre de la distance. La philosophie, vis-à-vis de l'actualité, la gymnastique, vis-à-vis de son corps ; l'humour, vis-à-vis de son moi.

Dans ce que je viens de dire, je vois bien qu'il n'y a pas grand-chose qui puisse aider à surmonter l'hésitation touchant l'orientation. Je suppose cependant que le fait de comprendre les raisons de son hésitation - ou certaines de ces raisons - représente un élément de solution ou, en tout cas, une forme de soulagement. Quand on hésite sans rien comprendre, on est obligé d'intérioriser son infirmité. Mais quand on voit quelques raisons à son incertitude, on la déplace vers l'extérieur et on n'est plus seul à la porter. Mais il y a plus, qui est ceci : il faut savoir que l'orientation n'est pas un geste ponctuel, unique et irréversible.

La responsabilité des parents dans l'orientation scolaire de leurs enfants ne s'exerce pas à un moment précis d'une année donnée. Le fait d'être père et mère est une action en soi et une action permanente. S'orienter, pour un enfant, c'est se définir progressivement. Et les parents sont les premiers définisseurs de leurs enfants. Cette action déborde la période où se situe l'orientation proprement scolaire et elle continue après que l'enfant est devenu lui-même un adulte. En limitant le rôle des parents dans l'orientation de leurs enfants à l'aspect scolaire, on dramatise cette responsabilité.

Cela dit, il reste que cette responsabilité doit quand même porter sur l'aspect scolaire. Et à ce sujet, je dirais que les parents, pour exercer leur rôle, doivent se tenir en contact étroit avec les institutions scolaires. La raison fondamentale est toujours la même : dans les sociétés stables, où les rôles étaient bien définis, les parents pouvaient confier leurs enfants aux écoles et les attendre à la sortie ; mais dans les sociétés mobiles, il faut sans cesse redéfinir ses positions. Les parents doivent donc structurer leur participation à la vie scolaire. C'est la seule façon d'être constamment en possession des informations nécessaires et de pouvoir intervenir efficacement dans l'orientation des institutions : l'orientation des institutions conditionne en effet les orientations individuelles.

Pour terminer, j'ajoute que tous les efforts et toute l'attention que les parents peuvent mettre pour contribuer à l'orientation des enfants n'évacueront jamais tous les risques. Chaque génération a ses propres défis devant lesquels, en définitive, elle est seule. Blâmer le passé ou s'inquiéter exagérément de l'avenir sont deux formes du même alibi : le refus du seul temps où l'on peut agir, même sans certitude absolue : le présent.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

LA PÉDAGOGIE DU RÉGIME *

[Retour à la table des matières](#)

L'éducation, c'est comme l'hiver : toutes les bonnes réflexions à son sujet sont faites. Aristote, Montaigne et le frère Untel ont épuisé la question. Tout ce qui resterait à faire, ce serait justement de faire de l'école. Je pourrais bien arrêter ici, ce qui ne manquerait pas de profondeur. Mais il faut entretenir sa réputation.

Disons pour commencer que les remous créés dans la république scolaire par le projet de révision du régime pédagogique des CEGEP constituent un phénomène réjouissant ; c'est un signe, parmi d'autres, que des objectifs de la réforme scolaire ont été atteints. L'un de ces objectifs en effet, était de rendre publique la chose scolaire.

Ni le ministère de l'Éducation, ni les fonctionnaires ne sont propriétaires du système scolaire. Ils n'en sont que les gardiens et les serviteurs généraux. Du temps que l'on proposait les CEGEP à la population, on disait volontiers que les CEGEP seraient les partenaires de l'État. On ne se conduit pas avec des partenaires comme on peut se conduire avec des sujets démunis et apeurés.

* Ce texte a été publié dans la revue Critère, Collège Ahuntsic, février 1973.

Le régime pédagogique actuel

Cela dit, il peut être utile de situer le régime pédagogique actuel afin de pouvoir mesurer le projet de révision. Plaçons-nous en 1967. La Commission Parent, à l'automne 1964, recommandait la création d'Instituts. Cela s'est su. Très rapidement, des comités provisoires régionaux se sont mis à en réclamer. On en voulait partout, et sans délais. Durant l'été 1967, on brûlait Bertrand en effigie, à Amos, parce qu'il ne voulait pas créer un CEGEP à cet endroit.

En septembre 1967, douze CEGEP commençaient de fonctionner. Ils étaient soumis à une espèce de règlement élaboré par le ministère de l'Éducation, en collaboration avec des représentants du milieu, et qu'on avait appelé : régime pédagogique. Cette appellation parut commode et elle n'était pas fausse.

Le document comprenait des dispositions d'ordre administratif et disciplinaire. Sur ces sujets, il suivait d'assez près la pratique des facultés des Arts pour le niveau d'enseignement en cause.

L'essentiel du document toutefois portait sur l'arrangement des cours en programmes. Ces programmes devaient réaliser le modèle abstrait proposé par le Rapport Parent tout en respectant les exigences concrètes des universités et du marché du travail. Enfin, les programmes qui existaient déjà dans les divers réseaux d'institutions dont les CEGEP prenaient la relève, possédaient des droits de « premier occupant » dont il fallait également tenir compte. C'est dans ces conditions que le régime pédagogique actuel prit corps, toutes révérences gardées au Rapport Parent, aux universités, aux divers corps professoraux, au Bill 21, au Conseil supérieur de l'éducation, à P. G.-L. et à Monsieur Arthur. Somme toute, il fut à peu près ce qu'il pouvait et il put beaucoup. Après chaque année d'usage, l'assemblée des directeurs des services pédagogiques, de concert avec le ministère de l'Éducation, apportaient des retouches mineures. Mineures, les retouches, on le voit bien en comparant la version de septembre 1967 à celle de septembre 1972.

Ajoutons que l'on prit grand soin d'assurer le plus d'uniformité possible dans les cours et dans les programmes afin de permettre la mobilité géographique des étudiants. On avait assez déploré l'étanchéité entre les facultés des Arts et la di-

versité des cours ou des programmes qu'on voulait, à tout prix, permettre aux étudiants, le cas échéant, de changer de collège ou de se réorienter à l'intérieur d'un même collège, sans devoir remâcher le même menu ou attendre que le bon plat soit représenté

Telles sont, brièvement décrites, on en conviendra, la genèse, la description et les limites du régime pédagogique actuel. Ce document ne confie pas toute la réalité des CEGEP. La loi des collèges (Bill 21) et les règlements généraux de chaque CEGEP contribuent également à définir ce niveau d'enseignement. Cependant, il serait prétentieux de parler de « modèle culturel » au sujet de l'un ou l'autre de ces documents ou même des trois pris ensemble.

Le projet de révision

Le projet de révision ne représente pas un changement radical par rapport au régime actuel. Il serait inutile et surtout fastidieux de comparer, article par article, les deux documents. Il y faudrait les moeurs d'un négociateur de convention collective amoureux de la clause grand-père. Voyons plutôt les intentions avouées du projet.

1- Nécessité de donner force de règlement à une simple pratique.

Le régime actuel n'a pas valeur de règlement. Il a été conçu et reçu à titre expérimental et, en ce sens est plutôt un agrément de bonne foi qu'un règlement. Les dispositions qu'il contient, si elles ne sont pas déjà assumées par la loi des collèges, ne sont pas contraignantes aux yeux de la loi. On comprend dès lors que le ministère de l'Éducation ait voulu régulariser cette situation. Là-dessus, on ne peut qu'être d'accord.

2- Volonté de suivre de plus près les recommandations du Rapport Parent.

Pour fonder sa démarche, le ministère de l'Éducation fait le raisonnement suivant : Le Rapport Parent recommandait la création d'un nouveau niveau d'enseignement. Tels qu'ils existent présentement, les CEGEP ne réalisent pas le modèle abstrait proposé par le Rapport Parent. Par exemple, ils imposent plus de philosophie et plus de français que n'en proposait le Rapport Parent. De plus, ils imposent au double titre d'obligatoires et de communs, des cours que le Rapport Parent voulait communs quant à la discipline seulement. Et encore, le régime pédagogique actuel ne respecte pas le dosage souhaité entre les cours de concentration et les cours de spécialisation.

Ces scrupules me paraissent mignons. L'autorité du Rapport Parent n'est pas plus respectable, à dix ans de distance, que l'expérience vécue depuis cinq ans par les CEGEP. Et que si l'on veut tant s'abreuver à la pureté du Rapport Parent, que ne s'avise-t-on de considérer les indications du même Rapport touchant les dimensions des institutions, tant au niveau secondaire qu'au niveau collégial.

Bref, si on n'avait que cette invocation pour justifier une révision, il ne faudrait pas la pousser trop fort.

3-Volonté d'équilibrer la charge de travail des étudiants.

On sait que dans la situation présente, la charge de travail varie considérablement selon que le menu des étudiants est composé de cours dans les sciences humaines (histoire, philosophie, géographie, sciences sociales) ou de cours dans les sciences où la méthode expérimentale est maîtresse (physique, chimie, biologie, à quoi il faut ajouter la mathématique).

La charge de travail des étudiants varie aussi selon que le programme suivi mène à l'université, ou directement au marché du travail.

Pour égaliser le « poids » des divers programmes, on entend utiliser la technique (car ce n'est qu'une technique et rien d'autre) du crédit comme unité de mesure.

Là-dessus, on peut être d'accord, non pas par fétichisme comptable, mais parce qu'on espère que l'application de cette technique forcera les arpenteurs des disciplines libérales à cadastrer un peu mieux leur volatile province.

4- Préoccupations administratives et disciplinaires

Le projet de révision contient plusieurs clauses d'inspiration purement administrative ou disciplinaire. Ces préoccupations sont nécessaires. On peut penser, cependant, qu'elles devraient trouver leur place ailleurs que dans un régime pédagogique.

Les deux clauses qui ont soulevé le plus d'opposition sont celle qui prévoit la réinscription et celle qui veut contrer la délectation morose de certains étudiants vis-à-vis de l'instruction.

Touchant la réinscription en cours d'année, cela peut être la seule façon, les jours de grands vents, de permettre aux étudiants d'exprimer librement leur volonté de poursuivre leurs études. Quand on a vu comme il est facile d'enrayer la fragile mécanique d'un collège et quand on sait comme il est facile à quelques individus, souvent soutenus par des professionnels de l'extérieur, d'imposer leur volonté à une majorité terrorisée et prise par surprise (ce qui est tout un), on ne voit pas quel mal il y a à demander à chacun d'exprimer sa volonté selon une procédure connue de tous et la même pour tous. À moins de beaucoup mépriser les autres, il faut être drôlement sûr de soi pour décréter qu'on les exprime tous. Mon sentiment là-dessus, c'est qu'il est toujours bon de prévoir des mécanismes pour empêcher la confiscation des groupes par l'État, par les syndicats, par les colonels, par les papes.

Touchant la clause qui vise à déterminer une durée maximum de séjour dans un collège, j'en vois également la nécessité. On peut discuter sur le nombre maximum de sessions autorisées, mais on doit convenir qu'il faut fixer une limite.

À qui s'objecte, je dirais : préconisez-vous une durée indéfinie ? Même les tavernes ont des heures de fermeture.

5- L'évaluation.

Liée au projet de révision, se pose la question de l'évaluation des études. Là-dessus, les créditistes de la pédagogie se font aller. Les arriérés parlent de co-évaluation ; les contemporains ne veulent rien entendre en-deçà de l'auto-évaluation. Pour surmonter une fois pour toutes ces problèmes, il suffirait d'appliquer une mesure fort simple : la collation des diplômes se ferait le jour de la rentrée. Chaque étudiant n'aurait qu'à demander le titre de son choix après quoi il sortirait dehors ouvrir boutique ou offrir ses services. Dès qu'il s'apercevrait d'une lacune dans sa formation, il n'aurait qu'à venir la combler au collègue émetteur de son diplôme. Hormis la politique, on ne voit guère de domaines où cette solution est praticable.

Un diplôme, en effet, c'est une monnaie. « La société donnera au porteur, sur demande, la fonction de... » Ou, plus simplement, comme on voit maintenant sur les dollars : « ce billet a cours légal ». Les billets sont garantis par l'État ; leur circulation est réglée par l'État émetteur et les autres États.

De même, un diplôme doit être garanti ; son émission doit respecter certaines règles. Sinon, que chacun frappe sa monnaie et coure ses risques. Le génie, celui qui exploite sa petite mine d'or portative, trouvera toujours preneur. Mozart n'est point passé par le conservatoire. Mais Einstein, qui était non moins Mozart, a passé par les écoles. C'est pour dire.

Il faut des écoles, des programmes, des contrôles. Les créditistes de la pédagogie voudraient changer tout cela : ils voudraient que chacun fasse ce qu'il veut, à peu près quand il veut et s'imprime un bonus, l'État devant se contenter de signer la tapisserie.

S'agissant de philosophie, d'histoire, de littérature, de sociologie et d'autres disciplines, le mai serait négligeable. Mais pour les ponts et les viscères, je veux qu'on y regarde de plus près. Je ne confierais pas l'exploration de mon ventre ou

de mes molaires à quelqu'un qui n'aurait d'autre titre pour ce faire que celui qu'il se serait donné lui-même à lui-même.

Et vous lui confieriez votre esprit ? Remarquez que je me dis vous : je suis un des derniers à le faire. Et l'interprétation de votre histoire ? Et la lecture contemporaine de votre société ? À bien y penser, non plus. Certes, à l'âge que j'ai, je peux choisir mes lectures et être, jusqu'à un certain point, mon propre historien, mon propre sociologue, etc., alors que je ne peux toujours pas être mon propre dentiste ou mon propre ingénieur. Mais il a fallu que j'apprenne à lire. Je m'alourdis jusqu'à préciser que lire, ici, signifie que j'ai dû apprendre de quoi construire ma part de culture générale.

La construction en question est ce qu'elle est ; les matériaux sont abondants. La solidité et les dimensions de la maison dépendent de moi. Encore fallait-il que l'on m'apprît le maniement des outils et que l'on m'indiquât quelques sources.

Sur cette question, il y a bien deux choses et peut-être trois à retenir. La première, c'est que les techniques - médecine ou électronique - sont indiscutables. Faut savoir ce qu'il faut. La deuxième, c'est que, outre les techniques, il existe des domaines qu'on ne peut explorer sans instruments. À la rigueur, un seul instrument suffit : la lecture. La troisième chose, c'est que l'État doit garantir que l'apprentissage a eu lieu.

6- Le cas de la philosophie.

Le projet de révision supprime la moitié du temps présentement affecté à l'enseignement de la philosophie. On a dit, à ce sujet, que le ministère de l'Éducation voulait réduire l'espace contestataire. Je n'en crois rien. La philosophie, au collégial, a toujours fait problème. Dès avant la création des premiers CEGEP, on contestait son imposition à tous les étudiants : les professeurs du secteur professionnel, parce qu'on décidait d'avance que les étudiants en cause n'étaient pas doués pour cette discipline, les universités, parce qu'on jugeait cette discipline trop difficile ; le Conseil supérieur de l'Éducation, parce que son président était un sociologue ; quelques hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation, parce

qu'ils étaient amis avec quelques sociologues ; les Anglais, parce qu'ils sont Anglais.

Mais alors, pourquoi lui a-t-on accordé, d'office, la place qu'elle occupe présentement ?

On, c'est qui ? C'est le Rapport Parent, consignataire de la tradition en la matière ; c'est quelques fonctionnaires ; c'est le corps des directeurs des services pédagogiques de l'époque. La raison, c'est que l'on jugeait la philosophie particulièrement apte, avec la langue maternelle, à remplir l'espace pédagogique commun que l'on voulait ménager à des étudiants, dispersés, quant au reste, dans diverses directions.

Cette décision était ambitieuse. J'en dirai un peu plus tout à l'heure à ce sujet. Mentionnons tout de suite, cependant, que cette décision était ambitieuse en ceci qu'elle conscrivait la totalité des étudiants du niveau collégial à une *drill* pour laquelle les sergents eux-mêmes manquaient de maîtrise. On présentait sur un plateau la totalité d'une clientèle à un corps professoral décrété de philosophie. Même durant l'âge d'or du cours classique, jamais tant d'étudiants n'avaient été soumis en même temps aux charmes de Sophie.

Et cela se produisait au moment où, partout en Occident, la philosophie devenait un discours hors de régime comme on dit d'un moteur. En juillet dernier, j'écrivais ceci à un professeur de philosophie d'un CEGEP : « (...) Quant à la question fondamentale, c'est-à-dire l'enseignement de la philosophie au collégial, mon idée est faite : cet enseignement est nécessaire et menacé. Je n'explique pas le premier point. Quant à la menace, elle vient de partout. De l'hésitation de la DIGEC, d'abord : Rapport Roquet, hypothèse C, et quoi encore ? Je ne veux pas aller trop loin dans l'indication des causes de cette hésitation. Le mal est provisoirement sans remède efficace. Il s'agit d'entretenir la mèche qui fume encore. Le comité de coordination peut jouer là un rôle important : assurer le passage au petit reste.

La menace vient aussi du corps professoral. Je me demande s'il a les épaules assez fortes pour porter la responsabilité de l'enseignement de la philosophie au Québec. Chacun se hâte de raconter son dernier rêve métaphysique ou sa dernière petite émotion politique. On s'épuise vite à ce jeu et on n'a guère d'autorité. Je dis : autorité, au sens étymologique du terme. En philosophie, le seul bon com-

mencement, c'est le commencement, c'est-à-dire les Grecs. Peut-être votre comité retrouverait-il une certaine initiative s'il recommandait une solide introduction à la philosophie qui consisterait bien sûr dans l'enseignement de la logique qui est un acquis indépassé de l'esprit humain. On y passerait bien deux cours profitablement, On pourrait ensuite balbutier quelques remarques sur la philosophie des sciences. Le reste viendrait de lui-même, étant supposé que les professeurs de philosophie se prennent pour ce qu'ils sont : des professeurs et non des philosophes, chose qui exige de l'âge. »

Mais justement, l'expérience aidant, un commencement de tradition se dessinait. Ce commencement lui-même constituait une reprise originale de la tradition, un renouvellement de la tradition pédagogique du Québec. Non plus l'enseignement d'un unique ; non plus l'occupation d'une large partie de l'horaire, mais l'occasion de faire une reconnaissance des quatre ou cinq questions que l'homme se pose depuis qu'il existe.

La culture générale

J'ai entendu de mes oreilles, faisant le kangourou en Afrique francophone, des attachés culturels français déplorer la volonté des Africains d'africaniser leur système scolaire, sous l'idée que l'ivoirisation ou la gabonisation des systèmes scolaires entraînerait la disparition de l'élite transversale ; la disparition des trois ou quatre milliers d'Africains capables de saluer au passage une morale de La Fontaine, un vers de Beaudelaire et deux citations de Pascal.

Certes, cela représentait une force, une connivence, bref une commune mesure. Mais c'était la mesure à l'étalon étranger. Et les avantages de cette communauté ne me paraissaient pas équilibrer la nécessité d'ajuster les programmes gabonais ou dahoméyens à la réalité gabonaise, dahoméenne ou malgache. Disons cela.

Disons aussi que parler de culture générale me gêne. Parlons-en quand même, puisque c'est paradoxalement pour favoriser la culture générale, que le ministère de l'Éducation envisage de réduire le temps consacré à la philosophie.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que nous n'avons plus de régime pédagogique, de modèle culturel, depuis l'éclatement du cours classique. Précisons que nous disons

ici « cours classique » pour désigner une certaine organisation des études et non pas les institutions avec lesquelles le cours classique était identifié.

Le cours classique a commencé d'éclater selon l'horizontale vers les années '30, avec l'introduction d'un enseignement plus poussé des sciences expérimentales. Ce fut ensuite l'introduction d'une première alternative : le cours classique se divisait en deux : la voie latin-grec et la voie latin-sciences. Qu'il y ait eu, peu après, une troisième voie (dite humanités modernes) ne présente, en fait, aucune surprise. C'est la logique de la décomposition ; j'emploie ce mot au sens qu'il a en chimie ou en algèbre.

Ensuite, l'éclatement s'est fait selon la verticale : pendant que Laval décomposait les huit ans du cours en tronçons de cinq ans et de trois ans, Montréal découpait deux tronçons de quatre ans chacun.

Pendant ce temps, des réseaux parallèles se construisaient : Instituts techniques, Écoles normales, Instituts familiaux, chacun ignorant l'autre. Pour les mêmes groupes d'âges, on pratiquait diverses pédagogies, on appliquait divers régimes.

C'est à ce moment qu'apparurent les CEGEP. Une nation voulait se donner un type d'institutions communes pour tous les citoyens des mêmes âges. Ambition démesurée ? Utopie promise à l'éclatement ? Vue de l'esprit ? Je ne sais pas encore. En tout cas, c'est bien ça qu'on voulait. Lisons le Rapport Parent : « (...) C'est la préoccupation d'un système d'enseignement plus riche et plus large, plus souple et plus simple, plus généreux et plus démocratique qui nous a menés à proposer cette étape polyvalente entre le cours secondaire et les études supérieures. Nous savons qu'il faudra briser des habitudes acquises, opérer des regroupements parfois complexes, modifier les programmes et la pédagogie ; bref, il faudra mettre sur pied une structure nouvelle en utilisant les ressources existantes et en en créant d'autres. » (paragraphe 269)

Mais on n'avait toujours pas de pédagogie. Personne n'en a. Il n'y en a plus depuis la disparition du cours classique.

- Dites-le donc que vous voulez refaire le cours classique.

- Ça ne me gênerait pas énormément, car enfin, un cours classique démocratisé, c'est-à-dire financièrement, géographiquement et matériellement accessible à tous se défendrait assez bien.

- Avec grec et latin ?

- Non. Avec du français, du russe et du chinois.

Mais alors, ce n'est plus le cours classique.

- Ce serait le cours classique du monde tel qu'il est devenu, et non plus tel qu'il était à la Renaissance.

- Ce n'est pas tout le monde qui peut faire un cours classique.

- On le dit, et c'est sans doute vrai. Et non seulement tous ne peuvent pas, mais ceux qui peuvent ne le veulent pas tous.

- On est renvoyé aux sections, aux options, appelez-ça comme vous voudrez, mais on n'a pas le cours univoque, uniforme, démocratique, à la portée de toutes les bourses et de tous les lobes.

On n'a pas.

Mais les jeunes, on les a.

La jeunesse est une création des adultes. La société donne une jeunesse aux jeunes et un lieu pour la passer : l'école. Tout allait assez bien, en apparence en tout cas, aussi longtemps qu'une petite partie seulement de la jeunesse signait le reçu : « Reçu ma jeunesse. Paierai en nature d'ici à huit ou dix ans. Signé : un jeune reconnaissant. » Et ils devenaient médecins, prêtres, avocats, ingénieurs, époux et patriotes.

Maintenant que tous les jeunes sont obligés de l'être, ils ne veulent plus signer de reçu. Ça tombe mal, car, au même moment, la société est incapable de formuler une théorie pédagogique cohérente.

Parler de régime pédagogique en l'absence de toute théorie pédagogique, c'est coton. Quand le ministère parle de « modèle culturel » à propos du projet de révision, on se dit que le modèle n'est pas l'année. On se dit aussi qu'en dehors de la Chine et de L'URSS, il n'existe guère de théorie pédagogique.

Et alors' ! Et alors, allons-y modestement.

Prenons la peine de reconsidérer quels sont ou quels peuvent être les objectifs de l'enseignement collégial. Pour ce, il faut dégager les caractères propres à ce niveau. Qu'y a-t-il de spécifique au CEGEP ? Certes pas la polyvalence : elle existe au secondaire. Les structures administratives ? L'âge des étudiants ? Oui, bien sûr. Quoi encore ? Le fait qu'on y enseigne des langues, de la mathématique, des sciences ? On fait ça plus bas et plus haut. Les cours communs et obligatoires ? Ici, on touche un élément spécifique. L'organisation de la vie étudiante ? Le seul fait qu'on ait été acculé à distinguer la vie étudiante du reste est significatif. Du reste de quoi ? Hé ! On n'a pas de mots. Il faut dire : du reste de la vie étudiante.

On n'a pas tiré toutes les conséquences du fait que la population des CEGEP est composée de jeunes barbares, c'est-à-dire d'êtres sans passé et sans projet défini. Sans passé : la question se pose de leur révéler leurs racines. À cette fin, il faudrait cesser de se réaligner, tous les six mois, sur une nouvelle méthode, le dernier gadget ou le plus récent volume. Sans projet : les moyens sont à inventer, non pas de rendre facile leur séjour dans l'École, mais de le rendre signifiant. C'est seulement en regard d'objectifs clairs qu'on sera en mesure de reconnaître (au sens de légitimer) les tentatives qu'ils font pour donner un sens à leur passage dans les collèges. Il faut bien se dire que la définition des objectifs de l'enseignement collégial ne peut pas se faire sans eux, sans leur participation.

Enfin, il faut savoir qu'un modèle culturel prend forme lentement et qu'il n'existe pas de définisseurs attitrés. Il faut beaucoup d'attention pour distinguer ce qui mûrit de ce qui pourrit. Certaines questions sont plus éclairantes que les affirmations hâtives. Par exemple : de quoi sommes-nous sûrs que nous serons encore sûrs dans dix ans ? La réponse à cette question ne relève ni de la prédiction, ni de la transe pythique, ni d'un *planificator magnificus* ; elle doit être fournie chaque jour. S'engager à le faire empêche de dire plus qu'on ne sait et d'affirmer plus qu'on ne croit. Cette question ne paralyse pas l'action. Au contraire, obligeant

chacun d'identifier ses certitudes, elle le rend d'autant plus ouvert aux suggestions du présent.

Du présent, en effet. On est un peu fatigué de l'école de demain, de la maison de demain, de la liturgie de demain.

S'agissant d'école, en tout cas, on pourrait peut-être essayer d'en faire, même en l'absence de modèle culturel.

DOSSIER UNTEL : IV. L'ÉDUCATION

L'ÉDUCATION AU QUÉBEC,
DIX ANS APRÈS LA RÉFORME SCOLAIRE *

[Retour à la table des matières](#)

Avant de commencer à traiter mon sujet, je veux vous lire un texte assez vieux, mais assez bref. Il contribuera à relativiser les problèmes dont nous nous occupons.

« Qu'ainsi donc la loi ait le devoir d'établir des règles pour l'éducation et la rendre commune, cela n'est pas douteux. Mais il ne faut pas passer sous silence de quelle façon elle doit être dispensée. À l'heure actuelle, en effet, on est en désaccord sur les matières à enseigner : tous les hommes n'ont pas les mêmes opinions sur les choses que la jeunesse doit apprendre, soit en vue de la vertu, soit en vue de la vie la plus parfaite ; et on ne se rend pas non plus clairement compte s'il convient de viser au développement de l'intelligence plutôt qu'à celui des qualités de l'âme. Et si nous prenons comme point de départ de notre enquête d'éducation qui se pratique journallement sous nos yeux, notre perplexité est grande : on ne voit pas du tout si la jeunesse doit cultiver les connaissances utiles à la vie, ou celles qui tendent à la vertu, ou enfin les connaissances sortant de l'ordinaire (car ces trois opinions ont toutes raillié des suffrages). » ⁷⁹

Les organisateurs du présent colloque ont voulu préciser le thème général par les questions suivantes :

* Causerie prononcée à l'occasion du colloque de l'association des directeurs généraux des commissions scolaires, le 23 mai 1973.

⁷⁹ Aristote, *Politique*, VIII, 2 (Traduction J. Tricot, Vrin, 1962).

- 1- Quels étaient les objectifs visés et quels moyens a-t-on choisis pour les atteindre ?
- 2- Quels sont les objectifs qui n'ont pas été atteints et par quels moyens faudrait-il les réaliser ?

Je trouve assez révélateur qu'il ne soit question ici que d'objectifs. On sait, en effet, qu'en dehors des acceptions que ce terme a reçues en philosophie ou dans le langage militaire, objectif signifie : but précis. On peut donc demander : la réforme scolaire avait-elle des buts précis ? Ne répondons pas tout de suite. Il faut auparavant tirer au clair la question de savoir si la réforme scolaire visait un but précis ou *plusieurs* buts précis. Si elle visait plusieurs buts *précis* elle ne pouvait le faire qu'en regard d'un *seul* but qui unifiait et justifiait la multiplicité des buts précis, peu importe alors l'ordre de priorité ou de réalisation de ces buts. Mais, un but précis ne peut se fonder lui-même que s'il est commandé par une fin explicite et, s'agissant d'éducation, par une conception globale de l'homme et de la société. Les systèmes d'éducation qui ont réussi se sont toujours fondés sur une conception globale de l'homme et de la société. Cela est vrai même des systèmes d'éducation qui n'ont réussi que pendant une brève durée. Quand je dis : système d'éducation, j'emploie une expression beaucoup trop large ; il vaudrait mieux dire : système scolaire. Parlons donc de système scolaire.

Et pour ne pas remonter trop loin dans le temps, contentons-nous de quelques exemples récents. Nul ne sait trop ce qu'est présentement le système scolaire français. Mais on sait un peu ce qu'il a été, en gros, les cent dernières années. On sait aussi que ce système-là fut, à la fois, la cause et l'effet de l'idéologie républicaine et laïque de la Troisième République. Il y avait un système scolaire, avec ses objectifs et ses moyens, parce qu'il y avait une conception globale de l'homme et de la société pour l'animer. Et à son tour, le système scolaire alimentait l'idéologie en question.

Voyons maintenant le cas des USA, qui n'est loin ni dans le temps ni dans l'espace. En 1848, donc en pleine société esclavagiste, Horace Mann déclarait que le système scolaire était « le grand égalisateur des diverses conditions humaines et la roue d'erre (le volant) de la mécanique sociale. » (*The great equalizer of the conditions of men, the balance-wheel of the social machinery*).

On voit aujourd'hui que l'école n'est pas la grande égalisatrice des diverses conditions humaines. Mais même si l'école n'est pas l'instrument du grand mythe égalitariste, il demeure que c'est ce mythe qui a présidé à la création de l'école américaine. Dans les pays totalitaires, c'est également une certaine conception de l'homme et de la société qui fonde les systèmes scolaires.

Ici, au Québec, durant les quelque soixante-quinze ans qui ont précédé la réforme scolaire, c'est une certaine conception de l'homme et de la société qui donnait son sens au système scolaire. Plus justement, on peut dire que le système scolaire avait reçu sa fin de l'Église et c'est ce qui amenait Gilles Leclerc, par exemple, à écrire « qu'en théocratie, l'éducation est un prétexte. »

Les quelques exemples que je viens de donner veulent montrer qu'un système scolaire ne peut avoir d'objectif qu'en fonction d'une conception globale de l'homme et de la société.

Posons maintenant la question : quels étaient les objectifs de la réforme scolaire ? Nous avons un objectif global : démocratisation de l'école ; je ne m'avance pas plus que ça. Je dis : école, pour signifier l'institution. Je ne dis pas : démocratisation de l'enseignement, même si cette expression est celle qui revient le plus souvent dans les textes ou dans les conversations à ce sujet, car je vois là plutôt une lâcheté de langage - souvent commise par moi-même - qu'une expression adéquate à la réalité.

Je ne dis pas non plus : démocratisation de l'éducation, pour la raison inverse : on n'a presque jamais employé cette expression, ce qui ne manque pas d'étonner à la réflexion, car nous prétendons travailler à l'éducation des enfants ; nous nous sommes donné un ministère de l'Éducation, mais ensuite, nous ne parlons plus que d'enseignement ; nous ne parlons plus d'instituteurs (mot qui veut dire : constructeur d'hommes par le dedans et qui avait été retenu par la défunte C.I.C.), mais seulement d'enseignants et de corporation d'enseignants. Nous parlons encore de maîtres, mais uniquement pour désigner le rapport administratif 1/27, 1/17 ou 1/15. C'est peut-être le signe que nous privilégions l'administration, puisque c'est pour elle que nous réservons les mots nobles : « éducation » et « maîtres », dans les exemples cités. Les Anglais, eux, se contentaient de dire : civil servant là où nous mettons du directeur et du général à tour de bras. Il est vrai que eux, ils administraient : quand on a la chose, on cède sur l'apparence.

Je disais donc que nous avions un seul objectif global au moment d'entreprendre ce que nous appelons la réforme scolaire : la démocratisation de l'école. Nous avons enfin aperçu qu'il fallait amener le plus d'enfants et le plus d'adultes possible dans le système scolaire, étant entendu que le progrès social, économique et individuel passait par l'école. À ce sujet, je note tout de suite qu'il y avait bien quelque illusion à considérer ainsi l'école comme LA solution immédiate au problème que nous commençons de pressentir et qui est celui de notre expression politique complète.

En regard de l'objectif global de la démocratisation de l'école, nous avons inventé un certain nombre de moyens. Le premier de ces moyens, c'est le ministère de l'Éducation lui-même. Créer un ministère de l'Éducation, cela permet de démocratiser et de rationaliser. Cela voulait dire aussi que nous acceptions de politiser l'éducation. Politiser ici veut dire : rendre publique la chose scolaire.

Cet objectif a été atteint. On le voit tous les jours et on l'a vu dès la première année de fonctionnement dudit ministère : rappelez-vous la « crise des examens » de l'été '65. Quant à savoir s'il s'agit d'un ministère de l'Éducation ou d'un ministère de l'Instruction publique, le débat est ouvert et il est aussi vieux que Mgr Dupanloup. Je dois dire toutefois que dans les circonstances concrètes de mai '64, il aurait été difficile de remplacer le département de l'Instruction publique par le ministère de l'Instruction publique. Et indépendamment de cette contrainte électoraliste, je persiste à croire que la seule prise en charge de l'éducation physique justifie l'appellation de ministère de l'Éducation.

La démocratisation de l'école impliquait la triple accessibilité financière, géographique et pédagogique. Nous touchons ici trois catégories de moyens commandant à leur tour un certain nombre de dispositions légales et administratives. Je ne développe pas les deux premiers points : je rappelle seulement qu'il a fallu mettre en place un appareil légal et administratif complexe. Pensons aux lois sur le financement et au transport scolaire et cela suffira comme illustration.

Touchant ce que j'appelle l'accessibilité pédagogique, je précise qu'elle entraînait la polyvalence et les écoles du même nom. En effet, à partir du moment où vous amenez théoriquement cent pour cent de la population dans les écoles, vous ne pouvez plus imposer un modèle uniforme de programmes, de méthodes et d'évaluation.

La polyvalence découlait donc de l'objectif global : la démocratisation de l'école. Ici cependant, il faut voir qu'il y avait ce que j'appellerais une option occulte de la part des hommes politiques. Et cette option occulte, c'est que l'école doit préparer au marché du travail. Je dis : au marché du travail, et non pas : à la vie.

C'était une option froidement réaliste. Nous ne sommes pas dans n'importe quelle société, mais dans la société générale nord-américaine. Et dans cette société-là, dans ce système-là, il faut, il fallait produire pour consommer. Et le système scolaire devait préparer des produits finis (ou le plus finis possible), produits qui deviendraient eux-mêmes des producteurs-consommateurs ajustés. Bien avant Marcuse, Valéry avait vu que « la réciproque de l'utile existe » : on devient le moyen de ce qui était moyen.

Il y avait cette option occulte derrière la polyvalence, et je ne la juge pas, loin de là : elle reflétait le réalisme millénaire qui veut simplement ceci : que chacun gagne sa vie. La vie, celle qu'on ne peut pas gagner mais seulement recevoir, prendra charge de la vie. Il n'appartient pas à un ministère de l'Éducation de préparer à la vie en ce sens-là du mot vie.

Mais cela appartient beaucoup aux instituteurs, aux professeurs, aux éducateurs, aux enseignants, aux maîtres, je ne sais plus quel terme employer ; mettons aux enseignants, par concession et pour faire vite. Je dis alors, s'agissant de système scolaire, que préparer à la vie, appartient beaucoup aux enseignants. Non pas exclusivement à eux, mais beaucoup à eux.

Et alors je porte le jugement suivant, que je veux articuler le mieux possible : les enseignants, pris comme classe sociale, sont un moyen, en regard de l'objectif global dont nous parlions tout à l'heure. Et ce moyen, plus important, plus déterminant que cet autre moyen qui s'appelle ministère de l'Éducation, ce moyen s'est révélé décevant.

La raison en est que les enseignants comme classe sociale possèdent, touchant la chose scolaire, le pouvoir absolu qui est le droit de veto : quand ils ne veulent pas, rien ne marche. Constitués de plus en corporation fermée, ayant un pouvoir de taxation directe en tant que syndicat - l'État étant simplement leur agent collecteur - ils ont réalisé un pouvoir parallèle et poursuivi, par le biais de l'école, des objectifs contradictoires par rapport à ceux, je ne dis pas de la société, mais de

l'État. Leurs déclarations collectives et leurs comportements collectifs depuis cinq ou six ans n'ont en effet rien à voir avec leur fonction publique. Je dis bien : leur fonction publique et je vous rappelle ce que je disais plus haut touchant la politisation de l'école ce qui veut dire : rendre publique la chose scolaire. Publique veut dire comptable, donc responsable. Dans notre système, l'homme politique n'est pas imposé, mais élu et il rend des comptes publics. Mais si on s'engage contre le système social tout entier, on doit le dire, et les enseignants le disent officiellement, mais alors on doit s'attendre à perdre ou à gagner. Mais pas à gagner sur les deux tableaux : gagner en capitalistes quand il s'agit de salaire et de productivité et gagner en idéologues quand il s'agit de marxisme et d'options politiques.

En toutes hypothèses, la fonction publique des enseignants a rarement été en question pour vrai durant toute cette période. Les élèves étaient utilisés ou tenus en otage, mais ils n'étaient qu'un prétexte. On a dit, je le rappelais au début de cet exposé, qu'en théocratie, l'éducation est un prétexte. En C.E.Q. aussi, sauf que le prétexte n'est pas déclaré et qu'il n'a pas valeur d'absolu. À la décharge des enseignants, il faut dire que ce groupe d'hommes a été terriblement balotté durant toute cette période. La réforme scolaire, pour une bonne part, leur fut imposée d'en haut ; leurs conditions de travail également. Pour se défendre, ils ont utilisé leur pouvoir syndical. En fin de compte, on est amené à constater que si tout le monde voulait une réforme scolaire vers les années '60, il y en a moins qui aiment celle qui a été réalisée. Les enseignants sont révoltés ; les administrateurs sont surmenés, les parents sont inquiets et les élèves sont indifférents ou eux-mêmes révoltés. La mécanique s'est grippée quelque part et la cause profonde nous échappe encore, au sens où nous l'ignorons et au sens où nous n'avons pas prise sur elle.

Nous pensions peut-être à cela, obscurément, quand nous nous disions, certains soirs de grand vent, monsieur Arthur et moi, que la réforme scolaire préparait la révolution. Nous le disions pour la conjurer, d'une part ; d'autre part, nous le disions sans savoir quelle forme pourrait prendre la révolution en question.

Comment résumer ce premier point ? Risquons ceci : l'objectif global de la réforme scolaire, c'était la démocratisation de l'école. Ce n'était qu'un objectif en ce sens qu'il n'était pas ancré dans une conception globale de l'homme et de la société. J'aurai à revenir sur ce point tout à l'heure.

Cet objectif a été substantiellement atteint. Pour l'atteindre, nous avons inventé ou repris un certain nombre de moyens : ministère de l'Éducation, appareil légal et administratif, transport scolaire, polyvalence et polyvalentes, syndicalisme idéologique. Quelques-uns de ces moyens se sont transformés en objectifs. C'est le cas de la consultation. Quelques jours après la création du ministère de l'Éducation du Québec (le 13 mai 1964), Paul Gérin-Lajoie, dans un communiqué de presse, caractérisait ainsi son nouveau ministère : maintien de la confessionnalité, démocratisation, consultation. La consultation appartient elle aussi à la catégorie des moyens ; mais ce moyen s'est parfois transformé en objectif. Le processus est le suivant : on transforme un moyen en objectif ; ce moyen, devenu objectif, engendre ses propres moyens : les comités. Vient un temps où tout le monde est en réunion au lieu d'être sur la job. Le comité devient un alibi glorifié ; la façon d'échapper la décision. Ou encore, c'est l'os que l'on donne à ronger pendant que l'on cuisine une décision déjà prise, mais dont on ne veut pas être immédiatement comptable. C'est le contraire de la participation, car c'est le palliatif de l'absence de leadership ; et c'est le contraire de la démocratie, à moins que démocratie soit synonyme de paralysie.

Ainsi encore, au plan pédagogique, la polyvalence est devenue un objectif en soi. Et pourtant, la notion même n'a pas été sérieusement reconsidérée, mais l'on continue de faire et de construire comme si une job devait mécaniquement attendre chaque élève à la sortie du système scolaire. Et on continue de penser que le système scolaire doit être une réplique miniaturisée du complexe industriel nord-américain.

Au plan administratif, on cherche à résoudre des problèmes de vestiaire par quelques heures additionnelles d'activités étudiantes de quarante-cinq minutes bien comptées, bien syndiquées. Au plan syndical, on compte les minutes hebdomadaires et on prépare le grand soir mythique. Au plan gouvernemental, on rationalise à perte de vue, et ceux qui rationalisent les plus férocement n'ont jamais mis les pieds dans une polyvalente. On croit multiplier les services en multipliant les fonctionnaires et les organigrammes. Au bout, il y a toujours un administrateur ou un enseignant qui inscrit des petits chiffres dans des petites cases.

À ce sujet, mentionnons tout de suite qu'il y aurait profit à organiser un système d'échange entre les administrateurs du ministère de l'Éducation et les responsables des écoles. Ces derniers connaissent mal les contraintes du fonctionnaris-

me ; quant aux premiers, ils seraient peut-être moins abstraits après un an de séjour dans ces « poudrières sociales » que sont devenues les polyvalentes.

Ces dernières remarques sont trop générales pour être administrables. Je précise donc que la politisation de l'école - au sens expliqué plus haut - si elle ne conduit pas à une véritable décentralisation, accompagnée d'une véritable efficacité administrative, n'aura consisté au bout du compte - et le compte est élevé - qu'à remplacer un Surintendant obéissant mais inoffensif par des ministres instables et par des chefs syndicaux omnipotents négociant avec des technocrates abstraits.

Cela dit, j'arrive au deuxième point du sujet proposé : quels peuvent être les objectifs de la décennie où nous sommes, en ce qui concerne l'école, et par quels moyens pouvons-nous les atteindre ?

Je parle encore d'objectifs, faute de pouvoir définir la conception de l'homme et de la société qui finaliserait les objectifs. Quand on vit à crédit de finalité avouée et acceptée ; quand on vit dans un no man's land culturel, où il semble bien que l'on est, on ne possède pas de commune mesure. On doit donc se rabattre sur des objectifs.

Disons tout de suite que les Québécois ne sont pas les seuls dans cette situation. L'UNESCO elle-même déclare la faillite de l'école et propose tout simplement à l'école d'apprendre à être au lieu d'apprendre tout court. C'est noble, mais ce n'est guère administrable pour septembre 73, ni ici, ni ailleurs.

Dans la ligne de l'objectif initial de la réforme scolaire, qui impliquait que l'on rendît publique la chose scolaire, je dirais qu'il faut pousser énergiquement l'ouverture de l'école à l'ensemble de la société. Les jeunes souffrent d'être parqués entre eux, car l'éducation exige le contact des générations. Beaucoup de ressources et beaucoup d'expérience sont présentement inemployées, parce que l'école s'est insularisée.

En ce qui concerne le ministère de l'Éducation, il faudrait qu'il se donne les instruments de la souplesse. Il n'est pas normal que toutes les décisions se prennent à un seul endroit. Le ministère de l'Éducation fait parfois songer aux monstres préhistoriques dont on peut penser que leur masse même fut leur condamnation. Quand on n'est plus capable de se mouvoir soi-même, on ne dirige plus rien, même si on peut encore bloquer beaucoup de choses. Il était sans doute fatal que le ministère de l'Éducation en un premier temps fût centralisateur ; il doit mainte-

nant se réserver les fonctions générales de planification, de coordination et de contrôle, pour laisser les décisions le plus près possible du champ d'action.

Je suis conscient que je m'adresse présentement à des directeurs généraux ; c'est pourquoi j'ajoute que vous aussi, vous êtes devenus un pouvoir et que vous risquez bien de garder pour vous le pouvoir dont se sera délesté le ministère, développant vis-à-vis des écoles, physiquement prises, les mêmes travers que vous reprochez au ministère de l'Éducation. Or il est clair qu'il faut rapatrier le plus possible de pouvoir dans les écoles mêmes, pour la raison bien simple que c'est là que se trouvent et que tâchent de vivre les maîtres et les élèves. On s'accorde généralement à dire que la réforme scolaire a donné de meilleurs résultats au niveau élémentaire qu'aux autres niveaux. Il y a à cela plusieurs raisons ; j'en mentionne deux. La première, c'est qu'à l'élémentaire, les structures sont demeurées pratiquement inchangées ; la seconde, c'est qu'on s'est davantage préoccupé des maîtres de l'élémentaire. C'est donc là qu'on a eu davantage la chance de manifester de la créativité et de laisser leur enfance aux enfants.

Il faut que l'école redevienne l'école selon l'étymologie du terme : le lieu du loisir, ce qui ne veut pas dire de l'amusement. Quand on parle de l'école milieu de vie, on ne dit pas autre chose. Apprendre à apprendre ne veut rien dire si cela ne veut pas dire donner ou acquérir le goût du savoir. Et apprendre à être ne veut rien dire si cela ne veut pas dire rendre autonome et ouvert

Que l'école soit à la recherche de sa signification n'a rien qui doive nous surprendre ni nous décourager. Tout le monde sait maintenant que l'Occident tout entier, pour dire le moins, subit une profonde transformation culturelle. Cela est tombé sur nous plus vite qu'on ne l'aurait cru : en tout cas ? Plus vite qu'on ne l'avait prévu. De plus, à nous, au Québec, il est arrivé ceci qu'en même temps que nous faisons une réforme radicale de notre système scolaire, nous avons été rejoints et dépassés par la révolution culturelle en cours, car les jeunes ont enregistré, beaucoup plus rapidement que l'école, les signes et les valeurs de cette révolution culturelle. En d'autres termes, quand elle est parvenue aux intéressés, notre réforme était désuète.

On ne pourra quand même pas indéfiniment croire et faire accroire au monde qu'il faut avoir fait le cours 422 après le cours 322 et avant le cours 522 pour réussir sa vie. On ne pourra quand même pas croire et faire accroire au monde, indéfi-

niment, qu'il faut 1575 minutes de cours par semaine pendant cinq ans pour sauver son intelligence et sa vie.

Conclusion

Mon espoir, c'est ceci : il se peut que notre réforme scolaire s'avère, dix ans après, désuète ; non pas quant à son objectif initial et global, qui lui, a été atteint, mais quant à son contenu et à sa signification. Il se peut. Cependant, je suis persuadé que nous avons pris, à l'occasion de cette immense aventure, une avance considérable en tant que société. Il y a peu de sociétés contemporaines qui aient investi autant que la nôtre dans l'éducation, toute proportion gardée ; investi de l'argent, bien sûr, mais surtout de la réflexion. J'en veux pour signe le fait que je retrouve, en plus clair, dans un livre publié chez nous il y a trois ans, l'essentiel du récent rapport de -L'UNESCO : *Apprendre à être*. Je veux parler de l'ouvrage qui contient les diverses communications faites lors du carrefour des étudiants du Québec organisé par l'université du Québec à Trois-Rivières. Ce carrefour a dû coûter trois ou quatre mille dollars ; la recherche de L'UNESCO, je vous laisse deviner combien elle a pu coûter. On n'a guère parlé du livre publié par l'université du Québec à Trois-Rivières. Je cite donc un paragraphe de l'une des communications faite à cette occasion et qui annonce, presque mot pour mot, le titre du volume publié trois ans plus tard par L'UNESCO. ⁸⁰

« Au cours secondaire du moins, les matières au programme reprendraient la place qui leur revient, celle de matériaux de base, de matières qui serviraient de point de départ au travail communautaire. Ainsi délivrée de l'obsession du plus grand éventail possible d'options, l'école redonnerait un sens à l'apprentissage. Il importe bien peu qu'un étudiant voie tout le programme d'histoire et tout le programme de géographie : ce qui importe, c'est qu'il puisse vivre une situation d'apprentissage qui lui permette d'acquérir ce que l'on appelait autrefois une « méthode de travail », et qu'il importe maintenant de promouvoir au statut de « méthode

⁸⁰ *Apprendre à être*, UNESCO. éd. Fayard, 1972.

de vivre », puisque le « travail » n'est plus l'unique préoccupation de l'homme. » ⁸¹

Je termine, pour appuyer ce que je disais tout à l'heure touchant l'avance que nous avons prise, par une citation de Gaston Berger :

« Il est plus important de changer la mentalité des hommes que de leur donner des règles magiques qui leur permettraient de voir à l'avance ce qui va se passer dans dix ans. (...) Il faut que l'homme apprenne à vivre et à être heureux dans un monde dont la règle est le changement. Il faut donc lui donner une formation en ce sens, appelons-la morale, si vous voulez. Ce n'est en général pas ce que nous réalisons dans l'éducation.

Nous contrôlons des connaissances beaucoup plus que des qualités de caractère. Or, nos connaissances, trop exactement adaptées à certaines tâches définies, vont se trouver rapidement démodées.

(...) Alors voici une conclusion pratique immédiate : il faut que l'éducation prenne le pas sur l'instruction et qu'elle soit permanente. Je tiens d'ailleurs pour certain que le pays qui le premier réalisera ce programme aura fait une telle révolution qu'il aura sur les autres une avance considérable. » ⁸²

⁸¹ *L'avenir des étudiants et les étudiants de l'avenir*, Université du Québec à Trois-Rivières, 1970, Tome 1, p. 203.

⁸² Gaston Berger in *Conversion spirituelle et engagement prospectif : Essai pour une lecture de Gaston Berger*, par Bernard Ginisty, les Éditions ouvrières, 1966, p. 243.

DOSSIER UNTEL

V

LA LANGUE

[Retour à la table des matières](#)

DOSSIER UNTEL : V. LA LANGUE

AMOUR ET BON USAGE
DU FRANÇAIS *

[Retour à la table des matières](#)

Les congrès, les biennales *et alia hujusmodi* se situent quelque part entre la recherche et le cocktail (le terme est dans le Larousse), et plus près de celui-ci que de celle-là. L'utilité de ces événements ressortit plus du domaine de l'appétit que de celui de la raison. Je réfère, ce disant, à des catégories du 13^e siècle et je veux dire, en clair (et j'aurais bien pu commencer par là), que les rencontres comme celle-ci sont plus satisfaisantes pour le sentiment que pour l'intelligence. On pourrait les comparer aux pèlerinages, dont Thomas à Kempis, l'auteur putatif de l'imitation de Jésus-Christ, disait qu'on n'en revient pas meilleur ; en l'occurrence, il faudrait dire : plus savant.

Je n'ai pas la prétention de vous apprendre grand-chose ; tout au plus vous donnerai-je le témoignage d'un homme qui aime la langue française. Je voudrais pouvoir dire : la langue française, comme Montaigne, le dernier homme qui ait su ce que c'était que parler français librement. Nous sommes tous, à des degrés divers, sauf peut-être le commissaire San Antonio, les malingres survivants de l'entreprise de stérilisation amorcée au Grand Siècle.

J'ai une première chose à dire, peu importe le sujet proposé, c'est que le français est une langue gourmée, une langue de savant ; qu'il n'est pas une langue populaire. Malherbes et Mlle de Scudéry ont tué Rabelais et Montaigne. Il fallait que

* Causerie prononcée lors de la deuxième biennale de la langue française tenue à l'université Laval le 7 septembre 1967.

la langue française fût une forte fille pour survivre malgré le carcan qu'on lui a imposé. Et il est difficile, aujourd'hui, d'inventer les mots à mesure qu'on en a besoin. Montaigne disait « gardoire » au lieu de mémoire ; faculté parlière, au lieu de parole, et ainsi de suite. Parler français librement, ce serait pouvoir se mouvoir à l'aise dans sa langue. Pour cela, il faut certes la connaître, mais il faut surtout l'aimer et il faudrait qu'elle fût un peu plus libre elle-même, un peu plus engageante, un peu plus fille d'auberge.

Je ne poursuis pas ici une analyse savante, je livre mon sentiment ; je n'ai pas non plus de solution dans ma poche ; j'ai quand même l'intuition que les francophones extra-hexagonaux peuvent contribuer à dégeler un peu notre françoise académique. Que les étrangers qui sont ici aillent voir dans Charlevoix ou au Lac-Saint-Jean comment les vieux parlent français, le français des seigneurs. Je dis : les vieux, parce que les jeunes, ils ont dégringolé. En annonçant l'apport éventuel des francophones extra-hexagonaux, je vais beaucoup moins loin que Valéry qui déclarait tout net que « la France est le seul pays du monde où l'on ne puisse absolument pas apprendre à parler le français. » La racine du mal, il la voyait dans l'absurdité de notre orthographe, qui place notre langue en état d'infériorité vis-à-vis de certaines autres, l'italien et l'espagnol, notamment. Il notait que le français possède deux manières d'écrire F ; quatre manières d'écrire K ; deux manières d'écrire Z, etc. L'économiste Jean Fourastié, dans son livre récent *Les 40000 heures*, dénonce lui aussi les traquenards stériles de l'orthographe française. Il y a longtemps que l'on parle d'une réforme de l'orthographe : elle n'est pas pour demain. Il semble pourtant que le français international dont on se gargarise par ici devra la mettre à son budget sous peine de n'être que le français international de quelques millions de lettrés. Et quelques millions de lettrés ne font pas une langue populaire.

Maintenant que j'ai fait ma petite sortie, je voudrais commenter librement les termes mêmes du sujet proposé.

La connaissance d'une langue, c'est l'affaire de toute une vie. L'enfant commence par dire et il a toute sa vie pour comprendre. On n'a jamais fini de savoir ce que l'on dit. « Qui saurait parfaitement sa langue, écrit Alain, saurait tout de l'homme. »

Il ne me paraît pas plausible que ceux qui ont choisi le thème de cette après-midi aient voulu entendre connaissance en ce sens-là. Peut-être faut-il entendre apprentissage au lieu de connaissance. Mais alors, quoi dire ? Je passe la main aux pédagogues. J'aurais préféré, au lieu de connaissance, amour et bon usage du français.

La langue, c'est le sang de la pensée. Connaître une langue, c'est posséder la condition principale de la santé intellectuelle. Si cette image résiste à l'analyse, il faut conclure que la connaissance d'une langue est un idéal, comme la démocratie. Il faudrait ajouter qu'une langue ne s'enseigne pas de la même façon que les mathématiques ou la physique. Certes, il existe un certain corps de doctrine, transmissible par l'école, et qui s'appelle la grammaire. Mais on ne connaît pas sa langue quand on connaîtrait parfaitement sa grammaire. Ça ne serait d'ailleurs pas la peine : tout ce qui peut être enseigné ne mérite pas d'être appris. La santé ne s'enseigne pas. Elle se transmet et se protège. Elle exige un climat favorable, une alimentation, de l'exercice. De même pour la langue.

Comment apprend-on une langue, la sienne ? Pour répondre sur le mode du témoignage, j'ai envie de résoudre dans mon expérience personnelle, je connais ma langue. Attention ! Je maintiens ce que je disais tout à l'heure : que c'est l'affaire de toute une vie, mais enfin, je pose que je connais honnêtement ma langue. Je commets des impropriétés, comme tout le monde, comme les écrivains français qui écrivent décades au lieu de décennies. Je connais ma langue parce que j'aime les mots, parce que j'aime communiquer, parce que j'ai lu. J'aligne les parce que. Mais pourquoi suis-je ainsi ? Je ne vois pas de réponse claire. Faut-il chercher du côté de l'enfance ? Faut-il affirmer tranquillement que la langue maternelle s'apprend principalement, selon tous les sens de ce terme, de la mère ? Les lieux communs logent le mauvais style, mais ils sont inattaquables.

Cela, pour dire que la langue se transmet. Elle exige ensuite un climat favorable. Cette condition en est une de civilisation. Je reviendrai là-dessus tout à l'heure, par un autre biais. Bref, la connaissance de sa langue suppose une vie intérieure. Les civilisations plates, horizontales, n'exigent guère l'approfondissement de la langue.

Qui définira le bon usage ? Montaigne ne faisait pas le bec fin, lui qui ne souhaitait rien d'autre que de parler le français des halles de Paris ; et Suétone quali-

fiait de soldatesque la langue de César, qui est devenu empereur, et classique. Nous touchons ici la première dimension, et de loin la plus importante, du bon usage, qui s'appelle l'usage tout court. Le bon usage, c'est la vie même d'une langue et la vie n'est point propre ; la vie n'est pas cartésienne. Les mots d'une langue ne sont pas des jetons ; ils possèdent une nature, au sens étymologique du terme ; il y a en eux, comme en tout ce qui est vivant, de l'infini. Le bon usage, c'est la santé même d'une langue et la santé d'une langue renvoie à la culture dont elle est le principal véhicule, et à la civilisation qui supporte cette culture. À la limite, le bon usage est fonction de la civilisation. Disons autrement que le bon usage est fonction de la force.

La menace du franglais, éloquemment dénoncée par le professeur Etienne, est strictement proportionnelle à la puissance américaine. Quoi qu'en pense Astérix, le latin a vaincu le celtique ; l'évolution a fait le reste. À la sixième biennale du français, on parlera sans doute de la menace du fransinois. J'invente le mot et je le copyrite séance tenante, comme dirait San Antonio.

L'avenir de la francophonie est fonction de la puissance réelle des pays francophones. Il est consolant de parler de l'annexion culturelle du vainqueur par le vaincu, mais il reste, dans les faits, que le grec n'est plus parlé que par neuf millions d'hommes. Le français vivra et progressera, ici comme au Gabon ou à Paris, s'il s'appuie sur la force ; la force, c'est-à-dire l'organisation et le travail. Le rayonnement suit la force. Il n'y a pas de Camus finlandais, et Camus lui-même n'équilibre pas la General Motors. Je pourrais m'objecter à moi-même qu'il s'est vendu plusieurs millions de disques de Mozart l'an dernier. Je répondrais que cela assure le royaume de la RCA Victor et de Philips davantage que celui de l'Autriche-Hongrie. (Davantage que, c'est une tournure archaïque, et je le sais.)

Comme condition générale, le bon usage suppose la connaissance et requiert une police. Au premier degré, cette police est exercée par les écrivains ; au second degré, par les institutions, qu'elles s'appellent écoles, académies, ou dictionnaires.

Comme condition particulière, le bon usage suppose, chez l'individu, l'amour de la parole qui s'enracine dans la vie intérieure ; s'il s'agit d'une collectivité, le bon usage suppose un projet collectif. Le barbare est essentiellement l'homme sans passé et sans projet. Ici au Québec, nous avons un passé, il nous reste à défi-

nir notre projet collectif et à vérifier si nous avons vraiment envie de vivre en français.

L'école.- On demande beaucoup à l'école, beaucoup trop. L'école peut être un alibi. Je dis bien : l'école et non pas l'éducation. Une collectivité qui se reposerait entièrement sur l'école pour vivre et progresser se tromperait. A-t-on assez vu que la part de l'école comme agent de formation est de plus en plus restreinte ? Ce phénomène n'est point vieux. Il date d'un quart de siècle, à peine. L'influence de l'école a basculé au moment de la naissance des mass media, c'est-à-dire vers 1930. Mass media, voilà déjà une expression difficile à dire en français. Edgar Morin, dans son volume *L'Esprit du temps*, emploie une fois l'expression « techniques de diffusion massives » et tout au long du volume, ensuite, il n'écrit plus que mass media. Montaigne aurait trouvé un mot bien français. Et que les becs pincés ne s'imaginent surtout pas qu'on va forcer le peuple à dire « techniques de diffusion massives » au lieu de mass media.

Ramener l'influence de l'école à ses proportions réelles, c'est reporter la responsabilité au niveau de la société tout entière et de tous les agents de formation que l'on retrouve dans une société. Et seul l'État peut animer et coordonner l'influence de ces agents. En vingt minutes d'émotion, on a dit, il y a quelques années, l'essentiel de ce qu'on peut dire à ce sujet : qu'un mot vaut bien une truite ; qu'une expression vaut bien un original et que si l'État protège les truites et les originaux, il doit également protéger les mots et la langue ; la langue est un bien commun au même titre que les autoroutes et les parcs nationaux.

Vie : connaissance, bon usage, école, c'est la vie qui va trancher. Et la vie n'attend pas les graves délibérations des académies. L'humanité bascule. Quelques centaines de grosses têtes n'en finissent plus de nous avertir que tout est changé. Les prophètes de l'âge électronique nous disent que la galaxie du Guttenberg est éteinte. Les mass media ne jouent pas sur le même clavier que l'imprimerie. On n'a pas le droit de réfléchir sur le sort d'une langue si l'on ne tient pas compte de ce fait.

Les génies sont les grands nommeurs. Nous nommerons le monde en français si nous avons du génie, si nous sommes capables de nous souvenir de l'avenir en temps opportun. Si notre projet collectif prend corps. Je dis : notre. Je pense d'abord au Québec, mais aussi à la francophonie.

Je ne suis pas inquiet pour la parole, car je vois que les hommes parleront de plus en plus ; tout l'effort de la civilisation aboutit à la conversation ; je suis inquiet pour le français. Ici, d'abord, bien sûr, car c'est ici qu'il est le plus menacé ; mais aussi pour toute la francophonie.

Bon, je termine. J'avais deux choses à dire sur le mode du témoignage et non pas de la communication savante ; premièrement, que l'avenir du français n'est plus une affaire d'imprimerie et d'école, mais d'éducation populaire ; deuxièmement, que l'avenir du français est lié à la puissance réelle des pays francophones. Et par-devers moi je me dis que la puissance réelle, c'est la vie intérieure. Et je ne sais plus trop si c'est la vie intérieure qui engendre la parole ou la parole qui structure la vie intérieure.

DOSSIER UNTEL : V. LA LANGUE

LA LANGUE : SANG DE LA PENSÉE *

[Retour à la table des matières](#)

La langue est le sang de la pensée. Cette formule est du philosophe espagnol Unamuno, qui est littéralement mort de peine dans les premières semaines de la guerre civile espagnole qui fit un million de morts et une dictature. Je rappelle ces faits aux « flots » ⁸³ pour qu'ils sachent que la violence n'engendre pas la liberté. Au fait, pourquoi ne rappeler ça qu'aux jeunes ?

Les vingt-cinq millions de dollars que le gouvernement fédéral vient de remettre au Québec, afin de promouvoir l'enseignement des langues officielles, ont reporté le problème des langues à la une.

Disons d'abord que le premier objectif de cette mesure, c'est d'assurer l'enseignement dans la langue de la minorité officielle. En clair, c'est d'assurer l'enseignement du français aux francophones d'Alberta, par exemple.

L'autre objectif, c'est de favoriser l'enseignement de la langue seconde officielle à tout le monde : le français pour les anglophones ; l'anglais, pour les francophones.

Il faut bien voir que le Québec applique cette politique à ses propres frais depuis toujours. En matière de bilinguisme, nous en savons un sacré bout.

* *La Presse*, 30 mai 1970.

⁸³ Au Lac-Saint-Jean et en Gaspésie, on dit « flots » pour désigner les enfants en particulier et, en général, les jeunes. Le terme est affectueux, ironique, gouailleur, c'est selon.

Pour autant que le système scolaire québécois est en cause, quelques remarques s'imposent. Les anglophones du Québec, s'ils veulent sortir de leur ghetto, devront pousser (ils ont sérieusement commencé à le faire) l'apprentissage du français comme langue seconde. Vivre dans un pays, sans viser au moins une connaissance d'usage de la langue de la majorité est une erreur, d'abord, et un intolérable mépris, ensuite.

Les francophones du Québec, par ailleurs, ont également besoin d'une connaissance d'usage de l'anglais. Il reviendra au ministère de l'Éducation d'établir les programmes et les contrôles appropriés à cette fin. Il n'a pas attendu ce papier pour commencer. À ce sujet, on peut quand même se demander si l'apprentissage de l'anglais comme langue seconde, par les francophones, n'a pas connu, depuis dix ans, une dégradation considérable, sans que l'apprentissage et l'usage du français en aient profité de quelque façon. On ne verrait d'ailleurs pas comment.

Comprendre les autres et s'en faire comprendre, c'est la fin même de la civilisation. Dans *lettre à une maîtresse d'école* les enfants de Barbiana déclarent : « Les hommes ont besoin de s'aimer par-delà les frontières. Il faut donc apprendre beaucoup de langues, rien que des langues vivantes. »

Promouvoir l'apprentissage d'une langue seconde est une chose, institutionnaliser le bilinguisme en est une autre.

Pour un individu, connaître une seconde langue est une augmentation de son être. Mais on ne peut pas imposer ce luxe à toute une société. La langue de travail au Québec doit être le français. Vouloir autre chose équivaldrait à organiser le naufrage pour se donner le frisson d'identifier les meilleurs nageurs.

En tout cas, ceux qui croient au bilinguisme ont besoin de se tourner de bord rapidement. Je pense en écrivant ces lignes au cas de l'étudiant de Moncton à qui on vient de refuser un procès dans sa langue, le français.

Les Pouvoirs peuvent ergoter longtemps, mais ils doivent savoir que la jeunesse n'a pas la patience que nous avons eue, parce qu'elle n'a rien connu : ni la Crise, ni Hitler. Tout lui tombe cuit dans le bec, sauf le marché du travail, pour la bonne raison que le marché du travail se bâtit, notamment, avec du travail.

On se tromperait toutefois si l'on pensait que l'école, seule, peut être chargée de la responsabilité de la langue. L'école, d'une part, est de moins en moins dans

l'école. Dans la société contemporaine, il existe beaucoup d'agents de formation autres que l'école. D'autre part, si l'école ne s'aboutit pas à la vie, quel sens a-t-elle ?

Cause toujours, mon latin ! Mais n'oublie pas que la langue suit la force. Elle suit le dynamisme. On parle chinois en Chine, pour deux bonnes raisons : il y a beaucoup de Chinois ; et, en Chine, les choses se passent en chinois.

On a fait état, cette semaine, du faible taux de croissance démographique du Québec attribuable à la baisse de la natalité et à l'insuffisance de l'immigration. Constater ce fait, c'est vérifier une fois de plus que la vitalité ne se décrète pas. « La vie crée des formes, mais les formes ne créent point de vie ».

Tout attendre de l'État, par le jeu des lois ou par le détour du système scolaire serait une erreur. Pourtant, dans notre situation, l'État doit, jusqu'à un certain point, suppléer au nombre en matière de langue. Il fait l'équivalent, en d'autres domaines et pour d'autres raisons quand il élève le prix du blé ou régularise les crédits à l'exportation.

La langue est le sang de la pensée, elle est aussi le véhicule de la force. Le commencement de la force, c'est de prendre conscience de sa force et de ne pas attendre toutes les garanties avant d'agir.

Il n'y a pas d'assurance sur l'avenir, sauf l'assurance en face de l'avenir.

DOSSIER UNTEL : V. LA LANGUE

FRANCISER À CONTRE-GÉOGRAPHIE *

[Retour à la table des matières](#)

Récemment, le ministre québécois de l'Immigration déposait à l'Assemblée Nationale un projet de loi en vertu duquel « il ne sera plus nécessaire d'être citoyen canadien pour exercer certaines professions ; il suffira aux candidats de s'engager à demander cette citoyenneté dans les délais légaux minimaux et de posséder une connaissance d'usage du français ». Dix-neuf professions sont mentionnées dans le projet en question, mais le gouvernement se réserve le droit d'allonger la liste par simple arrêté en Conseil.

Des députés libéraux représentant des circonscriptions où se trouvent de nombreux anglophones et une forte proportion d'immigrants ont obligé le Premier ministre à modifier le plan original, qui prévoyait que les tests de connaissance du français seraient administrés sous la responsabilité du gouvernement. Il semble que les tests en question seront administrés directement par les diverses corporations, ce qui rendrait plus faciles les conditions d'admission des immigrants.

En ce qui concerne les ouvriers de la General Motors, à Sainte-Thérèse, ils ont décidé de reprendre le travail en même temps que les ouvriers des autres succursales de la General Motor au Canada. Ils n'ont obtenu que des satisfactions symboliques quant à leur revendication linguistique. Les considérations économiques l'ont emporté sur les considérations culturelles. Ce n'est pas aux ouvriers qu'il faut demander de porter le poids d'une lutte par ailleurs mai engagée.

* *La Presse*, 19 décembre 1970.

Enfin, le Gouvernement fédéral, poursuivant son rêve biculturel, nous promet des étiquettes bilingues sur les cans, d'ici à 1975. C'est tirer une grosse traite sur la patience.

Des tests-maison pour les immigrants ; des griefs en français pour des ouvriers, des étiquettes bilingues pour tout le monde. Quant à y être, on peut bien rappeler que durant le récent congrès de la CSN, on a jugé nécessaire de recourir à la traduction simultanée et de maintenir la version anglaise du journal *Le Travail*, alors que le Président, dans son rapport moral, prône, à toutes fins utiles, l'unilinguisme français.

Tout le monde est pour le français au Québec, mais personne ne veut y perdre des sous, des votes ou des cotisations.

Monsieur Bourassa convient lui-même que le français-comme-langue-de-travail est une formule assez générale. Au fait, ce n'est qu'une formule. Ce gouvernement commence à s'apercevoir qu'un slogan n'est pas un programme. Et non seulement un slogan n'est pas un programme, mais même un but n'est pas une politique. La politique, c'est la composition des moyens. On n'a jamais que la politique de ses moyens.

En matière linguistique, nul ne peut plus récuser le but : nous nous dirigeons vers l'unilinguisme français. C'est au gouvernement à définir la politique à ce sujet. Mais définir une politique, ce n'est pas procéder par à-coups ou multiplier les fanfaronnades comme si l'on était en campagne électorale.

Le gouvernement a déjà créé un instrument pour lui permettre d'établir une politique de la langue : c'est la Commission Gendron. C'est à elle qu'il doit demander les études qui lui permettront d'identifier les moyens à mettre en oeuvre.

L'intervention de l'État est nécessaire. En Amérique du Nord, les acteurs économiques et géographiques jouent contre le fait français. Partout en Amérique, ces facteurs ont écrasé le fait français, saut' au Québec. Ils agissent aussi au Québec, quoique, pour des raisons démographiques, leur action soit plus lente.

Cependant, c'est le rôle normal du pouvoir politique d'intervenir contre le jeu libre de facteurs divers, quand ce jeu est nuisible à une collectivité. D'ailleurs, que la langue française soit protégée et promue par l'action de l'État au Québec, ce ne sera pas un précédent historique : Il n'y a probablement aucune langue moder-

ne qui serait ce qu'elle est, si des interventions politiques n'avaient canalisé son évolution.

L'intervention de l'État est nécessaire et urgente. Mais l'urgence, en cette matière, ne se mesure pas à l'échelle des pompiers. En politique, il faut faire un choix et s'y tenir. Promettre, improviser, reculer, fait plus de dommages que de bien. Il y a plus de deux cent ans que des facteurs divers sont défavorables au fait français en Amérique. Les deux ou trois prochaines années peuvent être déterminantes pour le redressement de la situation, à condition de les investir dans l'action et non dans la panique.

Le gouvernement doit mettre d'autant plus de soins à établir son programme d'action que la matière est plus délicate. On voit déjà que les résistances seront fortes et que les centres de décision ne sont pas tous à Québec.

Le but est net et accepté par la majorité. Cela constitue déjà une donnée relativement nouvelle et positive. Il reste à établir un programme d'action, à l'annoncer clairement et à s'y tenir.

DOSSIER UNTEL : V. LA LANGUE

LA DERNIÈRE FRONTIÈRE *

[Retour à la table des matières](#)

Tout être, individuel ou collectif, protège son identité de diverses façons. C'est à cela que servent les pelures, les cosses, les écorces, les fourrures, les écales et les écoles. C'est à cela que servent les frontières.

Notre identité à nous a longtemps été protégée par au moins trois frontières : la géographie, la religion et la langue. Ces trois frontières sont maintenant ouvertes. Et voilà pourquoi on est fébrile.

La frontière géographique n'existe pratiquement plus à cause de la mobilité des personnes et de l'ubiquité des ondes. La frontière religieuse n'a plus aucune incidence sérieuse sur notre vie collective. Quant à la frontière linguistique, elle continue de subir les effets d'une dévitalisation interne, dans le même temps qu'elle est affaiblie du simple fait qu'elle est maintenue par un nombre relativement moins important de personnes.

Étant donné la disparition ou l'affaiblissement des trois piliers traditionnels de notre être collectif, il est fatal que nous cherchions dans la politique le symbole, la garantie et le refuge absolus de notre identité.

Que l'on parle d'immigration, de carte électorale ou de carte scolaire, d'économie ou de Constitution, on est toujours ramené à la question linguistique, car c'est la question centrale. C'est la dernière frontière.

* *La Presse*, 24 mars 1971.

Il importe cependant de bien savoir que, quelles que soient les solutions politiques de ce problème, il y aura un prix à payer, qui sera très réel et très sensible si la solution doit être réelle et non rhétorique.

Il y a toujours eu un prix à payer et il y en aura toujours un, même s'il doit changer de nature. C'est le prix de franciser à contre-géographie. Ce prix, pendant longtemps, prenait la forme de l'isolement. L'isolement n'est plus possible. Il y a beaucoup de chance que le prix doive maintenant prendre la forme de l'austérité et de la discipline dans le domaine économique.

Soyons concret : LA PRESSE est un journal de langue française publié à Montréal, circulant principalement en milieu montréalais et devant, par conséquent, faire face à la concurrence des quotidiens anglophones, Montréal étant ce qu'il est. Quand on court tout seul, on gagne toutes les courses, mais quand on court avec des concurrents (le mot le dit), on ne gagne que si l'on court vite et bien. Or, La Presse doit affecter environ 10% de ses coûts d'opération à des fins de traduction. Si le journal n'affectait pas ce 10%, il aurait, comparé à un quotidien anglophone de Montréal, la valeur $X - 10\%$, toutes choses étant égales par ailleurs : compétence des journalistes, efficacité de l'administration, importance du tirage, etc.

Autre exemple. On peut être une capitale industrielle en japonais au Japon ou en allemand, en Allemagne ; mais on ne peut pas être une capitale industrielle en français en Amérique du Nord au même prix. Au Japon ou en Allemagne, le bi ou le trilinguisme est une nécessité qui s'impose à une infime proportion des citoyens. Mais cela ne se compare pas au bilinguisme préconisé par la théorie canadienne officielle, et surtout pas à ce qui est vécu par la population francophone de Montréal.

Selon les statistiques de 1961, les francophones d'origine représentaient 64% des habitants de la zone métropolitaine et les « parlant français », 75%. Selon les mêmes statistiques, 20% des habitants de la zone métropolitaine étaient d'origine britannique, mais 60% étaient des « parlant anglais ». En d'autres termes, le taux d'attraction de l'anglais, à cause du double jeu du bilinguisme et de l'assimilation des Néo-Québécois, a permis au groupe d'origine britannique de tripler son importance linguistique. De façon générale, de plus en plus de Montréalais parlent

seulement anglais (22% au lieu de 18%) et de moins en moins, seulement le français (40% au lieu de 64%).

Les statistiques dont on fait état ici sont vieilles de dix ans. La dynamique qu'elles mettaient en lumière a continué de jouer dans le même sens. La preuve la plus cruelle nous en est administrée par ce qui s'est passé à Saint-Léonard.

La comparaison strictement économique avec les USA ou l'Ontario nous est défavorable. Le décalage en question est, pour une part, la traduction économique de notre spécificité, le prix de notre identité. Si l'on ne veut pas que ce prix devienne intolérable, si l'on veut éviter que la peine emporte le profit, il faut augmenter notre productivité : travailler davantage et être plus compétitif. Les interventions politiques, pour être significatives, doivent passer par là.

Aussi longtemps que l'on est entretenu, par son père ou par les USA, il est facile de faire des blagues sur le système économique dans lequel nous vivons. Un étudiant déclarait récemment, lors d'une séance du comité mixte du Sénat et des Communes sur la Constitution : « Fini le contrôle économique par une minorité en état d'infériorité. La culture dans la rue. L'économie au peuple. » Bien ! Faudrait en parler aux Polonais et aux Cubains, par exemple. De leur côté, quand les centrales syndicales réclament en même temps la parité des salaires avec les USA ou l'Ontario et le français-langue-de-travail, elles pratiquent un nationalisme de façade. Encore une fois, il faut payer un prix pour être soi.

En vérité, le Québec est le lieu de deux grands débats : le débat national et le grand bouleversement occidental, cette grande mue que les savants appellent la révolution culturelle. Avons-nous les moyens de nous présenter en même temps aux deux examens ? Mais nous n'avons pas le choix.

DOSSIER UNTEL : V. LA LANGUE

LA QUANTITÉ DE LA LANGUE *

[Retour à la table des matières](#)

J'allais dire, cédant à l'urbanité : ceux qui nous font l'honneur de nous lire... Mais je n'en pense rien. Ceux qui nous lisent, nous lisent parce qu'ils le veulent bien. Ils n'y sont point tenus, d'une part ; d'autre part, ne nous honore pas qui veut. Je dis donc, à ceux qui nous lisent, qu'ils auront peut-être remarqué que notre page d'hier était singulièrement unifiée. Les deux éditoriaux, le document du bas de page et la caricature traitaient d'un même sujet : la langue. Ce n'est ni le fruit du hasard, ni le produit d'une savante planification. C'est, plus mystérieusement, le résultat d'une forme de la vie. Certaines préoccupations possèdent une faculté organisatrice un peu à la façon dont l'aimant organise la limaille de fer. Ainsi en va-t-il de la langue.

Nous avons déjà écrit que la langue était notre dernière frontière. Si cette frontière devait s'évanouir, nous serions dans la situation d'un homme qui perd sa maison. Il nous resterait à vivre à loyer. On n'est propriétaire de soi-même que dans la mesure où l'on s'exprime dans sa langue maternelle. Le dépendant par excellence, c'est l'enfant. *Infans* : celui qui ne parle pas. Autrement, on vit à loyer. On vit peut-être plus confortablement, mais on vit à loyer.

Ce sont là, je le sais, des réflexions lyriques. Venons-en à quelques remarques plus pragmatiques.

Il est vain de penser que les lois garderont ce que le manque de vitalité aura laissé mourir. Les lois ne font jamais que codifier ce qui est. Les lois ne créent

* *La Presse*, 8 mai 1971.

rien ; elles ne font que fixer l'acquis, quand il y a lieu. En d'autres termes, les lois ne précèdent pas la réalité. L'histoire linguistique de l'Alcan (si l'on ose employer cette expression) est un exemple considérable, c'est-à-dire digne de considération.

Le cas des « comtés protégés » est un autre exemple. Voici qu'une portion importante du territoire est, pour ainsi dire, gelée par une loi au profit des anglophones. Cent ans après, les comtés en question ont été assimilés par les francophones. Seuls quelques politiciens continuent d'ignorer cette réalité, par calcul ou par ignorance. Que les rhéteurs rhétoriquent !

Mais pendant ce temps, des malades (je ne juge pas leur responsabilité, je constate leur maladie) montréalais, par esprit démissionnaire, voudraient nous faire accroire que notre langue est la leur : une langue décomposée, une langue épaisse, une langue de malade. Ils voudraient nous faire accepter leurs faiblesses ou leur ignorance comme étant des règles, faute d'avoir appris les règles. Pardon ! Je n'ai rien contre les malades, mais je ne veux pas qu'on extrapole la maladie et qu'on en fasse une norme. La norme, c'est la santé. Et même s'il y a plus de malades que d'hommes sains, on ne changera pas la définition de la santé. On ne vote pas la santé à la majorité absolue des voix. La santé n'est pas syndiquée.

Maintenant, voyons bien ceci : la force de résistance de notre peuple, et, jusqu'à un certain point, sa force assimilatrice (parfaitement, assimilatrice) se fondaient sur des valeurs. On a répété à satiété que la langue était gardienne de la foi. Il faudrait regarder cette affirmation dans un miroir, on la verrait à l'endroit : c'est la foi qui a - par un mystérieux détour - assuré le nombre d'abord, et ensuite, les milliards de sacrifices à court terme qui font la force et le dynamisme d'un peuple. Par exemple, on ne saurait nier que la morale catholique, telle qu'elle a été vécue par ici pendant deux cents ans a joué un rôle déterminant en ce qui concerne notre quantité même. Or, le nombre est, à son tour, déterminant quand il s'agit du pouvoir assimilateur. On ne vit que de ce que l'on surmonte, mais pour surmonter, il faut y être.

Mais il ne paraît guère que nous voulions y être. C'est ainsi que la mode est à l'avortement. L'avortement libre est gratuit. On est socialiste ou on ne l'est pas.

Il est vrai que chez nous comme ailleurs, le nationalisme a pris la relève de la religion. Il reste à voir s'il saura rejoindre et maintenir d'aussi près un peuple qui

ne peut pas, comme d'autres, s'appuyer sur le nombre ou la géographie. On ne remplace la foi, pour une collectivité, que par des symboles ou une tyrannie.

Allons-y toujours pour les symboles, dont le propre, contrairement aux signes, est d'être ambigus. Ce que j'écris ici est clair, mais un peu difficile. Le difficile est justement le chemin. On dit, des fois, que le chemin sera difficile. Non ! C'est le difficile qui sera le chemin.

Nous sommes condamnés à l'austérité. Depuis toujours, et c'est pour cela même que nous y sommes toujours. La géographie est contre nous ; l'hiver est contre nous (Donalda l'a assez répété) le nombre est contre nous ; les *mass media* sont contre nous. Les *mass media*, c'est-à-dire la propagande. Bon.

C'est l'extrême lucidité, qui suppose l'extrême courage, qui nous sauvera. C'est la rigueur qui nous sauvera. La rigueur, en politique, c'est l'évaluation et la révélation du possible. Autrement dit, c'est le réalisme. Faut-il préciser que le réalisme ne coïncide pas avec l'électoralisme ?

La rigueur en économie, c'est l'austérité ; la rigueur dans l'intelligence, c'est la lucidité.

Le contraire de tout ça, c'est, d'une part, la démagogie et, d'autre part, les idéologies. La vie est obstinée, elle n'est pas raide.

DOSSIER UNTEL : V. LA LANGUE

INTRODUCTION À PLACE À L'HOMME *

[Retour à la table des matières](#)

Les paragraphes qui suivent ne constituent pas ce qu'on appelle communément une préface. Disons que c'est un témoignage. Cela a commencé il y a deux bonnes années. L'A. avait publié un essai dans *Les Écrits du Canada français* (# 26). Il parlait de langue. Là-dessus, Radio-Canada pénalise, comme il se doit. J'étais du panel, avec un linguiste patenté et pincé et un petit copain de la république radio-canadienne. L'A. était absent. Il passe pour timide et il l'est, comme c'est la règle chez ceux qui ont quelque valeur. Seuls les vulgaires sont effrontés.

Dès la première lecture de l'essai en question, je l'avais aimé, comme on aime, c'est-à-dire sans raisons. Entendons-nous : sans raisons formulées, numérotées, hiérarchisées. Ensuite, j'ai vu que je l'avais aimé à cause de son titre, ce qui est une raison haute, et aussi parce que j'y trouvais, envers les becs en trou de poule, une hargne semblable à la mienne, ce qui est une raison basse.

Quand l'A. dit : *Place à l'homme*, c'est qu'il a bien vu qu'il y a un lien direct entre la paralysie ou le pourrissement de l'expression et la violence. L'enfant crie et trépigne, faute de mots pour se libérer. Les masses obéissent à la même loi : elles s'ébranlent pour des slogans, et cela finit régulièrement dans la boue et le sang. Les peuples, eux, se construisent autour d'une langue. Entre la décomposition de notre langue et la décomposition de notre peuple en masses, il est permis de voir un lien. Quand le langage est corrompu, chacun perd confiance dans ce qu'il entend et cela mène tout droit à la violence. Quand on n'entend plus qu'un

* Henri Bélanger, *Place à l'homme*, HMH, 1972.

cri, indéfiniment répété, il faut être très autonome pour ne pas céder soi-même au cri.

Pourtant, comme dit M. Victor Barbeau, cité par l'A., nous avons réalisé ici notre unité linguistique avant la France. Nous étions donc un peuple. Autrement, cela se saurait. La tourmente industrielle et l'écroulement presque simultané de toutes nos frontières traditionnelles nous ont conduits - je ne dis plus : au joual - au stie, popularisé par les mass media.

Autour de quelle langue nous réorganiserons-nous ? Sera-ce le français international ? Impossible. Le français dit international est une fiction. C'est une reprise politique et francophoneuse du purisme qui nous a fait tant de mal. C'est une autre façon de nous renier pour nous faire accepter. « On vous accepte dans notre gagne, mais à condition que vous ne soyez pas vous-mêmes et que vous fassiez bien attention à la façon dont vous prononcez vos « a ». Nous autres, on les prononce à notre goût, nos « a » et nos « i » ; vous autres, même si vous avez la face gelée huit mois par année, vous n'avez pas le droit d'économiser sur les « a » et les « i ». Compris ? » Et nos becs pincés et ministériels répondent : compris.

Autour de quelle langue nous réorganiserons-nous ? Sera-ce le québécois, comme on dit maintenant ? Autrement dit : sera-ce le stie ? Impossible. Le stie n'est pas une langue ; ce n'est qu'une protestation. C'est le miroir cassé d'un peuple cassé, à force de mensonges. Un peuple à qui on finira par faire croire qu'il demeurera ce qu'il est, sans règles, sans travail, sans austérité, simplement en criant dans les rues pour réclamer la parité avec Toronto ou San-Francisco.

Au fond, ce n'est pas si simple. Tout dépendra de la façon dont nous retomberons sur nos quatre pattes. Forçons-nous un peu : faisons cette hypothèse. En attendant, revenons à l'A.

Son volume est affirmatif. Il se situe d'emblée au-delà du débat de salon qui consiste à se demander scrupuleusement si le français parlé par ici est du français international (exemple : le français de Marseille ou de sept fonctionnaires de Tananarive), ou du français honteux (exemple : faut-il dire patate ou pomme de terre ?) Tout d'un coup qu'on ferait rire de soi, dans un restaurant de Paris, en disant patate. Hé bien ! que ceux qui ont peur du sourire d'un garçon de table parisien se pincement le bec. Le même badaud parisien dit probablement « boulot » neuf fois, et « travail » une fois, dans sa vie quotidienne, et personne ne rit de lui dans un res-

taurant de la Haute-Ardèche. Ici, on dit « job » et on dit « travail » et on dit job au féminin. Seuls les snobs, quand ils y pensent très fort, disent job au masculin, comme à Paris. On pourrait multiplier les exemples de réussites prises pour des échecs, ou de fautes prises pour des élégances. L'A. en utilise plusieurs et la liste est ouverte.

L'argument fondamental de l'A. ; son plaidoyer, pourrait-on dire, c'est qu'il est tout simplement impossible que nous n'ayons réussi à nommer notre réalité. En vérité, nous avons réussi à nommer notre réalité, américaine en français. Que les Africains, s'ils en ont le goût, francisent leur Afrique aussi bien que nous avons francisé notre part d'Amérique, et nous reparlerons du français international. Nous parlions ici, il y a encore peu de temps, le plus beau français qui se soit jamais parlé sur cette planète. Je voudrais bien ne plus parler qu'avec les vieux cultivateurs du rang Deux, à Métabetchouan. Je voudrais bien chouenner à loisir avec mon oncle Sixte Bouchard, qui est mort quand j'étais petit gars.

L'A. ne dit pas autre chose quand il termine son essai avec ce paragraphe : « Pendant que les puristes papotaient, et que les esthètes fafinaient, le peuple tranquillement créait. En dépit des défenses il a senti qu'il pouvait. Il était un acteur dans la grande aventure des peuples migrants. Il avait poussé des racines au Nouveau-Monde. Il a pris des coups durs, mais il a toffé, et il a mis en branle une pas pire épopée. C'est un tour de force peu banal, accompli à travers le temps, malgré la grammaire, les dictionnaires, les Anglais, les Français, les linguistes, et les ministres. »

Nous nous sommes mis à douter de cette réussite pour deux raisons et une troisième. La première, et la moins importante, c'est l'influence néfaste des puristes. Elle a joué, ici comme en France, et selon la même pente : la stérilisation par excès de police. La stérilisation au nom du perfectionnisme. Quand on lit Montaigne, Rabelais, Ronsard, on est surpris de la créativité et de la souplesse de leur langue. On y retrouve d'ailleurs des bonheurs d'expression, une vigueur, une inventivité, que l'on a soi-même connus, enfant, à écouter les vieux de son village ou sa propre mère. Je dis : mère, car il s'agit de langue maternelle et ce n'est pas un hasard si l'on parle de langue maternelle.

Après les hommes que je nommais plus haut, et qui auraient pu faire du français une langue aussi souple que l'anglais, il y eut, dit-on, le Grand Siècle. On y a

cassé les reins du français, pour faire plaisir à deux mille courtisans. Il faut passer à Céline et à San Antonio pour retrouver un peu de vigueur. C'est ce dernier qui disait (ou est-ce Escarpit ?) que la langue française est une si belle fille, qu'il ne faut pas hésiter à lui faire des petits.

Ensuite, il y eut, chez nous, le fait que nous avons traversé du monde rural, que nous connaissions bien et que nous avions bien nommé, au monde industriel, qui n'avait pas été fait par nous et que nous n'avons pas eu le temps d'assimiler, et d'autant moins le temps que le français de France se trouvait pris par surprise, lui aussi. Il suffit de voir avec quelle gaucherie il essaie de nommer la réalité contemporaine la plus vite, celle des ordinateurs. On se chicane fort sérieusement pour traduire « hardware » et « software » en « quincaille » et en « mentaille ». J'ai comme l'idée que cela ne passera pas, à moins que tout cela ne soit qu'une bonne blague.

Je n'entre pas dans l'appareil scientifique de l'A. Il s'inspire des théories de Piaget et il pourrait tout aussi bien s'en passer. Ce qu'il dit se tient debout tout seul, comme un grand garçon. Le « *scientific stamp* » conduit les hommes sur la lune, mais ne les affranchit pas sur la terre. Une langue maternelle s'apprend d'une mère. En cette matière, l'école ne fait que déplier ce qui existe déjà ; et si rien n'existe, l'école ne sert à rien. Quand on y entre inculte, on en sort de même, sauf qu'on pense le contraire, ce qui constitue la barbarie diplômée, conquête spécifique, avec les génocides, de la démocratie du dernier demi-siècle.

Il n'y a pas de langue sans vie intérieure, Je ne dis pas : vie intérieure au sens religieux du terme. Je dis vie intérieure pour signifier ce qui se passe dans un homme quand il ne parle pas et qu'il est dispensé d'entendre quoi que ce soit. Notre langue s'est faite dans ce silence. Chaque mot, chaque expression, étaient le fruit d'une longue jonglerie. Quand un chauffeur de taxi me dit, en juillet, à Montréal : « La chaleur, y a ça de bon, qu'on n'est pas obligé de la pelleter », je comprends que cet homme est d'ici et qu'il parle français, même s'il dit *brake* au lieu de frein.

Un des exemples utilisés par l'A., c'est celui de l'expression : sur la rue. Il faut dire, selon les canons : dans la rue. Mais, par ici, on a déjà l'expression : être dans le chemin, qui signifie : ruiné. On dit aussi, dans le même sens : être dans la rue. Mon père disait : « Si je perds ma job, on est dans la rue. » On comprends alors le

blocage vis-à-vis de la préposition dans, quand il s'agit simplement de signifier que l'on marche entre deux rangées de maisons. On est alors porté à dire sur et non dans. Et on a raison, contre tous les puristes et tous les académiciens, ensemble ou séparés. Récemment, toujours à propos d'une préposition, on a gravement discuté pour savoir s'il fallait dire baie James ou baie de James. Là encore, des puristes voulaient régenter l'usage. « Ceux qui veulent combattre l'usage par la grammaire se moquent », disait Montaigne. Mais laissons les puristes. L'A. s'en occupe très bien, et pour mon plus grand plaisir, je le répète.

Resterait peut-être la question du joual. J'aurai bien un peu contribué à répandre ce terme, à l'occasion d'un petit livre à la fortune étrange. L'A. écrit : « En 1960, des ânes s'étaient mis de la partie. C'est du « joual » qu'on parle, qu'ils nous ont dit, les ânes. Des ânesses avec. » Bon.

Ce fut là un large et durable malentendu. Du petit livre dont je parle, on n'a retenu que la charge contre une certaine décomposition de la langue. Il y était pourtant question de bien d'autres choses, et les autorités dont je relève toujours ne s'y sont point trompées, elles. Que Dieu ait toutes nos âmes !

Plaider pour la langue, comme je faisais un peu et comme l'A. fait de façon autrement plus solide, ce n'est pas plaider pour la déroute de toutes contraintes. Il s'agit simplement de dédouaner tout un comportement linguistique. Il s'agit d'affranchir le français. Il s'agit de reconnaître que c'est le peuple qui fait la langue et qui la refait sans cesse. Le peuple est une manufacture de langue toujours à l'oeuvre.

Mais, et voici la troisième chose que j'annonçais plus haut : il faut qu'il y ait un peuple. Ce qui nous frappe maintenant, c'est la panique devant la prise de conscience de notre petitesse numérique. Nous ne la sentions guère du temps que nous vivions presque exclusivement entre nous. Mais la réalité montréalaise nous révèle brutalement la précarité de notre situation dans le temps même où nous aspirons à une personnalité politique complète. Là-dessus, que je sois optimiste ou pessimiste n'intéresse que moi. Ce que je veux dire, c'est que la continuité de l'homme est bien autre chose que celle des chiens. La continuité d'un peuple est finalisée par des valeurs, et la langue est la seule valeur qui nous soit désormais commune. C'est notre dernière frontière.

DOSSIER UNTEL

VI

OCTOBRE '70

[Retour à la table des matières](#)

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

LE TERRORISME *

[Retour à la table des matières](#)

À l'heure qu'il est, chacun sait qu'un attaché commercial britannique a été kidnappé par quatre hommes qui se réclament du Front de Libération du Québec (FLQ). Le FLQ a fait connaître à quelles conditions il libérerait le diplomate : publication du manifeste du FLQ dans les journaux ; versement d'une somme de cinq cent mille dollars ; réengagement des « gars de Lapalme » ; libération de douze prisonniers « dits politiques » ; révélation du nom de la personne qui a permis le démantèlement d'une cellule du FLQ.

On peut imaginer n'importe quelle autre condition : la liste est ouverte. On peut imaginer aussi n'importe quelle autre victime. Une fillette ferait très bien l'affaire : ça émouvrait les tripes sensibles.

Voilà bien pourquoi il est clair que ni le gouvernement municipal, ni le gouvernement du Québec, ni le gouvernement fédéral ne doivent céder, de quelque manière que ce soit, à ce chantage. Je veux bien qu'ils paraissent céder, à condition qu'ils soient assurés de mettre la main sur les auteurs de cet attentat. Mais ils ne doivent d'aucune façon céder sur le fond à ce chantage. Nous l'avons déjà écrit à propos des bombes qui ont éclaté dans la nuit du 30 au 31 mai dernier, et nous le répétons : il y a quelque chose de plus vil que de faire du chantage ; c'est de céder au chantage.

Si l'on objecte qu'il y a une- vie d'homme en cause, il faut répondre que la comptabilité terroriste ne s'embarrasse pas des vies d'homme, et que céder main-

* *La Presse*, 6 octobre 1970.

tenant, c'est s'engager à payer plus tard le prix absolu : des milliers de vies d'homme et l'existence même de la société où nous vivons.

Je ne suis pas particulièrement en amour avec cette société ; plus justement, je devrais dire que je ne suis pas particulièrement en amour avec cette civilisation ; il reste que je n'en suis pas le gardien élu. Les gardiens élus de cette société ne peuvent pas s'aventurer dans la voie des concessions au terrorisme. Ils feraient mieux, s'ils ont le goût de concéder quoi que ce soit, de céder tout de suite le pouvoir au FLQ. On sait bien qu'ils ne le feront pas. On ne voit d'ailleurs pas comment le FLQ pourrait prendre la relève. Le choix des gardiens de la société est donc clair : la maintenir ; l'administrer. Que le meilleur l'emporte !

L'exemple de ce qui vient de se passer en Jordanie est probant : le roi Hussein est le seul de tous les chefs arabes à avoir reconnu, sur son territoire, un pouvoir parallèle : celui des Palestiniens. Il a essayé de négocier avec eux ; il a essayé de limiter leur pouvoir ; mais à la fin, il a bien fallu que ces deux pouvoirs s'expliquent. À ce jour, cela a donné entre dix et vingt mille morts (quand c'est loin, on ne compte pas à l'unité près), et ce n'est pas fini.

Quelque vingt ans auparavant, Ben Gurion, chef israélien, avait donné l'ordre de couler un navire transportant des armes qui lui auraient été fort utiles dans sa lutte, à cette époque. Il a cependant donné l'ordre de couler le navire en question, dans l'idée de refuser toute espèce de reconnaissance à un pouvoir parallèle. C'est ainsi que l'on gouverne quand on se mêle de gouverner, et surtout quand on se fait élire pour gouverner.

Les terroristes demandent la « dénonciation » de la personne qui a permis le démantèlement d'une cellule du FLQ. On peut imaginer que si jamais le nom de cette personne était connu, elle n'aurait plus qu'à numéroter ses os. Il n'est d'ailleurs pas prouvé que dénonciateur il y a. La police a peut-être tout simplement fait son travail de police. Il est amusant de parier de la police en cette veille du glorieux anniversaire du 7 octobre montréalais. Longue vie aux grèves dans les services publics !

Les terroristes demandent aux journaux de publier leur manifeste. Tous les journaux l'ont reçu. À notre connaissance, un seul l'a reproduit : c'est un journal qui se spécialise dans les faits divers, avec, de préférence, le sang à la Une, et dont les journalistes ne sont pas syndiqués. On peut déduire aussi quelle serait la « li-

berté de l'information » sous le règne du FLQ : publiez ou ne publiez pas ceci ou cela ou bien je tue.

Je maintiens que je préfère toujours le bandit classique à cette bande de hors-la-loi prêts à utiliser n'importe quel moyen pour atteindre leur fin, leur fin étant d'exercer un pouvoir sans loi sur un coin quelconque de cette Planète. C'est que les terroristes « ont des études » et qu'ils peuvent donc envelopper leurs crimes dans un jargon idéologique. Cela leur donne, vis-à-vis d'une certaine pensée sociale abstraite et irresponsable, le prestige de la respectabilité. Au nom de cette respectabilité, ils ambitionnent de soumettre des hommes à leur volonté.

Il importe malgré tout de garder le calme. Personne ne peut venir à bout d'un peuple malgré lui. La force des terroristes réside dans la complicité avec la population. Cette complicité n'existe pas ici. Il y aura encore des actes de terrorisme, mais le terrorisme ne prend pas racine dans notre population. Il demeure un phénomène marginal.

Quand les terroristes seront coffrés, ils auront un procès selon les lois qui nous gouvernent. Ils traîneront assez longtemps devant les tribunaux pour finir par avoir l'air de victimes et donner l'image de héros dans un journal aussi capitaliste que *La Presse*, et des avocats sans cause (à quand une grève des avocats ?) mangeront les fonds amassés par un comité de bonnes âmes. La société même que les terroristes veulent détruire est assez molle et, indivisiblement, assez généreuse, pour se payer le luxe de les juger longuement et soigneusement. À Cuba, les mêmes hommes seraient tués à vue aussitôt qu'identifiés. Au fond, ces petits bons-hommes ne risquent pas grand-chose. Même coffrés, ils ne feront jamais que quelques années de prison. J'en connais, de la première vague, qui ont été libérés avant « leur temps », et qui ont travaillé pépèrement pour le gouvernement du Québec. D'autres poursuivent leurs études en France.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

LA VEILLE D'UN HOMME *

[Retour à la table des matières](#)

Un homme finit toujours par être l'Homme. Cette semaine, nous avons tous veillé un homme. À l'heure qu'il est (onze heures trente le soir) j'ignore, comme tout le monde, moins cinq ou six personnes, quelle sera l'issue du drame que vous savez. N'importe ! Quelle que soit l'issue de ce drame, toutes les questions sont posées et rien de ce que je vais dire n'en dépend.

Nous avons vécu une crise et toute crise est un jugement. La dimension québécoisée de la crise ne change rien à la cause qui est en instance. Les crétins ne maîtrisent jamais la règle du participe passe conjugué avec l'auxiliaire avoir, mais un homme d'intelligence ordinaire comprend cette règle, moyennant deux ou trois exemples.

La cause qui est en instance, c'est la vieille cause du Pouvoir et de la Justice. Au cas où vous J'auriez oublié, je vous rappelle que le Pouvoir gagne toujours. C'est ça, la première règle de la grammaire politique. Il ne faut pas être petit ; il ne faut pas être pauvre : il ne faut pas être noir, il ne faut pas être malade. Il faut être fort ; il faut être au pouvoir.

Bien ! Mais où est le pouvoir ? Il y a deux pouvoirs. Du temps d'une vie, le pouvoir de la raison ne sert à rien ; il ne s'agit pas d'avoir raison ; il s'agit d'être le plus fort.

* *La Presse*, 10 octobre 1970.

Il y a deux pouvoirs : le pouvoir évangélique et le pouvoir militaire. Selon le pouvoir évangélique, celui qui gouverne se fait le serviteur de tous et meurt, il ne tue personne. Papini disait que le Christ est le Grand Renverseur. Mais ses idées sont devenues folles.

Les sociétés ne seront jamais ni gouvernées ni gouvernables selon ce modèle. Reste le pouvoir militaire. Dire : pouvoir militaire, ce n'est pas dire : armée, demain matin, c'est dire : force. En dernière instance, bien sûr, c'est dire : armée ; c'est dire : mort d'hommes. Avec quoi pensez-vous que le FLQ joue ces jours-ci ? Et avec quoi jouera-t-il demain ? Et que préférez-vous ?

Le pouvoir militaire s'exerce, en gros, selon deux modèles : le modèle totalitaire et le modèle démocratique. Passez en revue les diverses façons de gouverner les hommes et vous arriverez à cette division fondamentale.

Ce qui caractérise le modèle totalitaire, c'est le fait d'ériger la partie en tout. La partie peut être un parti politique, la race, l'État, une classe, une langue. Il suit que le totalitarisme concentre tout le pouvoir entre les mains d'un seul homme ou d'une seule équipe ; bref, entre les mains d'un appareil. Il lui reste ensuite à diviser pour régner, pour quoi la terreur est le moyen unique et suffisant, car la terreur est le plus puissant dissolvant des sociétés. De ce point de vue, il faut rendre hommage au FLQ.

Le modèle démocratique comporte au moins quatre caractéristiques : 1) les responsables sont élus. Les modalités d'élection des responsables varient beaucoup, mais enfin, les responsables sont élus. De toute façon, le suffrage universel date à peine d'un siècle et il existe encore des cantons suisses où les femmes ne votent pas. 2) Le pouvoir politique est exercé par la majorité. 3) Le pouvoir politique est comptable : il doit rendre des comptes périodiquement. Les implications de cette troisième caractéristique, c'est que l'Opposition a droit de regard sur les actes du gouvernement ; que l'information est libre ; que le droit d'association existe. 4) Le pouvoir politique doit s'exercer à l'intérieur des lois. Cette quatrième caractéristique implique la fameuse distinction entre le pouvoir exécutif (le pouvoir du parti majoritaire), le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Pour plus amples détails, téléphonez à Radio-Canada.

Le drame que nous avons vécu cette semaine n'est pas un drame entre le pouvoir évangélique et le pouvoir militaire ; c'est un drame entre le pouvoir totalitaire

et le pouvoir démocratique. Lequel a marqué des points ? Le FLQ. Parce qu'il a su utiliser les moyens d'information. La vraie partie, cette semaine, s'est jouée entre les gouvernements, les moyens d'information et le FLQ. Le FLQ sort gagnant, puisque les gouvernements ont cédé. Et ils ont cédé à cause de l'intervention des moyens d'information sur lesquels ils ont un pouvoir direct. À Prague, à Moscou ou à Pékin, l'Information n'a pas de pouvoir. On vient de congédier douze cents journalistes, à Moscou, et il n'y a pas eu de grève. Mais ici, l'information, parce qu'elle est libre, est suicidaire. Chaque journal, chaque poste de radio, cherche à se tirer un rang au lieu d'exercer sa libre responsabilité. Des individus, soutenus par leur Direction respective, ont préféré jouer la vedette à jouer leur responsabilité de citoyens dans la société qui les fait vivre. Les journaux, emprisonnés dans une concurrence sans discipline, ont vertueusement joué un homme et une société contre des manchettes. Démocratie suicidaire, bonne chance !

Les crétins, qui ne distinguent pas entre discipline et censure, entre responsabilité et censure, auront bientôt, à en juger par la manière dont ils se comportent, l'occasion d'y réfléchir à loisir. Rendez-vous dans l'Ungava !

Que faut-il conclure ? Concluez ce que vous voudrez. Je vous aide déjà beaucoup en vous disant qu'il existe deux pouvoirs militaires (au sens que j'expliquais plus haut) : le pouvoir totalitaire et le pouvoir démocratique.

Entre le Sermon sur la Montagne et l'armée russe, il n'y a que la démocratie. Et, si vous voulez écouter une confidence, je vous dirai que le FLQ n'est ni le Sermon sur la Montagne ni la démocratie.

Mais hier soir, c'était l'ouverture de la saison du hockey, n'est-ce pas ? Entre deux chansonnettes et trois réclames commerciales, amusez-bien. Quelques hommes veillent, que vous n'avez pas élus, endormis.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

L'ANARCHIE OU LA DÉMOCRATIE *

[Retour à la table des matières](#)

Quelle que soit l'issue de la présente crise, rien ne pourra plus être comme auparavant. C'est l'exercice et l'existence mêmes de l'autorité démocratique qui ont été mis en cause et , par voie de conséquence, c'est tout un peuple qui est menacé. Il importe que chaque citoyen se rende bien compte de ce fait.

La terrible efficacité des techniques terroristes s'explique par deux raisons :

1) la complexité même des sociétés contemporaines les rend d'autant plus vulnérables. Il y a seulement cinquante ans, des événements comme ceux que nous vivons auraient été impossibles. Il est banal de rappeler cela, mais il est non moins important que chacun réfléchisse sur le fait que la perfection d'une organisation sociale est fragile et repose sur le soin que chacun y apporte.

2) les deux forces en présence sont, d'une part, la force nue des mitraillettes et, d'autre part, la force de l'État. Ces deux forces ne s'affrontent pas à l'intérieur des mêmes règles. Le jeu est faussé, et l'État est provisoirement vulnérable ; l'État, c'est-à-dire, chaque citoyen. Nul ne peut vivre dans une société où un petit groupe pourrait imposer sa loi à lui. Car, en face de ce groupe, on en trouverait bientôt un autre. Et dans ce jeu sans règles, seule la force nue domine.

Le risque, à court terme, de comportements aussi erratiques que ceux du FLQ, c'est d'amener le gouvernement, appuyé par la population, à couper largement dans les libertés dont nous jouissons tous.

* *La Presse*, édition spéciale du 12 octobre 1970.

Beaucoup de citoyens, en effet, se demandent si nous ne nous sommes pas payé un luxe de libertés que nous n'étions pas assez mûrs pour soutenir. Il faudra s'expliquer là-dessus plus largement, un de ces jours. Il est trop tôt pour identifier les causes qui nous ont amenés au point où l'État, par souci humanitaire, a dû consentir à négocier avec des hommes qui ne sont mandatés que par eux-mêmes. Dans les circonstances, il n'avait guère d'autre choix.

Sans être capable d'identifier toutes les causes de la situation où nous sommes plongés, on peut avancer que la liberté torrentielle vient de faire ses preuves. Cette liberté est destructive d'elle-même. Les révolutions se font toujours au nom des droits de l'homme et elles commencent toujours par les supprimer.

Laisser libre cours à toutes les libertés, chacune allant au bout d'elle-même, sans souci de l'ensemble, c'est aller au suicide. Ce style de liberté, c'est la liberté du cancer, où une cellule se développe anarchiquement, échappant au gouvernement de l'ensemble du corps.

Si les corps intermédiaires, les moyens d'information et, en dernière analyse, chaque citoyen refusent la solidarité qui les soutient dans l'existence, il en serait bientôt, très bientôt, fait de ce corps qui s'appelle le Québec.

Les événements que nous vivons ces jours-ci nous placent pour la première fois devant l'alternative : anarchie ou démocratie. L'anarchie, c'est la loi de la jungle. C'est le plus fort qui l'emporte. La démocratie tâche de faire dominer la loi de la raison. Entre le fort et le faible, seule la loi libère vraiment ; seule la loi protège le faible. Présentement, par exemple, qui résiste à la loi de l'assurance-maladie ? Les forts ou les faibles ?

On pourra toujours dire que la démocratie est imparfaite, et ce sera toujours vrai. Mais une démocratie imparfaite est encore une démocratie. Conclure de l'imperfection de la démocratie à l'absence de toute démocratie est un sophisme.

En période de crise, les positions doivent être claires ; le doute et l'hésitation ne sont pas permis. Encore une fois - il ne faut pas craindre de se répéter en une matière aussi fondamentale - il n'y a de choix qu'entre l'autorité de la loi et le règne de la terreur.

Il faut s'atteler tout de suite à la consolidation de l'autorité démocratique. La démocratie, en effet, ne peut exister que si chaque citoyen y croit et la protège.

Ajoutons que les gardiens élus de la démocratie doivent, en tout premier lieu, fournir la preuve qu'ils la respectent. La désaffection du peuple dérive toujours du cynisme des responsables.

Le Québec ne peut pas se payer beaucoup d'aventures comme celles que nous vivons jours-ci.

Pour croire en nous-mêmes et pour que les autres croient en nous, il va falloir que nous acceptions la discipline de la réalité, de notre réalité.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

L'AVENIR DE NOTRE DÉMOCRATIE *

[Retour à la table des matières](#)

Comme le lecteur pourra s'en rendre compte en prenant connaissance des éditoriaux de la presse étrangère et de la presse canadienne publiée ci-dessous, les événements que nous vivons ont un vaste retentissement. Pourtant, le monde continue quand même de tourner. En d'autres circonstances, il conviendrait de commenter la reconnaissance de la Chine communiste par le Canada. Mais les événements que nous vivons nous occupent à un point tel qu'il faut encore y revenir.

Nous répétons que, quelle que soit l'issue du drame que nous vivons depuis dix jours, rien ne sera plus comme avant dans ce pays. Le plus angoissant, durant les heures présentes, c'est le sort des hommes dont la vie est en cause, car il s'agit là d'une angoisse immédiatement vécue, heure par heure.

Mais pour quiconque pense à l'avenir, et à un avenir prochain, une autre angoisse s'ajoute à la première : que sera devenu le Québec ? Et comment faudra-t-il s'y prendre pour concrétiser les changements qui s'imposent ?

Ces mots paraîtront bien simples, mais on verra bientôt leur signification dans nos vies de chaque jour. Car enfin, je crois savoir un peu ce que je dis quand je dis que rien ne sera plus comme avant dans ce pays.

C'est une retraite politique et sociale que nous vivons tous intensément, et on ne sort pas inchangé d'un tel exercice. Rien ne paraît encore. Montréal, hier, le Montréal visible, paraissait comme à l'accoutumée.

* *La Presse*, 14 octobre 1970.

Pourtant, des questions fondamentales sont posées, qui ne resteront pas sans réponse, en toutes hypothèses. Par exemple, quelle sera la qualité de la démocratie que nous pourrions désormais nous permettre ? La démocratie n'a pas l'air d'une cause, et il est difficile de s'enthousiasmer à son sujet. Il en va d'elle comme de la santé : on ne l'apprécie que si on la perd. Ici, de mémoire d'hommes, nous n'avons connu que la santé. Voilà pourquoi nous la jouons avec une telle légèreté, particulièrement ces jours-ci.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la démocratie vient de prendre un sacré coup chez nous. Je sais que bien peu s'en émeuvent pour l'instant ; on ne perd rien pour attendre.

Les lettres que nous recevons ces jours-ci nous révèlent que des instincts élémentaires ont été réveillés. On ne parle que de rétablir la peine de mort. La civilisation est un vernis vite écaillé.

Je me permets de rappeler ici que la démocratie, pour l'essentiel, c'est l'élection libre des responsables des divers pouvoirs (politiques et intermédiaires) ; que c'est la liberté d'information, bref, que c'est le règne de la loi, c'est-à-dire, de la raison. Là-dessus, on peut greffer deux réflexions :

- 1) Qu'y a-t-il à imaginer à la place de la démocratie ? Une seule chose : le règne de la force. Le peu de progrès que les sociétés ont fait, elles l'ont fait sous l'influence du modèle démocratique.
- 2) Ici, il faut enregistrer une terrible réalité : même dans une société comme la nôtre, tous n'ont pas, concrètement, les mêmes accès aux divers recours démocratiques, d'une part. Par exemple, la justice n'est pas également accessible à tous. Par contre, l'éducation est maintenant à tous, et la santé, pour autant que la société est en cause, le sera bientôt.

D'autre part, le droit au travail, qui assure la dignité fondamentale d'un homme, est refusé à beaucoup d'hommes à cause des lois qui règlent les rapports économiques. La démocratie, réalisée au plan politique, ne l'est pas dans le domaine économique.

Nous ne pouvons pas accomplir ce travail seuls, ni par magie. Le monde ne s'alignera pas sur nous, simplement pour nous faire plaisir.

Ce qui dépend de nous, en tout cas, exigera beaucoup de discipline.

La participation au pouvoir, dans quelque ordre que ce soit, c'est aussi la participation aux responsabilités.

On est, en général, plus prompt à réclamer l'un qu'à assumer les autres.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

UNE OPÉRATION CHIRURGICALE *

[Retour à la table des matières](#)

Il nous paraît important aujourd'hui de rappeler à nos lecteurs les principales positions qui ont été affirmées dans cette page depuis le début des dramatiques événements que nous vivons depuis bientôt deux semaines.

D'abord, nous avons dit qu'il ne fallait pas céder au chantage pour la raison que céder au chantage conduirait à mettre en péril l'existence même de notre société.

« Notre société » voulait d'abord dire : le Québec et la démocratie incarnée au Québec, si balbutiante soit-elle. Quelles que soient les apparences, nous faisons tous, ces jours-ci, d'immenses progrès, car la tension où nous sommes nous élève à un point de lucidité auquel nous ne pouvons pas échapper et d'où nous ne redescendrons pas.

Nous avons affirmé aussi que le gouvernement, placé comme il l'était devant un fait accompli, devait tout tenter pour sauver les deux vies en cause. En cette circonstance, la fonction générale et traditionnelle de tout gouvernement, qui est de protéger les citoyens, se trouvait pour ainsi dire concentrée sur la protection de deux hommes.

Quant au fond de la question, il nous est tout de suite apparu clairement que le sort de notre démocratie était en jeu. Cette démocratie, qui n'avait jamais été attaquée, se croyait invulnérable et s'était permis de jouer avec elle-même, comme un homme très fort joue avec sa santé, jusqu'à ce qu'il se ramasse à l'hôpital. Hé

* *La Presse*, 17 octobre 1970.

bien ! nous y sommes, aujourd'hui. Les mesures extraordinaires qui viennent d'être prises sont comparables à celles que l'on prend pour sauver un homme gravement malade. Il est clair qu'on n'est pas aussi libre à l'hôpital qu'en pique-nique.

Parlant de liberté, nous avons dit que nous nous étions permis un luxe de libertés torrentielles et que ce style de liberté est destructeur de lui-même. Il n'est pas normal que ceux qui veulent détruire une société jouissent des mêmes moyens d'action, et davantage, que ceux qui veulent la maintenir.

Mais quelle société faut-il maintenir ? Dans l'immédiat, la société à l'état le plus élémentaire, qui est une vieille conquête de l'homme : circuler librement, aussi loin que le permet son autonomie vis-à-vis de l'eau et du pain. Pour demain, une société qui serait au moins cela, plus des choses qu'il faudra inventer. On n'invente rien sous la terreur qu'une autre terreur.

Il arrive aujourd'hui que nous sommes le seul pays démocratique au monde à devoir se soumettre à la loi des mesures de guerre, sans agression extérieure. Il nous sera maintenant plus facile de mesurer l'extrême degré de liberté où nous étions avant ces événements. Il nous faudra ensuite analyser les causes qui nous ont conduits où nous sommes.

Il ne manquera pas d'hommes pour crier à la dictature, à la suite des mesures qui viennent d'être prises. Il faudra leur rappeler tout simplement qu'un pouvoir démocratique qui s'affirme demeure un pouvoir démocratique. On ne gouverne pas une société affolée en lui demandant maternellement d'être gentille. Une société qui ne se défend pas ne mérite pas de vivre.

Or notre société mérite de vivre. Dire cela, ce n'est pas prêcher le statu quo ; ce n'est pas ignorer les injustices et les misères qu'elle contient. Dire cela, c'est distinguer entre l'idéal et le réalisable.

On comprend que de jeunes hommes fassent mal une distinction qui est simple au plan conceptuel, mais qu'on ne comprend vraiment qu'avec l'expérience de la vie. Et il n'est pas vrai que l'expérience conduise fatalement au blasement.

On aime autant la justice à quarante qu'à vingt ans, si l'on s'est donné la peine de vieillir comme du monde, ce qui, à toutes fins utiles, implique que l'on ait accepté des responsabilités.

Accepter des responsabilités n'est pas la même chose que courir des risques, même mortels. Les cambrioleurs de banques aussi courent des risques.

Une action politique se juge sur ses moyens et non sur ses objectifs. Aussi longtemps qu'il ne s'agit que d'objectifs, tout le monde est pour le bien et contre le mal ; pour la justice, contre l'injustice. Une action politique s'identifie à ses moyens. Et si ces moyens sont la terreur, cette action politique ne peut plus invoquer la justice et la démocratie.

Les moyens extrêmes que le gouvernement vient de prendre sont d'ordre chirurgical. Ils ne sont pas de nature à enthousiasmer les citoyens. Ils étaient devenus nécessaires. Ils ne doivent pas durer.

Les événements que nous vivons ces semaines-ci n'avancent en rien la cause de la justice et de la liberté : la marche normale de l'État a été paralysée ; des mesures ont été retardées ; des actions concrètes n'ont pu être prises. La logique de la terreur, c'est d'augmenter l'injustice pour se donner le prétexte de la dénoncer. Exemple minime, mais significatif : des « meneurs » étudiants invoquaient, avant-hier, la chaleur qui régnait dans une salle pour amener les étudiants à manifester en faveur des objectifs du FLQ.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusion sur la profondeur de la secousse que nous venons de subir. Pourtant, quelles que soient les apparences immédiates, la cause de l'indépendance n'a pas régressé ces derniers jours. Les choses humaines ne progressent jamais rationnellement. Il convient de répéter que personne ne vient à bout d'un peuple malgré lui.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

APPEL AUX QUÉBÉCOIS *

[Retour à la table des matières](#)

1- Aucune société n'est possible sans une forme quelconque d'autorité. Trois hommes ne peuvent pas vivre ensemble pendant 24 heures sans décider au moins une chose sur laquelle ils s'accorderaient.

2- Pour qu'une société aussi complexe que la nôtre fonctionne, des milliers de décisions doivent être prises chaque heure de chaque jour.

3- Il nous vient maintenant une idée énorme : imaginons un instant que tous les responsables du fonctionnement de notre pays : ministres, députés, fonctionnaires, chefs d'entreprises, directeurs d'écoles, maires, etc, se retirent immédiatement et laissent la place vide. Qui pourrait les remplacer ?

4- Il nous arrive de souhaiter cela pour que chaque citoyen apprenne, une fois pour toutes, ce que c'est que l'anarchie et la terreur.

5- Qui voudrait être gouverné par les membres du FLQ ? Car enfin, il n'y a pas d'autres choix que le gouvernement ou le FLQ.

6- Ce n'est pas le moment de couper les cheveux en quatre. Les citoyens doivent trouver, dès aujourd'hui, tous les moyens possibles de dire clairement leur

* *La Presse*, 19 octobre 1970.

appui au gouvernement. Exemple : télégrammes, lettres, etc. Ici, les postes de radio et les corps intermédiaires peuvent jouer un rôle déterminant.

7- On veut espérer que tous les partis politiques démocratiques ne profiteront pas de la situation pour se faire du capital électoral de quelque manière que ce soit. Ce n'est pas le moment d'ergoter sur la liberté. Il s'agit de la reconquérir. Autrement, il n'y aurait même plus d'élections pour aucun parti.

Chaque citoyen doit être sans réticence avec le gouvernement, car le gouvernement, c'est nous tous. Et seul l'appareil gouvernemental est capable de libérer la liberté. Autrement, chaque citoyen serait obligé de se défendre seul.

8- Les centrales syndicales aussi doivent signifier leur appui au gouvernement. Quels que soient les justes griefs des travailleurs, ils doivent comprendre, et à plus forte raison leurs responsables élus, quelle serait leur situation cet hiver même, si la société devait se décomposer davantage. Des jeunes gens, qui n'ont probablement jamais gagné leur vie, viennent de tuer le ministre du Travail. Ils viennent de tuer aussi beaucoup d'emplois.

9- Si le Québec ne se ressaisit pas tout de suite, il est perdu. Nous parlons du français comme langue de travail. On voudrait bien savoir combien d'immigrants vont venir s'installer chez nous désormais, et combien parmi eux auront le goût de se joindre à une société dont la jeunesse, par exemple, se déclare solidaire du FLQ. Notre pouvoir d'attraction est devenu un pouvoir de répulsion. Quand on dit « la jeunesse », il ne s'agit en fait que d'une partie de la jeunesse.. Eh bien ! que la majorité silencieuse, là aussi, se manifeste clairement, et dès aujourd'hui.

10- Qui aime ce peuple ? Ceux qui assassinent un ministre Ceux qui sont d'accord avec le FLQ ?

11- Des Québécois ont froidement tué un Québécois par amour des Québécois, disent-ils.

12- Répétons que si les citoyens responsables, ceux qui gagnent leur vie, ne trouvent pas moyen, dès aujourd'hui, de manifester leur appui au gouvernement, le Québec risque de ne pas passer l'hiver. De toute façon, l'hiver ne sera pas facile.

13- Le peuple doit être avec le gouvernement, ou bien il tombera sous la coupe du FLQ.

14- Ce n'est pas le moment d'écouter les intellectuels qui discutent du sexe de la liberté et qui excitent les enfants. Là non plus, il ne s'agit pas d'une majorité, Et là aussi, il faut que les intellectuels responsables se tiennent debout.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

UNE SOCIÉTÉ À REFAIRE *

[Retour à la table des matières](#)

Nous écrivions samedi dernier que la crise que nous vivons ces jours-ci nous avait tous élevés à un niveau de lucidité d'où nous ne redescendrions plus. Enfin, espérons-le !

J'ai pu vérifier cette affirmation auprès de tous ceux et celles que j'ai rencontrés ces derniers jours, à Chicoutimi et à Québec. Dans certains cas, le verdict était presque insoutenable.

Toute crise est un jugement ; un éclair de vérité qui révèle d'un coup, l'état véritable d'un homme ou d'un corps social. Notre société vient d'être passée aux rayons X. Je ne suis pas sûr qu'il soit opportun de lui montrer tout de suite la plaque photographique.

Parmi les choses qui viennent de nous être révélées brutalement, on peut mentionner les suivantes : la faiblesse de l'État ; l'irresponsabilité des grands corps intermédiaires ; le manque de rigueur ; la démission démocratique.

Nous pensions avoir un État moderne et l'État croyait qu'il en était un. Or, il est apparu que cet État, depuis dix ans (inutile de remonter plus loin), n'avait même pas songé à se donner une Police, une Sécurité, appelez ça comme vous voudrez, suffisante et efficace. D'où, le recours à l'armée.

* *La Presse*, 24 octobre 1970.

Il ne s'agit d'aucune façon de souhaiter la naissance d'un État policier ; il s'agit simplement de prendre acte du fait qu'on ne peut pas gouverner un pays comme on administre un pensionnat.

Nous maintenons que l'État, ces derniers jours, n'avait pas le choix des moyens, précisément parce qu'il n'avait pas de moyen à lui. Le moyen qu'il a pris est certes extrême : l'État a été obligé de nettoyer une cour avec un bulldozer.

Avant de trop crier à ce sujet, il faudrait toutefois s'assurer de l'étendue de la menace. Il y a des moyens pour le gouvernement de faire connaître les renseignements dont il dispose (il doit tout de même en savoir aussi long que nous), sans recourir au terrorisme verbal dont certains hommes publics se sont servi ces derniers jours. Que l'État doive assurer la sécurité des citoyens, de façon efficace, voilà donc une première leçon des derniers événements.

Une autre leçon, c'est qu'il ne sera plus possible aux hommes politiques de parler faux. Les gens en savent maintenant trop long. Seule la vérité libère, même et surtout la vérité dure. Les fabricants d'images ne fabriquent que des acteurs. Les acteurs peuvent amuser ; ils ne peuvent pas gouverner.

Il ne sera plus possible de parier faux. Continuer d'affirmer, par exemple, que nous aurons les 100,000 emplois en 1971, c'est parler faux.

Une autre façon d'être faux, c'est de retarder indéfiniment des mesures impopulaires, parce que l'on soigne davantage sa réélection que la transformation de la société. On maintient, par exemple, un appareil administratif incroyablement désuet pour protéger certains hommes ou parce que l'on s'enfarge dans les lois mêmes qu'on a le pouvoir de changer.

On a pu voir aussi, ces derniers jours, le manque de solidarité, pour ne pas dire l'irresponsabilité, de plusieurs grands corps intermédiaires, notamment les grandes centrales syndicales et la Fédération des médecins spécialistes du Québec. Au moment où l'État chancelait, ils n'ont pas senti que la seule chose à faire dans l'immédiat, c'était d'appuyer l'État. Il semble, heureusement, que les réactions des travailleurs syndiqués ont été plus saines que celles de leurs porte-parole.

Il y aurait long à dire aussi sur le manque de rigueur intellectuelle de la presse écrite et parlée et de certains responsables intermédiaires de l'appareil de l'État. Ce n'est pas le moment d'élaborer là-dessus aujourd'hui.

L'été dernier, à la fin de juin, à propos de la grève des postes, nous écrivions que notre démocratie était en sursis de décomposition. Peut-on espérer un véritable miracle (le mot conversion ne serait pas trop fort) ou bien glisserons-nous rapidement vers encore plus d'anarchie et d'injustice avant de nous réveiller sous une dictature ? Une dictature de la droite.

Parmi les choses dures qu'il faut nous dire tout de suite, c'est que la crise n'est aucunement dénouée. Et ensuite, que l'hiver sera dur. Je pose une simple question : qu'en est-il déjà de la construction domiciliaire ?

Non seulement la crise n'est pas dénouée, mais il n'est pas sûr que la prise de conscience soit réalisée. Une prise de conscience, c'est bien autre chose qu'un choc émotif, même collectif.

On voudrait pouvoir dire des choses plus encourageantes mais ce serait parler faux. Notre société est très malade. Il ne sert à rien de dire que d'autres sociétés le sont autant. Personne ne nous guérira à notre place.

L'ancien Québec a fondu comme glace au soleil ; on y a plaqué une apparence à laquelle nous avons cru, moi comme les autres. Il faut maintenant reconstruire le Québec. Souhaitons nous beaucoup de courage et de lucidité.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

BILAN PROVISOIRE *

[Retour à la table des matières](#)

L'application de la loi des mesures de guerre ne pouvait pas ne pas causer d'injustices. Quand on buldoze un parterre, on ne fait pas le tour des pensées. On ne doit cependant pas s'arrêter à cette constatation quand il s'agit de personnes. Des injustices ont été commises et elles doivent, dans la mesure du possible, être réparées.

À l'heure qu'il est, plus de quatre cent cinquante personnes ont été arrêtées ; de ce nombre, quelque quatre cents ont été relâchées sans qu'aucune accusation ait été retenue contre elles. On peut dire que ces personnes ont été victimes d'injustice, pour autant que l'État est en cause.

On nous a signalé des cas indiscutables. Il a pu arriver qu'une institutrice soit arrêtée au vu et au su de ses élèves. Comment pensez-vous que cette institutrice pourra désormais exercer son métier ? Il a pu arriver qu'un épicier d'un petit village refuse de servir la femme ou la mère d'un détenu, comme si elle était une pestiférée. L'ignominie n'est jamais loin dans l'homme. Il a pu arriver qu'un animateur social soit acculé à quitter le village où il travaillait depuis deux ans. Des dizaines d'autres exemples pourraient être cités.

On objectera peut-être que les femmes et les enfants de centaines d'hommes publics ont été, eux aussi, victimes de l'injustice. Comment pensez-vous que vivent présentement ces femmes et ces enfants ?

* *La Presse*, 21 novembre 1970.

On peut aller plus loin dans l'inventaire de l'injustice. Combien d'hommes sont maintenant séparés ? Combien d'amitiés ont été ébranlées sinon détruites ? Des centaines d'hommes se sont perdus au Québec, ces dernières semaines. Et il n'y a pas de marchands d'amis. Perdre un ami est une perte irréparable.

Posons encore une question : quelle sorte d'hommes seront désormais attirés par ce qu'on appelle la politique ? Nous avons ajouté injustice sur injustice au nom de la justice, évidemment. Et aucune trêve n'est en vue.

Il serait pourtant faux de renvoyer les injustices dos à dos. Dans le cas des personnes arrêtées en vertu de la loi des mesures de guerre, l'injustice a été causée par l'État ; dans les autres cas, elle a été causée par des personnes qui ne reconnaissent aucune autre loi que la leur ; elle a été causée par le terrorisme, dont l'efficacité propre s'appelle décomposition.

Dans la mesure où l'État demeure le meilleur gardien de la Justice commune, dans la même mesure il doit essayer de réparer les injustices qu'il a commises. Je dis qu'il doit essayer, car il est de toute façon impossible de réparer parfaitement : ce qui a été vécu a été vécu. En réparant autant que possible ses injustices, l'État se grandirait. Je suis d'autant plus à l'aise pour dire ces choses que j'ai appuyé l'État dans les décisions qu'il a prises au plus creux de la crise. Ce n'était pas le moment, alors, de discuter du sexe de la liberté. « You don't debate emergency. » Ceux qui n'admettent pas ça, n'ont jamais eu à décider ou bien ils prophétisent le passé.

Quelques jours après la proclamation de la loi des mesures de guerre, la ligue des droits de l'homme a formé un comité spécial composé de Mme Alice Parizeau, du Père Tellier, O.P., et de M. Jacques Hébert. Ce comité avait comme mandat de venir en aide aux personnes arrêtées en vertu de la loi des mesures de guerre. Je disais plus haut que l'ignominie n'est jamais loin dans l'homme ; la générosité non plus. Même quand on espère peu de l'homme et de soi-même, on a parfois des surprises.

Le comité en question, et des bénévoles, ont travaillé sans arrêt depuis bientôt un mois. Dans bien des cas, ils ont sans doute empêché que des hommes ne sombrerent dans le désespoir. Mais les moyens de ce comité sont très limités. L'État doit maintenant prendre la relève. Dans beaucoup de cas, des compensations financières s'imposent. Dans tous les cas, des compensations, comment dire ? morales,

sont nécessaires. La formule est à trouver. Il va falloir apprendre à ceux qui ne le savent pas encore qu'il n'est pas toujours déshonorant d'avoir été emprisonné.

La justice n'est ni la vengeance, ni l'égalité. Cette idée est difficile, comme la justice même.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

DE L'INNOCENCE AU RÉALISME *

[Retour à la table des matières](#)

Point n'est besoin d'être le pape pour définir l'événement dominant de l'année qui se termine : l'enlèvement de deux hommes et l'assassinat de l'un d'eux, pour des motifs politiques.

Les trois derniers mois de 70 ont été confisqués par cette crise. De l'irréversible a été accompli : nous avons perdu notre virginité politique.

Rien ne sera plus comme auparavant, au Québec. Nous ne pourrons plus vivre dans une société aussi ouverte ; nous vivons littéralement dehors, épargnés que nous avons été, jusqu'en octobre, des accidents de parcours de l'Histoire. Nous savons maintenant qu'une société peut être détraquée du dedans, si l'on peut ainsi parler ; nous savons que l'on ne peut pas semer le mensonge et la haine et ne jamais récolter leurs fruits ; nous savons maintenant jusqu'à quelle profondeur la politique sépare les hommes. Nous savions tout ça intellectuellement ; maintenant nous l'avons vécu et nous allons continuer de le vivre. Le vécu est vécu. On peut écrire à côté, mais on n'efface jamais rien.

On pourrait penser que ces événements nous ont bouleversés à ce point parce que nous ne sommes pas vaccinés. Voire ! La Pologne est un pays vacciné ; cependant, les récents événements qui sont survenus là-bas ont amené le cardinal Wyszynski à dire qu'ils « étaient tragiques, exceptionnels, presque uniques, sans précédent dans notre histoire. »

* *La Presse*, 31 décembre 1970.

Certes, les troubles récents survenus en Pologne sont plus graves que les événements d'octobre chez nous ; par contre, le peuple polonais en avait vu d'autres. Toutes proportions gardées, donc, on est justifié d'avoir été ému, pour dire le moins.

Touchant la crise de l'automne, toutefois, on ne peut se contenter d'analyses psychologiques pi de jugements moraux. Il faut essayer d'en dégager la signification historique.

Ce que l'on peut dire alors, c'est que la crise de l'automne n'est que la partie visible de l'iceberg ; la partie invisible, c'est la longue frustration de ce peuple.

Si l'on veut éviter que cette frustration ne trouve d'issue que dans la violence, il faut accepter l'idée qu'à un certain point de son évolution, une collectivité éprouve fatalement le besoin d'affirmer son identité propre.

Ce geste est aussi angoissant pour une collectivité qu'il l'est pour un individu. Mais il doit être posé. Nous savons que nous sommes, en dehors de la France, le groupe le plus puissant et le plus apte à fournir une interprétation originale du chant profond de la culture française. Nous prenons conscience de ce fait au moment même où nous craignons davantage de perdre l'air. Et il est normal qu'il en soit ainsi.

Le 4 juillet, nous écrivions : « C'est ici, à Montréal, maintenant plus que jamais, que les Québécois se sentent menacés. C'est à partir d'ici que tout va se jouer, C'est donc ici qu'il faut vivre si l'on veut saisir le phénomène. Quel phénomène ? Celui de la naissance politique d'un peuple. (...) Le phénomène est irréversible, ça, on peut le dire tout de suite. Seules les modalités nous sont encore cachées. »

Nous sommes entrés avec innocence dans la décennie 60. Tout paraissait possible et même facile. En vérité, d'immenses transformations furent opérées, mais non point toutes celles auxquelles nous avions rêvé, et ce ne fut pas si facile qu'on l'avait imaginé. Et à cause même de ce que nous avons réalisé durant cette décennie, des exigences plus radicales sont apparues. Quand le biologique est assuré, le psychologique réclame.

C'est avec gravité qu'il convient d'entreprendre la nouvelle année.

Nous savons maintenant que nous ne sommes à l'abri de rien. Nous savons que nous sommes plus divisés que jamais. Peut-être aussi commençons-nous à nous douter que nous ne sommes point seuls dans la maison et qu'il est puéril de prétendre inventer notre vie politique sans tenir compte des autres.

La tâche de la décennie 70 a commencé et doit continuer d'être la dure recherche des modalités de notre être politique. L'euphorie qui a caractérisé le début de la décennie 60 a disparu peu à peu pour faire place à une forme de désespoir. Il reste à retrouver le réalisme qui fonde le vrai courage.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

L'INCONFORT INTELLECTUEL *

[Retour à la table des matières](#)

Il est noble d'expliquer des choses, mais il m'apparaît mesquin de se défendre. Les seigneurs ne s'expliquent point. Je décroche, puisque j'entends m'expliquer un peu.

Le gouvernement que M. René Lévesque me reproche encore cette semaine d'avoir soutenu en octobre dernier, c'est le gouvernement québécois ; ce n'est pas le gouvernement finlandais. Les institutions que je tâche de défendre, ce sont nos institutions. Le ministère de l'Éducation du Québec, c'est le ministère de l'Éducation du Québec.

Je ne défends rien inconditionnellement. Personne ne m'a acheté ; je n'appartiens à aucune chapelle, à aucun parti. Je ne suis pas d'une race qui marche au signal et aux pancartes. Je n'ai aucun intérêt personnel à défendre. Je ne cherche ni l'argent, ni le pouvoir, ni des votes. Personne ne me dicte ce que j'écris. J'écris ce que je pense et j'écris librement. J'écris tel que je suis. Je ne suis plus à la mode et je le sais. Au fond, je ne l'ai jamais été que sur la base d'un malentendu. Être à la mode, c'est forcément être dans le faux. Les modes passent et elles passent de plus en plus vite.

Les symboles, paraît-il, ont beaucoup d'importance. Hé bien ! je continue de trouver symbolique que des Québécois aient soigneusement tué un Québécois pour libérer les Québécois.

* *La Presse*, 6 février 1971.

Je travaille à *La Presse* et on ne me le pardonne. *La Presse* est pourtant une institution québécoise, menée par des Québécois et protégée par des lois québécoises. Où faut-il travailler et que faut-il dire pour être agréé ? Il faut dire ce qui est à la mode. Pousser continûment le même cri que les autres.

La grosse *Presse* est pleine de choses à la mode, messieurs, dames. Tout le monde est syndiqué, à *La Presse*, ce qui n'est pas tout à fait le cas du *Journal de Montréal*, par exemple. Et on ne demande à personne son billet de confession politique, à *La Presse*. Ça s'est fait dans d'autres journaux, il n'y a pas si longtemps. Parlez-en à Jean-Marc Léger.

Ce que les intellectuels ne me passent pas, c'est d'être trop peuple. Laurendeau m'avait prévenu. Au plus fort du temps où j'étais bien porté, il m'avait dit : « Ne vous faites pas d'illusion : les intellectuels ne vous aiment pas. Ils marchent, ces semaines-ci, parce qu'ils ne peuvent faire autrement, mais ils ne vous aiment pas : Vous êtes trop peuple. »

Je défends une certaine forme de rationalité. Je suis souvent amené à le faire contre le mensonge des machines syndicales (à distinguer soigneusement des syndiqués). Je suis amené à le faire à cause de mon expérience comme administrateur de la chose publique, au ministère de l'Éducation. Je sais trop qu'au ministère de l'Éducation, nous étions les seuls à défendre la rationalité contre l'anarchie des intérêts idéologiques, financiers ou politiques, de ceux avec qui nous étions amenés à négocier. Je ne dis pas que nous n'avons jamais erré ; nous avons erré lourdement. Mais nous étions toujours les seuls à être sans intérêt à défendre. Cette attitude est probablement trop pure. N'importe !

Quand je défends le système judiciaire, malgré ses trous, je ne défends aucune idéologie personnelle ; je défends un vieil acquis de civilisation. Les tribunaux populaires, c'est la barbarie. J'aime plus la liberté et la rationalité que ma langue même.

Que personne ne s'y trompe. Deux immenses débats sont présentement entremêlés : le débat de notre identité nationale et le débat de l'anarchie contre la raison. C'est une chose de vouloir l'indépendance du Québec et c'en est une autre de semer la haine et le mensonge. Je suis pour l'indépendance du Québec, mais pas à n'importe quelle condition.

Les intellectuels se contorsionnent à ce sujet avec une souplesse de contorsionniste. Mais moi, j'ai assez de mémoire et d'imagination pour savoir que ce qui commence dans le meurtre se poursuit dans le meurtre. Je sais aussi qu'on oublie vite. On peut faire de beaux films et de belles chansons sur les morts, mais ça ne ressuscite pas les morts.

Comment se fait-il que moi, fils de pauvre, moi, qui ai toujours travaillé publiquement et pour les pauvres, moi, qui ne désire ni argent, ni pouvoir, je sois l'objet de tant de haine écrite ou téléphonique ? Comment cela se fait-il ? À qui ai-je donc nui ? Qui ai-je exploité ? Et au nom de quoi aurais-je exploité qui que ce soit ? Je me sens rejeté au point que je n'ose plus me montrer en public. Névrosé que je suis ? Pas plus qu'un autre.

Au fond, je connais une partie de la réponse à mes questions. Au-dessus de tout, je place certaines valeurs et ce sont ces valeurs-là que bafouent ceux qui veulent nous libérer, disent-ils. J'aimerais mieux sécher sur la grève que d'embarquer dans un bateau conduit par un tel équipage. Quand on construit sur le mensonge et la haine, on est obligé d'habiter la maison du mensonge et de la haine.

La légèreté des intellectuels m'épouvante. C'est comme s'ils n'avaient jamais rien lu ; c'est comme s'ils n'avaient aucune mémoire du passé d'ailleurs, ni aucune imagination de l'avenir d'ici, tel qu'on le prépare présentement.

Peut-être (et c'est souvent mon impression) sommes-nous fatalement embarqués. Mais alors, c'est dans les énormes convulsions de l'Amérique du Nord que nous sommes emportés.

Et alors ? Il y a toujours de l'espoir au coeur de l'homme. Je rêve, sans trop y croire, à une expérience originale : la naissance politique d'un peuple sans haine, sans mensonge, sans mort d'hommes.

DOSSIER UNTEL : VI. OCTOBRE '70

OSER EXISTER *

[Retour à la table des matières](#)

La semaine dernière, j'ai publié deux papiers : La mort d'un seigneur et L'inconfort intellectuel.

Ces deux textes ont eu une répercussion étonnante. En l'espace de cinq jours, j'ai reçu plusieurs centaines de lettres, d'appels téléphoniques et de télégrammes.

Cette réaction, si incroyable que cela soit, est presque aussi importante, quantitativement parlant, que celle que nous avons reçue au plus creux de la crise d'octobre. Il est donc clair que cette réaction constitue en elle-même un phénomène qui mérite que l'on s'y attarde. C'est pourquoi nous publions aujourd'hui des extraits d'un certain nombre de ces lettres.

C'est une façon de donner une tribune à cette partie de la population qu'on appelle la majorité silencieuse et qui a accepté un peu trop facilement cette étiquette et ce bâillon.

La majorité silencieuse est faite de ceux qui gagnent leur vie, payent des taxes et ferment leur gueule.

Elle est faite de ceux que l'on a littéralement cambriolés de tout ce qui était leur mérite et auxquels on demande quand même de continuer à gagner leur vie, de payer leurs taxes, et de laisser une minorité éclairée et processionneuse préparer un autre monde dans lequel ils n'auront rien à dire, bien chanceux d'y avoir une place.

* *La Presse*, 13 février 1971.

C'est cette partie de la société qui a réagi aux deux textes en question. Ils savent, eux aussi, que les seigneurs qui ont fait notre peuple se retirent les uns après les autres, en silence. Tous ceux et celles qui ont écrit à ce sujet disaient qu'eux aussi avaient connu un père ou une mère de cette race-là et me remerciaient de les avoir proclamés en proclamant mon père.

Ils sentent, eux aussi, que la continuité même de notre peuple est présentement menacée. À force d'entendre dire que l'Histoire nous a trompés, que tous nos tuteurs traditionnels furent des lâches ou des vendus, ils se mettent à douter d'eux-mêmes et se sentent tout prêts à laisser la place aux nouveaux définisseurs de nous-mêmes qui se donnent le confort des idéologies abstraites. Mais un peuple n'est pas un théorème géométrique. Un peuple ne se déduit pas d'une idéologie.

Dans la longue patience de ceux qui nous ont précédés, il y avait beaucoup de force, beaucoup de réalisme et beaucoup de santé. Beaucoup d'amour aussi. Les amoureux de ce peuple ne sont pas tous nés en 1960 ou en 1970. Et ceux qui se proposent aujourd'hui comme sauveurs ont souvent des faces de sectaires.

Toute révolution féconde consiste à retrouver des traditions, non à claquer des portes et à repartir à zéro. Vivre, c'est durer.

Faut-il prendre la peine de s'expliquer sur le sens du mot tradition ? Personne ne songe sérieusement à revenir en arrière, ni à s'immobiliser. Mais entre les solutions paniques et la rupture avec notre être historique, il y a place pour un peu de raison, un peu de respect. L'un de nos correspondants développe ce thème en une langue d'ailleurs splendide, et que l'on retrouve dans beaucoup de lettres.

« Les vieux d'ici méritaient d'être chantés. Parce qu'ils ont duré, et parce qu'ils nous ont appris la danse ; parce qu'ils ont enfanté notre devenir ; parce qu'ils ont concentré en eux, par le silence, cette densité qui aujourd'hui ne se retrouve plus à l'état brut, mais se répand en chacun et nous relie tous. Car on a beau être les derniers de quelque chose, on en porte toujours la filiation, on le transmet et le transforme en autre chose, où il arrive qu'on soit les premiers ; les premiers des nous-autres qui prennent conscience de leur spécificité, et veulent la vivre sous une forme ou une autre, de leur vivant. (...) Avant longtemps on va se virer de bord tout seuls, ou va se faire faire six par deux. La commande est passée depuis un maudit bon bout de temps. De toute façon, on commence à faire des plaies de lit, faut changer de position. »

Si le Québec se souvient, il doit se souvenir de tout son monde. Assumer le passé, c'est donner droit de vote aux morts. La démocratie politique doit comporter une forme de démocratie biologique. Un des droits fondamentaux de l'homme, c'est le droit à la continuité.

Ce que les lettres que nous avons reçues, révèlent, c'est, indivisiblement, la profonde insécurité d'une classe de Québécois à part entière, et leur sourde irritation.

Cette classe d'hommes, c'est la classe active, dans la force de l'âge ; c'est celle qui a de vraies responsabilités. Cette classe-là est, à la fois, la plus enracinée et la plus responsable. Mais ils sont terriblement fatigués de semer des taxes et de récolter des pancartes. Ils sont fatigués des intellectuels en rut d'auditoire, experts en toutes choses, mais qui ne savent que front communier avec tout ce qui chiâle, contre tout ce qui porte de vraies responsabilités.

Ce que l'on remarque encore, en lisant cette immense correspondance, c'est le vieux rêve qu'enfin un sauveur viendra et nous sortira du cauchemar où nous nous débattons.

Ce sauveur-là ne viendra pas. Il n'y a plus de sauveur unique et universel ; il n'y a pas de solution facile. La solution passera par l'austérité et la discipline. Elle exigera du réalisme, de la tolérance et de la négociation entre nous et avec les autres. Le sauveur unique et universel ne pourrait être qu'un dictateur.

Il y a aussi l'espoir bien humain, bien compréhensible, que ce que nous vivons ces mois-ci n'est qu'un mauvais rêve. Ce n'est pas un mauvais rêve, c'est une réalité et nous n'avons peut-être pas encore touché le fond.

Il vaut mieux voir ces choses et se les dire que de se faire des accroires.

L'angoisse n'est pas une disgrâce. Elle peut être source de dynamisme et de créativité. De toute façon, il est fatal qu'un phénomène de croissance s'accompagne d'angoisse.

DOSSIER UNTEL

VII

INTEMPOREL

[Retour à la table des matières](#)

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LA MORT D'ANDRÉ LAURENDEAU *

[Retour à la table des matières](#)

André Laurendeau m'honorait de son amitié. Je sais que j'emploie un grand mot. J'avais pris la peine de vérifier le sens selon lequel il l'employait à mon endroit : formule d'urbanité ? ou m'offrait-il vraiment son amitié ? Car il ne me serait pas venu à l'esprit d'habiter la maison de l'amitié avec Laurendeau. J'avais demandé son aide et ses conseils, mais je le voyais trop loin de moi. Ma génération reconnaissait des aînés.

Et ce fut l'amitié. J'étais farouche et compliqué. Il me comprenait, sans trop me prendre au sérieux, comme il faut faire. J'ose dire qu'il m'aimait. Et moi aussi, avec un mélange de respect. Je viens de perdre un ami.

Nous autres, les bêtes à mots, il ne nous suffit pas d'avoir de la peine : il faut la dire au moins à soi-même. Peut-être a-t-on moins de peine que ceux qui ne disent rien. Une peine moins absolue.

La première fois que j'ai vu Laurendeau, c'était pour lui parler de Dollard des Ormeaux : j'étais responsable d'un groupe AJC, à Chicoutimi ⁸⁴. Nous avions

* Texte publié dans *Le Devoir*, juin 1968.

⁸⁴ En ce temps-là, on se moquait de Dollard ; aujourd'hui, -on discute gravement, sur la colline aux oiseaux, la question de remplacer la fête de la reine par la fête de Dollard.

parlé d'enseignement. À cette époque, les problèmes scolaires ne lui étaient pas familiers, on sait le reste.

Je cherche maintenant à me dire ce que Laurendeau a été pour moi, ce que je retiens de lui. D'abord, sa rigueur. Il aimait les nuances, il passait pour subtil et il n'aimait point trop cela. Faut-il entendre finassier ? Pas branché ? C'est possible. Pourtant, il avait nommé ses amours, et il s'y tenait. Mais sa nature répugnait aux grossièretés, je ne dis pas aux vulgarités, ce qui va de soi.

Où d'autres travaillent à la hache, et à admettait qu'on le fit, lui travaillait au canif. Il est plusieurs façons de servir des valeurs. L'important, c'est d'être fidèle. Laurendeau s'engageait progressivement, mais une fois engagé, il ne lâchait plus.

Il avait nommé ses amours : on sait son amitié pour Saint-Denys Garneau ; on sait comme il aimait la musique. Un détail : devant mon peu d'enthousiasme pour *Pelléas et Mélisande*, il m'avait dit : « Vous ne pouvez pas être mon ami si vous n'aimez pas *Pelléas et Mélisande* ». Ce n'était pas loin d'être un avertissement.

Musique, théâtre, voyages au pays de l'enfance : la petite fille, la sienne, Sylvie, qui s'étonnait qu'il la reconnût un jour qu'elle étrennait des souliers neufs. Musique, théâtre, ç'aurait été son monde : la vraie vie.

La vie vraie, ce fut la politique. L'art des arts, bien sûr, et il le savait, mais un art sans perfection et sans consolation. C'est quand même là qu'il a été utile. Mais il s'y sentait de corvée. C'est ailleurs qu'il aurait aimé laisser sa trace. J'interprète peut-être. Je suis sûr, en tout cas, que nos événements nous ressemblent. Là où Laurendeau a travaillé, c'est là qu'il devait le faire. Nous le perdons au moment où nous avons tant besoin de références ; où sa voix égale et sûre nous aurait aidés à garder le ton.

Je mesure à quel point il m'a aidé à me définir. Ces dernières années, nous nous voyions peu et nous nous écrivions rarement : on lève l'amitié, et on ne s'en occupe guère. On dit trop facilement : c'est la vie. Mais je savais qu'il était là et que je pouvais lui parler de six mois en six mois.

Dimanche dernier ⁸⁵, nous avons parlé de lui, et la technique a fait qu'il nous a parlé lui aussi. Nous entendait-il ? En ces circonstances, un chrétien mesure sa foi, la foi. L'énormité de sa certitude. Mais qui rejoint si peu le sentiment.

⁸⁵ Quelques jours après sa mort, on lui avait consacré une émission de télévision à laquelle j'avais participé avec Claude Ryan et Jean-Louis Gagnon.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

MORT D'UN FONCTIONNAIRE *

À la mémoire de Philippe Bégin

[Retour à la table des matières](#)

Je venais tout juste de recevoir un appel téléphonique d'un collégien, quand on m'apprit la mort de Philippe.

Le collégien se croyait lésé, et peut-être l'était-il. Il se plaignait, entre autres choses, de l'impossibilité où il était de rencontrer un administrateur d'un CEGEP. Pour qualifier son indignation, il finit par me dire : « Les administrateurs des CEGEP sont pires que les fonctionnaires. »

On est fonctionnaires comme d'autres sont cocus ou calotins.

Ces mois-ci, les administrateurs scolaires sont comme les chrétiens aux lions. Les lions, c'est l'opinion publique, les professeurs, les jeunes, le Gouvernement. Ça fait pas mal de monde.

Les administrateurs sont des ménagères : ils tiennent maison. On a le choix entre tenir maison, casser maison ou rêver maison. Les jeunes rêvent maison ; les vieux cassent maison ; des fonctionnaires tiennent maison.

Je dis : des fonctionnaires. Je décide, ici, de ne penser qu'à un certain type de fonctionnaires qui a sans doute existé sous tous les régimes, dont je connais, en tout cas, un bon nombre de représentants au ministère de l'Éducation.

Philippe est entré au ministère de l'Éducation en janvier 1965, comme responsable de la gestion financière du réseau de l'enseignement spécialisé. On l'a attelé

* Été 1969.

comme on attelait les boeufs. En ce temps-là, les écoles de métiers et les instituts de technologie étaient administrés directement par le ministère. Je ne dis que ça, supposant que le lecteur possède au moins une idée confuse de l'immensité de la tâche. La décrire serait hors de propos.

Philippe est mort à trente-sept ans. Pendant des années, cet homme-là a travaillé douze à quinze heures par jour, dînant la plupart du temps au bureau, avec des sandwiches. Il poussait obstinément sa charge. Pourquoi ?

On peut répondre : happé par la Machine, aliéné, dépossédé de lui-même. On peut répondre des choses comme ça, et des plus savantes, et des plus jargonneuses. C'est une lecture possible de la réalité.

On peut répondre aussi qu'il se sentait responsable, répondant. Une mécanique qu'il n'avait pas inventée faisait que des hommes, de Gaspé à Rouyn, de Sherbrooke à Shawinigan, exigeaient de lui des signatures, des réponses, des interventions. Une autre mécanique, qu'il n'avait pas inventée non plus, l'avait placé, infime rouage de transmission, entre Québec et Ottawa. Il fonctionnait, à même ses nerfs, à même sa vie, par solidarité, par obstination, par une obscure fidélité.

Dans ce métier-là, on est fonctionnaire, au sens où tout le monde a convenu de le comprendre, ou autre chose.

L'autre chose est comparable au métier disparu de ménagère. Les administrateurs sont les ménagères de l'Histoire. Ils ne font pas l'Histoire ; ils ne chantent pas l'Histoire ; ils l'assument ; comme, à tout autre plan, l'Église.

C'est un étonnant métier. On le fait, ou on l'abandonne, mais si on le fait, on est toujours en train de préparer le souper. Avoir fait le dîner, ne dispense pas de préparer le souper ; et on prépare le souper sachant qu'il ne tiendra pas lieu du déjeuner. Et le temps ramène toujours un souper.

Vers le milieu de l'après-midi, on songe à tout laisser là. Et puis, quelqu'un appelle. Il a faim tout de suite. Même si l'on sait qu'on n'a pas la meilleure recette, on prépare encore un souper.

Philippe est mort le 19 août. Le 11 juillet, il était encore au bureau. Vers ce temps-là, je l'ai vu haletant et fiévreux. Il tenait. C'était la corvée de l'analyse des budgets des CEGEP. Il y avait encore deux ou trois budgets à étudier et à négocier.

cier. Un jour, il m'a dit : « Ce matin, j'avais 102° de température ». Après cette corvée, il devait prendre ses vacances annuelles.

En fin de compte, on ne se parlait guère, même si son bureau était contigu au mien. Nous faisons ensemble une même chose ; je n'ose pas dire : une même oeuvre, car nous sommes trop contestés pour oser parler d'oeuvre. Nous tenons maison, une vieille maison, sachant qu'il faut inventer un autre lieu. Mais l'autre lieu, personne n'en possède le plan. Nous écrivons sans grammaire. Mais nous savons que février est froid et nous tenons maison en rêvant d'une autre. Beaucoup habitent de toute façon notre maison, sans la tenir, en rêvant, eux aussi, d'une autre maison.

« Nous ne savions pas qu'il était si dur d'avoir quarante ans », me disait l'autre jour un ami. Je pense plutôt que tous les âges sont difficiles, et j'aime mieux, quant à moi, mes quarante-deux ans que mes vingt ans. Mais on rêve de sérénité ; on rêve de vivre ; on bloque tout ça dans une possible vieillesse, comme on bloque ses rêves de mars, pour juillet. Et en juillet, on a honte de ne rien faire : on se prend pour les saint-bernard du cosmos.

Le temps passe. Il est là pour ça. Aura-t-on vécu ? Qu'est-ce que vivre ? Vivre, c'est prendre de l'altitude. Philippe a-t-il vécu ? Qu'aurait-il fait d'autre que ce qu'il a fait, qui eût plus valu ? Vivre a deux sens ; le deuxième, le bon, n'est possible que sur l'assiette d'un métier.

Un enfant regardait des fourmis égarées dans une cuvette de sable. Les fourmis essayaient de sortir et dévalaient sans cesse. L'enfant eut l'idée de planter un bâtonnet au milieu de la cuvette. Des fourmis y grimpèrent et purent voir (je suppose) par-dessus le bord de la cuvette. Un homme regardait l'enfant. Un autre homme regardait l'homme qui regardait l'enfant. Je pourrais continuer ainsi.

Les hommes se débattent dans une cuvette. De temps en temps, ils grimpent le long d'une idéologie. La NASA nous a planté un sacré bâtonnet ces derniers mois. On a vu par-dessus le bord de notre cuvette.

Qui peut bien s'amuser à regarder les hommes ? Et d'abord, qui a bien pu s'amuser à fabriquer des fourmis réflexives et mortelles ? Sans la mort, la morale suffirait. La mort a engendré la religion.

Le feu, le langage et la religion sont les trois grandes découvertes de l'homme.
Il reste à s'assurer que l'homme est aimé.

On se dit des choses comme ça, et puis on se dit qu'on n'a pas su trouver le
temps de parler à Philippe quand il était à deux pas.

Et demain, on ne parlera pas davantage aux autres. Vivre, ça se remet.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

MON PROJET *

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce que je veux faire à *La Presse* ? Simplement ceci : dire, jour après jour, où je suis. En une époque troublée et dans un pays ébranlé, il importe que des individus, des hommes, uniques et irremplaçables à jamais, se dressent. Des individus, des hommes, pas des organismes, pas des corps plus ou moins intermédiaires. Que des hommes se dressent et disent où ils sont.

Le Petit Poucet est perdu. De toute façon, « vivre, c'est se sentir perdu ». Il sème des miettes de pain ; il encoche des arbres ; il plie des branches. Il se donne tous les points de repère possibles.

Et voici qu'un autre homme est perdu. Il remarque les traces et les indices du Petit Poucet. Il se dit : au moins, cela conduit quelque part. Il reprend sa marche. C'est toujours un pas, et encore un pas, qui sauve. Comme dit l'admirable proverbe : on fait long, depuis qu'on est las.

Seuls les individus répondent et se répondent. On se parle très peu de socle à socle ou de corps intermédiaire à corps intermédiaire. Vingt hommes dressés, dans une société, cela permet déjà l'établissement d'un circuit. Cela permet de tracer une piste. Une piste, même étroite, vaut mieux que la ruée panique.

Il n'y a pas de prétention dans mon projet. Je parlerai de ce dont tout le monde parle. Tout le monde se prononce n'importe comment sur n'importe quoi. Et tout le monde vote. J'en sais toujours bien aussi long qu'une diseuse et je parle plus

* *La Presse*, 22 mai 1970.

clairement que la plupart des professeurs d'université entièrement ou partiellement ou pas pantoutte de langue française.

Je suis un individu. Il n'y en a plus beaucoup de ma race. Je ne représente rien que moi-même et je n'accepte pas d'être représenté par qui que ce soit. Personne ne me représente.

On est représenté à mort dans nos sociétés. On est représenté par son député, par ses premiers ministres, par son chef syndical, par les leaders naturels. On est représenté à mort. Je reconnais que c'est une forme de nécessité : les citoyens doivent accepter des représentants. Il reste que dans les matières où je suis moi-même un peu mêlé, je préfère me représenter tout seul.

Un homme de mon âge n'en finit plus de vérifier ses positions, comme un navire. Il songe à son passé, et il pense à ses parents. Il se demande en quoi il les prolonge ; comment il s'assure que leur patience n'ait pas été vaine.

Il voit son environnement, l'ensemble des circonstances concrètes qui seules permettent l'action : bâtir un navire, ce n'est pas rêver le navire ; c'est river un boulon, calculer la courbe d'une étrave, poser une poutrelle. Et alors, l'homme de mon âge s'engage dans la politique, c'est-à-dire dans l'organisation de la cité. C'est un euphémisme de dire que la cité ne s'organise pas qu'à l'Assemblée Nationale. Et il rencontre les jeunes sur son chemin ; ces jeunes qui piaffent devant le mur que nous sommes, le mur qu'ils s'imaginent que nous sommes.

Il pense aux femmes, qui sont son passé, son présent et son avenir. Il pense à elles, car c'est elles qui ont charge de la forme humaine.

Voilà donc mon projet : dire où je me situe ; dire où je suis. Le dire en montrant, à ma façon, comment j'assume mon passé, comment je tâche dans le présent et quel est mon pauvre courage devant l'avenir. C'est le moment pour moi de dire ces choses. La fatigue me submergera peut-être bientôt et je ne veux pas parler selon ma fatigue, mais selon ce que j'ai reçu de courage.

Je serai à gauche, à droite, à côté, où je voudrai et surtout, où je pourrai. Je ne suis pas processionneur. Novice, et fervent, je n'aimais déjà pas tellement les processions. On comprendra alors que je ne me presse pas de suivre les périssables ostensoirs qu'on nous propose régulièrement pour notre bonheur. J'y pense tout à

coup : il y a longtemps qu'on n'a pas parlé du Biafra. Les hommes aiment trop : ils aiment à mort. Avec ça, on est toujours en retard d'une horreur.

En d'autres termes, mon projet, c'est de vivre avec vous autres jour après jour, et de réfléchir publiquement sur « ces choses qui nous arrivent ». Au fond, rien n'est banal. Le banal, c'est ce qui n'est pas dit ou mal dit.

Mon partage, c'est indivisiblement, l'angoisse et la ferveur. De là, l'invincible besoin de communiquer.

Mais qu'on ne me demande pas d'être logique. J'ai trop d'idées pour tenir à aucune en particulier. Il faudrait être un tonneau de mémoire pour retenir toutes ses raisons. Je dirai ceci ou cela et encore cela. Je laisse à d'autres le petit soin de tenir en ordre la maison de leur esprit. Je suis trop sûr de mes valeurs pour m'inquiéter de mes raisons. D'ailleurs, les raisons se déplacent comme les oies : en troupe. Mais les valeurs ne se promènent pas.

Ce qui me brûle c'est de manquer à mes valeurs ;, ce n'est pas de manquer à la logique. La cohérence ou, en tout cas, l'effort vers la cohérence, m'intéresse plus que le polissage de ma logique.

Poli, ça veut dire usé.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LETTRE À UNE FILLETTE *
(pour lire quand elle sera grande)

[Retour à la table des matières](#)

Un 1970, Fauvette, tu avais à peine deux ans. Tu avais l'air d'une petite martienne ahurie, tombée par hasard sur notre terre réfractaire. Je t'appelais fauvette : petit oiseau et petite fauve.

En cette veille de notre Fête nationale, j'ai eu le goût de t'écrire. En essayant de m'expliquer à toi, je formulais mon espoir par procuration. Je voulais te signifier que l'on n'est jamais que ce que l'on veut vraiment être. Nos événements nous ressemblent et tout rêve assez fort devient.

Je t'ai écrit pour que tu saches qu'en 1970, les hommes se battaient un peu partout sur la terre, au lieu de se parler, d'essayer de se parier ; que les trois quarts de l'humanité ne savaient pas lire et que les mêmes trois quarts, et pour cette raison même, au fond, mouraient de faim. Tâche, par exemple, de t'informer du Biafra et de ce que sont devenus par là-bas ceux qui avaient deux ans en 1970, une fois que les chefs des peuples se furent mis à les aimer. À les aimer à mort, bien sûr, car les chefs des peuples sont de grands amoureux.

Je n'ai pas cherché à imaginer ce qu'est devenu le monde matériel où tu vis. As-tu ou n'as-tu pas une brosse à dents électrique ? N'importe ! Cela existait déjà de mon temps, à titre de curiosité. Vas-tu ou ne vas-tu pas passer tes fins de se-

* *La Presse*, 23 juin, 1970.

maine à Paris ou à Moscou ? N'importe. Encore une fois, l'imaginable est déjà fait.

Le tiers-monde a-t-il évité la famine ? La jeunesse a-t-elle trouvé moyen de rajeunir le monde' ? Y a-t-il un peu moins de haine et un peu moins de mensonge ? Que sommes-nous devenus, nous les Québécois' ?

Tu vois les questions que je me posais et auxquelles je me sentais incapable d'imaginer des réponses. Tu vois aussi, puisque je t'ai écrit, que je refusais de désespérer de l'avenir, car je savais que le Maître de l'Histoire nous aime.

Il reste que je t'ai écrit pour me donner du courage ; en faisant le pari que tu serais là pour lire cette lettre, je me tirais après moi-même comme un alpiniste au-dessus d'un gouffre.

L'incertitude est la province du courage. Tu sauras qu'en 1970, le courage avait amplement de quoi s'exercer et que plusieurs parmi nous n'en manquaient pas, puisqu'ils s'étaient donné comme objectif la construction du Québec.

Cette entreprise qui te paraît aujourd'hui comme allant de soi, puisqu'elle est inscrite dans ta réalité, nous l'avions commencée dans le doute et le déchirement.

Rien n'était clair en 1970. Nous étions profondément divisés et la vieille haine essayait de faire passer ses frontières au milieu de chacun de nos coeurs. Nous avions comme perdu notre assiette et, l'année précédente, assez symboliquement, nous avions décapité pour la deuxième fois l'homme que nous honorions comme notre patron depuis plus de cent ans.

Parce que rien n'était assuré, la jeunesse semblait avoir la tentation ou bien de décrocher et de se réfugier dans la drogue, ou bien de se donner les certitudes instantanées du fanatisme. On nous proposait le progrès par la rupture, comme si l'un des droits les plus fondamentaux de l'homme n'était pas le droit à la continuité. Seules les bêtes recommencent chaque matin à être bêtes. Pourtant, le diagnostic des désespérés était juste ; seul le désespoir était une erreur.

Fallait-il se séparer du Canada, comme plusieurs le pensaient' ? Fallait-il se laisser couler lentement dans le grand tout américain, comme quelques-uns le souhaitaient et comme tous le faisaient tous les jours, auto par auto, vacances par vacances ? Ou ne fallait-il pas inventer un autre mode de vivre avec les partenai-

res que l'Histoire avait placés tout autour de nous et chez nous même' ? Personne ne savait trop quoi faire.

Nous étions quand même quelques-uns (mais comment savoir : nous ne pouvions pas nous compter) à nous fier à notre vieil instinct et à nous dire : puisque nous sommes toujours là, il n'y a pas de raison pour ne pas y demeurer et grandir. À la question : quoi faire ? nous répondions : faire. Les textes suivront.

Comme tu vois, ils ont suivi.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

POURQUOI ÉCRIRE ? *

[Retour à la table des matières](#)

Si je suis devant vous, c'est à titre d'écrivain, titre que je ne revendique pas : on n'est pas écrivain parce que l'on a publié deux petits livres, dont le premier fut un phénomène sociologique et non pas littéraire, et le second, une conversation à peine organisée.

Mais je suis trop modeste : écrivain, je le suis bien un peu. Au fait, qu'est-ce qu'un écrivain ? Et nous voilà embarrassés, comme chaque fois qu'il s'agit de préciser une notion commune : qu'est-ce qu'un intellectuel ? Gérard Pelletier est-il un intellectuel ? Et Pauline Julien ? Et qu'est-ce qu'un fonctionnaire ? Mais restons-en à l'écrivain. Je risque une description : l'écrivain est un homme malheureux. C'est le signe d'une grande infortune que de se sentir né pour faire. Les natures heureuses sont nées pour vivre ; les autres, pour faire. Faire est la condition de leur équilibre, comme pour les bicyclettes, qui tombent dès qu'elles ne sont plus en mouvement. Un écrivain est un homme qui a la vie difficile ; pour qui vivre ne va pas de soi ; qui a besoin, donc, de s'expliquer avec la vie. « La littérature apparaît lorsque quelque chose dans la vie se dérègle », écrit Simone de Beauvoir. On écrit pour colmater les brèches de sa vie.

À ce compte-là, tout le monde serait écrivain, direz-vous. Et tout le monde l'est, en effet, même si ne sont réputés tels que ceux qui publient leurs explications. Écrire n'est qu'une extension de parler. Songez que c'est au moment de l'adolescence, époque dérégulée entre toutes, que l'on recourt le plus à l'écriture. Et

* Causerie prononcée devant les étudiants de la faculté des lettres de l'université de Montréal, le 6 octobre 1965.

même perdu au milieu du désert, un homme crierait quand même sa peine, ne fût-ce que pour l'information des étoiles.

Pourquoi écrire ? Telle est la question sur laquelle je voudrais réfléchir un peu devant vous. On n'a pas à se demander pourquoi un électron agit ou réagit de telle ou telle façon ; ni pourquoi il se groupe avec telle ou telle particule : les phénomènes physiques sont insignifiants, au sens étymologique du terme.

Mais dès que l'on accède à la vie sensible, la question du *sens* se pose. Le mot sensible contient le mot sens. Devant un chien qui court ou qui aboie, la réponse au comment n'épuise pas la question ; il faut aussi se demander pourquoi il court, même s'il court de biais, ce qui intriguait fort Aristote.

Touchant les activités humaines, le pourquoi est la question, puisque nous sommes libres. Or parmi les activités humaines les plus conscientes, il faut placer l'écriture.

Pourquoi donc l'homme écrit-il ? On pourrait essayer de répondre à cette question, prise absolument : pourquoi l'homme utilise-t-il ces signes que sont les mots ? Mais je ne veux parler aujourd'hui que de l'écriture prise en un sens restreint : pourquoi écrit-on des livres ? Et même plus restrictivement encore : pourquoi la littérature ? Pourquoi des essais, des poèmes, des romans ?

On connaît la réponse de Gide : « Pour mettre quelque chose à l'abri de la mort. » Mais tout artiste pourrait répondre cela. Mozart ou Michel-Ange ont mis quelque chose à l'abri de la mort. Voilà trois siècles que nous consommons la beauté qu'ils ont créée. Pourquoi Mozart écrivait-il de la musique ? Qu'on ne réponde surtout pas : pour gagner sa vie. Mozart, interrogé là-dessus, aurait peut-être répondu la même chose, mais ce n'aurait pas été une réponse ultime. Mozart pouvait-il ne pas écrire de musique ? Quand on a du génie, on ne fait pas ce qu'on veut ; on fait ce qu'on peut. L'agir suit l'être. La question est sans doute mal formulée : il n'y a pas de fin à poser à l'activité artistique, autre que l'oeuvre même. Mozart fabriquait de la musique, comme les prairies fabriquent des pâquerettes, comme les arbres poussent des feuilles. Pourquoi la couleur de tes cheveux, demande l'homme à la femme aimée ? Il n'y a pas de pourquoi. Conséquemment, il n'y a pas de Mozart assassiné : Mozart était nécessaire.

Faut-il inventer, pour l'écrivain, une réponse spécifique ? Y a-t-il malgré tout un pourquoi qui aime l'écriture ? Je crois que oui. Et d'abord, parce que la matiè-

re première de l'écrivain, c'est la parole. Le musicien ordonne le temps ; l'architecte et le sculpteur ordonne l'espace ; le peintre, les lignes et les couleurs, mais l'écrivain ordonne une matière qui nous est plus connaturelle : la parole. Il a des comptes particuliers à rendre aux autres hommes. Tout artiste nous dit : voici comment je vois le monde des formes et des couleurs ; arrangez-vous-en. Mais l'écrivain nous oblige à nous arranger de son âme ; il nous impose sa conscience, conscience dont Hegel disait que chacune poursuit la mort de l'autre. L'écriture est despotique.

J'en vois un signe dans le fait que les écrivains sont les seuls artistes que les pouvoirs prennent la peine de persécuter comme tels. On a pu entendre dire, ces années-ci, que les musiciens ou les peintres pouvaient, eux aussi, subir les contraintes d'une idéologie politique, mais ce fait est nouveau et il survient dans des pays où règne une religion à l'envers. Seule une religion, en effet, peut ambitionner de rejoindre les artistes quels qu'ils soient, à cause même de la transcendance dont elle se réclame ou si vous voulez, de son caractère totalitaire. Mais les pouvoirs non religieux ne s'inquiètent que des artistes de la parole.

Quelle est donc la réponse spécifique à la question : pourquoi écrire ? Faisons un détour et demandons-nous : pourquoi lire ? Il doit y avoir une relation entre ces deux pourquoi. Ce que je cherche et ce que je trouve en lisant, il y a quelque chance que l'écrivain l'ait mis et se le soit proposé expressément. J'essaye de me souvenir de certains auteurs que j'ai lus :

Pascal, Bernanos, Duhamel, Mauriac, Nietzsche, Alain, Céline, Saint-Exupéry, Camus, Daninos, Poincaré, Montaigne, Valéry, Montherlant, Claudel, Aristote, Péguy, J.K. Jerome.

Pourquoi les ai-je lus ? Je les ai lus pour mon instruction ou mon repos. Je crois que c'est une division complète. Tous ceux que j'ai lus, je les ai lus pour l'une ou l'autre de ces deux raisons. Je pose donc, symétriquement, que l'on écrit pour instruire ou pour divertir.

Mon choix est fait : j'écris pour instruire. Je ne pousserais pas devant moi une petite histoire pour le plaisir de pousser une petite histoire. En nos temps intellectuellement sous-développés ; en cet univers fabriqué de toutes pièces par quelques centaines de grosses têtes, et dans lequel chacun est bien obligé de se reconnaître ou bien il naufrage, la tâche la plus urgente est de parler aux hommes. La science

et la technique ont surmonté la sélection biologique, au grand désespoir des organisateurs de la cité et voici que nous affrontons la sélection psychologique. C'est par milliers que les hommes naufragent dans la lutte pour comprendre qui a remplacé la lutte pour simplement vivre. Freud avait trois ans quand Darwin formula sa théorie. Darwin expliquait ce qu'il pouvait et peu importe ce que la science biologique a retenu de cette théorie : le fait est patent : l'homme a appris à surmonter la sélection biologique. Mais comment surmonter la sélection psychologique ? La psychanalyse et les drogues attaquent le problème à la pièce. Mais il faut trouver des moyens plus économiques. L'écriture en est un, il me semble.

Une civilisation qui n'aboutit pas à la conversation est une civilisation manquée. Tout l'effort de la civilisation tend à faire communiquer les hommes. Toute civilisation est un effort collectif pour que les hommes se disent les uns aux autres. Pourquoi la politique, sinon pour remplacer les balles et les bombes par les mots ; pourquoi les techniques de diffusion, sinon pour que les hommes se voient et se parlent, pourquoi les voyages et les vacances, ces vacances qui sont peut-être le résultat le plus concret du socialisme tel que pensé au début du siècle, sinon pour permettre la conversation humaine : on va au bout du monde pour trouver un homme à qui parler, et si on ne le trouve pas, on est triste. Pourquoi l'art, sinon pour exprimer l'homme à l'homme. Et surtout : pourquoi la littérature ? Essayons seulement d'imaginer ce que serait nos vies sans Sophocle, Shakespeare, Pascal, Claudel. En fin de compte, Édison est au service de Mozart et de Montaigne.

Pourquoi écrire ? Pour relayer Sophocle et Pascal. Je sais que la comparaison est écrasante : mais il y a toute sorte de relais ; tous les degrés sont nécessaires pour que flambent, de siècle en siècle, ces immenses torches. Chacun n'a que l'homme à dire, cet homme qu'il est et qui recoupe tous les autres. Montaigne disait : « Chaque homme porte la forme entière de l'humaine condition. »

Pourquoi écrire au Québec ? Je réponds : pour être. Ce qui n'est pas proféré n'existe pas vraiment. L'amour ne se fait pas : il se dit : tant que le « je t'aime » n'est pas dit, il n'y a rien.

Nous sommes un peuple silencieux. Cela a déjà été dit, je crois. Il faut bien le redire. Nous ne parlons pas de ce qui s'appelle parler. Je songe à mon enfance, paradis manqué qu'il faudra bien aménager à l'autre.

On ne parlait pas, chez nous. Enfant, je ne me souviens pas d'avoir assisté à une conversation. Mon père, qui était un homme doux, avait-il des amis ? Je ne crois pas. Aimait-il d'amitié quelque autre homme ? Je crois qu'il n'avait que des voisins. Ils parlaient ensemble de température, de chevaux, de politique, comme on en parle encore. Mais des conversations humaines, des conversations où deux hommes creusent ensemble leur condition, et où chacun loge l'autre dans sa pitié, en avait-il ? Le plus près qu'il s'en soit approché, c'est le soir où avec un voisin, il racontait ses souvenirs de chantiers. Ce soir-là, ils parlèrent de leur misère, des poux qui les avaient rongés sur leur litière de branches de sapin. Mais cela était rapporté sans jugement de valeur, plutôt à titre de record : ils avaient eu beaucoup de poux. Une fois, mais j'étais adulte, il me dit aussi que pendant un temps, chaque matin, en se rendant bûcher, il s'arrêtait pour voir où en était le nid d'oiseaux qu'il avait découvert par hasard. Mais je fus trop bête moi-même pour parler avec lui. Et les arbres. Il me disait : « Tu connais pas ça, les arbres ». C'est maintenant seulement que je fais le rapprochement avec ces paroles que Saint-Exupéry met dans la bouche du poète de Citadelle parlant aux hommes du désert : « Vous ne savez pas, leur disait-il, ce que c'est qu'un arbre... j'en ai vu un autrefois, qui était parti à la recherche de la lumière... » Nous sommes donc passés l'un à côté de l'autre sans nous parler, incapables de combler le fossé avec des mots, ciment des hommes.

Nous sommes passés l'un à côté de l'autre sans nous dire. Ce silence, répété génération après génération, fait un peuple atomisé, un peuple instantané, un peuple de diapositives.

Ces années-ci, nous assistons de nouveau au silence des hommes de quarante ans. Où sont les quarante ans ? Que pensent-ils ? Qu'ont-ils à dire ? Qu'ont-ils vécu ? Comment voulez-vous que les jeunes se situent dans le silence ? Comment voulez-vous qu'ils se civilisent ? Ils crient. À qui voulez-vous qu'ils se peignent l'âme, qu'ils se démêlent l'âme. Échevelés et abstraits ; arrivant au monde tout nus, à vingt ans, sans référence, sans point de repère, n'ayant même pas besoin d'oublier.

Les livres que nous n'avons pas écrits, les rayons vides, c'est eux qui les écrivent et qui les remplissent. Et ils ne sont pas regardants. Sans passé, sans aînés, ils sont les meilleurs étant les seuls.

Il faut écrire par ici, pour sauver la patience des pauvres qui nous ont précédés. Les riches, ils se communiquent de père en fils leurs propriétés, leurs titres, leurs obligations, mais les pauvres n'accumulent que leur patience, qui est l'étoffe de l'histoire. Il faut donc mettre cette patience dans la banque de nos livres.

Écrire aussi pour nous dire les uns aux autres. L'amitié commence et continue ainsi. Or toute la vie politique est ordonnée à l'amitié. Il faut donc nous dire ; nommer ce pays, ces hommes, ces saisons, ces arbres, ces rivières, pour qu'on s'y retrouve, pour qu'on en prenne possession, comme Adam nommant les animaux aux premiers jours de la création.

Mais il faut aimer pour écrire, pour avoir le goût de se dire. Écrire donc pour retrouver enfin la joie d'être nous-mêmes : il n'y en *a pas d'autre*. Finis le chiâlage et l'imitation. Trop de nos écrivains veulent tout faire, sauf du québécois. Nous avons nos petits NRF et nos petits sous-Robbe-Grillet, comme nos petites Piaf et nos petites Gréco. Bref, nos Montréalais. Tout de suite le nouveau roman ; tout de suite la phénoménologie ; toujours aliénés, toujours colonisés, jamais soi-même, baveusement soi-même. Pourtant, si nous sommes, nous sommes uniques et irremplaçables. Peut-être modestes, mais irremplaçables.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LE KIDNAPPING DU PUBLIC *

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une couple d'années, on a connu, à Québec, une grève d'une semaine des chauffeurs d'autobus (à Montréal, on a connu bien pire). J'ai vu, de mes yeux, de vieilles femmes monter en Haute-Ville, à pied, sous la pluie. Moi aussi, je me rendais à mon travail à pied : par choix. Mais ces vieilles femmes allaient « faire des ménages en Haute-Ville », et elles y allaient à pied. Elles ne pouvaient quand même pas y aller en taxi. Et elles étaient aussi nombreuses à devoir faire cela que ne pouvaient être nombreux les chauffeurs d'autobus en grève.

Un autre exemple. Lors de la grève des hôpitaux de l'été 66, on a chassé de pauvres vieux de leur foyer-hôpital. Dès lors qu'ils pouvaient marcher, on leur disait fort démocratiquement : allez-vous-en où vous voudrez, mais on ne peut pas vous garder pendant la grève. De plus, l'exode commençait une dizaine de jours avant la grève. Mon père et ma mère ont vécu ça, à quatre-vingt-deux et à soixante-douze ans, respectivement. L'été dernier, ça failli recommencer. Et on nous annonce que ce sera bientôt le tour des hôpitaux privés.

Entre-temps, on nous marine une grève des postes.

* *La Presse*, 27 mai 1970.

Je suis sans doute mal fait, mais je ne peux pas comprendre que vingt-sept mille hommes puissent avoir le droit de paralyser un pays. Je n'arrive pas à comprendre qu'un syndicat ait le droit de kidnapper le public ou un secteur important du public. Ou, si l'on renverse la proposition : que le gouvernement laisse kidnapper le public.

Car, à propos de grèves, il est au moins une distinction qu'il faut faire : la distinction entre une grève dans le secteur privé et une grève dans le secteur public.

Une grève à l'Alcan se traduit par quelques milliers de lingots en moins et elle n'atteint, dans l'immédiat, que ceux qui t'ont voulue. Une grève dans le secteur public atteint immédiatement ceux qui n'ont rien à voir avec le litige en question.

On dira : c'est la vie ! Comment obtenir autrement une augmentation de salaire pour nos chauffeurs d'autobus, nos employés d'hôpitaux, nos postiers, qui sont, par ailleurs, ne l'oubliez pas, nos cotisants et nos électeurs ? Car on est des représentants des travailleurs, nous autres.

Domage que vous ne soyez pas aussi des représentants des femmes de ménage, des vieux, et du public en général, dans le cas des postes.

Pardon, monsieur, les représentants des femmes de ménage, des vieux et du public en général sont au Gouvernement. Ce n'est pas notre faute si M. Kierans a réveillé un géant endormi.

Parfait ! Renvoyez la balle, mais ne nous parlez pas trop du peuple, de ce cher peuple dont vous êtes les petits pères et les seuls protecteurs. Protecteurs de trois cent chauffeurs d'autobus contre trois cent femmes de ménage. Je n'aimerais pas avoir à faire le choix de qui va pâtir et quand.

Vous n'aimeriez pas avoir à faire ce choix ? Avez-vous une autre solution que la grève ? Ou pensez-vous que le gouvernement soit innocent dans ces affaires ?

Il n'existe pas de solution simple à ce problème, et je ne pense pas que le Gouvernement soit innocent. Je dis qu'il faut trouver autre chose, tout simplement. Cette autre chose ne peut venir que de la raison. Je ne peux pas imaginer que deux hommes (je symbolise) ne puissent pas s'entendre s'ils décident de parler raison.

Quand le droit de grève dans les services publics a été reconnu, on a fait l'hypothèse que les syndicats étaient ou deviendraient responsables, et que les gou-

vernements, eux aussi, prendraient leurs responsabilités. Pour un gouvernement, prendre ses responsabilités, c'est prévoir : pour un syndicat, c'est distinguer entre un droit et son exercice, entre un droit et les modalités de son exercice.

La grève est une forme de guerre, vous le savez. Une grève dans le secteur privé, c'est une guerre entre soldats ; une grève dans le secteur public, c'est le bombardement des civils.

À y bien penser, la société est devenue tellement complexe, qu'on peut la comparer à un cerveau. Le drame, c'est qu'en même temps que la société devenait de plus en plus complexe, la culture s'évanouissait, la culture, c'est-à-dire l'acceptation d'une commune mesure. La société est comparable à un cerveau trépané, entièrement « décrâné ». Essayez d'imaginer un homme qui se promènerait, rue Sainte-Catherine, le cerveau à l'air libre et pollué. Imaginez sa fragilité.

Presque n'importe qui peut, dans l'état de complexité où sont les sociétés, paralyser leur fonctionnement. La belle affaire ! Et vous pensez qu'il n'y aura aucune retombée sur vous ? Que vous pourrez aller bien, même si pays va mal ou ne vas plus du tout ? Où pensez-vous être ? Dans quel pays ?

Vous pourriez peut-être poser ces questions au Gouvernement, monsieur.

Je les pose à tout le monde. Je n'essaye pas de laisser croire que J'ai fait le tour du problème. J'amène des exemples très simples ; je pose des questions de profane, des questions d'usager des services publics.

On vous comprend. Une dernière question : êtes-vous pour ou contre la grève dans les secteurs publics ? Distinguons.

Quand il s'agit d'un domaine où l'État a le monopole, la grève, telle qu'on la pratique, n'a pas de sens. Si vous êtes le seul à vendre du beurre et du gin, vous n'avez pas le droit de me dire : « Aujourd'hui, monsieur, je ne vends ni beurre ni gin, » Ou alors, acceptez l'éclatement du monopole. La presse est un service public, mais il n'y a pas de monopole de l'information. La presse disparaissant momentanément, il reste la radio, la télévision, et, à la limite, le tam-tam.

Quand je dis que la grève n'a pas de sens, je dis que le gouvernement et le syndicat doivent s'entendre. C'est leur seul choix, quitte à devoir s'entendre sous l'épée de la grève, mais une épée dont il est entendu qu'on ne l'utilisera pas pour un oui ou pour un non.

Quand les gros ne s'entendent pas, c'est les petits qui meurent. Quand les forts décident de se faire justice eux-mêmes, on n'est plus en démocratie ; on n'est même plus en civilisation.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

L'INFORMATION EST UN BIEN COMMUN *

[Retour à la table des matières](#)

De même qu'un gouvernement (ministres, cadres, fonctionnaires) n'est pas propriétaire du domaine public, de même le journaliste (propriétaires de journaux, éditorialistes, journalistes) n'est pas propriétaire de l'information.

Le journaliste est serviteur et gardien de l'information, comme le fonctionnaire du ministère de l'Éducation, par exemple, est serviteur et gardien du système scolaire.

Se définir comme gardien fonde la responsabilité vis-à-vis du domaine que l'on garde.

Il y a dix ans, à peine, les journalistes avaient littéralement le devoir de tisonner l'opinion publique, car celle-ci était presque inexistante. Certains hommes se sont alors donné comme mission de la tisonner. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ont réussi.

En 1970, la situation est très différente. L'opinion publique est éveillée et articulée. Il est d'ailleurs incorrect de parler de l'opinion publique au singulier : il existe plusieurs opinions publiques, et dans le temps et dans l'espace. L'opinion publique montréalaise n'est pas la même à l'est et à l'ouest ; elle n'est pas la même non plus de six mois en six mois.

* *La Presse*, 28 mai 1970.

L'une des difficultés propres au métier de journaliste, en 1970, c'est de résister à l'émiettement qui pourrait résulter des pressions contradictoires qui s'exercent sur ses artisans.

Les problèmes, et les opinions sur ces problèmes, ne rivalisent pas deux à deux, mais chacun contre tous. Je ne suis à *La Presse* que depuis quelques jours et déjà, des lecteurs, par écrit ou directement au téléphone, m'ont sommé d'être ou de ne pas être ceci ou cela ; de dire ou de ne pas dire ceci ou cela. Par contre, je n'ai encore reçu aucun ordre de la Direction.

Écrire dans un quotidien, c'est agir ; et agir, c'est choisir. Les choix sont difficiles et toujours contestables. Ce sont les limites, dans n'importe quel domaine, qui acculent au choix. Je dis bien : les limites, et non pas les richesses. Plus on est riche de temps, d'intelligence ou de puissance, moins vite on est acculé au choix.

On peut sortir de cette difficulté en se branchant, une fois pour toutes, sur un seul courant d'opinion. On peut en sortir également en ne se branchant sur aucun courant.

Peut-être ne faut-il pas essayer de sortir de cette difficulté, mais accepter de vivre avec elle. Et savoir que celui qui a mille vies connaîtra mille morts.

L'acceptation de cet inconfort, pour dire le moins, ne peut s'enraciner que dans la certitude que l'information est une des conditions de la démocratie.

« Les malheurs millénaires de l'humanité viennent, non d'une perversité ou d'une absurdité congénitales (...), mais d'un défaut d'information sur cette complexité et ces contradictions. L'action presse nos décisions, de telle sorte que la plupart de ces décisions sont nécessairement prises alors que nous n'avons pas le centième, et souvent le cent millième, des informations qui devraient les motiver. (...) Mais tout effort d'information nous (...) élève un peu au-dessus de la misère millénaire. » (Fourastié, *Les 40,000 heures*)

L'information dont parle Fourastié a un sens plus restreint et plus profond que l'information telle qu'on l'entend dans le journalisme. Et encore !

Dans la mesure où l'on croit en la démocratie, dans la même mesure on croit dans l'information et dans la fécondité du pari sur l'intelligence du citoyen. Dans

la même mesure, on s'oblige à le respecter, à l'écouter et, au bout du compte, à se prononcer.

Car, soi aussi, on est un citoyen. Et non pas une fonction.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LE CLÉRICALISME POLITIQUE *

[Retour à la table des matières](#)

Je parierai ici de deux petites choses et d'une grande. La première des petites concerne certaines lettres que nous recevons touchant mes positions ou ma position même. Plusieurs de ces lettres sont anonymes, bien sûr. Le genre est vieux comme le monde ; il durera autant que lui et on ne peut nier qu'il possède sa petite efficacité.

D'autres lettres sont personnelles, en ce sens que le signataire ne veut pas qu'on la publie. Les autres, nous les publions, compte tenu de l'espace dont nous disposons : nous sommes assez larges à ce sujet et nous le demeurerons.

Ce qui m'étonne un peu (si peu, au fond), c'est le sectarisme de ces lettres ; ce que j'appelais l'autre jour le cléricalisme politique. Nous n'aurons donc été que neuf ans, à peine, affranchis du cléricalisme.

Ce sectarisme ne joue pas que contre nous : il joue contre des lecteurs qui nous demandent de ne pas publier leur adresse de crainte d'être ennuyés au téléphone ou autrement. Voilà pourquoi il arrive, exceptionnellement, qui nous publions des lettres sans fournir d'adresse.

La deuxième des petites choses, je l'ai vue dans un journal, samedi dernier. On y parlait de Jean-Charles Harvey, comme du premier homme libre du Québec.

* *La Presse*, 6 juillet 1970.

L'affirmation est discutable mais enfin, on est toujours le premier de quelqu'un. L'amusant, c'est que le chroniqueur ajoutait : cette affirmation est ironique (de sens des mots ayant changé, quand on sait que Harvey fut un fédéraliste acharné ».

Non seulement les vivants sont-ils classés en libres ou aliénés ; vendus ou patriotes, selon les nouveaux clercs, mais même les morts sont jugés en appel. Il est vrai que le sens des mots change. Préparez vos lexiques. Liberté 1930 = telle chose ; liberté 60 = telle autre chose ; liberté 70 = telle autre chose encore. Tout d'un coup que l'on pourrait être librement péquiste ?

La grande chose (par rapport aux deux autres), c'est le sort que l'on vient de faire à Dubcek. Je cite ici l'Express : « Lorsque la commission chargée de son cas lui a annoncé qu'il serait exclu du Parti et relevé de son poste d'ambassadeur en Turquie, Dubcek, répondit : vous n'en avez pas le droit. Selon les statuts du Parti, seule ma cellule, à Bratislava, peut m'exclure et elle a refusé. - Non seulement tu seras exclu, mais tu feras ton autocritique, lui ont répondu les commissaires. L'ancien chef du gouvernement s'effondra. »

Le lien dans tout ça ? Le voici : entre l'anonyme qui vous insulte ; celui qui m'annonçait (en signant) récemment, dans cette page même, que sa révolution m'écraserait, et ce qui arrive à Dubcek, il ne manque que le pouvoir ; il ne manque que l'armée rouge ou jaune ou bleue. La volonté est déjà là. C'est ça le cléricalisme : t'es un élu ou t'es un hérétique, à tolérer ou à brûler A brûler, de préférence : c'est plus sûr. « Il n'y a de pouvoir que militaire », disait Alain. Il y aussi le pouvoir démocratique, c'est-à-dire le pouvoir de la raison. A rejeter si l'on est pressé.

Quand on a un peu lu et un peu retenu, on sait que le pouvoir ne respecte la raison qu'aussi longtemps qu'il est plus faible qu'elle. Dès qu'il est plus fort, M. Dubcek fait son autocritique. Et voilà pourquoi il est bien difficile de croire que le niveau de l'humanité monte.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

COLOMB, LINDBERGH, ARMSTRONG *

[Retour à la table des matières](#)

À quatre reprises, depuis sept ans, le monde entier s'est trouvé rassemblé : à la mort de Kennedy ; à la mort de Jean XXIII il y a un an, lors des premiers pas de l'homme sur la lune ; le printemps dernier, lors du sauvetage des astronautes d'Apollo XIII.

La mort de Kennedy me paraissait frapper de vanité mes petites entreprises. Pourquoi pousser devant soi de laborieux paragraphes, dans un monde où n'importe qui pouvait supprimer un Kennedy ?

Jean XXIII, lui, avait décidé de mourir à la fenêtre du monde. Il faut beaucoup aimer les autres pour les admettre à son agonie. Et ce fut une mort pleine de signification.

Le 20 juillet 69, Armstrong posait son pied d'homme sur la lune. Je m'étais dit : le monde, et l'Amérique surtout, vont se sentir unifiés. Voilà qui va redonner un peu de confiance aux USA, qui font, pour nous tous, l'expérience de l'an 2000, dans le doute et le déchirement.

Je m'étais trompé. Le même jour, le sénateur Ted Kennedy avait son accident. Ceci a presque submergé cela. L'opinion publique fut pratiquement confisquée par un banal accident d'auto. J'imagine qu'à la cour de la reine Isabelle de Castille on

* *La Presse*, 22 juillet 1970.

devait être plus préoccupé des potins que de l'aventure de Christophe Colomb. De même les Christophe Colomb de la verticale furent presque oblitérés par un accident de voiture.

Le sauvetage de l'équipage d'Apollo XIII, le printemps dernier, n'a réussi, lui aussi, à unir le monde que le temps d'une descente en parachute. Nous faisons, ces années-ci, une terrible consommation de miracles et d'horreurs. Comment expliquer que l'aventure de Lindbergh nous ait si longtemps enchantés, alors qu'Apollo XI nous paraît déjà si loin ? Peut-être parce que l'aventure de Lindbergh fut une aventure solitaire : Lindbergh était seul avec une mouche qui lui servit de compagne et d'interlocutrice durant les trente-trois heures de sa traversée. Comparer cela avec l'équipage d'Apollo XI porté, seconde par seconde, par des milliers de techniciens.

Peut-être aussi faut-il mentionner que le miracle d'Apollo XI est apparu au terme d'une progression étalée sur plusieurs années, tandis que Lindbergh, du jour au lendemain, littéralement, avait établi sa preuve.

Armstrong lui-même se déclare déçu : « Le voyage à la lune, disait-il récemment, n'a pas inspiré le monde. » Cher grand homme ! Celui qu'on voudrait être : le premier en quelque chose, absolument. Les jeunes n'ont point été inspirés : plutôt écrasés davantage. Ils sentaient bien que la nouvelle Amérique (je pense toujours aux Christophe Colomb de la verticale, même si je sais qu'il ne s'agit nullement d'une verticale) n'est ouverte qu'aux hommes, et qu'on n'entre pas dans ce monde-là en trépignant, mais au terme d'une sévère et longue ascèse. Il n'y a pas de raccourci vers l'excellence, ni vers l'extase.

Le voyage à la lune n'a rien résolu. Les problèmes « d'en-bas » n'ont nullement été relativisés. Ils sont toujours aussi oppressants. M. Thant vient de déclarer : « On a pu parler d'un bond de géant pour l'humanité, quand Neil Armstrong a posé le pied sur la Lune, mais il est regrettable et même désolant que dans l'année qui s'est écoulée depuis, l'Homme, sur terre, n'a pas fait le moindre petit bond vers la paix dans des zones atrocement dévastées par la guerre comme l'Indochine et le Moyen-Orient. »

On tire même, du voyage à la lune, un argument supplémentaire pour se braquer sur les problèmes immédiats : si l'homme est capable d'aller sur la lune, s'il a l'argent, la science et l'organisation pour réussir cet exploit, pourquoi ne les appli-

que-t-il pas à résoudre les problèmes de la pauvreté, de la guerre, de la pollution, de la haine raciale ? L'argument tient. Mais il faut aller plus loin.

L'aventure spatiale est la conjoncture d'une émotion et de la science. L'émotion : Kennedy avait lancé son peuple vers la lune. « Nous serons les premiers sur la lune, et avant '70. » La science : une technique avancée, certes, mais surtout, un miracle d'organisation.

Comment transposer les mêmes éléments vers d'autres objectifs ? C'est impossible. Un chef politique pourrait bien dire : nous allons rendre les villes habitables. Ou encore : nous allons vaincre la pauvreté. Mais comment ? Quelques grosses têtes savaient comment aller sur la lune ; de plus, il n'y a pas cinquante façons d'y aller. C'est affaire de calcul, et tout repose ultimement sur quelques hommes.

Mais chacun a son idée sur le nettoyage des villes et sur la lutte à la pauvreté. À supposer même que l'on s'entende sur les objectifs, on aurait affaire, non pas à des problèmes de calcul, mais à des problèmes idéologiques.

On sait où est la lune, mais on ne sait pas ce que serait une ville pour du monde. On ne sait pas non plus ce que c'est que la pauvreté. Le saurait-on, qu'il faudrait traiter, non pas avec des équations, mais avec des psychologies, avec des préjugés, de l'ignorance, de l'inertie.

Et alors ? La lune nous renvoie sur la terre. L'humanité délègue des représentants sur la lune, comme elle en a délégué aux pôles et sur l'Himalaya, comme elle délègue ses meilleurs coureurs et ses meilleurs sauteurs. Pour se donner des preuves, pour voir jusqu'où elle peut aller. Ensuite, elle reprend son vieux pas erratique.

A-t-on fait une chanson sur la lune d'Armstrong ? Qui est le Musset ou le Charles Trenet de la lune d'Armstrong ? La lune d'Armstrong : une lune pour rien ?

Voire ! Nous ne connaissons que peu de choses encore des retombées de l'aventure spatiale. On sait, par exemple, que l'immense effort de miniaturisation porte déjà des fruits en médecine et en chirurgie. On ne sait pas ce que rapportera la conquête de l'espace, pas plus que les contemporains d'Isabelle ne savaient ce que Christophe Colomb avait effectivement découvert.

Que les hommes, à propos de la lune, se soient retrouvés ensemble à deux reprises depuis un an dans une même admiration ou une même angoisse prouve que la chose est possible. On peut ne jamais monter, mais quand on a une fois atteint un sommet, on a le goût d'y retourner.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LA SÉLECTION PSYCHOLOGIQUE *

[Retour à la table des matières](#)

La nature, comme on dit sans savoir ce que l'on dit, est cruelle. Mais elle possède deux qualités considérables : elle ne parle pas et, pour cette raison même, elle n'a pas d'idéologie.

Elle pratique depuis toujours et sans remords apparents, la sélection biologique ; en d'autres termes, la survivance des plus aptes. Les pas bons, animaux ou végétaux, sont condamnés, sans jugement et sans appel, à périr.

La raison (j'abrège) a changé tout ça. Elle a surmonté la sélection biologique, grâce à un appareil scientifique et social très complexe. Résultat (j'abrège encore) : un grand nombre de « survivants » biologiques sont des naufragés psychologiques.

- Ou bien ils demeurent physiquement trop faibles pour être des actifs pour la société ;

- ou bien ils ne sont pas équipés, intellectuellement, pour se démêler dans les structures secrétées par les grosses têtes ;

- ou bien ils sont émotivement trop perturbés pour fonctionner.

Dans une civilisation moins exigeante, ces personnes, ou bien auraient été biologiquement sélectionnées par la « nature », ou bien auraient pu fonctionner à peu près normalement. Autrement dit, avec un potentiel de cinquante, dans une civilisation qui exige quarante, vous êtes au-dessus de vos affaires ; mais dans une civilisation qui exige quatre-vingts, avec un potentiel de cinquante, vous naufragez.

* *La Presse*, 23 juillet 1970.

Or dans la civilisation que nous nous sommes fabriquée, chacun est obligé de vivre très près de son maximum. On est tous obligé de vivre sur la pointe des pieds, comme des ballerines, mais sans grâce. Vivre sur la pointe des pieds est fatigant, d'abord ; ensuite, même sur la pointe des pieds, il y en a qui ne réussissent pas à se tenir le menton au-dessus de l'eau. Que l'on songe seulement à la mobilisation sensorielle qu'il faut pour traverser le boulevard Dorchester à pied, dans cette ville interdite aux piétons, comme les villages l'étaient autrefois aux mendiants. Et quand on a réussi cette expédition, on n'a encore rien fait de sa journée.

Songons aussi au nombre de personnes avec lesquelles on entre en contact chaque jour dans un monde aussi mouvant ; que ce soit directement ou par le moyen du téléphone, de la radio, de la télévision. Ces rencontres sont rarement nourricières, car si on se rencontre beaucoup, on ne communique guère. « Ce n'est pas la distance qui mesure l'éloignement. » Ce n'est pas la multiplicité des contacts qui assure la communication. Il faut aller au bout du monde pour un bout de conversation.

Soyons braves : voyons venir le jour (Huxley l'a vu venir il y a trente-neuf ans en écrivant *Le meilleur des mondes*) où la planète sera devenue une immense pouponnière sous la garde et la responsabilité de 10 à 20% d'hommes valides. On aura bouclé la boucle : les mieux structurés seront les esclaves des demeurés. 80% d'invalides, de toutes les formes d'invalidité, seront nourris à la cuiller par ceux qui auront eu la malchance de sortir par en haut. Au fond, les plus malins, c'est peut-être ceux qui se laissent porter, comme les faux bourdons.

Tout l'été, les faux bourdons bourdonnent pendant que les abeilles ouvrières s'affairent. Mais à l'automne, les abeilles chassent les faux bourdons. On les voit, fin septembre, voler à basse altitude, cherchant un peu trop tard un peu de nourriture dans quelques trèfles à bout de sucre.

Ensuite, les abeilles se font chiper leur miel. Avoir raison, c'est savoir tout ça et sourire.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LA DÉMOCRATIE IMPARFAITE *

[Retour à la table des matières](#)

On a beau se méfier des analogies historiques, on ne peut s'empêcher de remarquer que 1970 est le 25e anniversaire de deux ou trois petites choses comme la fin de la guerre de 39-45 ; la première bombe atomique et autres aménités comme, par exemple, l'occupation du Japon par les Américains.

Si par ailleurs on était gêné de céder à la magie des anniversaires, on se reconforterait à entendre l'un des penseurs officiels de la CSN évoquer le duplisme et le fascisme. Or nul ne supposera qu'un penseur officiel de la CSN puisse verser dans la facilité. Il n'y a pas d'impureté chez les purs.

Et s'il nous restait, malgré tout, quelque scrupule, on le lèverait en prenant connaissance des livres ou des articles qui sortent, ces mois-ci, sur le nazisme.

Récemment, un article dans le New York Times établissait une comparaison entre le climat politique des États-Unis, en 1970, et celui de la République de Weimar avant l'avènement d'Hitler. Dans les deux cas, désintégration de toute autorité établie ; mépris du « système » ; culte de la violence, de l'émotion, de l'intolérance ; certitude que n'importe quel ordre social et politique serait préférable à la situation concrètement vécue ; aliénation massive des jeunes.

* *La Presse*, 2 septembre 1970.

Le terme « poster » n'existait pas, mais on peut voir des placards publicitaires portant : « Allemagne, éveille-toi ! » ou : « À bas le système ! ». Beaucoup d'aînés étaient fiers de l'esprit combatif des jeunes et de leur ardeur révolutionnaire. Les vieux se battent souvent par génération interposée. Beaucoup d'intellectuels, également, ayant peur de manquer le train, sautaient dans tout ce qui avait l'air d'aller quelque part.

La situation au Québec n'est pas comparable à celle de l'Allemagne d'avant Hitler. Justement, il faut le dire, c'est même facile de le dire et, symétriquement, il serait malhonnête de dire le contraire.

De dire, par exemple, que nous sommes en dictature, au Québec en général, et à Montréal en particulier.

On peut bien dire que la démocratie est inexistante, mais ce n'est pas dire grand-chose, car si on n'était pas en démocratie, on ne pourrait pas le dire aussi aisément. En dehors de la démocratie, c'est l'orthodoxie ou le maquis. Or je ne sache pas que FRAP soit contraint de vivre dans le maquis.

En vérité, la démocratie est une foi, d'abord, en ce sens que l'on doit la gagner sur soi-même : on ne naît pas démocrate ; elle est ensuite un compromis.

Une démocratie vivante nourrit ensemble beaucoup de dictatures et beaucoup d'anarchie, qui ne s'annulent que parce qu'elles coexistent.

Il faut avoir bien peu lu, bien peu voyagé ou beaucoup oublié pour parler de dictature au Québec. À moins qu'on en parle pour en conjurer jusqu'à la moindre apparence.

On aimerait quand même détenir quelques assurances supplémentaires de la part de ceux qui dénoncent le plus violemment les maladies de la démocratie chez nous. On aimerait les entendre un peu s'expliquer sur leurs mœurs démocratiques. On aimerait, par exemple, entendre, juste une fois, pour voir, un penseur officiel du syndicalisme faire l'autocritique de certains gestes syndicaux. Si l'on en croit les téléphones que l'on reçoit (et plusieurs nous disent qu'ils n'oseraient pas signer leurs plaintes), il n'est pas assuré que chaque syndiqué soit d'accord avec certains usages que l'on fait des cotisations syndicales.

On peut objecter : chaque citoyen n'est pas d'accord non plus avec l'usage que l'on fait des taxes. Parfaitement. Je crois avoir dit plus haut que la démocratie est

un compromis ; je répète aussi qu'en dehors de la démocratie, il n'y a que la dictature, c'est-à-dire la suprématie d'une des nombreuses dictatures qui s'agitent dans une démocratie et dont cette dernière n'est jamais que la victoire menacée.

La démocratie est une conquête de la raison ; la raison est une bien petite chose à la surface des vieux instincts et quand on brasse ceux-ci, même au nom de la démocratie, on risque de se retrouver avec un drôle de mélange.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

FRANÇOIS MAURIAC *

[Retour à la table des matières](#)

Un écrivain meurt, que vous avez un peu aimé, et vous êtes touché. N'exagérons rien : ce n'est même pas une vraie peine, mais c'est plus proche de vous qu'une autre mort d'homme.

Qu'un agent de sécurité soit abattu comme une bête par des voleurs, cela vous touche, car l'on est toujours atteint par le spectacle de la bêtise. Mais Mauriac meurt, et quelqu'un vous manque.

Mauriac, pour moi, c'est le Mauriac des Blocs-notes de *L'Express* et du *Figaro littéraire*, Le Mauriac engagé dans le grand débat contemporain dont il a vu, lui, les premiers ébranlements, en 1914. Le Mauriac qui se situait, semaine après semaine, dans l'actualité. Et puis, c'est le Mauriac des *Mémoires intérieures* celui qui se situait dans l'actuel.

La différence entre actualité et actuel peut paraître pédante et peut-être l'est-elle - mais enfin, elle existe. L'actualité, c'est le dernier attentat contre Hussein ; c'est l'occupation, par des assistés sociaux, des bureaux du ministère de la Famille et du Bien-être à Longueuil.

* *La Presse*, 5 septembre 1970.

L'actuel, c'est que les hommes aiment la guerre et la justice et pensent toujours que la première conduit à la seconde. L'actuel, c'est que le mensonge règne et que, pour « l'essentiel, le monde est fait d'oubli. »

Sachant tout cela et outre, Mauriac, au seuil de sa vieillesse, entreprit sa carrière journalistique. Il y fut un polémiste redoutable, dans la foulée de Bloy et de Bernanos. Produits d'une vieille culture, une part de tout ce qu'ils écrivaient n'était que l'interprétation (au sens musical du terme) des vieux airs sur lesquels l'homme chante sa misère et son espérance. Mauriac parlait de Pascal ou de Racine, comme on parle de ses amis.

Ces hommes auront largement contribué à nous faire, nous qui avons plus de 40 ans. Ils auront été pour nous des intercesseurs. « Pour nous apporter un peu d'eau fraîche, les grandes âmes font la chaîne du fond de l'éternité », comme dit un autre grand, que Mauriac n'aimait guère, mais dont il respectait la terrible beauté, Montherlant.

Des hommes comme Mauriac auront aussi contribué à nous transmettre le dépôt de la langue. Je ne pense même plus, disant cela, à l'oppression que la langue subit, ici, de l'extérieur, mais aux ravages qu'y exercent, ici comme en France, les nouvelles « précieuses ridicules » qui s'excitent sur les sciences dites de l'homme. Citant Pascal, Mauriac écrit : « Voici la langue parvenue à son point de perfection et qui sort tout juste de sa gangue. Aucun mot n'a subi encore d'altération. L'eau sourd à peine de la terre et rien n'a eu le temps de la souiller. Relisant cette phrase de Pascal à voix haute (comme telle autre de Bossuet ou de Molière) je me dis que la « musique » de Racine n'est peut-être pas d'essence poétique, qu'elle n'est pas due à une recherche délibérée, mais qu'elle tient au langage lui-même à ce moment exquis de sa maturation. »

Mauriac trouvait moyen de s'exprimer sur la réalité actuelle avec le même souverain langage. C'est sans doute qu'il habitait un lieu encore humain, dont il était un des derniers maîtres.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

L'OTAGE, C'EST LA PLANÈTE *

[Retour à la table des matières](#)

Les actes de piraterie aérienne commis ces derniers jours par des commandos palestiniens ont provoqué l'indignation du monde entier ; plus précisément (et comment !), des pays développés. On ne sait pas grand-chose, en effet, de la réaction des peuples africains, s'ils ont une réaction à ce sujet, ni de celle du peuple chinois, ni de celle des peuples d'Amérique latine. Le monde a encore si peu d'existence comme monde, qu'on ne peut même pas résumer une réaction commune devant des actes aussi terribles.

Je dis : terribles. Mais, justement, terribles pour qui ? Oublions les quelques centaines d'otages, non pas par insensibilité mais parce qu'il faut dépasser l'émotion.

Ces actes de piraterie sont terribles, parce qu'ils administrent plusieurs preuves de l'ébranlement du monde, et cette fois, il s'agit bien du monde entier : l'otage, c'est la planète.

Les opprimés, un peu partout, et selon des modalités diverses, commencent à savoir qu'ils peuvent pratiquer le hold-up des puissants.

* *La Presse*, 12 septembre 1970.

On a beau être puissant, on se retient d'agir quand on sait que si l'on agit, on risque de sauter avec le petit, augmenté d'une mitraillette. La force des petits, c'est de n'avoir rien à perdre.

La bêtise des puissants, c'est d'acculer les petits au désespoir. Mais cela commence toujours par des calculs que l'on croit malins.

1) Après la guerre de 39-45, les Juifs fondèrent, avec la bénédiction des Grands, l'État israélien. L'opinion mondiale était avec eux pour au moins deux raisons. D'abord, c'était pour tout le monde un moyen de se donner bonne conscience par rapport au massacre commis par les Nazis, certes, mais dont tout le monde se sentait coupable. Ensuite, parce que ce petit peuple émerveillait le monde par son dynamisme et son acharnement.

2) Pour s'établir, les Juifs délogèrent plusieurs centaines de milliers d'hommes qui s'identifiaient comme palestiniens. Ces milliers d'hommes vivent dans des camps de réfugiés depuis ce temps.

3) Les États arabes n'ont jamais voulu reconnaître l'État israélien. Si l'Égypte, par exemple, avait voulu loger (employons ce raccourci) les Palestiniens, elle l'aurait pu. Mais cela servait sa politique d'entretenir cette plaie.

La France a intégré plus de huit cent mille Pieds-Noirs en quelques mois. Cela ne se fit pas sans drame, mais cela se fit au moindre coût humain possible, malgré l'opposition de l'OAS, dont les méthodes ressemblaient à celles des commandos palestiniens.

Certes, la France est un pays riche. Mais il y a surtout le fait que la France avait enfin décidé de prendre acte de la réalité de l'État algérien, tandis que les États arabes ne veulent pas prendre acte de la réalité de l'État israélien.

4) Il y a aussi le fait qu'aucune autre puissance n'était intéressée à « jouer » les Pieds-Noirs contre la France ou contre l'Algérie, tandis que les deux grandes puissances sont intéressées à jouer les Palestiniens et, jusqu'à un certain point, les Israéliens. Quand on croit que la « violence est l'accoucheuse de l'Histoire », on joue les peuples comme des cartes. C'est Marx qui a inventé la formule, mais il n'y a pas que les marxistes à l'appliquer.

Seulement, le jeu se corse. Les petits ont appris à jouer, eux aussi. Ils sont armés et leur mise est faible. Ils ne risquent rien à faire sauter le saloon.

Ce qui échappe à l'entendement, c'est que l'on soit incapable de sortir de la spirale de violence dont parle Mgr Camara. Car les mêmes États, ou certains d'entre eux, qui regardent avec stupeur brûler la mèche du baril de poudre qu'ils ont rempli au Moyen-Orient, vendent des armes à l'Afrique du Sud ou refusent de prendre acte de la réalité de la Chine communiste.

Si le refus, pour les États arabes, de prendre acte de la réalité israélienne conduit à l'impasse actuelle, comment peut-on croire que le fait d'armer l'Afrique du Sud ne déclenchera pas, là aussi, la spirale de violence ? Et comment croire que le refus de prendre acte de la réalité de la Chine communiste ne conduira pas également à l'impasse ?

Il y a plus à faire que de s'indigner des actes de piraterie aérienne -, il faut essayer d'en comprendre les causes et la signification. Quand il s'agit du Moyen-Orient, tout est compliqué. Identifier les causes, c'est forcément opérer un découpage simplificateur. Mais la signification est claire : les opprimés n'acceptent plus l'oppression et leur colère remplit le monde.

Il est plus dangereux pour les riches d'être entourés de pauvres que pour les pauvres d'être entourés de riches.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE DE LA GAGNE *

[Retour à la table des matières](#)

Samedi dernier, du beau monde ont organisé un colloque. Un colloque sur la démocratie. Tenez-vous bien.

Pour participer à ce colloque, il fallait avoir été invité expressément. Et il fallait savoir qu'on n'était accepté que si l'on avait été invité. C'est deux choses différentes, car rien dans la publicité dudit colloque ne laissait connaître cette condition.

Un resquilleur pouvait se présenter et se faire dire : « Monsieur, avez-vous une carte d'invitation ? » Ça aurait pu m'arriver, par exemple. Le risque n'était pas grand, dans mon cas, car je ne m'invite guère, et symétriquement. Dès que l'on a un peu de dignité, on, refuse ce qu'on nous refuse plus fortement qu'on ne nous le refuse. Faut le faire.

Toujours est-il que samedi dernier, du ben beau monde ont démocraté ensemble. Entre chums. On est démocrate ou on ne l'est pas. Ce beau monde colloquait contre les démesures de guerre. On le savait ; ils le savaient ; ils l'avaient tous déjà dit à plusieurs reprises, mais ils tenaient à se le dire entre chums.

* *La Presse*, 16 décembre 1970.

Gagne, ainsi orthographié, est parfaitement français. Ça vient du verbe gagner. Exemple : gagner l'écurie, en parlant des vaches. Si cette étymologie est fantaisiste, c'est son problème.

Rien de mal là-dedans. Une récollection mensuelle, c'est nécessaire ; ça combat la tiédeur. Quand je ne veux pas être contredit, j'invite du monde qui pense comme moi. J'invite jamais personne.

Là où j'ai de la grosse peine, c'est quand du beau monde démocrateux à mort (à mort, ça tardera pas, je vous avertis), sous la rubrique même de la démocratie, se montre intolérant et ne supporte aucune contradiction.

Au cas que vous ne le sauriez pas, je précise que je ne suis pas démocrate par tempérament. Par tempérament, je suis féodal. Mais j'ai gagné sur moi un peu de foi en la démocratie. Très peu, et je tiens peu au peu que j'ai gagné. Je tiens à rien, épouvantablement, même pas à mes idées, ces bouchons de liège qui me permettent de flotter à la surface de la prétention. So what ! C'est le temps des Fêtes et tout le monde s'aime. Ça se remarque dans les « parties » de Noël. Le monde s'aime. Sauf au Viet-Nam, en Palestine, en Amérique du Sud, en Espagne et beaucoup partout.

Ainsi donc, samedi dernier, colloque sur la démocratie. Élargir l'espace de la parole légitime, comme dit le beau monde. Faire de l'arse, comme disait ma mère. Ça voulait dire : tassez-vous, les flots.

Or donc, samedi dernier, un homme s'est présenté , qui n'avait pas la robe nuptiale, c'est-à-dire la carte des *chums*. Cet homme, c'est Marc Lalonde, le Mazarin de Trudeau XIII ; l'âme élue de Lucifer ; le Parizeau des fédéastes.

Hé ben ! On l'a fourré dehors. Les démocrateux, sur dénonciation idoine, l'ont rejeté dans les ténèbres extérieures.

Moi, je ne connais pas Marc Lalonde. Jamais vu. Même pas dans une taverne. Et je ne tiens pas à le voir. Je tiens à rien, je vous l'ai déjà dit. Je pense même que M. Lalonde a manqué de flair en se montrant là. Ou il est bien naïf - ce qui n'est pas son métier - de se croire couvert par la démocratie. On n'est jamais couvert que par la force ou l'extrême nudité. Je pense tout à coup à ce journaliste, Anglais d'Angleterre, qui fut roué de coups et jeté dehors comme un chien parce qu'il avait posé une question en anglais lors d'une conférence de presse de Me Lemieux. Les journalistes francophones ont laissé faire. Je comprends parfaitement ces comportements, mais je n'appelle pas ça de la tolérance démocratique de la civilisation.

On m'a dit que M. le Président du colloque, qui est un intellectuel montréalais instruit et démocrate à craquer, que M. le Président, donc, m'a-t-on dit, savait que le conseiller de Lucifer était dans la salle. Et il ne l'a pas protégé. Il l'avait accepté dans son colloque démocratique, et il ne l'a pas protégé. Les Arabes dissidents, du temps qu'ils étaient colonisés par les Français, avaient des comportements plus civilisés. Il y a une belle page, là-dessus, dans *Terre des Hommes*.

Mesdames et Messieurs, lavez-vous les mains. Bientôt il faudra montrer pattes blanches. Ou même, coupez-vous les pattes : c'est plus sûr : il vaut mieux entrer dans le royaume québécois, manchot, borgne, ou cul-de-jatte que d'être rejeté tout entier dans la géhenne du fédéral éternel avec les Anglais.

Bientôt, si vous aimez sortir un peu dans le monde, il faudra prouver, à demande, que vous êtes Québécois et démocrate à la sauce colloquiale. Moi, même si je ne suis pas sorteux, je me prépare. Méfiant, toujours. Dès qu'on voit un homme, on doit chercher un gouffre, mais, des fois, on se sauve pas assez vite et on est obligé de montrer ses pattes.

Je me prépare. J'élabore avec d'infinies mitaines les cinq preuves de mon existence québécoise. 1) Preuve par le mouvement : foutre le camp. 2) Preuve par la cause efficiente : mon père a été élevé à Saint-André-de-l'Épouvante. 3) Preuve par la nécessité : je serais plus malheureux n'importe où ailleurs qu'ici. 4) Preuve par la perfection : c'est nous autres qu'on est les meilleurs : en chômage, en démocratie, en colloques, en toute. 5) Preuve par la cause finale : le bout du monde, c'est ici, et tout de suite.

Quand j'étais jeune, j'étais comme Christophe Colomb : je croyais que le bout du monde, c'était la place où le ciel touchait le lac Saint-Jean. Maintenant, je sais que c'est plein de bouts du monde partout. Partout où il y a du monde. Car toute conscience veut la mort de l'autre, comme disait Hegel, avec qui j'ai tant couru nu-pieds dans les chemins de vaches de la coulée à Bergeron, à Métabetchouan.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LE POUVOIR ET L'AUTORITÉ *

[Retour à la table des matières](#)

Ce mois-ci et plus particulièrement ces derniers jours, on s'interroge beaucoup sur la qualité du pouvoir politique au Québec. On parle d'image qui s'effrite ; on soupèse des résultats de sondages ; on calibre le leadership de M. Bourassa ; on établit des comparaisons.

À ce sujet, notons d'abord qu'il en va de même dans d'autres pays. Nixon, Pompidou, Chaban-Delmas se font sonder, eux aussi, et pour autant que l'on sache, ils ne se désintéressent pas de leur cote d'écoute. Les hommes politiques se fabriquent et s'usent comme les savons. Dans la mesure à les pouvoirs politiques sont faibles, dans la même mesure ils se comportent comme des maîtresses mal assurées de leurs charmes. Ils s'inquiètent de savoir si on les aime. Un pouvoir n'est pourtant pas fait pour être aimé, mais pour être exercé, donc pour contraindre. Depuis que les pouvoirs ne protègent plus, ils se protègent. Dans les temps anciens, personne ne contestait le pouvoir du chef naturel, parce qu'il était le plus fort et qu'il assurait la nuit. Il n'est plus si simple de gouverner maintenant.

Quand on parle de pouvoir, quand on désire le pouvoir, quand on estime être proche ou loin du pouvoir, on se réfère toujours au pouvoir politique. Mais de quoi donc est fait le pouvoir politique ?

* La Presse, 13 janvier 1971.

Ici, il faut distinguer entre les sociétés démocratiques et les sociétés totalitaires. Dans ces dernières, tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains de quelques hommes et d'un appareil de parti. Dans les sociétés démocratiques, le pouvoir est multiple.

Le propre du pouvoir, c'est de vouloir s'étendre. Un pouvoir, quel qu'il soit, tend à devenir absolu, c'est-à-dire unique. Un des grands progrès de la civilisation a consisté et consiste toujours dans l'invention et la mise à jour constante de règles permettant le harnachement des divers pouvoirs et, par voie de conséquence, leur imitation réciproque.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les pouvoirs qui agissent dans une société, même dans les sociétés dites primitives. Le pouvoir de trois commères, dans un petit village, est déjà un pouvoir redoutable, dans la mesure où on définit un pouvoir comme une force obligeant des personnes à faire ou à omettre de faire des choses qu'elles ne feraient pas ou qu'elles feraient sans la présence de ce pouvoir.

Dans une société comme la nôtre, les principaux pouvoirs sont le pouvoir économique, le pouvoir politique, le pouvoir syndical, le pouvoir journalistique, le pouvoir intellectuel, le pouvoir religieux. Le politique, comme lieu d'un des nombreux pouvoirs existants, est celui qui retient davantage l'attention. On peut se demander pourquoi.

Jusqu'à un certain point, l'importance démesurée que l'on attache au pouvoir politique est un signe de sous-développement. Quand les palabreurs sont les seuls créateurs de « nouvelles », quand deux manchettes sur trois rapportent des déclarations de politiciens en acte ou en puissance, c'est le signe d'une vie collective sous-développée. Quand il y a plus de ministres que d'usines dans un pays, on est dans un pays pauvre.

Cette remarque est toutefois partielle, car une autre cause explique l'importance du politique : c'est la montée de la conscience, c'est-à-dire de la présence de tous à tous. Et cette montée de la conscience est elle-même un sous-produit des techniques de communication. L'homme contemporain est informé de tout et de tous. Il est sans cesse bombardé d'informations et d'opinions. De là, deux réactions contradictoires. La première, croire qu'il peut, lui aussi, avoir une opinion valide sur tout, ce qui est impossible (sauf aux éditorialistes). La seconde, c'est de décrocher et de s'en remettre périodiquement à un sauveur.

Si l'on se limite à l'expérience, et que l'on retienne les noms d'hommes comme Kennedy, Nasser, de Gaulle, on est conduit à distinguer l'autorité et le pouvoir. Kennedy n'avait ni plus ni moins de pouvoir politique que Nixon, mais il avait plus d'autorité. Et à quoi cela tenait-il ? À la confiance qu'il inspirait. En langage sociologique, on dirait : crédibilité.

Dans une démocratie, le pouvoir politique est, pour l'essentiel, un pouvoir d'arbitrage entre les autres pouvoirs et un pouvoir d'inspiration. Et ce qu'on appelle alors le leadership est largement un phénomène spirituel (je ne dis évidemment pas : religieux).

En tout, l'esprit est premier ou il n'est pas. L'autorité que l'on tiendrait uniquement de son poste ou de sa position dans une case d'un organigramme ne durerait pas longtemps. Et quand on n'a plus d'autorité, mais seulement le pouvoir politique, on est nu. À moins de s'habiller en soldat, chose excellente, mais que les démocraties tolèrent mal.

L'autorité durable est celle que l'on tient de son intelligence et de son caractère, car la confiance ne va qu'à l'intelligence et au caractère. L'intelligence court les rues. Le caractère est fait d'expérience et de vision.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LES SALAIRES DE LA MORT *

[Retour à la table des matières](#)

Je cite, après tout le monde, la célèbre réplique de Daniel Gérimadeh, auteur montréalais bien connu. Il s'agit d'un bref échange entre un condamné et un bourreau.

- Le condamné : Tu n'as pas honte de faire un tel métier ?
- Le bourreau : Hé ! Faut bien vivre.

On pense à cette histoire à propos du commerce des armes que font la plupart des pays développés, y compris le Canada.

Le Commonwealth est présentement en difficulté pour la raison que le pays fondateur, l'Angleterre, entend continuer à vendre des armes à l'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud a besoin d'armes pour maintenir la position de sa population blanche par rapport à celle de sa population noire et vis-à-vis des États voisins. La solidarité des pays membres du Commonwealth, et dont la population est d'une couleur autre que blanche, avec la population noire de l'Afrique du Sud, menace de faire éclater le Commonwealth. Le Canada tâche à jouer les rapiécieurs. En mots fort simples, tel est présentement le problème. La cause immédiate, c'est le commerce des armes.

* *La Presse*, 16 janvier 1971.

Avant la guerre de 39-45, la vente d'armes n'était qu'un commerce artisanal, pratiqué par des individus qui, en général, ne s'en vantaient pas. Et puis les États se sont aperçus que c'était payant. Ils ont interdit le trafic des armes aux individus pour se le réserver.

Les deux meilleurs vendeurs sont évidemment les USA et la Russie. La France vient en troisième place. Ses exportations d'armes ont presque triplé l'année dernière. Parfois, il s'agit de troc pur et simple : livraison à la Grèce de vedettes lance-missiles contre du raisin de Corinthe.

Pour revenir au Canada, notons que si nous ne sommes pas un gros vendeur en chiffres absolus, nous n'en sommes pas moins le plus grand marchand de matériel militaire per capita au monde. D'après une étude du professeur Knelman, de l'université Sir George Williams, l'industrie militaire canadienne fait vivre cent quinze mille Canadiens. (Cf. *La Presse* du 11 décembre 1970, article de M. Marcel Pépin). Elle ne fait mourir personne, bien sûr.

On n'écrit sur ce sujet qu'avec un considérable sentiment de vanité. Le pays qui a exporté la liberté, l'égalité et la fraternité exporte aussi des mirages très fraternels. Oublions les USA et la Russie ; pensons au Canada, champion de toutes les paix et pays virginal, s'il en est.

Il n'en est point. Les États, qui ont tous peur de perdre la face, n'en ont plus depuis longtemps. En fait, qu'est-ce qu'un État, sinon une structure où des hommes se succèdent, chaque équipe ne pouvant faire, en fin de compte, que ce que permet l'opinion publique et le rapport des forces internationales.

Touchant le commerce des armes, l'opinion publique est parfaitement contradictoire, comme elle l'est sur tous les sujets. Prenons un exemple concret : l'opinion publique canadienne est contre la guerre du Vietnam. Bien. Une manière efficace, pour le Canada, de signifier son opposition à la guerre au Vietnam consisterait à mettre l'embargo non pas sur la fabrication de pièces militaires plus ou moins détachées, ni sur la fabrication d'ingrédients entrant dans la composition du napalm (mesures que les USA contraindraient facilement), mais sur le nickel. Voilà une mesure qui gênerait sérieusement l'industrie américaine de guerre et de paix.

Mais pensez-vous que les ouvriers de Sudbury consentiraient à chômer pour sauver Hanoï ? Faudrait leur en parler, à eux et à leur syndicat, avant de procéder.

Et s'il est vrai que cent quinze mille Canadiens gagnent leur vie dans l'industrie de guerre canadienne, pensez-vous qu'ils consentiraient à chômer, ne serait-ce que provisoirement, pour stopper le trafic de la mort ? Et pensez-vous que les ouvriers américains ou français accepteraient plus facilement que les nôtres de chômer pour mettre un terme au commerce des armes ? Poser la question, c'est y répondre.

Les mêmes personnes qui protestent généreusement contre la guerre, contre les procès de Burgos ou d'ailleurs, protesteraient contre le chômage (en général) et contre l'imprévoyance du gouvernement s'il prenant la décision d'arrêter complètement son commerce des armes.

De la même façon, ceux qui s'inquiètent de la pollution ne se promènent pas moins en auto, et les hommes de gauche, qui dénoncent Franco et les colonels grecs n'en vont pas moins passer des vacances ensoleillées et pas chères, dans ces pays opprimés, soutenant de leur argent des régimes abhorrés. Les contestataires sont très rares quelles que soient les apparences.

Conclusion ? Il n'y a pas de conclusion. Tout le monde est logique, mais personne n'est cohérent. Une simple remarque, tout au plus : si j'étais capable, je te ferais fermer le monde demain matin et j'en ouvrirais un autre, où il n'y aurait qu'une seule règle : défense de mentir.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

L'ÂGE D'OR DE LA JUSTICE *

[Retour à la table des matières](#)

La Presse a publié cette semaine, sous la signature de Claire Dutrisac, une série d'articles intitulée : « Un petit monde de cauchemar et de peur ».

Il s'agit du sort fait à des malades de l'hôpital Saint-Charles Borromée : manque de respect, mauvais traitements, extorsions, brimades.

Être un vieillard, même malade et abandonné, ce n'est peut-être pas encore une injustice, c'est peut-être seulement une fatalité. Faut pas être trop exigeant et s'attendre à de la bonté, par exemple. Faut s'attendre à rien. Après tout, Dieu est mort et tout est permis, à condition d'être du bon bord de la bêtise.

Mais être un vieillard abandonné, malade, et être bafoué par ceux-là mêmes qui sont supposés prendre soin de vous, ça commence à être une injustice. Seulement, ce n'est pas une injustice qui a valeur de symbole politique. Un petit vieillard terrorisé par un syndiqué, lui-même terrorisé par un autre syndiqué, dans une institution terrorisée par le syndicat, lui-même terrorisé par l'Administration, ça n'intéresse personne, même pas un artiste.

Pardon ! des fois ça intéresse quelqu'un. Ça vient de retenir l'attention d'une journaliste, syndiquée, et militante. C'est une des justifications du journalisme que des professionnels de ce genre existent. Y en a si peu.

* *La Presse*, 23 janvier 1971.

Il y faut pas mal de courage et d'indépendance d'esprit. S'occuper de malades maltraités quand tout le monde s'occupe de politique, n'est pas si simple qu'il paraît si l'on vit dans ce milieu même où tout le monde s'occupe de politique.

Si, de plus, votre travail vous amène à mettre en cause un syndicat, vous risquez de passer pour antisyndical. La démocratie syndicale, en effet, ne tolère pas d'opposition, puisqu'elle est (de contraire exact de la démocratie politique », ainsi que l'affirme M. Marcel Pépin, président de la CSN.

Il est pourtant clair que la capacité de critiquer une institution à laquelle on croit est une marque de courage ; et l'acceptation de ce genre de critique est une garantie de santé : un organisme qui ne sécrète plus ses propres anticorps est un organisme miné. En ce sens, on se réjouit que la Fédération des services (CSN) ait annoncé, dès mercredi dernier, qu'elle commençait une enquête sur la situation dénoncée par *La Presse*.

Toujours sous la rubrique de la justice, jeudi dernier, plusieurs centaines de personnes ont manifesté leur sympathie à l'égard des prisonniers politiques. Il faut bien voir que, dans ce cas, il ne s'agit pas d'une lutte pour la justice, mais d'une lutte pour le pouvoir. Encore une fois, être malade et bafoué, c'est une injustice, mais vouloir un renversement de pouvoir et se retrouver provisoirement perdant, ce n'est pas une injustice.

Quant à sympathiser avec des prisonniers politiques, c'est un droit, d'une part ; d'autre part, cette sympathie n'est pas toujours fondée dans l'amour de la justice, mais le plus souvent dans l'adhésion à une option politique.

Il arrive cependant que c'est le pouvoir judiciaire qui doit juger des personnes qui sont accusées d'avoir voulu le pouvoir tout court. La position des juges est délicate. Leur devoir, c'est d'appliquer les lois sans acception des personnes et sans égard aux options politiques. Le paradoxe de la démocratie, c'est qu'elle doit traiter selon ses propres règles même ceux qui la récusent, sous peine de se nier. Elle doit aussi reconnaître ses propres injustices et les corriger dans la mesure du possible. On apprend que le gouvernement du Québec est prêt à dédommager les personnes qui ont été injustement arrêtées à la suite de l'application de la loi des mesures de guerre.

Avec tant de monde qui parle de justice, qui se préoccupe de justice, cette dernière devrait se porter assez bien. On sait qu'il n'en est rien. C'est que la justice

est affaire de raison et que nous brassons les émotions à la pelle, dans cette québécoiserie où nous sommes tous emprisonnés par l'erreur de Jacques Cartier et les bons soins de nos intellectuels, dont la rigueur est le moindre souci.

Le Québec est en train de se « faire faire », comme on dit vulgairement. Non plus par le messianisme, l'agriculturisme et le cours classique, mais par le mensonge des clercs, qui ne sont plus capables de tenir leur classe, mais qui savent comment on réglerait le problème du chômage la semaine prochaine.

J'ai comme le pressentiment que, dans une dizaine d'années, pas mal de jeunes demanderont des comptes aux adultes de ma génération. À moins que tout ne soit foutu, non pas seulement pour nous, mais pour tout ce qui a cru être une civilisation et qui n'était que la course sans but d'une mécanique. Une mécanique qui se grippe de plus en plus fortement.

Plus encore que par le problème du chômage, un monde où des syndiqués, eux-mêmes pauvres, sont conduits à bafouer des vieillards malades, est un monde jugé.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LETTRE À MES PARENTS *

[Retour à la table des matières](#)

Chers vieux parents. Comment peut-on être plus peuple que vous deux(1) ? Gauche, droite, vous ignorez ces catégories. Vous êtes peuple. Pitoyables, émouvants, immenses. Mère qui me disait, l'autre jour : « Tu sais pas comment que je suis en vie ! » À soixante-quinze ans, et tant maganée par la vie, la pauvreté et toutes ses angoisses. En vie, en vie, tu suis tout : la politique, la réforme scolaire, tout. Bien sûr, tu mêles un peu les noms, mais tu suis. Tu surnages. Tu as toujours tenu le menton au-dessus de l'eau, et tu décroches pas. « Tu sais pas comment que je suis en vie. » Et la fois que tu me disais : « Je voudrais ne plus vieillir pour voir jusqu'où tu vas aller. » Je vais où je peux, tant que je peux, pauvre vieille mère, et je ne vaux pas ce que tu penses que je vaux. Quand même, j'aime que tu crois en moi et que tu m'admires. Ça me nourrit ; Ça me retient de complètement démeriter.

Père, vieux fumeur de pipe, vieux buveur de gin, en cachette, car ma mère n'aime pas trop ça. Elle n'a jamais aimé ça. Je suis complice : parfois, je t'apporte un peu de fort. Et comme tu as pris goût à la vodka que je t'ai rapportée de Russie, directement.

Combien as-tu d'argent de côté ? Cinq ou six cents dollars pour tes vieux jours. Tes vieux jours, et tu as quatre-vingt-cinq ans. Tu gardes ça pour te faire

* Été 1969.

enterrer. Tu le dis tranquillement comme tu dis tout. Te faire enterrer. Tu ne veux pas nuire, tu ne veux déranger personne. Tu veux pas embarrasser la société après ta mort. Tu l'as tellement embarrassée de ton vivant !

Vieux humbles, vieux peuple. Est-ce que je vous continue comme du monde ? Suis-je digne de votre vaillance et de votre humilité ?

Je crois avoir le droit, ici, de révéler que l'on m'a offert, fort diplomatiquement, la médaille du Canada. J'ai refusé, sans ostentation et même avec quelque réticence. Mais enfin, j'ai refusé dans les termes fort simples qui suivent :

Québec, le 29 mai 1968

Monsieur Esmond Butler

Secrétaire général

Ordre du Canada

Résidence du Gouverneur général

Monsieur le Secrétaire,

« Dans votre lettre du 17 mai, vous me demandez si je serais disposé à accepter la Médaille de l'Ordre du Canada au cas où cette récompense me serait offerte.

« (...) Il ne serait pas conforme à ma nature d'accepter cet honneur.

« Cette raison peut vous paraître grandiloquente. En vérité, si j'étais ou vraiment simple ou carrément vaniteux, j'accepterais d'emblée. Si, d'autre part, j'étais vraiment seigneur, je refuserais sans donner les raisons de mon refus.

« Au fond, moi et le Général de Gaulle, nous nous estimons suffisamment distingués pour ne chercher point de distinctions extrinsèques. Ce point commun avec le Général explique peut-être que je ne l'aime guère. Lui et moi, en Occident, en même temps, c'est un de trop.

« Je vous remercie de l'honneur que vous vous apprêtez à me faire, le cas échéant, et je vous prie d'accepter l'expression de mes sentiments distingués. »

Mes parents, quand je leur dis la chose, ne furent point d'accord. « Pour une fois, disait ma mère, que tu nous auras fait honneur. La médaille, si tu n'en voulais pas, tu auras pu me la donner : je l'aurais montrée à mes amies. »

Toi, mère, je te dois ma part seigneuriale, la partie de moi qui est seigneur, qui « refuse ce qu'on lui refuse plus fortement qu'on ne la lui refuse. » La partie qui ne se rend pas. Toi, père, je te dois ma part peuple, la part de moi qui ne réclame rien, et qui se tait. La part qui démissionne, moitié par lâcheté, moitié par indifférence. À vous deux, je dois mon réalisme, mélange de méfiance et d'allégresse.

Votre pauvre, votre immense amour, il descend vers moi, il ne remonte pas, ou si peu. Qui m'aime vraiment à part vous ?

Mère, je t'ai apporté une fois une pièce de cristal en revenant de France. Je savais que tu aimais le cristal. Et tu me dis : « Chaque fois que je sors de ma chambre, je la cache dans le tiroir pour ne pas me la faire voler. » Le coeur me fond quand tu me dis ça, mais je ne trouve rien à dire sinon : « N'importe si on te la vole, je t'en achèterai une autre. » Mais toi, c'est pas le cristal que tu aimes, c'est moi. Je le sais, je le sais, mais je fais le fanfaron, je fais celui qui ne comprend pas. Je joue de mes mots comme les imbéciles jouent de leurs muscles, imbécile au second degré.

Vous avez trop souffert, vous avez trop été humiliés, vous avez trop été éclusés, c'est pour ça que je parle publiquement de vous autres, pauvres vieux. Je me venge. Je voudrais que l'on vous honore par toute la province, la sacrée province. Parce que vous êtes des Seigneurs, de pauvres Seigneurs qui ignorent qu'ils le sont. Mais moi je sais et je veux que l'on sache. Y s'en fera plus comme vous autres. Vous êtes les derniers.

Père, vieux silencieux. As-tu jamais exprimé tes sentiments ? Je me le demande. Pourtant, tu en as eu ; tu en as. Ton amour des arbres, ton amour des chevaux. Mais tu n'as jamais exprimé tes sentiments, ou très peu. J'en vois le signe dans le fait que tu m'aimes pas la musique ; elle réanimerait en toi un monde endormi qui te submergerait.

Pauvre vieux père : tu m'avais dit, une fois, avec une certaine arrogance : « Tu connais pas ça, les arbres. » Tu étais content d'avoir sur moi une supériorité. Comme si tu n'en avais pas. Tu as la supériorité d'avoir été là avant moi, d'y être encore. Si tu penses que mes trois mots de grec, mes huit mots de latin et mes

vingt et un mots de philosophie m'impressionnent, tu te trompes. Je m'amuse avec ça, comme Jéhovah s'amuse avec les crocodiles et les hippopotames, qu'il a créés, comme disait Job, pour la joie de ses anges. Les vieux Hébreux n'en revenaient pas de savoir qu'il existait des animaux aussi grotesques, aussi bouffons, aussi incroyables. « Tu connais pas ça les arbres. » Non, je ne connais pas ça comme toi. Toi, tu n'avais pas le temps de les aimer, il te fallait les abattre. Mais je me trompe : tu les aimais, comme un soldat aime le soldat d'en face. C'était toi ou eux. Ça été eux. Enfin, un peu. (...)

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LA MORT D'UN SEIGNEUR *

[Retour à la table des matières](#)

Mon père vient de mourir à quatre-vingt sept ans et je veux proclamer sa mémoire, car j'en suis fier.

Au début de novembre dernier, je suis allé le voir. Il était encore au foyer pour vieillards de Métabetchouan, mais son état exigeait qu'il se rende à l'hôpital de Chicoutimi. Beauté de ces noms : Métabetchouan, Chicoutimi.

Il ne voulait point trop s'en aller à Chicoutimi. Je lui demandai pourquoi. Il répondit : « À Chicoutimi, je ne suis pas capable de me runner tout seul ». À Chicoutimi, en effet, il devait, une fois par jour, se rendre de sa chambre à la salle de traitements radiologiques, ce qui est assez compliqué, surtout pour quelqu'un qui ne sait pas lire.

Je l'ai revu quelques jours avant sa mort. Pauvre vieux, tout sec, tout ramassé dans son lit : « Tu n'as pas ta montre ? » Elle était sur la table de nuit. Je lui ai dit : « C'est moi qui t'en ai fait cadeau, tu t'en souviens ? » Il a dit : « C'est vrai, ça. Donne-la moi, » Il ne restait plus beaucoup de temps à mesurer, mais c'était un lien entre lui et moi. Et il l'a mise à son poignet avec une espèce de fièvre. Il l'a gardée jusqu'à la fin.

* *La Presse*, 2 février 1971.

En mars dernier, il avait fait un premier stage à l'hôpital de Chicoutimi. Il s'ennuyait. Il voulait retourner à Métabetchouan. Nous lui disions, mon frère et moi, qu'il fallait qu'il reste encore quelques semaines. Il répondait : « J'ai pas envie de passer ma vie ici. » Je lui disais : « À quatre-vingt-six ans, papa, tu en as un bout de fait. » Il répondait : « C'est vrai, ça. Et il ajoutait : « vous ne vivrez pas aussi vieux que moi, vous autres ; vous vous cassez trop la fête. »

La dernière fois que je l'ai vu, avant de le quitter, je lui ai demandé s'il voulait que je le tourne sur le côté, afin qu'il dorme. Il a répondu : « Je suis capable de me virer de bord tout seul. » C'est les dernières paroles que j'ai entendues de lui.

Ces hommes-là étaient des seigneurs. Des seigneurs illettrés, mais des seigneurs. Ils n'ont jamais connu ce que c'est que d'avoir un boss. Certes, mon père a toujours été un salarié, un manoeuvre : bûcheron, draveur, fermier à gages. Mais les boss étaient loin ou anonymes. Une fois embauché il organisait son travail et son horaire comme il l'entendait. Et quand il avait fini sa journée, il avait fini sa journée. Il n'a jamais été obligé de figurer ni de faire le beau avec des crétins provisoirement importants. D'où son horreur de ne plus pouvoir se runner tout seul, dans les derniers mois. Son horreur de dépendre.

J'écris ces petites choses parce que je suis une bête à mots. J'écris cela pour un vieillard inconnu qui pourrait éventuellement le lire. Un vieillard abandonné, qui ressemble peut-être à mon père ; un petit vieux tout sec que personne n'étrive plus. Mais encore, pourquoi ? Pour faire penser, peut-être. On ne parle plus que des jeunes. Et encore, pour la dignité des vieux ; pour leur honneur ; pour qu'un petit vieux, abandonné, retrouve le sursaut de prendre ses distances, d'attendre dignement la surprise de mourir et tâche, tant qu'il peut, de se virer de bord tout seul.

C'est quoi, la surprise de mourir ? La liturgie que j'ai connue, avant les discothèques actuelles, disait, dans cette langue mystérieusement nourricière : *vita mutatur, non tollitur*. La vie est transformée ; elle n'est point enlevée. Je crois à cela. Du moins, J'espère que j'y crois. Quand même, j'ai peur.

Mon père n'avait point peur. En tout cas, rien n'indiquait qu'il avait peur. En novembre, il me disait : « C'est ma maladie pour mourir. » Il disait ça tranquillement, sans commentaires. Moi, je n'osais pas creuser la question avec lui. J'aurais peut-être dû le faire.

On croit dans la survie et on se demande où est son père. Un ami me disait l'autre jour ;six par deux, c'est ça la vérité. Six par deux, les dimensions d'un cercueil. Peut-être, avant d'insulter qui que ce soit, faudrait-il l'imaginer mort. On perdrait le goût d'être méchant. On perdrait bien des goûts.

Je ne veux rien d'autre, en écrivant ces quelques mots, que proclamer ce vieux silencieux. Personne n'a jamais parlé de lui. Et pourtant, il faut proclamer les seigneurs. Mon père était du nombre des derniers. Il faudra maintenant attendre longtemps. Ce qui pousse, c'est une autre race de monde.

La religion catholique, le système catholique, le modèle catholique, est une religion, un système, un modèle sphérique, parfait, plein. La foi catholique s'occupe de ses fidèles du premier au dernier instant de l'existence visible et les lâche dans l'éternité, où il n'est plus besoin de foi.

Elle n'explique rien ; elle dit tout sur tout. À la limite, je dirais : à supposer que ce ne soit qu'un système comme les autres, trouvez-moi meilleur système.

Devant le mystère de la mort, cette religion est souveraine. Non pas, encore une fois, qu'elle explique quoi que ce soit, mais parce qu'elle affirme là où tout le reste, au mieux, ne peut que crâner. Là où personne n'affirme rien ou n'affirme que le rien, il y a une splendide arrogance à affirmer tout.

L'impossibilité d'imaginer une survie, face au cadavre de son père, dont toutes les apparences conduiraient à penser qu'il repose enfin paisiblement, nous force à le retrouver dans le passé. Le passé n'a pourtant pas plus d'existence que l'inimaginable survie, mais le passé a été expérimenté et il fournit du matériau à reconstruction.

Un si vieil homme que mon père, dans un si petit village, a connu tout le monde et tout le monde l'a connu. Et si très peu l'ont admiré, tout le monde l'a aimé, en fin de compte. Il n'était dangereux pour personne ; il n'a jamais fait que gagner sa vie. Mais ça, par exemple, il l'a fait. Son extrême vieillesse seule a fini par lui conférer une sorte d'autorité. L'autorité qui vient de simplement marcher droit quatre-vingt-six ans , d'être sans disgrâces, ni physiques ni intellectuelles , l'autorité qui vient de prendre soin de soi tout seul, presque jusqu'à la fin.

Ces hommes-là ont tellement aimé les chevaux, ils en ont tellement menés, qu'ils en avaient tout le majesté. Majesté qui vient de gagner sa vie sans parler et

de mourir de même. De ces hommes-là, on aurait envie de dire : c'étaient des belles bêtes.

Mon père avait comme l'idée qu'il vaut mieux s'occuper de soi tout seul, tant qu'on peut. Il disait : « Quand on attend après le gouvernement pour déjeuner, on déjeune tard. » Dans la même idée, il mettait depuis longtemps, à même sa pension de vieillesse, un peu d'argent de côté, pour se faire enterrer. Ces hommes-là, qui n'avaient jamais bâdré la société de leur vivant, avaient une sainte horreur de la bâdrer après leur mort.

Il aura eu de belles funérailles. En grégorien, s'il vous plaît, y compris le Dies irae, si plein d'espoir et d'un merveilleux chantage à l'amour : *Quarens me, sedisti, lassus*. Me cherchant, Tu t'es assis, fatigué. Tu as pardonné à Marie Madeleine et Tu as exaucé le Larron, ne me lâche pas maintenant.

Presque plus personne ne comprend ni cette langue ni cette musique ni cette énorme poésie qui ont porté l'espoir et la misère de millions de chrétiens depuis le fond du Moyen-Âge. Je suis vraiment dans les derniers de quelque chose.

Entre mon père et moi, la filiation est terriblement distendue. Qu'y avait-il de commun entre lui et moi ; entre sa vie et la mienne, hormis cette relation même d'un père à son fils ?

Il n'a jamais marché que du pas d'un cheval et nous voici sur la lune. Il a passé une grande partie de sa vie aux limites mêmes de la civilisation et souvent à cent milles de toute terre organisée et nous sommes maintenant branchés sur le monde entier par tous nos sens. Sa vie s'est étendue sur toute cette distance, mais il n'avait pas à l'occuper ni n'en était occupé. Il a commencé dans un monde et, pour l'essentiel, il a fini dans le même monde. J'ai commencé dans son monde et je continue dans un autre. Je suis drôlement éjarré.

Jamais je n'ai davantage senti la solution de continuité qui menace notre peuple. Les arbres ont été bûchés et coupés en pitounes. Les pitounes dérivent sur le mensonge. La liberté des pitounes ne m'intéresse pas ; il faut retrouver la liberté des arbres.

Où est le salut ? Je sais qu'il n'est pas en arrière. Il serait trop simple de dire qu'il est en avant. En avant de quoi ? Il n'est pas non plus dans le retrait. Suis-je

donc devenu un de ces pâles Renaissants qui se demandaient devant un crâne :
être ou ne pas être ?

Être est la réponse. Ce pays est à nous ; c'est mon père et des comme lui qui
l'ont fait. Il faut le reprendre en main et se virer de bord tout seul.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

GO MOON, YOUNG MAN ! *

[Retour à la table des matières](#)

Être en février et en ville, c'est le résultat d'une fatalité. Mais marcher à Montréal, en février, c'est être masochiste. Y a du monde de même. Exactement la moitié de l'humanité. L'autre moitié est sadique, car le monde est bien fait pour aller mal : une bosse pour chaque trou : un maître pour chaque esclave ; un crétin pour chaque malin ; un pas bon pour chaque homme organisé.

Ajoutons que février est un symbole. Février veut dire tout le temps, sauf le 15 juillet, à midi.

Mardi dernier, la neige fondait dans les rues. Trois jours plus tôt, il faisait vingt sous zéro. De plus, l'air était inversé, à cause du bill omnibus.

Comment marcher en février à Montréal ? Ce serait une consolation de pouvoir marcher en regardant la ligne d'horizon, comme un soldat, et en pensant à Déroulède : L'air est pur, le ciel est bleu, le clairon sonne la charge... Mais il n'y a plus d'horizon. Fini, parti, l'horizon. Gommé par le ciment et l'acier.

On ne peut pas non plus regarder les vitrines des magasins, regorgeantes de tendres choses ; ni les gens, haineux et dociles, qui se rendent à leur travail ou en reviennent. On est tout bêtement obligé de regarder à terre pour voir où l'on place ses pieds, un par un. Chaque pas doit faire l'objet d'une décision considérable.

* *La Presse*, 11 février 1971.

Par exemple, pour traverser une rue, en plus des calculs habituels, il faut enfoncer un de ses deux pieds dans une pâte grise et vérifier si la pâte monte plus haut que la cheville. Cette opération terminée, vous avancez l'autre pied et flouch ! vous voilà mouillé et salé. Comme du lard.

Pendant ce temps, vous vous faites arroser par un homme dans une voiture. Un homme qui occupe, tout seul, beaucoup plus d'espace qu'il n'y a droit et qui pollue, tout seul, plus que trois urinoirs espagnols.

À moins d'être motorisé, on n'a plus aucune dignité, aucune liberté. On a la ville et le progrès.

Les hivers sont de plus en plus durs, pour deux raisons. D'abord, la vie, ou ce qui en tient lieu, nous impose le même rythme en hiver qu'en été, ou ce qui en tient lieu.

Du temps que le monde n'était pas civilisé, durant l'hiver, on hibernait, comme les ours, les siffleurs et les pissenlits. Les cultivateurs charriaient un peu de fumier, faisaient le train et attendaient que ça finisse. La GMC et le calcium ont changé tout ça. On va aussi vite durant l'hiver que durant l'été. Au fait, l'été, on fait plus rien.

Ensuite, de plus en plus de monde ont trouvé moyen d'aller voir ailleurs à quoi ça ressemble un février pépère. Après, c'est fatal, ils font des comparaisons. Faut pas laisser sortir le monde. Staline avait compris ça.

Pour ces deux raisons, les hivers sont de plus en plus durs et on ne doit tolérer aucune discussion à ce sujet.

Il serait pourtant facile de corriger la situation en prenant deux mesures démocratiques et rationnelles.

La première consisterait à obliger le monde à aller vacancer à Fort Chimo. À pied. Une fois revenus, ils y penseraient deux fois avant de chiâler.

La seconde consisterait à construire un rideau d'air chaud, comme il en existe aux portes des grands magasins, entre le détroit de Belle-Isle et Rouyn-Noranda. Ce serait simple : il suffirait d'aligner une série de grille-pain géants et de les brancher sur le Q électrique. Mais ça voudrait dire encore plus de taxes.

Restons donc comme nous sommes. Ou bien, partons pour le Niger. Mais là, le problème, c'est les cancrelats, le paludisme, les serpents à carillon, les crocodiles hilares.

Au total, la planète est inhabitable, je l'ai toujours dit. Go Moon, young man !

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

VRAI COMME NEIGE *

[Retour à la table des matières](#)

Au point où nous en sommes, la neige est un événement, une nouvelle. De quoi parler de ; éditorialiser sur ; réfléchir à. De quoi contempler par la fenêtre, en se fourrageant le nez. Cet exercice, trop méconnu dans les écoles et les maisons bien tenues, est de toute façon le symbole suprême de la liberté. Les romanciers russes et les gosses d'ailleurs le savent depuis toujours.

Depuis trois ou quatre jours, beaucoup de gens croyaient que l'hiver était fini. Même les chauffeurs de taxi marchaient dans ce sens-là. Il leur semblait que c'était assez pour cette année ; qu'il fallait en garder pour l'avenir.

Les gens sont toujours prêts à espérer. C'est pour ça que tout va toujours si mal. Ils se méfient pas assez. Ils démobilisent à la moindre rumeur de printemps. Ils n'acceptent pas de vivre casqués, bottés, ceinturés.

Chaque guerre est toujours la dernière et c'est bien rien que pour cette raison qu'on y va. Savoir qu'il y en aurait une autre, on préférerait attendre. Chaque bordée de neige est toujours la dernière. Après. il fera beau pour toujours. On ira sur la Montagne et sur les Îles ; on sera heureux ; la nature sera là, qui nous tendra les bras et qui nous aimera, comme disait un poète provençal. Au premier clin d'oeil du soleil, tout le monde marche. Le grand amour. Pour la vie. Ils se méfient pas.

* *La Presse*, 5 mars 1971.

C'est touchant, certes, mais ce n'est pas sérieux. Ce n'est pas comme ça que l'on va construire le Québec.

Faut vivre casqué, botté, ceinturé. C'est plein d'ennemis partout. Et la nature nous déteste. Elle veut pas de nous, c'est assez clair. Et sournoise, avec ça. On se couche en paix et on se réveille en tempête. Elle dormait pas, la vache.

Quelques petits malins ont quand même fini par comprendre que la meilleure façon de s'en tirer, c'est de se rapprocher du fondamental. Par exemple, s'acheter un métro portatif.

Plus on s'accule au fondamental, moins on est vulnérable. Ce qu'il faut, c'est présenter la plus petite surface possible aux hommes et aux choses. Se présenter de profil : le vent prend moins. Ou encore, enlever tous ses masques, même si la face vient avec : c'est le meilleur déguisement.

C'est la neige et la tempête qui poussent à ces profondes réflexions. À partir de l'observation que le piéton demeure autonome quand les tracteurs eux-mêmes sont bloqués.

Fallait voir les piétons, hier. Ils marchaient, sculptés par le vent, présentant le moins de surface possible, comme des caribous dans un film de Perrault. Ils marchaient à même la liberté que l'on a toujours quand on ne dépend que de soi. C'est une liberté pataude, point brillante, mais qui ne fait jamais défaut.

Hier on a touché le fond : les autobus ne circulaient pas ; les journaux circulaient quand même et les magasins de la Régie des alcools étaient fermés. Si vous pensez qu'il peut arriver plus de malheurs en même temps, faut pas le dire : ça se produirait.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LA PAIX PAR LE PING-PONG *

[Retour à la table des matières](#)

Les encyclopédies nous assurent que c'est les Chinois qui ont inventé la poudre à canon, au début de l'ère chrétienne. Ils étaient déjà en ère et déjà chinois. Ils n'ont pas d'abord pensé à utiliser cette invention à des fins guerrières ; ils se sont longtemps contentés (jusqu'en 1362) d'en faire des pétards pour le jour de l'An, la fête de Confucius et quelques autres fêtes de leur datier.

C'est les Occidentaux, plus précisément les Anglais, qui utilisèrent les premiers la poudre pour tuer le monde. D'où l'expression : poudre à canon. C'était à Crécy, en 1346, durant la guerre de Cent Ans. Cette bataille marqua d'ailleurs la fin des chevaliers et le commencement des militaires.

On peut penser, sans être sinologue, qu'il y a un humour jaune dans le fait pour la Chine, d'avoir saisi une balle de ping-pong comme occasion de rencontre avec les USA. Ça vous a un petit air pas sérieux, décontracté et, au fond, plein de sagesse au moins impériale.

Certes, il ne faut pas rouler trop vite vers les espoirs cosmiques et les démobilisations générales. Il faut longtemps s'opposer avant de s'unir et les embrassades définitives entre l'Occident et l'Orient, c'est pas pour demain. Ça sera pour vos

* *La Presse*, 17 avril 1971.

enfants, à condition qu'ils ne nous ressemblent pas, ce dont ils ne donnent guère de preuves, soit dit entre nous, la CSN et les Cegep.

Côté style, c'est le ping-pong ; côté fond, si j'ose m'exprimer ainsi, la rencontre de ces jours-ci a dû être préparée de longue langue. Il est probable que le Canada a joué un rôle là-dedans. Le Canada devient ainsi le point de jonction entre la Chine et l'Amérique du Nord, Les pourparlers qui ont abouti aux échanges d'ambassadeurs entre le Canada et la Chine ont fort bien pu être le terrain d'essai de la rencontre entre la Chine et les USA. De part et d'autre, il y avait des opinions publiques à préparer ; des alliances à ménager ; des peurs à se conter. Car les États se permettent, depuis toujours, des ridicules ou des horreurs que la plupart des individus ordinaires ne se permettent plus depuis longtemps, ou qu'il leur est interdit de se permettre. Par exemple, les individus n'ont pas le droit de se faire justice eux-mêmes. Il y a des juges pour y voir plus ou moins lentement. Ou encore, quand les individus veulent se parler, ils se téléphonent ou prennent une bière ensemble. Mais les États ont besoin de protocoles, d'ambassadeurs et d'armées. Tout ça se comprend, au fond. Le déplorable demeure compréhensible.

On parle déjà d'échanges de jeunes entre la Chine et le Canada. Ça, on n'en fera jamais assez. C'est quand on est jeune qu'il faut voyager, car les voyages forment la jeunesse. Montaigne, qui était pacifiste, avait conservé ça dans sa garde-robe. C'est lui aussi qui disait qu'il vaut mieux avoir une tête bien faite qu'une tête bien pleine. Mais il disait ça en parlant des professeurs et non des étudiants, contrairement à ce qu'on m'a appris du temps de ma jeunesse studieuse et inepte. J'encourage donc solennellement le Canada et tous les pays qui m'écoutent à expédier beaucoup de jeunes chez les Jaunes, à condition que ces derniers le veuillent, bien entendu. Passé quarante ans, il est trop tard pour touristiser. On sait deux choses et demie ; on n'est plus capable d'en apprendre d'autres et puis on se fatigue trop vite. Je verrais assez des voyages au lieu des emplois d'été ; ça ne coûterait pas plus cher et ça serait plus utile. On ne découvre son pays que de loin. Dedans, la bêtise nous le cache, comme les arbres, etc. Quant à parler de voyages, j'irais même plus loin. Aucun diplôme de fin d'études secondaires ou collégiales ne devrait être décerné à un jeune qui n'aurait pas fait la preuve qu'il a séjourné six mois en dehors de son pays.

On ne peut pas oublier que la Chine, en même temps qu'elle sourit aux Américains, menace d'intervenir aux côtés du Pakistan occidental si l'Inde se mêle de

soutenir le Pakistan oriental. C'est dire que les Chinois ont appris qu'avec la poudre il y a autre chose à faire que des pétards.

Au total, et dans la mesure où l'on ose parasiter de ses commentaires des événements aussi considérables et aussi mystérieux, on est tenté de se réjouir. Plus les hommes se verront, moins ils se tueront. En outre, quoi qu'il y ait derrière cette rencontre, on peut être sûr d'une chose : notre avenir s'y décide davantage, pour le meilleur ou pour le pire, qu'il ne se décide à l'occasion de nos querelles maisons.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

TROP PETIT POUR ÊTRE UN HÉROS *

[Retour à la table des matières](#)

M. Nixon vient de faire sortir de prison le lieutenant Calley, condamné, par une cour militaire, pour avoir massacré des femmes et des enfants. Le vice-président Agnew accuse les « colombes » de démoraliser l'armée.

On disait la même chose, en France, au moment de la guerre d'Algérie à l'encontre de ceux qui dénonçaient les tortures pratiquées par des Français de France, de Navarre et d'ailleurs. Il est vrai que des Algériens, au même moment, jetaient négligemment des grenades dans des cafés d'Alger.

En 1917, le maréchal Pétain ordonnait de décimer (tuer un homme sur dix) des régiments français mutinés. Les soldats étaient tannés de moisir dans les tranchées. Mais Pétain avait reçu l'ordre de gagner la guerre de 14. Il est devenu un héros, le héros de Verdun. Trente ans héros de Verdun qu'il a été. Après quoi, il fut condamné à mort, par un général mutiné d'une autre guerre.

Un million de morts, à Verdun. Un demi-million de chaque bord. Ne chicanons pas sur les milliers après si longtemps, on peut tourner les morts rond.

Le million de morts de Verdun, c'était du pauvre monde. en général et en soldats. Beaucoup de Bretons, du côté des Français ; beaucoup de paysans bons à mourir.

* *La Presse*, 17 avril 1971.

En 39-45, tout a repris. Du côté français, ça manquait d'enthousiasme, mais ailleurs, la rhétorique drapeautière prenait bien. Les armées avaient bon moral, sauf vers la fin, bien sûr.

Le monde qui meurt au Vietnam, c'est du pauvre monde, qu'ils soient Jaunes ou américains. Les généraux meurent vieux, en général.

J'essaie de me mettre à la place du soldat américain en patrouille dans une rizière, et qui vient d'apprendre que le lieutenant Calley a été condamné par une cour martiale de son pays. J'essaie de me mettre à la place de ce soldat anonyme. Et ,alors, je comprends Agnew qui accuse les « colombes » de démoraliser l'armée.

Je vois le paradoxe : il faut bien commencer quelque part, si l'on veut finir une guerre. Or une guerre finit toujours faute de combattants. Mais il y a deux façons d'épuiser des combattants : en les forçant à s'entretuer tous ou en leur enlevant la volonté de se battre. Une armée démoralisée, c'est une armée qui refuse de se battre.

Ce qui me gêne (quelle délicatesse), c'est la qualité de certaines colombes. L'actrice de cinéma qui a montré son derrière à l'Occident et qui se découvre une vocation de colombe ne vaut pas le soldat américain qui pourrit dans une rizière, en attendant de mourir ou d'être jugé par un tribunal. La colombe a toujours joué gagnante ; elle mourra dans son lit et riche. Le soldat reviendra peut-être et sera chômeur. Et dans cinq ans d'ici, quand tout sera oublié, on lui demandera de quoi il se plaint. C'est déjà beau qu'il soit en vie, non ?

Moralité ? Il n'y a pas de moralité. Il y a des cocus, des rhéteurs et des commentateurs. Tout le monde aime tout le monde. Le monde loin. Le monde proche, on l'ensemence de mensonge et de haine, d'où germent sans cesse des morts glorieuses. Meurent les hommes et vivent les patries. À moins qu'un jour chacun comprenne que sa patrie, c'est sa peau, pas son drapeau.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LES COMMÈRES ÉLECTRONIQUES *

[Retour à la table des matières](#)

Trois incidents récents ont reposé devant l'opinion publique le conflit de la sécurité de l'État et du droit des citoyens à leur vie privée : le super-micro de M. Cossette ; la déclaration du Solliciteur général de Canada, M. Jean-Pierre Goyer ; et les vacances pascales de quelques étudiants québécois à Paris.

On peut disposer assez rapidement de deux de ces trois incidents. Le micro de M. Cossette, c'est cousu de fils (électriques) blancs. Premièrement, peut-on écarter l'hypothèse d'un coup monté par des personnes intéressées à discuter la police ? Deuxièmement, dans l'hypothèse d'une intervention de la police, on peut se rassurer en constatant que le truc est dans ce cas tellement grossier, qu'on serait de toute façon bien « privé » avec une police aussi maladroite. La CIA, qui réussit à « taper » des sénateurs américains, est en avance de dix bonnes années et de six cents millions. Mon idée, c'est que l'une ou l'autre des trois polices qui constituent notre conscience extrinsèque est pas mal plus avancée que ça.

Quoi qu'il en soit, comme il fallait s'y attendre, la Sûreté du Québec a déclaré n'avoir rien eu à voir avec ce micro. M. Cossette, qui s'y connaît en électronique puisqu'il fait de la photographie aérienne, a donc bien fait de se tourner vers la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Si c'est elle qui a fait le coup, on aura la

* *La Presse*, 21 avril 1971.

preuve que cette police, jadis fameuse contre les Esquimaux, ne vaut rien contre les ex-rinistes.

On peut aussi disposer assez rapidement du cas des étudiants québécois à Paris. Un pays qui reçoit un chef d'État étranger doit assurer sa protection et même prendre toutes les mesures possibles pour éviter les incidents couleur de jaune d'oeuf. Sous la troisième et très pépère République française, quand le tsar de toutes les Russies visitait la France, on expédiait en Corse tous les Russes dont on avait quelque raison de penser qu'ils n'aimaient pas le tsar. On fit de même quand Khrouchtchev visita la même France, gaulliste à ce moment-là. Or Khrouchtchev était le chef très aimé d'un État comme on en souhaiterait un par ici, un État où le prolétariat gouverne.

Mais il y a plus. Quand de Gaulle est venu nous libérer en 1967, il n'existait aucun contentieux entre la France et le Québec. Mais il y avait par ici quelques centaines de Pieds-Noirs, fort innocents par ailleurs. Eh bien ! on a surveillé les Pieds-Noirs établis au Québec, au cas où l'un d'eux aurait eu envie de faire de la peine au Général. Ça n'a pas fait les manchettes des journaux. Tout ça pour dire qu'il est normal de protéger les chefs d'État qui se promènent. Si on ne les protégeait pas et qu'il arrivât des accidents, on blâmerait tout le monde en général et toutes les polices en particulier.

Si l'on vient maintenant à la déclaration du Solliciteur général du Canada, on remarque d'abord qu'il a fort candidement avoué que la GRC possédait des dossiers sur des députés et des ministres. Il a ajouté qu'il trouvait ça normal.

Cependant, la vraie question ne doit pas porter sur l'existence des dossiers, mais sur les moyens utilisés pour les constituer et sur leur usage, une fois qu'ils sont montés. Quel est, à ce sujet, le seuil de tolérance d'une société démocratique ?

Chez les moines, la coulpe est volontaire. Dans les États totalitaires, la police secrète est la règle, dans les États démocratiques, c'est la vigilance des citoyens qui doit contenir les indiscretions électroniques.

Il faut partir d'un constat : l'électronique est là pour y rester. Les gangsters et la police l'utilisent, tout le monde le sait. Faut pas jouer les vierges offensées pour rien. Les derniers à se scandaliser devraient être ceux qui ont choisi la clandestinité et l'illégalité comme armes de combat.

De plus, il faut accepter la rançon d'une certaine socialisation. On est de toute façon « Fiché » et « perforé », puisque, en venant au monde, on reçoit un numéro. Ce numéro nous suit d'assurance sociale fédérale en assurance-maladie québécoise, en passant par les cartes de crédit et les déclarations d'impôts. Quand McLuhan affirme que le monde est devenu un petit village à cause de l'électronique, il ne dit pas autre chose. Dans un monde tribalisé, où chacun est branché sur un circuit et heureux de l'être, il est fatal que les commères électroniques remplacent les anciennes commères de village. Seuls, les éditorialistes continuent de commérer de façon artisanale.

Chaque menace engendre sa cuirasse. Contre la menace électronique, il faudra développer une législation appropriée. C'est une chose de se résigner à être « fiché », c'en est une autre de laisser circuler n'importe comment les renseignements dont on dispose sur vous. Les enquêtes de crédit, par exemple, ne devraient pas être communiquées sans le consentement de celui sur qui elles portent.

On pourrait déplorer un tel état de la civilisation. Ce serait oublier qu'il n'y a pas si longtemps, le fusil ou le revolver faisait quasiment partie de l'anatomie des pionniers. Le survivant, c'était celui qui dégainait le plus vite.

Pouvoir circuler sans son revolver personnel est certainement un progrès. Mais les citoyens ne peuvent se permettre de circuler sans armes que dans une société protégée. C'est le rôle de la police. Or la police doit pouvoir rejoindre sur leur terrain ceux qui ont choisi la clandestinité et qui connaissent, eux aussi, les gadgets électroniques.

Cela étant, l'espace démocratique doit être assuré par la loi. La constitution et l'usage des dossiers doivent être réglementés. Les recours des citoyens doivent être connus et accessibles.

Mentionnons enfin que la liberté de presse, dans ce domaine comme dans les autres, est une garantie. C'est par une conférence de presse que les victimes des commères électroniques ont les meilleures chances d'obliger les responsables à s'expliquer et à agir. Dans les États totalitaires, la police secrète est l'arme absolue parce qu'il n'y a pas de liberté d'expression. Quand la liberté d'expression existe, les commères électroniques sont des commères parmi d'autres.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

DE LA NÉGOCIATION ET DE L'AVEU *

[Retour à la table des matières](#)

Une caricature publiée récemment dans un quotidien de New York représentait Nixon et Kossyguine portant à bout de bras une bombe énorme. Chacun disait à l'autre : « Aide-moi à la déposer à terre. » Aucun des deux ne pouvait prudemment poser le premier geste ; ils devaient agir ensemble.

Cette image illustre bien ce qu'on a appelé l'équilibre de la terreur. Les USA et la Russie disposent d'armements suffisants pour se détruire mutuellement, et nous par-dessus le marché. A partir du moment où l'on peut détruire quelqu'un une fois, il semble qu'il importe peu de s'assurer que l'on peut le détruire cinquante fois. Un raisonnement élémentaire conduit à cette conclusion. Du moins, le raisonnement d'un citoyen ordinaire. Mais les États ni ne raisonnent ni ne se conduisent comme leurs citoyens pris un 'par un.

Toutefois, durant les dernières semaines, plusieurs événements importants se sont produits, qui semblent tous pointer vers une certaine détente internationale. Rappelons d'abord le dégel survenu entre la Chine et les USA, dont les conséquences sont encore toutes à venir.

Il faut noter aussi que le président égyptien Sadate semble vouloir négocier avec Israël. Il offre même de rouvrir le canal de Suez. Remarquons ici qu'il aura

* *La Presse*, 22 mai 1971.

fallu presque autant de temps pour débarrasser le canal de Suez des carcasses des bateaux coulés durant la guerre des Six-Jours qu'il n'en a fallu, il y a cent ans, pour creuser le canal lui-même. Le progrès progresse.

Dans le même temps que le président Sadate négocie prudemment avec Israël, il expédie prestement au bain la quelque centaine de « faucons » qui voudraient recommencer la guerre sainte. Signalons en passant que la justice est expéditive dans les pays socialistes. Au fait, que signifie des termes comme socialisme, démocratie, révolution ? Tout n'est jamais que force et rapport de forces.

Les neuf juifs de Leningrad sont passés aux aveux complets, comme sous le meilleur des Staline. De même, il y a quelques jours, on apprenait que le poète cubain Heberto Padilla, chantre de la révolution cubaine et grand ami de Castro à l'époque, est, par la suite, tombé en disgrâce. Emprisonné, il est passé, lui aussi, aux aveux complets. « J'ai diffamé, dit-il, chacune des initiatives de la révolution. » Il n'en a pas oublié une seule. Il s'accuse même d'avoir eu des entretiens avec des professeurs étrangers. Et il poursuit : « L'une de mes erreurs les plus condamnables fut d'avoir pensé que je pouvais, en tant que Cubain, vivre une double vie : végéter comme un parasite à l'ombre de la révolution et cultiver ma popularité littéraire à l'étranger, aux dépens de la révolution et avec l'aide de mes ennemis. »

Comme il fallait s'y attendre, un certain nombre d'écrivains français, chantres de toutes les révolutions, se sont empressés de signer une lettre de protestation et de l'adresser à Castro.

Castro a dû avoir beaucoup de peine et demander ensuite à ses conseillers, comme Staline trente ans plus tôt, de combien de divisions disposent les signataires de cette touchante missive. Ces écrivains, dont quelques-uns sont avancés en âge, n'ont pas encore appris qu'une révolution est un processus rapide par lequel une équipe dirigeante remplace une équipe dirigeante.

Mais les États négocient quand même. Les États-Unis d'Europe se font. Ils se font, semblent se défaire, se refont. L'Angleterre est à la veille d'entrer dans le marché commun. L'opposition venait de la France, mais, aux dernières nouvelles, il paraît que Paris ouvre la porte du marché commun à la Grande-Bretagne.

En fait, c'est plus compliqué que cela. La France et la Grande-Bretagne sont les deux plus vieux pays d'Europe. Ils s'aiment et se détestent depuis mille ans. De

Guillaume de Normandie à Napoléon, en passant par Jeanne-d'Arc, Henri VIII et Nelson, ils se sont toujours battus. On en sait quelque chose, par ici : nous avons servi de monnaie d'échange durant la guerre de Sept Ans.

De Gaulle, fils de Jeanne d'Arc, avait réussi à tenir la Grande-Bretagne en dehors du marché commun. Mais Pompidou n'est pas de Gaulle. Et puis, les temps changent plus vite que les hommes. La Grande-Bretagne entrera donc dans le marché commun.

Du même coup, la langue française risque de perdre sa prédominance. Jusqu'à maintenant, la langue française était la langue de travail du marché commun. Avec l'entrée de la Grande-Bretagne, il n'est pas sûr que le français conservera son statut. Les Hollandais, les Italiens, les Luxembourgeois et même les Belges ne sont pas en cause. Ils sont hors-jeu, linguistiquement parlant, si l'on ose écrire ce pléonasme. Quant aux Allemands, il y a dix ans, ils n'étaient pas en mesure de parler haut. Mais on a quelque raison de croire qu'ils n'ont aucune tendresse atavique envers le français. Ils seront donc assez faciles à convertir à l'anglais. De Gaulle avait imposé le « e » final au mot Concorde qui devait désigner l'avion supersonique que la France et la Grande-Bretagne ont construit ensemble. C'était le baroud d'honneur. Aujourd'hui, tout le monde sait que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun changera, entre autres choses, l'équilibre linguistique de la communauté européenne. Et encore, ce phénomène dépend plus directement de la force des USA que de la Grande-Bretagne elle-même.

Ainsi donc, à considérer rapidement certains phénomènes récents, on remarque que les intérêts finissent toujours par composer : il y va présentement des intérêts des USA et de la Russie de freiner la course aux armements, comme il va de leurs intérêts d'éviter un nouvel affrontement au Proche-Orient. Les petits pouvoirs peuvent provoquer des crises, mais ce sont les grands pouvoirs qui les règlent. C'est également l'intérêt des pays de l'Europe occidentale qui finira par construire les Etats-Unis d'Europe. Mais, dans le même temps où les intérêts composent, les idéologies demeurent impitoyables, qu'il s'agisse de guerre sainte ou de pureté révolutionnaire.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

L'ATTRACTION CHINOISE *

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi donc, le président des USA se rendra en Chine, quelque part d'ici à mai 1972. La nouvelle a pris le monde entier par surprise, mais pour une fois, c'était une agréable surprise. Quand les hommes qui détiennent, selon toute apparence, le sort de la Planète à portée de leur index respectif se donnent rendez-vous, on a tous l'impression d'obtenir un sursis. De sursis en sursis, on vit un peu.

Un voyage comme celui que M. Nixon entreprendra, c'est la version contemporaine des grandes explorations qui ont caractérisé la Renaissance. Et c'est encore, en gros, la « route des Indes » qu'il s'agit, pour l'Occident, de découvrir.

Pour Magellan, Marco Polo, Christophe Colomb et même Champlain, c'étaient les dragons, les gouffres appréhensifs les tempêtes et même simplement la distance qui transformaient leurs voyages en expéditions périlleuses. Aujourd'hui, tout confort assuré et toute Planète soigneusement cadastrée, c'est une distance intérieure qu'il faut franchir. Entre l'avocat républicain de Californie, WASP (White Anglo Saxon Protestant) au sourire rare et douloureux, et le révolutionnaire décontracté de Pékin, il y a toute la distance d'une idéologie connue, certes, mais digérée par une culture impénétrée jusqu'à ce jour.

* *La Presse*, 17 juillet 1971.

Le rendez-vous de Nixon avec Chou Enlai constituera, au plan politique, la première rencontre entre l'Occident et l'Orient à leur plus fort. C'est encore l'Occident qui se déplace, et il est toujours fort, sinon le plus fort, mais cette fois, il ne se déplacera pas en guerrier ni en colonisateur, mais en négociateur de la paix. Ses intérêts le pressent d'agir ainsi, mais il y a aussi le fait que la Chine n'est plus le géant endormi dont parlait Napoléon, mais un peuple de sept cent cinquante millions de personnes, solidement encadré, et assuré d'avoir à jouer un rôle déterminant dans l'avenir du monde.

On peut mesurer le chemin parcouru depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et depuis les dix dernières années en particulier, si l'on songe que les dirigeants chinois avaient donné congé aux élèves pour célébrer l'assassinat de John Kennedy, en novembre 1963 ; que les mêmes dirigeants faisaient placarder les murs des villes avec l'image du président Johnson, représenté en monstre aux na-seaux fumants ; que les mêmes dirigeants avaient tenu leur peuple dans l'ignorance des premiers pas de l'homme (américain) sur la lune, en juillet 69. C'est les mêmes dirigeants et le même peuple qui s'apprêtent à recevoir le président Nixon d'ici à quelques mois.

Les dirigeants chinois n'auront aucune peine à convaincre l'opinion publique chinoise du bien-fondé de leur décision. Quand Mao dit que le président américain est un monstre sanguinaire, le peuple répète : monstre sanguinaire. Quand Mao dit que le président américain est le bienvenu, le peuple répète : bienvenu. La dictature est confortable pour les dictateurs.

On ne voit pas non plus que M. Nixon ait de la difficulté à faire accepter sa décision au peuple américain. En fait, il faudrait plutôt dire que c'est l'opinion publique américaine qui a peu à peu et par divers détours impose sa volonté aux dirigeants américains.

Certes, des intérêts financiers énormes ont dû exercer d'obscures pressions en ce sens, mais il y a aussi la volonté de paix qui s'exprime par là. La paix au Vietnam dépend plus de Pékin et de Washington que de Saïgon et Hanoï. Les petits pays et les petits soldats peuvent toujours faire la guerre ; seuls les gros peuvent faire la paix.

L'annonce du voyage en Chine de M. Nixon rend, par avance, très académique le débat prévu pour l'automne sur l'admission de la Chine à l'ONU. Il est clair,

cependant, que les débats antérieurs auront joué un rôle préparatoire irremplaçable. On peut penser de même que la reconnaissance de la Chine continentale par l'Angleterre, la France, l'Italie et surtout le Canada auront également contribué à préparer le terrain. On peut dire : surtout le Canada, à cause de sa proximité géographique et de la nature de ses relations avec les USA.

Par-dessus ce travail d'approche d'ordre économique et diplomatique, il y a la pression beaucoup plus directe des prochaines élections présidentielles. Les chances de réélection de M. Nixon seraient très bonnes, s'il pouvait se présenter à l'automne 72 devant l'électorat américain avec la paix au Vietnam et un exemplaire autographié du petit livre rouge.

Comme quoi les politiques de gauche sont faites par des hommes de droite, et vice versa.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LES ENFANTS DE CHINE *

[Retour à la table des matières](#)

Ce calembour n'est pas de moi, mais je l'aime quand même. Les calembours, de toute façon, dispensent de penser, ce qui est toujours un bénéfice net. Ces profondes choses étant dites, en voici d'autres.

Il n'y a pas de parlementarisme en Chine, ni d'élections, ni de syndicats, ni de presse libre. Les intellectuels sont tous d'accord ; bref, la Chine entière - d'après ce qu'on raconte - présente toutes les caractéristiques d'un monastère. Un monastère de sept cents à huit cents millions de moines, dont le père Abbé s'appelle Mao, et la Règle, le petit livre rouge. Sept cents à huit cents millions, ce sont les nombres utilisés par James Reston, du New York Times. Quand le New York Times en est à cent millions de Chinois près, on peut se faire une idée de la valeur de tout ce qu'on dit sur la Chine, ces semaines-ci. N'importe. Ce que j'ai à dire ne repose pas sur des statistiques, ni sur quatre ou sept photographies : je et la Grande Muraille ; je et Canton, je et la commune de Lo Tung. Moa et Mao, comme dirait Malraux. Mais il n'y a pas cinquante Malraux en Occident. Et aucun à Montréal. S'il y en avait un, ça se saurait.

On devient ce que l'on haït. À force d'être athée, on finit par fonder un monastère à l'échelle d'un continent.

* *La Presse*, 31 juillet 1971.

Les guides officiels, toujours d'après ce que rapportent les journalistes qui reviennent de Chine, récitent leur leçon avec piété. J'imagine que si j'avais fait visiter le juvénat de Lévis ou le noviciat de St-Hyacinthe, au docteur Jacques Ferron, dans les années 40, j'aurais fort ressemblé à un guide chinois pilotant, ces semaines-ci, un journaliste occidental dans les rues de Canton ou de Pékin.

Ajoutons que j'étais, à l'époque, beaucoup plus unanime avec moi-même que je ne le suis présentement, beaucoup plus unifié. Tout était simple : il y avait les règles communes, qui prescrivaient ce qu'il fallait faire et penser en toutes circonstances et pour toutes les heures de chaque jour. En cas de doute, le frère Maître tranchait, avec mon agrément appréhendé. *Perinde ac cadaver*, disait-on. Si l'on traduit sans nuance cet aphorisme jésuite, on écrit : « obéis comme un cadavre », ce qui pose, au minimum, un problème de mécanique, les cadavres n'étant pas réputés pour leur souplesse. Il y a une expression pour cela : *rigor mortis*, qui fait rire aux larmes les chefs de la pègre, les coroners et tous les chefs, sans exception. Bon.

Mais il reste qu'on n'a pas encore inventé de société heureuse, sinon sur le modèle du juvénat de Lévis ou de la Chine de Mao, car la Chine de Mao est heureuse, je le dis sans ironie. Et non seulement sur la foi des reportages, mais par extrapolation de ma propre expérience.

Les reportages sont unanimes : le Chinois de 1971 est heureux. Il n'est point riche, mais il n'est pas misérable. Il est plus facile d'uniformiser la pauvreté que la richesse. Le Chinois de 1971 sait quoi penser : c'est écrit sur tous les murs, exactement comme au noviciat. Le Chinois de 1971 sait quoi faire : pas de chômage. Au noviciat aussi, chacun avait son emploi. C'étaient des maisons quasiment auto-suffisantes. On produisait tout sur place, sauf l'électricité, et la serge pour les soutanes. Par contre, le choix des lectures était fort limité, de même que la liberté de circuler. Le menu aussi, dois-je préciser, ne faisait pas l'objet d'un référendum quotidien. Et pourtant, on était heureux comme des Chinois.

J'ai conscience de m'alourdir sur la comparaison, mais ce n'est pas pour rien. Je répète, par exemple, qu'il n'y a pas d'opposition en Chine, ni de syndicats, ni de liberté de presse, ni d'intellectuels déviants. Quand ils montrent la tête, on les envoie à l'usine ou dans les rizières. Au fait, comment s'appelle le Jean-Paul Sartre chinois ? Je choisis Jean-Paul Sartre, parce que je ne lui connais aucun pendant

indigène. Dans d'autres domaines, je pourrais comparer Thomas d'Aquin à J.-Z. Léon Patenaude, parce que tous les deux ont un gros ventre ; ou Paul VI à Gérard Pelletier, parce que tous les deux ont l'air tourmenté. Mais je ne peux tout de même pas comparer Jean-Paul Sartre à Claude Ryan.

Je lisais l'autre jour, un article savoureux, comme seuls peuvent en écrire les intellectuels occidentaux. L'auteur avait été séduit par la Chine de 71. L'unanimité, la joie, la sérénité de la Chine l'avaient conquis. Pas de chômage, pas d'étudiants contestataires, pas ou très peu d'autos, pas de grèves, pas de pollution, rien. La paix, l'ordre et la joie, à sept cents ou huit cents millions d'exemplaires. Le monde que j'aimerais vivre dans, à condition d'être le frère directeur. Les frères directeurs, en effet, sont toujours un peu plus égaux que les autres. Mao ne vit pas dans une commune. Les frères directeurs, c'est les Anglais des monastères, sous tous les régimes et toutes les religions.

Au fond, les têtes chercheuses de l'Occident, qui ne jurent que par la Chine, ces semaines-ci ou ces dernières années, ont parfaitement raison. Il n'y a rien pour quoi l'homme soit moins fait que la liberté. Ce que l'on dit à ce sujet, et ce que l'on est prêt à vivre sont deux choses bien différentes. Ce que les peuples veulent, c'est des mots d'ordre et du travail.

Les fascistes exploitent ce constat : les pessimistes se contentent (si j'ose ce rapprochement verbal) de rire jaune. Entre les fascistes et les pessimistes, il y a de la place pour les éditorialistes, les optimistes et tous les autres crétins, qu'ils le soient de naissance ou qu'ils soient payés pour l'être.

Ainsi donc, le journaliste dont je parlais plus haut, était en amour avec la Chine. Mais il lui restait un scrupule de séminariste. Un scrupule du genre de ceux que levaient facilement les directeurs spirituels d'autrefois : et comment va la pureté, mon enfant ? Son scrupule, au journaliste, c'était le suivant : comment obtenir de tels résultats (les résultats de Mao) sans payer de sa liberté ? Le cher homme ! Faudrait pas le laisser mourir sans qu'il sache.

Mais alors, le dilemme est-il dans le choix entre les libertés galopantes, comme la tuberculose du même nom, et l'ordre totalitaire ? Le choix est-il, symboliquement, entre le canal 10 et les haut-parleurs de Mao ? Le choix est-il entre le riz quotidien et les dix sortes de pâte à dents qu'on nous propose ? Entre la CEQ et la fermeture du système scolaire, comme Mao et Castro ont fait ? Entre le plein em-

ploi (ce qui impliquerait, ici, la désignation d'office des médecins et des sociologues à Schefferville) et les assistés sociaux qui parquent joyeusement et photographiquement parce qu'ils n'ont pas leur quota nord-américain de protéines ? Où est le choix ?

Pour les collectivités, le choix est celui de Mao. L'Inde a voulu faire un choix démocratique et on peut mesurer, année pour année, million pour million, la différence dans les résultats.

Pour les individus, il y a un troisième choix. Mais il ne s'offre pas à tous. C'est une voie de luxe, parallèle à la décadence.

De toute façon, faut pas s'inquiéter pour les individus : ils sont rares, à l'Est comme à l'Ouest. Et ils ne sont pas heureux. Ils ne sont que libres.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

DE LA LUNE AU BENGAL *

[Retour à la table des matières](#)

L'extrême tension où la civilisation a été portée est devenue, pour ainsi dire, visible. En effet, ces jours-ci, nous assistons, dans nos salons, au génocide des Bengalis et à du tourisme lunaire.

A l'heure des informations ou de la lecture d'un magazine, nous voyons littéralement s'éteindre quelque sept millions de personnes. Cette horreur, si elle se continue, sera comparable au génocide des Juifs entrepris par Hitler. Il y aura toutefois eu une amélioration notable : le génocide des Bengalis aura été concentré sur un territoire restreint et en quelques mois, alors qu'il a quand même fallu tout le territoire européen et quatre ans pour supprimer six millions de Juifs. Et il a fallu près de deux ans pour tuer une couple de millions de Biafrais dont personne ne parle plus.

Et pourquoi en parlerait-on ? Qu'est-ce que cela donnerait ? Parle-t-on d'ailleurs, ces jours-ci, en lieux autorisés, du massacre des Tibétains par l'armée chinoise ? Ce serait de mauvais goût diplomatique. D'ailleurs, de massacre en massacre, s'il fallait avoir trop de mémoire, on ne parlerait plus de rien. M. Trudeau, à Louisbourg, ces derniers jours, n'avait d'éloges que pour le génie constructeur des constructeurs de la forteresse. Un génie un peu moins génial que le génie des autres, de toute façon, puisque la forteresse s'est fait avoir, et les Acadiens ont suivi.

Ainsi donc, nous assistons, dans nos salons, au génocide des Bengalis en même temps qu'à l'exploit d'Apollo 15. Pendant ce temps, les journaux nous appren-

* *La Presse*, 7 août 1971.

nent qu'une partie seulement de l'aide fournie au Pérou, à l'occasion de la catastrophe de mai 70, est parvenue à destination. Il est plus facile d'envoyer des hommes sur la Lune que des couvertures de laine aux sinistrés du Pérou, ou des vaccins aux réfugiés bengalis.

Comment expliquer que l'homme soit capable d'aller sur la Lune et soit incapable d'empêcher le massacre des Bengalis ? Ni même d'aider efficacement les réfugiés ?

Côté Lune, il s'agit d'une entreprise de raison, où ne se mêle aucune espèce de bêtise. Plusieurs milliers d'hommes et de femmes mettent en commun leurs ressources, c'est-à-dire, leur intelligence, leur compétence, leur discipline, pour atteindre un objectif commun. L'objectif atteint, chacun est gratifié. Il y a des « vedettes », d'ailleurs vite oubliées en tant que telles, mais, au fond, chacun accomplit avec compétence une fonction précise.

Le pire qui puisse arriver - Apollo 13 fut un exemple - c'est une défaillance mécanique, car à ce point de cohésion, même une défaillance d'homme n'est point autre chose qu'une défaillance d'homme, n'est point autre chose qu'une défaillance mécanique. On a parlé, dans le cas des astronautes, d'hommes transformés en robots. Si des hommes comme Armstrong, Scott, Irwin, Worden (et on devrait ajouter ici les noms de leurs homologues soviétiques) sont des robots, vienne le jour où des robots de cette qualité seront plus nombreux sur cette planète, la nôtre.

Dans le cas des réfugiés bengalis, on est en face de la bêtise. Non pas, bien sûr, de la bêtise des réfugiés, mais de la somme de bêtises qui engendrent une telle situation. Irons-nous nous prononcer, de Montréal, de façon imperturbable sur la sagesse qui a présidé à la constitution de l'État pakistanais, autour de 1947 ? Sur le réalisme de ceux qui ont constitué un État dont les deux parties sont séparées par quatorze cents milles de territoire étranger ? Quatorze cents milles, c'est la distance de Québec à Winnipeg. Ici aussi, il ne manque pas de gens pour prétendre qu'un territoire étranger sépare, disons, les deux villes. On pourrait conclure que les solutions de force ne règlent rien nulle part. Ce serait faux. La preuve, c'est que les mêmes personnes qui nous suivraient dans ce raisonnement, aussi longtemps que cela ferait leur affaire, nous lâcheraient si nous disions que les solutions de force sont mauvaises aussi quand il s'agit d'Amos et de Gaspé ; de Chicoutimi et de Montréal, en matières scolaires ou en matières hospitalières. Il

n'y a pas de bout à unir de force quand l'idée est à la force, et il n'y a pas de bout à séparer, quand l'idée est à séparer.

Laissons cette piste et regardons la bêtise immédiatement visible. Cette bêtise prend la forme de l'impossibilité où nous nous trouvons d'aider sept millions de personnes en train d'agoniser. Comme tout devait être simple, en 1942 ou 1943, quand il s'agissait, pour les bonnes âmes démocratiques, de sauver quelques milliers de Juifs. On se rappellera peut-être qu'il fut question, à un moment donné, d'échanger des Juifs contre des camions. Ce troc affreux ne s'est point matérialisé, pour diverses raisons. L'une d'elles, c'est qu'on ne trouvait pas facilement de pays disposés à recevoir des Juifs par milliers. Un ne saura donc jamais si les Canadiens, par exemple, auraient accepté de se tasser un peu pour faire de la place à deux ou trois cent mille Juifs.

Tenez, supposons que le Canada offre de recevoir cent mille Bengalis, de payer leur transport (c'est faisable : on transporte plus de touristes que ça en criant deux cents dollars) ; de payer ensuite leur établissement minimum par ici. Serions-nous d'accord ? On peut me faire l'honneur de croire que je sais que ce n'est pas si simple que cela. Que peut-on faire ? Présentement, le gouvernement a engagé chaque citoyen pour trois sous. Il en coûte cinq par jour par citoyen américain pour envoyer du monde sur la Lune. Bien sûr, les citoyens actifs, ici comme ailleurs, sont délestés de beaucoup de sous par jour sous toutes sortes de rubriques. Mais enfin, on peut penser que la plupart des citoyens ne rechigneraient pas si l'on portait le prélèvement à dix sous pour venir en aide aux Bengalis. Mais, serait-on assuré que notre effort atteindrait son objectif : les Bengalis mourants ? On ne serait aucunement assuré de l'efficacité de son geste. Et alors ?

Que voulez-vous que je vous dise ? Je suis contre la bêtise. Et je la vois s'accumuler tous les jours. J'ai cru, à dix-sept ans, au sortir de la guerre de quarante-cinq, que plus jamais on ne serait aussi bête. Depuis ce temps, il est mort plus d'hommes que jamais, par bêtise. Le mort bête est la seule chose que l'on ait vraiment démocratisée. Toujours pour des raisons infiniment drapeautières. Pierre Laporte est mort de vieillesse, comme chacun sait. Qu'est-ce que Pierre Laporte vient faire là-dedans ? Rien. A quoi pensez-vous ?

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LA MONNAIE DE LA MÉFIANCE *

[Retour à la table des matières](#)

Toute la semaine, les journaux du monde entier ont été remplis de commentaires et d'analyses touchant la crise monétaire déclenchée par les récentes décisions du président Nixon.

Malgré cette abondance d'informations, on peut penser que les éléments, vraiment les éléments, du problème ne sont pas tellement familiers, même si chacun les prend pour acquis. En fait, de quoi s'agit-il ?

En des matières aussi complexes, il ne faut pas hésiter à prendre les choses dans leurs éléments. Ainsi, que veut-on dire quand on parle de l'or comme étalon des monnaies ? On veut dire que la richesse doit pouvoir être mesurée, comme beaucoup d'autres choses. Comme une terre, comme le temps, comme une robe, comme une rue, comme les bois, le sel, le lait, etc.

Et pourquoi faut-il mesurer ? Il est nécessaire de mesurer pour connaître, pour agir, pour échanger. Et comment mesure-t-on ? En comparant avec une unité de mesure stable.

Ce n'est pas si vite fait que dit. La plupart des unités de mesure, en effet, sont des conventions. Il n'y a pas besoin d'inventer une unité de mesure pour compter un troupeau de vaches, car l'unité de mesure, dans ce cas, est naturelle ; c'est la

* *La Presse*, 21 août 1971.

vache entière et continue. Mais si l'on veut échanger des vaches contre du sel, du bois, un disque et de la brique, il va falloir trouver moyen de « convertir » les vaches, le sel, le bois, le disque et les briques en une même « chose ». Cette chose sera une monnaie. À partir de là, on pourra dire que la vache vaut tant d'unités de cette monnaie et que le sel, le bois, le disque et les briques valent tant d'unités de cette même monnaie. Dans le cas du sel et du bois, il aura fallu, de plus, trouver un moyen de les mesurer eux aussi. Le sel se mesurera en livre, par exemple, et le bois en pied cube.

En 1934, on a convenu qu'une once d'or valait trente-cinq dollars. Pourquoi trente-cinq et pourquoi dollar ? Il faut répondre à la deuxième question d'abord : pourquoi dollar ? La raison est simple. Le pays qui appelait sa monnaie « dollar » était aussi le pays le plus riche. En d'autres temps, on se serait servi du nom d'une autre monnaie.

Pourquoi trente-cinq ? Parce que cela faisait l'affaire du pays qui appelait sa monnaie « dollar ». Ce pays, en effet, possédait, à l'époque, suffisamment d'or pour couvrir le nombre de dollars qu'il avait signés, le dollar n'étant rien d'autre qu'un chèque garanti par de l'or. Lisez bien ce qui est écrit sur un dollar : « La banque du Canada (ou des USA) paiera au porteur, sur demande... » Paiera quoi ? L'équivalent en or de la somme inscrite sur le billet.

Mais on s'est aperçu (on s'en doutait depuis le début) qu'il y avait beaucoup plus de dollars que d'or. On a alors décidé que le dollar serait considéré comme de l'or en barre. Posséder trente-cinq dollars équivaldrait à posséder une once d'or. Et on a continué à imprimer des dollars sans se soucier de savoir si ces dollars étaient « couverts » par de l'or. Le dollar était ainsi devenu la véritable mesure des monnaies, le véritable étalon. Les individus et les États accumulaient des dollars.

La richesse des USA et, par conséquent, la confiance qu'inspirait leur économie, ont fait que toutes les monnaies se définissaient, en pratique, par rapport au dollar, le dollar lui-même se définissant par rapport à l'or.

En suspendant la convertibilité du dollar et de l'or, les USA se trouvent, à toutes fins utiles, à détruire le système monétaire international en tant même que système. Ils peuvent se permettre ce coup de force précisément parce qu'ils sont forts. M. Nixon vient de dire en fait : l'or, qui servait d'étalon, c'est-à-dire d'unité de

mesure des monnaies depuis des temps immémoriaux, n'est plus considéré par les USA comme l'étalon ; l'étalon, c'est le dollar américain ; ajustez-vous.

Le président américain peut tenir ce langage parce que son pays est le plus fort. Les pays du Marché commun pourraient, s'ils étaient unis, tenir tête aux USA, mais ils sont plus divisés que jamais. Les USA font donc ce qu'ils veulent. Ils pratiquent l'égoïsme national que personne ne peut leur reprocher de pratiquer, chaque pays le pratiquant lui-même tant qu'il peut.

À l'intérieur des frontières d'un pays, la confiance accordée au papier-monnaie peut suffire à maintenir le système monétaire, mais, dans les relations internationales, il est difficile de se passer d'une garantie matérielle comme l'or, si partielle que soit cette garantie. En l'absence d'une telle garantie, il faudrait une monnaie universelle, mais une telle monnaie ne peut exister que dans les conditions où existe une monnaie nationale, c'est-à-dire une paix et une stabilité relatives qui ne sont elles-mêmes possibles que sur la base d'une large confiance que les citoyens d'un pays donné accordent à ses institutions, ses ressources et, finalement, se portent les uns aux autres.

Le temps est mesuré en secondes partout dans le monde, et cela ne fait pas de difficulté, pour la raison que le temps n'appartient à personne en particulier. Les longueurs et les masses sont mesurées selon des unités différentes de par le monde, mais cela non plus ne crée pas de difficultés considérables, pour la raison que les longueurs et les masses sont des données objectives. Mais les biens que signifient les monnaies ne sont pas échangeables en toutes circonstances et ne possèdent pas seulement une valeur objective. Si donc l'on veut s'assurer de toujours pouvoir se procurer certains de ces biens, il faut s'assurer de toujours pouvoir se rabattre sur une valeur déclarée absolue. C'est la fonction de l'or. Ce pourrait être autre chose que l'or ; mais il y a nécessité de recourir à un étalon matériel, extérieur, pour ainsi dire, à toutes les monnaies nationales.

Ce détour par un étalon matériel ne serait pas nécessaire si l'on pouvait créer une monnaie universelle. Mais une monnaie universelle est impossible sans une paix universelle.

L'idée de confiance est intimement liée à l'idée de monnaie, au sens, par exemple, où l'on parle de fiducie.

Les USA courent présentement le risque, et ils le font courir au monde entier, de déclarer de facto leur dollar comme une monnaie universelle, indépendamment de la réalité d'une confiance universelle.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LES PITCHEURS DE MYTHES *

[Retour à la table des matières](#)

M. Marcel Pépin, à l'occasion de la fête du Travail, a commis une déclaration dans laquelle il dit que « la politique du chômage forcé (doit) être remplacée par une LOI du plein emploi. » Le plein emploi, et, à plus forte raison, une LOI du plein emploi, implique beaucoup de choses, et il découle lui-même d'un principe : le droit au travail.

Le droit au travail est un principe arriéré, mais sain. Quant au plein emploi, qui découle de ce principe, voyons un peu ce qu'il implique. Nous faisons évidemment ici l'hypothèse que les mots veulent dire quelque chose et ne sont pas simplement des slogans à l'usage des ignorants.

Le plein emploi implique d'abord que pour tout individu, physiquement et mentalement apte, mâle ou femelle, situé entre seize et soixante-cinq ans, il y a un emploi rémunéré de disponible et que chacun l'occupe effectivement. Il faut dire seize ans, parce que c'est l'âge où finit l'obligation légale de fréquenter l'école. Il faut dire soixante ans, parce que c'est l'âge accoutumé de la retraite. Ces âges peuvent varier de quelques unités en plus ou en moins, aux deux bouts, mais on peut les accepter pour la durée de la présente lecture. « Plein emploi » veut d'abord dire cela ou bien l'expression est creuse, ce qui est fort possible, après tout.

* *La Presse*, 8 septembre 1971.

Étant donc admis que tous ceux qui ont entre seize et soixante-cinq ans ont droit à un emploi, il suit que les emplois en question doivent exister ou être créés. Cela ne peut se faire que s'il existe une stricte réglementation du travail et de l'économie. Bref, une loi du plein emploi supposerait un dirigisme rigoureux.

Étant donné que même les pays communistes connaissent le phénomène de l'inflation, une loi du plein emploi impliquerait non seulement un contrôle des prix et des salaires, mais un contrôle rigoureux des autres conditions de travail. Par exemple, une loi du plein emploi supposerait l'affectation géographique des travailleurs. Il n'y a plus d'emplois de professeurs à Montréal ? Il y en a en Abitibi. Ton droit se trouve en Abitibi, cette année, camarade.

La loi du plein emploi supposerait encore le contingentement des effectifs pour un secteur donné, avec tout ce que cela comporte, rétroactivement jusqu'au niveau scolaire. Tu veux devenir sociologue ? Il y en a assez. On te réoriente, camarade.

Il faudrait aussi, bien sûr, réglementer strictement le droit « au temps supplémentaire » et, à plus forte raison, le droit aux doubles emplois.

Et comme il faudrait ménager de toute façon une chambre de décompression pour pallier les aléas de la planification, une loi du plein emploi devrait s'accompagner d'un tampon quelconque sous forme d'un service obligatoire, où des emplois symboliquement rémunérés seraient disponibles pour des travaux d'urgence moyenne ou négligeable. Si l'expression « loi du plein emploi » veut dire quelque chose, elle veut dire ces choses-là.

Elle veut donc dire une transformation radicale de la société. Même si, théoriquement, une telle transformation est possible, il faut encore se demander si elle est possible pratiquement, au Québec. À Cuba, c'est le plein emploi. Même qu'il y a une loi qui ordonne de dénoncer les fainéants. Bon. Seulement, Cuba est une île. Ça aide. Ensuite, curieusement, le monde n'a pas l'air d'aimer ça tellement. Six cent mille Cubains ont quitté l'île depuis Castro, dont deux cent cinquante mille par le pont aérien payé par les USA depuis le 1er décembre 1965. Au début, Castro prétendait que c'étaient les irrécupérables qui partaient et que c'était tant mieux pour la Révolution. Mais, ces jours-ci, il décide de ne plus permettre aux « irrécupérables » de quitter son paradis. Ça commençait à faire pas mal trop de ressources humaines perdues, et ce, malgré les contraintes imposées à ceux qui voulaient

partir. Parmi ces contraintes, il y avait le fait que, dès l'annonce de son désir de quitter, on perdait son emploi régulier et que l'on était affecté d'office à des travaux plus gênants. Deuxièmement, en quittant, on emportait ses effets personnels et rien d'autre. Malgré cela, il y avait tellement de monde qui voulait partir que Castro a décidé de rompre le pont aérien, entièrement payé par les USA, par ailleurs. Des choses comparables se passent entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest.

Entre Cuba et les USA, il y a quatre-vingt-dix milles d'océan, entre Berlin-est et Berlin-ouest, il y a un mur fort bien gardé, comme on vient de le voir ces jours-ci, malgré l'accord des Quatre Grands. Mais il n'y a rien de tel entre le Québec et l'Ontario, ni entre le Québec et les USA. N'importe. Ce sont là des détails. Parlons quand même, en vase clos, d'une transformation radicale de la société québécoise et de son régime économique et politique.

Une loi du plein emploi veut dire quelque chose, ou bien c'est un slogan tout à fait comparable au slogan des cent mille emplois. Ces cent mille emplois (qui n'étaient pas le plein emploi), qu'une petite surtaxe de dix pour cent met en cause, de l'aveu même de M. Bourassa. Tu parles d'une indépendance ! Je veux dire l'indépendance du Canada. Cause toujours, mon castor ! Ou alors, comprends ce que tu dis, dis-le clairement au monde, et surveille les résultats.

Par exemple (continuons non pas de théoriser, mais d'analyser ce que les mots veulent dire), pensez-vous qu'il y aurait de la place pour une loi du plein emploi et la participation dont on se gargarise ? Et surtout, pensez-vous qu'il y aurait encore des syndicats sous une loi du plein emploi ? Il est vrai que les syndicats ne représentent que les trente pour cent les mieux payés et les mieux assurés de tous les travailleurs québécois.

Je suis parfaitement d'accord avec le plein emploi. Je connais ça depuis le juvénat. Il ne s'agit que de convaincre les autres, d'une part (en expliquant clairement) ; d'autre part, il s'agit de le faire, sans trop s'occuper de M. Nixon, qui ne gouverne pas grand-chose sur ce continent, comme chacun sait.

Beaucoup de mythes circulent. Rien contre les mythes. Faut seulement savoir qu'un mythe est un mythe. Transformation radicale de la société, ça veut dire quoi ? Que ceux qui se cachent derrière ces mythes aient le courage d'en dégager les implications.

Nous avons été écrasés, paraît-il, sous les mythes successifs du messianisme, de l'agriculture et l'anti-étatisme. L'anti-étatisme ? Pas possible ! Sommes-nous en train d'embarquer dans un autre train de mythes ?

Quelle est l'alternative, comme diraient ceux qui ne parlent pas français (voir à ce sujet la qualité française des textes « issued » de la CEQ ? L'autre partie de l'alternative, pour parler en français ordinaire, c'est de poser des questions aux pitchers de mythes. La participation, c'est d'abord cela.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LES PARTIES DE MOTS MOUS *

[Retour à la table des matières](#)

On est effrayé, quand on a été habitué à parler avec des mots, du nombre de mots qui ont été vidés de tout contenu intelligible et qui continuent de circuler comme de la fausse monnaie, sans même qu'il soit possible de prouver que c'est de la fausse monnaie. Car la vraie fausse-monnaie, si j'ose dire, on peut toujours établir qu'elle est fausse par l'existence même de la vraie monnaie. Mais les mots, comment établir qu'ils sont faux, sinon avec des mots ? Ou alors, attendre qu'ils aient produit leurs fruits.

Mercredi dernier, J'ai essayé de voir ce que pouvait bien vouloir dire l'expression « plein emploi. » À ce sujet, j'ai parlé de « pitchers de mythes ». Par la suite mais toujours à l'intérieur de la même semaine, j'ai assisté à deux autres parties de mots mous.

La première fois, ce fut à l'Institut de pastorale, où j'ai panélisté sur le thème : « L'éducation permanente de la foi ». Sous cette rubrique générale, je devais parler de pastorale. M'adressant à des pasteurs, même si je ne suis rien d'autre qu'une brebis, j'ai cru que je pouvais bêler quelques remarques sur la nature de la pastorale. Erreur. Personne ne voulait entendre parler de pasteur. À croire que c'était tous des loups ou des brebis ou un mélange des deux. Il reste que mon hypothèse me paraît toujours valable ; un institut de pastorale doit réunir quelques pasteurs.

* *La Presse*, 11 septembre 1971.

Ce qui gênait, c'était l'idée même qu'il puisse exister telle chose qu'un pasteur, c'est-à-dire quelqu'un qui a charge de nourrir, de défendre, de guider et de rassembler, à quoi se ramène la réalité du pasteur. On m'objectait, d'une part, que l'évaluation contemporaine répugnait à ces notions paternalistes. D'autre part, et fort contradictoirement, on me reprochait de définir le pasteur comme quelqu'un qui se préoccupe des plus faibles et qui ralentit, au besoin, la marche du troupeau, afin que les plus faibles ne soient point distancés. Un curé qui fait dans la pauvreté comme d'autres autrefois faisaient dans le grec, m'a dit qu'il en avait assez de cette conception qui veut que l'on se préoccupe des faibles. Chacun doit aller au bout de son intelligence et de sa foi, qu'il disait. Bien sûr. Et je ne disais justement pas le contraire.

Après, j'ai compris. On comprend quand on peut. Certains avaient traduit en termes de hiérarchie administrative ce qui n'était rien d'autre qu'une certaine description de la réalité, car j'expliquais simplement le sens concret de mots. Il y avait aussi le fait que plusieurs, dans l'assistance, avaient rejeté comme c'est maintenant la mode, toute forme de directivité. On appelle ça la non-directivité, laquelle consiste à remplacer la direction de la raison par celle de l'affectivité. Or, pour peu que l'on soit lucide ou que l'on ait quelque expérience, on sait que le règne de l'affectivité est autrement plus sournois et autrement plus tyrannique que celui de la raison. Vis-à-vis de la raison, on a toujours la ressource de comprendre, d'une part, ou de répéter, d'autre part ; vis-à-vis de l'affectivité, on est accepté ou aboli. Point.

Plus tard dans la semaine, j'ai entendu parler de participation en milieu scolaire, et la position du problème était la négation même de la participation.

Participation est un mot que l'on mêle à toutes les sauces. Dès qu'il s'agit de le monnayer, on aboutit à la création de comités. Et dans la création des comités, la préoccupation première et dernière, c'est d'assurer la parité. Une once d'administrateurs, une pincée d'étudiants, une cuillerée de professeurs syndiqués. Agitez beaucoup.

Si l'on se préoccupe tant de parité, c'est que l'on a envie de voter à mort. Or, la vérité ne se vote pas, ni l'aisance, ni le dévouement. Sauf, dans ce dernier cas, à la courte paille et seulement quand il s'agit de mousses.

La rage de voter découle du fait que la participation, telle quelle est pratiquée jusqu'ici n'est pas une structure d'action, mais une structure de repli (pour les dupes) ou de ruse (pour les activistes). La structure de vote, en effet, est une structure législative, non pas une structure d'exécution. La participation, curieusement, n'est jamais la participation à faire quelque chose, mais la participation à délibérer.

En outre, on a tout simplement perdu l'idée de faire et, au niveau de la décision, l'idée de responsabilité. Au mieux, on se rabat sur la complicité qui est une action dans l'anonymat. Le type contemporain de la complicité, c'est la manifestation dans la rue, avec ou sans cassage de gueules, avec ou sans vandalisme.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

LE POUVOIR N'EST PLUS AU POUVOIR *

[Retour à la table des matières](#)

La crise provoquée par la grève des policiers provinciaux vient de se dénouer, du moins provisoirement. Il convient de se réjouir, comme on se réjouit après une rage de dents. On n'a pas une meilleure denture, mais on ne sent plus de mal. C'est toujours ça de pris, qu'on se dit. Même si la grève n'a pas été accompagnée de désordre, le fait que les policiers se soient mis en grève est en lui-même un événement grave.

C'est un événement grave, parce que les policiers n'ont pas le droit de grève. Il ne s'agit pas de jouer sur les mots. Les policiers ont enfreint la loi. On sait maintenant que, pour les policiers, le fait de ne pas avoir le droit de grève n'est pas un obstacle insurmontable.

On sait aussi que le gouvernement est incapable de réagir, vis-à-vis des policiers, comme il le fait, par le moyen des policiers, vis-à-vis des citoyens ordinaires qui enfreignent les lois. Le gouvernement, en effet, s'est engagé à n'user d'aucunes représailles. Cette décision est sage. De toute façon le gouvernement n'avait pas d'autre choix. Notons quand même que l'on parle ici de représailles. Le choix du mot est significatif. C'est comme si l'on disait qu'un policier qui arrête un citoyen pour excès de vitesse sur la route 20, par exemple, n'applique pas la loi, mais exerce une représaille. Le vocabulaire, comme la réalité, se déplace.

* *La Presse*, 29 septembre 1971.

Toute crise est un jugement, donc un éclairage. La grève des policiers provinciaux nous éclaire sur le déplacement du pouvoir. Le pouvoir n'est plus au pouvoir ; on le sait. Mais on ne sait pas exactement où il se trouve.

Tout le monde sait maintenant que le remboursement du travail supplémentaire effectué durant la crise d'octobre était l'objet initial du litige ; qu'à ce grief sont venus se greffer d'autres griefs et, qu'en fin de compte, c'est une longue frustration qui s'est exprimée dimanche dernier.

Cette frustration vient, pour une bonne part, de l'ambiguïté du rôle des policiers dans les sociétés contemporaines. Cela n'a pas été clairement articulé par les policiers provinciaux, mais on peut être sûr que le sentiment d'être coincé est vécu par les policiers. Coincés entre le pouvoir politique, dont ils sont l'expression physique, et la société, dont ils sont les défenseurs et qui se reconnaît mal dans le pouvoir politique.

Ce malaise n'est pas le fait des seuls policiers québécois. Pour ne prendre qu'un exemple, rappelons que les polices françaises, ces semaines-ci particulièrement, ont pris des positions qui ressemblent fort à de la révolte. Les journaux français ont largement commenté le malaise des polices, et ce qui se dégage de ces commentaires, c'est que la fièvre des polices est un mauvais présage. Quand le pouvoir politique a tellement besoin du pouvoir policier que ce dernier peut le faire chanter, le pouvoir politique est vidé.

Il serait exagéré de dire que nous en sommes là, mais nous nous approchons de ce point. Des gestes comme celui de la police de Montréal, en octobre 1969, et comme celui des policiers provinciaux, dimanche dernier, créent de l'irréversible.

Beaucoup de signes indiquent qu'une certaine forme du « contrat social » est rompue et qu'il n'en subsiste plus que des apparences. À cause de leurs fonctions, les policiers ont beaucoup d'occasions de voir fonctionner le système de l'intérieur. Plus jeunes, plus instruits, plus politisés (ce qui est bien différent du fait d'être une « créature politique ») qu'il y a seulement dix ans, ils sont sûrement plus critiques vis-à-vis du pouvoir qu'ils sont censés défendre.

Un autre paradoxe inscrit dans la nature des fonctions policières telles qu'elles sont devenues, c'est que la police est perçue et se perçoit elle-même comme l'instrument du pouvoir. Elle l'est certes, mais elle n'est pas que cela. La police est aussi la protection des citoyens. Une police mercenaire n'est que l'instrument du

pouvoir ; une police policée est l'instrument du pouvoir et la protection des citoyens. Si la politisation de la police devait la conduire à désertier les citoyens chaque fois qu'elle n'est pas d'accord avec le pouvoir, il faudrait réinventer la défense individuelle de chacun contre chacun.

Quoi qu'en dise une certaine propagande, le pouvoir politique n'est pas dressé contre l'ensemble des citoyens avec, comme barricade, la police. Dans cette conception, en effet, le pouvoir politique serait l'ennemi de chacun.

Est-ce à dire que la société est devenue ingouvernable ? Non pas. Mais c'est dire que la société ne peut plus être seulement gouvernée, comme peuvent l'être les choses stables. La société se crée constamment.

Gouverner implique un minimum de stabilité et un minimum de stabilité implique à son tour la confiance dans les institutions et une large adhésion à des objectifs communs.

L'invocation des grands principes est sans effet quand cette confiance est inexistante. Le saupoudrage des éloges et des blâmes ne signifie pas grand-chose non plus. Le présent gouvernement fait ce qu'il peut. Il est au pouvoir, mais il n'a pas d'autorité. Soixante-douze députés ne créent point une autorité. Par ailleurs, comme me disait l'autre jour un ami, il est plus facile d'avoir de bonnes idées quand les coffres sont pleins.

M. Bourassa dansant (photo dans un journal de samedi dernier), une veille de révolte policière, c'est peut-être supposé signifier M. Bourassa serein, sûr de lui et de son pouvoir. Cela peut aussi faire penser à Louis XV.

DOSSIER UNTEL : VII. INTEMPOREL

L'ÉROSION DES INSTITUTIONS *

[Retour à la table des matières](#)

Cette semaine, deux institutions du Québec sont mises à l'épreuve : l'université de Montréal et l'université du Québec à Montréal (UQAM). Samedi dernier, j'ai touché un aspect du conflit à l'UQAM : l'aspect idéologique. Je reviens aujourd'hui sur cette question, car j'estime que les institutions sont importantes. Aucune société ne peut subsister sans institutions. Dire cela, c'est dire une banalité, bien sûr ; mais une banalité demeure une vérité.

Au Québec, les institutions sont faibles. Elles étaient très fortes, il y a aussi peu que dix ou quinze ans. Tellement fortes, qu'elles semblaient inébranlables. Je pense à la famille, à la religion, à l'université, au gouvernement, au système scolaire, au système hospitalier, etc.

Puis, il y eut la révolution dite tranquille. Une société encadrée jusqu'au coeur de chaque individu (la religion, en effet, est une frontière qui passe par le coeur de chacun) abolissait, presque d'un seul coup, toutes ses frontières.

En vérité, les frontières en question étaient minées depuis longtemps ; autrement, il n'aurait pas été aussi facile de les enfoncer. Mais il reste que les frontières furent abattues en même temps. Elles furent abattues, mais elles ne furent remplacées par aucune autre frontière. Nous avons enjambé nos frontières traditionnelles

* *La Presse*, 12 octobre 1971.

sans trop nous inquiéter d'en poser de nouvelles. L'informatique n'est pas une frontière. Il ne nous reste qu'une seule frontière : la langue. C'est notre dernière frontière et c'est pourquoi nous nous y agrippons si désespérément et si contradictoirement. Les faibles s'agrippent toujours trop fort.

La façon dont je décris la situation peut paraître dramatique, j'en conviens. Je ne pense quand même pas que tout soit perdu. Je pense seulement que tout est menacé en même temps, à la grande excitation des quelques parvenus idéologiques qui croient que leur jour de gloire est arrivé, sur les ruines du Québec. Je pense aussi qu'un peuple - et nous sommes un peuple - ne meurt pas pour un oui ou pour un non. Nous allons nous reprendre en main. Ce sera l'oeuvre de nos successeurs. Les jeunes vont finir par voir clair dans tout cela. Ils ont commencé de le faire. Je dis : les jeunes, car je n'espère plus grand-chose de notre intelligentsia, ni de nos politiciens traditionnels, ni de nos chefs syndicaux. Ils ont donné leur mesure, qui n'était pas grande. J'espère aussi dans la santé fondamentale des gens simples, qui sont bien différents de la petite douzaine d'hommes qui parlent constamment en leur nom.

Que voilà un long détour pour en arriver à parler de la grève à l'université de Montréal et de la menace de grève à l'UQAM. Au fait, de quoi s'agit-il ? Il s'agit, dans le cas de l'université de Montréal, de neuf cent cinquante employés dits de soutien, c'est-à-dire, de plus d'une centaine de fonctions différentes, qui vont du préposé à la photocopie, à la secrétaire, en passant par l'animalier. L'animalier, c'est la personne qui s'occupe des animaux de laboratoire, notamment des fameux rats blancs. Ça a l'air d'un détail folklorique, mais il faut savoir que c'est des laboratoires que viennent les vaccins que tout le monde est bien content d'avoir à un moment ou l'autre de sa vie. Périissent les rats blancs, à l'occasion d'une grève, et voilà, dans certains cas, plusieurs années de recherche qui foutent le camp.

C'est cela, une université ; c'est complexe et fragile. Certes, il y a beaucoup d'universités de par le monde et nous ne manquerons pas de vaccins, même si tous les rats blancs de l'université de Montréal meurent. On pourrait faire le même raisonnement à propos de presque tout, au Québec. Au bout du compte, on serait juste bons pour servir les touristes au casino de la Malbaie.

S'agit-il ici de faire du chantage à la science, comme d'autres font du chantage à la mitraillette ? Non. Alors, encore une fois, de quoi s'agit-il ? Il s'agit, pour les

employés de soutien de l'université de Montréal, d'obtenir la parité de salaires avec ceux de l'université Laval. Tiens ! Pour une fois, il ne s'agit pas de Toronto.

Il s'agit de la parité de salaire avec Laval, pour la raison que les employés de soutien de Laval ont obtenu, en septembre 1970, une augmentation de treize pour cent. Mais c'était avant que le gouvernement fixe à six pour cent le taux d'augmentation autorisé. L'université de Montréal est donc coincée entre la demande de parité avec Laval et la masse salariale autorisée par l'État. Il faut noter qu'une université n'a que deux sources significatives de revenus : les subventions de l'État (donc du cochon de payant) et les frais de scolarité payés par les étudiants ou leur papa.

Et alors ? Alors, je ne sais plus. Je compulse des dossiers et je vois, par exemple, que le nombre d'heures de travail par année, à Laval et à l'UQAM, est de 1795, comparé à 1755, pour Montréal. Donc, on travaille un peu moins à Montréal par rapport à Laval et à l'UQAM, et on est payé un peu moins. De toute façon, on ne peut pas imaginer que l'on mette une institution en péril pour une différence de quarante-cinq heures par année, peu importe en faveur de qui jouent les quarante-cinq heures en question. Bien sûr, il y a des centaines de clauses dans la convention collective en litige. Elles sont toutes du même genre. Je vois encore ceci, au chapitre des congés sociaux : tout employé régulier a droit un jour de congé dans le cas du décès « d'un beau-père, de la belle-mère, du beau-frère, de la belle-soeur, de la bru, du gendre » à condition que l'employé en question assiste aux funérailles de la belle-mère en question. Il s'agit d'une belle-mère, et il s'agit de faire la preuve qu'on a assisté à ses funérailles. Voilà ce qu'on négocie, au Québec, en 1971.

Il y a quelque chose de pourri au royaume du syndicalisme. Certes, sans cette institution qui s'appelle le syndicalisme, les employés seraient rapidement exploités. Le syndicalisme est donc nécessaire. Mais quand il défend la clause belle-mère, il ne défend plus rien de valide. Et toutes les clauses se ressemblent.

Il y a également quelque chose de pourri au royaume universitaire. Je n'en veux que cette preuve : aucun étudiant n'a échoué à ses examens, l'an dernier, au département de sociologie de l'université de Montréal. Aucun. Bon. Il y a un nom pour ça : fabrication de fausse-monnaie.

Pour la troisième fois je me pose la question : et alors ? Je ne sais pas. Je sais seulement qu'on ne construit pas un pays de cette façon

Fin du texte